

407

28/9/20

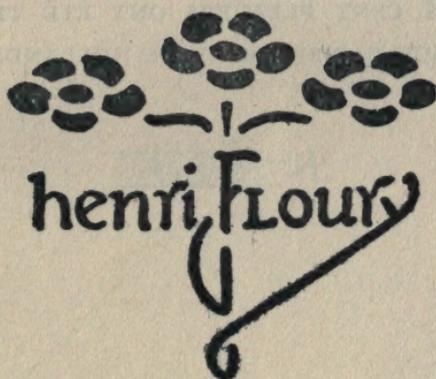
LE CHARTISME

2654c

EDOUARD DOLLÉANS

LE CHARTISME

(1830-1848)



210256
14:3:27

A PARIS

CHEZ H. FLOUREY, EDITEUR

1, BOULEVARD DES CAPUCINES

MCMXII

HD
8396
D6
v. 1

IL A ETÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
CINQ CENTS EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS

LES CENT PREMIERS ONT ÉTÉ TIRÉ
SUR PAPIER VERGÉ DE HOLLANDE

N° 449

AU MAITRE QUE FUT MAURICE BOURGUIN

LA NAISSANCE

(1830-1836)

Les Forces Economiques n'ont pas cette impersonnalité aveugle et cette puissance de détermination souveraine qui, pour tant d'historiens, excluent les contingences et la liberté humaine au point de les faire apparaître comme une forme nouvelle et comme l'expression moderne de l'antique fatalité.

JOSEPH CALMETTE.

CHAPITRE I

DÉMOCRATIE ET SOCIALISME

La Charte du Peuple, qui a donné son nom au mouvement chartiste, est un projet de loi adressé le 8 mai 1838 aux associations ouvrières et aux associations radicales par la Working Men's Association de Londres. Ce projet de loi formulait six revendications : 1° l'Annualité du Parlement ; 2° le Suffrage universel ; 3° l'Égalité des districts électoraux ; 4° l'Abolition du cens d'éligibilité ; 5° le Vote au scrutin secret ; 6° l'Indemnité parlementaire. Il était précédé d'un Appel aux réformateurs de Grande Bretagne et d'Irlande. Cet appel rappelait le Bill déposé, en 1780, à la Chambre des Lords par le Duc de Richmond et les démarches du comité de Westminster qui avait préconisé les six revendications formulées dans la pétition de la Working Men's Association. Ainsi cette nouvelle manifestation du mouvement démocratique était rattachée aux origines du radicalisme par les rédacteurs de la Charte du Peuple, par les initiateurs du Chartisme.

Or, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire politique de l'Angleterre pour se rendre compte que les six points de la Charte étaient, depuis un demi siècle, le programme même du radicalisme. Le major John Cartwright avait été le premier à formuler ce programme en 1776, dans son *Take your Choice*, et le premier à prononcer le mot de réforme radicale : il avait préconisé l'établissement du suffrage universel, réclamant le droit de vote pour tous les citoyens âgés de plus de dix-huit ans, le scrutin secret, des Parlements annuels et des élections faites en un jour, des circonscriptions électorales comprenant un nombre égal d'habitants, c'est-à-dire, en somme, quatre des six points de la Charte. Et en 1780, Cartwright fondait la " Society for Constitutional Information ". La même année, le duc de Richmond proposait à la Chambre des Lords l'adoption du suffrage Universel.

Une nouvelle poussée démocratique se produisit en Angleterre sous l'influence de la Révolution française ; à l'imitation du Club des Jacobins, on vit se fonder des clubs qui critiquaient la vieille constitution politique ; le système électoral fut l'objet d'attaques violentes.

La guerre contre la France interrompit le mouvement démocratique et ce ne fut qu'après la paix, en 1815, que les réformateurs radicaux purent reprendre leurs campagnes. Le radicalisme

se réveilla alors sous l'influence des conséquences financières et économiques de la guerre. Les circonstances industrielles et commerciales favorisèrent la formation d'un parti d'une toute autre envergure que celui des réformateurs de 1780 et de 1792. Ce nouveau parti puisa sa force dans la crise économique que traversait l'Angleterre et dont il sut profiter pour intéresser les masses à la réforme parlementaire. Les radicaux démocrates exploitèrent le mécontentement créé par les charges très lourdes qu'imposaient aux classes populaires le poids de la dette et la prodigalité d'un gouvernement distributeur de sinécures ; enfin, pour gagner les ouvriers à la réforme politique, ils attribuèrent au système électoral les souffrances qui résultaient de la surproduction, du chômage et de la misère.

Le vote par le Parlement d'une " corn-law ", destinée à maintenir le prix du blé autour de quatre-vingts shillings le quarter, est le point de départ et le premier prétexte de l'agitation démocratique. Dès le début, celle-ci a pour objet immédiat la réforme du système électoral. Le 26 octobre 1816, dans son *Weekly Register*, Cobbett demande que la Chambre des Communes soit choisie annuellement par les contribuables et il s'écrie : " Obtenons cette réforme d'abord et tout le reste nous sera donné par

surcroît". Dans les villes et les villages se fondent des Hampden Clubs : les délégués des clubs fédérés rédigent un programme comprenant : 1° l'élection annuelle du Parlement ; 2° l'exclusion de tous les fonctionnaires en place ; 3° le droit de vote pour tous les contribuables âgés de plus de 18 ans ; 4° le droit pour 20.000 habitants d'envoyer un membre à la Chambre des Communes ; 5° la suppression du cens d'éligibilité remplacé par le talent et la vertu.

Le journaliste du mouvement, Cobbett, et son orateur, Henry Hunt, exploitent les émeutes provoquées par le chômage, la haine du machinisme, la cherté du pain. Ils essaient de créer une agitation systématique en vue de la réforme électorale. Ils organisent de larges processions hérissées de bannières aux devises révolutionnaires, de vastes meetings en plein air où retentissent des déclarations enflammées et des discours démagogiques. En novembre 1816, à Spa-Fields, on agite le drapeau rouge ; le 12 août 1819, à St. Petersfield, on arbore le bonnet phrygien : à côté de la devise "Parlements Annuels et Suffrage Universel", figurent celle de "Représentation égale ou la Mort" et celle de "Liberté ou la Mort".

Alarmé par ces rappels trop précis de la Révolution française, le gouvernement fait intervenir la troupe et obtient du Parlement des mesures

d'exception destinées, par la suppression de la liberté de réunion, à enlever aux réformateurs tous moyens efficaces de propagande. Le " massacre " de Peterloo va devenir légendaire et servira de thème aux déclamations chartistes.

Bientôt l'idée d'une réforme électorale fut reprise par le parti Whig, sous une forme nouvelle, il est vrai, puisqu'il s'agissait seulement d'une extension du privilège de vote et que le droit de suffrage, loin de reposer sur l'idée démocratique du droit égal pour tous, restait une *franchise*. La réforme de 1832 consista principalement en une redistribution des sièges et en un règlement uniforme des conditions de la franchise. Sans doute le bill éleva le nombre des électeurs de 435.000 à 655.000 : le droit de suffrage était attribué, dans les comtés, à tous les possesseurs d'un immeuble de 10 livres, à tous les tenanciers d'un immeuble de 50 livres et, dans les bourgs, à tout locataire d'une maison de 70 livres de revenu. Mais la Chambre restait élue pour 7 ans ; le droit de vote restait un privilège reposant sur la propriété et lié à la possession d'immeubles ; le scrutin restait public et écrit, à la majorité relative et sans ballottage.

Cette réforme ne pouvait satisfaire ni les radicaux bourgeois ni les démocrates ouvriers. Elle n'était pas conforme à l'idéal démocratique ; elle ne consacrait aucune des six revendications

du radicalisme, ni l'annualité des Parlements, ni le suffrage universel, ni l'égalité des districts électoraux, ni le scrutin secret, ni l'indemnité parlementaire, ni la suppression du cens d'éligibilité. Ce sont ces six revendications fondamentales du mouvement démocratique depuis ses origines que la Working Men's Association avait formulées en rédigeant la Charte du Peuple ; ce sont ces six revendications que la W. M. A. voulait populariser en publiant et en répandant, à travers l'Angleterre, la Charte du Peuple ; ce sont ces six revendications que la W. M. A. espérait réaliser en suscitant, dans le peuple et parmi les ouvriers exclus du droit de vote, un puissant mouvement d'opinion, manifesté par une immense pétition, et qui forcerait le Parlement à transformer en une loi la Charte du Peuple.

La Charte du Peuple va devenir et restera jusqu'en 1848 le programme du mouvement chartiste : elle imprime au Chartisme le caractère d'un mouvement démocratique. Les principes affirmés dans leur projet de loi par les hommes de la Working Men's Association ne sont-ils pas d'ordre exclusivement politique ? Le suffrage universel n'est-il pas, depuis 1780 et 1790, la revendication centrale du parti radical ? Si les luttes contre Napoléon ont interrompu en Angleterre le développement du radicalisme poli-

tique, ce parti, depuis 1815, a grandi, et sa popularité est due à la faveur croissante dont cette revendication a joui dans les milieux populaires. La réforme de 1832 n'est elle-même qu'une concession faite à l'opinion publique ; dans les rangs des radicaux, les uns ne l'ont acceptée et préconisée que comme une étape qui devait conduire au suffrage universel ; les autres l'ont condamnée comme une déception infligée à leurs espérances et comme un affront fait à la volonté du peuple.

La Charte du Peuple apparaît donc comme un essai de rédaction des principes de la Démocratie Politique. Mais, si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que ce n'est là qu'une apparence : les revendications politiques des démocrates ouvriers enveloppent d'autres revendications qui vont donner au mouvement un caractère nettement socialiste. La réforme politique n'est ici que le moyen ; l'égalité politique n'est réclamée que parce que, dans l'esprit des rédacteurs de la Charte du Peuple, elle doit conduire fatalement et nécessairement à l'égalité sociale. Sur ce point il n'y a aucune hésitation ni aucun doute dans l'esprit de ceux qui ont été les inspirateurs ou sont devenus les chefs du mouvement chartiste : il suffit pour s'en convaincre de connaître les principes de la Working Men's Association et les idées des hommes dont l'influence et la per-

sonnalité ont le plus contribué à la naissance du Chartisme. Au reste, pour les Chartistes la démocratie comprend le socialisme ; c'est le parti si joliment appelé par Feargus " des Espérances sociales ". L'expression de socialiste désigne plus particulièrement les disciples de Robert Owen et leur est en quelque sorte réservée ; celle de démocrate est toujours employée dans un sens qui implique une étroite union et même une presque complète confusion entre la Démocratie politique et la Démocratie sociale.

L'Appel qui précède la Charte du Peuple est signé par quinze membres de la W. M. A. : John Jaffray, relieur ; William Savage, journaliste ; Henry Mitchell, tourneur ; John Skelton, cordonnier ; Daniel Binyon, journaliste ; Richard Cameron, piqueur-de-bretelles ; James Lawrance, peintre ; William Moore, graveur sur bois ; Arthur Dyson, compositeur d'imprimerie ; John Rogers, tailleur ; William Isaacs, fondateur de caractères ; James Jenkinson, graveur ; Edward Thomas, journaliste ; le trésorier et le secrétaire de l'association : Henry Hetherington et William Lovett. Henry Hetherington, qui est imprimeur, a débuté comme typographe ; Lovett, le véritable rédacteur de la Charte du Peuple, est ébéniste. On peut donc dire que tous les signataires de l'appel sont des artisans et des ouvriers.

La Working Men's Association est composée exclusivement d'ouvriers. C'est là le fait nouveau qu'il importe de souligner. Lorsqu'elle a été fondée, le 16 juin 1836, la Working Men's Association, par la volonté même de ses fondateurs, ne devait faire appel qu'aux seules forces de la classe ouvrière. "La question se posa parmi nous, dit Lovett, de savoir si nous pourrions organiser et faire vivre une association composée exclusivement d'hommes appartenant à la classe ouvrière." La W.M.A. est précisément une expérience tentée par Lovett, Cleave et Hetherington pour amener la classe ouvrière à administrer ses affaires dans un esprit de complète indépendance. A cette fin, l'association groupera et unira étroitement les ouvriers les plus intelligents, les plus capables d'exercer une influence. Lovett nous explique que les fondateurs de la W. M. A. voulaient libérer les masses laborieuses de leur asservissement à l'égard des "grands hommes" sur lesquels elles avaient toujours les yeux fixés et dont elles attendaient un geste pour penser et pour agir. Entre les mains de ces leaders, qui en maniaient les ficelles, la classe ouvrière se laissait conduire comme une marionnette obéissante aux caprices de son idole momentanée ; et, lorsque ces idoles populaires étaient tombées de leur piédestal, elle se trouvait plus désarmée que jamais. La classe ouvrière

devait apprendre à se conduire par elle-même, sans le secours de ces directeurs de conscience sociale, auxquels, jusque là, elle avait remis le soin de ses intérêts : elle devait devenir son propre gérant d'affaires. Les fondateurs de la W. M. A. entendaient faire de cette association une école où les ouvriers pussent s'instruire eux-mêmes, discuter librement des grands principes sociaux, se faire par eux-mêmes leur propre éducation politique.

Profondément originale et nouvelle était cette conception qui voulait substituer à la direction extérieure et instable des meneurs populaires une direction spontanée et autonome. La classe des travailleurs trouverait ses chefs naturels dans une aristocratie ouvrière dont la W. M. A. serait l'école de self-education et l'organe d'action. Est-il besoin de rapprocher cette conception de celle des syndicalistes qui remettent la conduite de la classe ouvrière entre les mains d'une minorité dont l'éducation sociale et syndicale est supérieure ? Sans doute la W. M. A. se déclarait disposée à apporter son concours à tous ceux qui travaillent au bonheur du peuple ; mais " elle devait toujours avoir présente à l'esprit cette vérité d'expérience que, dans la société actuelle, la division des intérêts des différentes classes s'oppose le plus souvent à l'union des cœurs et des volontés. "

L'association était résolue à ne recruter ses membres que dans les rangs de la classe ouvrière. Mais, ajoutait l'article 8, " comme on n'est pas d'accord sur la ligne de démarcation qui sépare la classe ouvrière des autres classes, le soin de déterminer si un candidat est éligible est laissé aux membres eux-mêmes. "

La politique de la W. M. A. sera une *politique ouvrière*. Toutefois, *le principe de la lutte des classes* ne domine pas cette politique : la W. M. A. accepte de collaborer avec tous les serviteurs de la cause populaire. Sans doute la communauté de sentiments, que Marx appellera plus tard " la conscience de classe ", est la condition indispensable de toute réalisation et de toute réussite ; la W. M. A. est fondée essentiellement sur l'action personnelle et autonome de la classe ouvrière qui doit chercher ses chefs parmi les hommes sortis de son sein. Seulement il faut noter dès maintenant que, de cette idée de classe, la W. M. A. ne déduit pas comme un corollaire nécessaire un irréductible antagonisme et qu'elle admet les alliances avec les démocrates bourgeois.

Cette action de classe que veut inaugurer la W. M. A. doit devenir une action internationale : les classes laborieuses de tous les pays sont liées par des sentiments et des intérêts communs.

L'année même de sa formation, en novembre 1836, la W. M. A. envoyait un manifeste à la classe ouvrière belge et Lovett revendique pour son association "l'honneur d'avoir la première introduit la coutume des messages internationaux entre ouvriers des différents pays". La W. M. A. affirmait la solidarité internationale qui unit tous les ouvriers :

" La cause des divisions insensées qui séparent les nations vient de ce que la classe ouvrière ignore la situation qu'elle occupe dans la société. C'est parce qu'ils sont ignorants que les ouvriers croient qu'ils sont nés pour travailler et pour faire jouir les autres hommes des fruits de leurs travaux. Heureusement, frères, nous nous rendons compte de l'injustice dont nous sommes victimes ; nous sentons l'esclavage dont nous n'avons pas encore le pouvoir de nous libérer. Notre émancipation dépend de la diffusion de ces vérités parmi les ouvriers de tous les pays : nous prendrons conscience de la situation réelle que nous occupons dans la société ; nous acquerrons le sentiment qu'étant les producteurs de la richesse nous avons le droit d'être les premiers à en jouir.

" Nous apprendrons à revendiquer un certain nombre de droits : puisque l'éducation développe l'intelligence et prépare les hommes à remplir leurs devoirs respectifs envers la société, ceux qui produisent et qui rendent l'éducation possible ont un droit égal et un droit national à profiter de ses bienfaits ; puisque le gouvernement est établi dans l'intérêt de tous, tous ont des droits égaux, chacun selon ses capacités, à remplir toutes les fonctions ; et, puisqu'il est dit que les lois sont édictées dans l'intérêt de tous, tous doivent avoir part à leur confection.

" Lorsque ces principes seront bien compris par les classes ouvrières, le pouvoir que donne le savoir conduira rapidement à leur adoption, et alors, camarades ouvriers, les tyrans du monde perdront leur pouvoir, l'hypocrisie son masque et les dupeurs de l'humanité leurs disciples crédules. "

Cette adresse, qui nous découvre les intentions socialistes de la W. M. A., développe deux idées : celle de l'éminente dignité de la classe ouvrière et celle de son droit sur la richesse produite. La classe ouvrière occupe dans la société une place fondamentale : la première, puisqu'elle est la classe productrice. Cette proposition a pour corollaire le droit pour les ouvriers, producteurs de la richesse, d'être les premiers à en jouir. Non seulement la W. M. A. est une association qui fait appel à l'action de la classe ouvrière, mais cette action a un fondement socialiste nettement déterminé, puisque cette association fait siennes les deux théories de l'exclusive productivité du travail et du droit au produit intégral du travail.

Peu après, l'association ouvrière publie une brochure : *La Chambre pourrie*. L'appel à la nation qui précède cette brochure complète ces indications en précisant l'idée de la division et de l'opposition des intérêts entre les classes :

“ Le propriétaire foncier, dont l'intérêt est de faire des lois injustes et partiales pour sauvegarder la rente, est-il capable de représenter la classe ouvrière ? Les financiers, les spéculateurs et les usuriers qui vivent de ce système de corruption peuvent-ils être des représentants pour les travailleurs ? Les lords, comtes, marquis, baronnets qui ont un siège à la Chambre sont-ils capables de nous représenter ? Et trouvons-nous des représentants convenables dans la foule des avocats, des procureurs et des hommes de loi ?... Les intérêts de la classe ouvrière peuvent-ils être représentés par le manufacturier et le capitaliste qui

accaparent les puissances du feu, du fer et de la vapeur, par ceux dont le monopole est la cause de l'indigence de milliers d'individus et qui ont intérêt à faire baisser au minimum la rémunération du travail ? Le maître, qui a intérêt à se procurer la main-d'œuvre au plus bas prix, peut-il représenter l'ouvrier dont l'intérêt est d'obtenir le prix le plus élevé possible pour son travail ? ”

Chaque classe a ses intérêts distincts ; elle est donc incapable de représenter les autres classes. La classe ouvrière doit avoir des représentants pris dans son sein. Aussi l'Appel conclue-t-il :

“ Ouvriers, si c'est aussi votre sentiment, refusez d'être les instruments de tout parti qui ne voudra pas consentir à cette mesure première et essentielle, l'égalité des droits politiques et sociaux, permettant à la classe ouvrière d'envoyer à la Chambre des députés ouvriers ; ces représentants, sortis des rangs de ceux qui vivent de leur travail, délibéreront avec les représentants de tous les autres intérêts ; ils les détermineront à respecter désormais les intérêts des travailleurs, les intérêts de ceux sur lesquels repose tout l'édifice social ; et à ne plus nous sacrifier aux appétits extravagants de quelques individus engraisés et rassasiés à nos dépens. ”

Socialisme ouvrier, union internationale des classes laborieuses, politique de classe, mais non de lutte de classe, possibilité d'alliance avec les partis bourgeois, tels sont les principes qui ont inspiré la formation de la Working Mens' Association, mais qui ne suffisent pas à définir le Chartisme. Sans doute ce mouvement de masses a dû sa force à l'intervention de ce personnage collectif qu'est le prolétariat, mais ce mouvement

n'est pas seulement l'élan anonyme des innombrables. Son essor ne peut s'expliquer sans les génies réunis autour de son berceau et qui ont présidé à ses destinées.

Le Chartisme n'aurait peut-être pas pris naissance si certaines individualités ne s'étaient pas rencontrées pour dégager de l'enchevêtrement des forces économiques certaines tendances, systématisées en vue de leurs desseins, et prêter au mouvement de la révolte populaire certaines directions.

Au seuil de l'histoire chartiste, trois figures apparaissent en pleine lumière avec un relief saisissant : William Lovett, Bronterre O'Brien et Benbow. Leur psychologie et leurs idées dominant ce mouvement ouvrier démocrate et socialiste : en elles se résument les tendances maîtresses dont est sorti le chartisme. Autour de l'honnête et intelligent Lovett, un petit groupe d'Owenistes émancipés esquissent les lignes essentielles du réformisme. En l'apologiste de Robespierre, James Bronterre O'Brien, le culte de la Révolution française et des méthodes Babouvistes se mêlent à des théories prémarxistes. Le cabaretier Benbow, cette incarnation du démagogue éternel qui joue de la crédulité du bonhomme Démos, s'est trouvé être, cinquante ans avant les syndicalistes, le premier inventeur de la Grève générale.

5 h 1/2

Ces trois hommes symbolisent trois aspects du socialisme et représentent des types très divers : l'ouvrier autodidacte, le bourgeois jacobin et le petit bourgeois démagogue. Des trois un seul, et c'est le plus modéré, William Lovett, sort vraiment du peuple : sa pensée s'est formée au dur contact de la lutte pour la vie, mais les chimères de son cœur et les illusions premières de son imagination ne lui ont pas fait perdre le sens exact du réel ; aussi ne fera-t-il que traverser l'utopie d'une existence facile et accueillante à tous dans le paradis d'Harmonie ; son esprit ouvert est prêt à recevoir la forte empreinte que donnent l'expérience et le maniement des hommes et à rejoindre dans sa maturité le réalisme de ses premières impressions.

Bronterre est le jeune bourgeois dont la sensibilité, blessée et irritée par la vie, voit dans le socialisme une revanche ; sa naïve vanité d'intellectuel lui suggère les plus étranges espérances. Une culture abstraite a développé en lui l'esprit de géométrie au détriment de l'esprit de finesse ; des succès académiques lui ont donné une confiance illimitée dans les ressources de la logique et la puissance de la parole : ivre de sa raison orgueilleuse, il croit qu'il est facile de modeler l'organisation sociale sur un plan rationnel, sans qu'il soit besoin de

tenir compte des différences de lieu et de la psychologie des hommes. De l'espèce jacobine Bronterre possède l'amour-propre exagéré et l'habitude du raisonnement dogmatique : il en est un type vraiment supérieur et rare par sa haute valeur morale. Aussi le portrait que Taine a tracé dans la *Conquête Jacobine* peut-il être appliqué à Bronterre : " A vingt ans, quand un jeune homme entre dans le monde, sa raison est froissée en même temps que son orgueil... Quelque soit la société dans laquelle il est compris, elle est un scandale pour la raison humaine : car ce n'est pas un législateur philosophe qui l'a construite d'après un principe simple ; ce sont des générations successives qui l'ont arrangée d'après leurs besoins multiples et changeants. Elle n'est pas l'œuvre de la logique, mais de l'histoire, et le raisonneur débutant lève les épaules à l'aspect de cette vieille bâtisse dont l'assise est arbitraire, dont l'architecture est incohérente et dont les raccommodages sont apparents. "

Entre l'ouvrier autodidacte et le bourgeois jacobin, Benbow est le représentant de cette classe intermédiaire qui jalouse les bourgeois et méprise les travailleurs manuels auxquels elle se croit supérieure. La lecture des feuilles et des gazettes lui a donné la prétention de se connaître en politique. Quoiqu'il parle sans cesse d'éman-

cupation, il cherche non à libérer le peuple, mais à l'asservir à ses intérêts mercantiles et à ses ambitions ; il le flatte pour capter sa clientèle et se rendre maître de son esprit. Naturellement beau parleur, il s'est formé une éloquence facile et énergique à déclamer au comptoir contre les riches et contre la société. Vous le voyez toujours mécontent des discours d'autrui, trouvant toujours des paroles plus violentes pour stigmatiser les vices des classes stériles, et lorsqu'il entend vanter la vertu des leaders, mettant en doute la qualité des opinions ou la pureté des intentions. Vaniteux et intéressé, il se présente comme le démocrate farouche, intransigeant ; autant il fait profession d'intégrité, autant il se montre soupçonneux à l'égard des autres et plus impatient que personne du Bonheur du peuple. Il est vrai que très vite Benbow s'efface presque complètement et demeure dans la demi-obscurité qui enveloppe les figurants de cette histoire ; mais après lui avec plus de relief, de richesse et d'envergure, avec une personnalité infiniment plus complexe, plus curieuse et plus captivante, Feargus O Connor, l'aristocratique descendant des rois d'Irlande, reprend, en l'amplifiant, le rôle de démagogue tenu d'abord par Benbow.

Ces Individualités si différentes ont pourtant ceci de commun qu'elles font saisir les liens qui rattachent à la philosophie du XVIII^e siècle les

apparentes nouveautés du XIX^e, original seulement dans ses réactions contre les thèses des réformateurs sociaux. Si l'on s'y est trompé, l'illusion vient de ce que le mouvement ouvrier s'est mêlé au mouvement socialiste ; prêtant à celui-ci la force de sa jeunesse, le prolétariat a permis de renouveler en variations les thèmes du précédent siècle : des paroles nouvelles et des cadences changeantes ne font que masquer les mêmes mélodies.

William Lovett, Bronterre O'Brien, pas plus que Feargus O Connor, ne sont des inventeurs ; ils ont emprunté la plupart de leurs idées au milieu intellectuel tout impressionné encore par Rousseau, par Diderot, par Morelly, par Helvétius et par Godwin. Mais, si leurs théories sont toutes d'emprunts, leur influence personnelle et leur action ont été puissantes et peut-être même décisives : ils sont les créateurs d'un mouvement social. Leur individualité était assez vigoureuse pour s'imposer : ces hommes ont su adapter aux besoins et aux désirs des classes laborieuses les thèses des philosophes si séduisantes au cœur et à l'imagination et former avec celles-ci une doctrine qui permit "à ces vétérans de l'humaine misère"¹ de marcher à la lumière incertaine de quelques principes et de quelques vérités précieuses ; ils se sont montrés des orga-

¹ Villiers de l'Isle Adam.

nisateurs et ont transformé des manifestations spasmodiques et incohérentes en un mouvement coordonné et continu.

La Misère sans l'Espérance, la révolte spontanée sans la colère systématisée n'eussent été l'occasion que de bris de machines, d'incendies, d'émeutes facilement réprimées, comme il y en avait toujours eu depuis les commencements de la Révolution Industrielle. Pour que des idées deviennent agissantes, il faut qu'il se rencontre des hommes ayant une foi entière en eux-mêmes ou en leurs doctrines, que cette foi soit la servante d'un intérêt personnel ou d'un sentiment désintéressé, des hommes prêts à se sacrifier à leurs croyances ou à leurs ambitions. Les forces économiques, abandonnées à leur seul et libre essor, sont trop complexes, elles s'entremêlent et s'entrecroisent trop étroitement les unes les autres pour déterminer une évolution sociale. Elles ont besoin d'être simplifiées et souvent même faussées par ces inventeurs de formules et de solutions qui, dans le labyrinthe des faits, offrent au peuple incertain dans ses démarches leur fil d'Ariane.

De cette simplification préalable à toute entreprise sociale, on peut donner un exemple choisi parmi ceux que fournit l'histoire de Chartisme. Les théoriciens du mouvement ont interprété les manifestations multiples et diverses qui con-

stituent la Révolution Industrielle comme si elles formaient un système organisé par les "Lords du Coton et de la Boutique" pour affamer les pauvres gens et spéculer sur leur faim : le Factory system apparaît un pacte de famine semblable à celui que l'imagination populaire attribuait à Louis XV. Ici orateurs et publicistes ont déformé la réalité pour l'accommoder à la psychologie des masses et aux besoins de la cause qu'ils servaient ; ils ont été à moitié sincères sans doute, obéissant à cet esprit de système qui, chez les théoriciens, est une véritable contrainte de la pensée et à cet esprit de parti qui, chez les politiques, est une véritable contrainte de la conscience. Lors même que la réalité n'est pas dénaturée par les organisateurs d'une agitation, elle doit toujours être en pratique systématisée, débarrassée de sa trop grande complexité et de ses contradictions, réduite en des facteurs élémentaires, saisissants et facilement saisissables aux intelligences simplistes.

Pour mettre en mouvement les masses et les faire sortir de leur apathie et de leur craintive résignation, pour les entraîner à la lutte, il faut savoir embraser, en les rapprochant, les impatiences individuelles, il faut savoir utiliser les réactions que provoquent dans la sensibilité des innombrables les faits qui forment l'armature de leur existence habituelle. Cette utilisation n'est

possible qu'après une simplification et une systématisation préalable. Les chefs de parti sont des déformateurs inconscients ou volontaires et celui qui serait animé de scrupules exagérés porterait la défaite avec lui ; mais de tels scrupules s'effacent vite et l'expérience fait bientôt trouver aux politiques ce grossissement et ce symbolisme si naturels qu'ils en usent d'instinct. Et si les esprits qui se piquent de délicatesse s'étonnent des démarches des professionnels, ils en jugent avec une singulière étourderie : la rapidité des événements, la mobilité des situations, l'obligation constante de prendre des décisions immédiates, les sacrifices imposés par les intérêts de parti entraînent les hommes politiques, l'action les emporte. Il est vain de vouloir édifier un mouvement social sur une analyse trop exacte et trop minutieuse de la réalité, sur un dénombrement trop impartial des tendances. Les leaders qui tentent de courber l'évolution dans le sens de leur idéal ou de l'accommoder à leurs desseins doivent savoir ignorer un certain nombre de faits, déifier certaines forces, en démoniser certaines autres, afin d'accroître la puissance des premières et d'entraver l'essor des secondes.

Les conséquences de la Révolution Industrielle, qui avait été génératrice de souffrances et de colères, ont servi les intentions de ceux

qui, constatant les maux de la société, ont voulu y appliquer le remède qu'ils imaginaient adéquat.

I

William Lovett, le secrétaire de la Working Men's Association et le rédacteur de la Charte du Peuple, est la figure la plus sympathique et peut-être l'âme la plus haute dans l'histoire du Chartisme. Mais il serait injuste de le séparer du petit groupe de démocrates ouvriers qui, dès les premières heures, ont collaboré avec lui, et de parler de Lovett sans parler de ses amis, de même qu'il serait inexact de croire que la tentative pour donner à la classe ouvrière anglaise un organe et une direction autonomes remonte seulement à 1836 : la Working Men's Association n'est en fait que la filiale d'autres associations qui l'ont précédée et préparée.

L'origine première du Chartisme remonte au mois d'avril 1831, à l'époque où s'est formée la National Union of the Working Classes and Others.

Dès cette date le mouvement chartiste est né, et, s'il ne possède pas encore son nom, il possède déjà toutes ses caractéristiques. Pendant les années 1831 et 1832, les idées qui dirigeront l'action des masses chartistes sont expri-

mées dans les journaux et les discours des leaders ouvriers. L'attitude de la classe ouvrière en face du projet de loi du gouvernement et les critiques adressées par ses chefs à la réforme de 1832 renferment la définition même de ce mouvement, politique de forme, socialiste de fond.

Les principes du Chartisme ont été formulés d'abord par la National Union of the Working Classes and Others.

Cette association, fondée en avril 1831, et composée principalement d'ouvriers, a exactement le même objet que le futur mouvement chartiste : la conquête des droits politiques, considérée comme le seul moyen d'assurer une nouvelle répartition des richesses. La première esquisse de la Charte du Peuple est une déclaration, lancée par la National Union of the Working Classes au commencement du mois de novembre 1831. Cette déclaration, rédigée par Lovett et Watson, et dans laquelle on retrouve comme une imitation des Déclarations de la Révolution française, mérite d'être reproduite toute entière ici :

“ L'intérêt et le devoir de tout ouvrier sont d'affirmer publiquement ses opinions politiques afin de faire connaître au pays et au gouvernement les désirs et les griefs particuliers de la classe ouvrière ; c'est pourquoi les classes laborieuses de Londres déclarent :

“ 1^o Toute propriété (acquise honnêtement) est sacrée et inviolable.

“ 2^o Tous les hommes sont nés égaux et libres et ont un certain nombre de droits naturels et inaliénables.

“ 3^o Tout gouvernement ne peut être fondé que sur le respect de ces droits ; les lois n'ont pour objet que d'assurer dans l'intérêt général la protection et la sécurité de tous les citoyens et non les émoluments et les profits d'un homme, d'une famille ou d'une coterie.

“ 4^o Toutes les distinctions héréditaires et les privilèges de naissance sont contre nature et en opposition avec l'égalité des droits de l'homme et par suite doivent être abolis.

“ 5^o Tout homme, âgé de 21 ans, et sain d'esprit (excepté s'il est un criminel), a le droit, soit par lui-même, soit par son représentant, de prendre part à la confection des lois ; à la fixation des contributions publiques, de leur emploi, de leur montant ; à la détermination du mode d'imposition et de la durée des impôts.

“ 6^o Afin d'assurer le choix impartial de représentants convenables, le vote devra avoir lieu au scrutin secret : les qualités requises pour être nommé député seront la valeur intellectuelle et la valeur morale et non le revenu ; enfin la durée du Parlement ne sera que d'une année.

“ 7^o Nous déclarons que ce sont là les principes essentiels à la protection de la classe ouvrière, les seules garanties capables de nous assurer le produit de notre travail ; et jamais nous ne serons satisfaits tant que les lois ne reconnaîtront pas les droits énumérés par nous dans cette déclaration. ”

Cette dernière phrase découvre le lien qui existe dans la pensée des rédacteurs de la déclaration entre les revendications politiques et la fin sociale : le droit pour l'ouvrier au produit intégral de son travail, droit dont la réalisation ne peut être assurée que par une représentation ouvrière introduite au Parlement par le suffrage universel.

Les principes de cette déclaration étaient le suffrage universel, le vote au scrutin secret, le Parlement annuel, l'abolition du cens pour les députés, soit quatre des six revendications du mouvement chartiste ; l'égalité des districts électoraux et le paiement des membres du Parlement ne figurent pas encore dans la déclaration, qui est bien comme une charte du Peuple avant la lettre. La déclaration se terminait par une convocation des classes productrices à la réunion publique qui devait avoir lieu le lundi 2 novembre 1831.

Si le contenu de la déclaration était d'ordre purement politique, en tête de celle-ci étaient placées deux maximes révélatrices des tendances socialistes de l'association : “ La meilleure des Républiques est celle dont les citoyens ne sont ni trop riches ni trop pauvres ; ” — “ Le travail est la source de toute richesse ”. — N'est-ce pas la thèse centrale du socialisme : l'affirmation que la classe ouvrière est la seule productrice et que toutes les autres classes ne sont que des classes stériles ?

Du reste voici en quels termes Lovett présentait à Francis Place les fondateurs de la National Union :

“ Ils ont lu et admiré les écrits de Robert Owen, Thompson, Morgan, Gray et d'autres encore ; et ils ont pris la résolution d'être, dans la mesure de leurs moyens et de leurs capacités, les

propagateurs de ces écrits dans tout le pays. Mais ils ont aussi la ferme intention de ne pas suivre la même tactique que Robert Owen. Celui-ci n'a-t-il pas, malgré ses airs de bénisseur, condamné les réformateurs radicaux, convaincu comme il l'est que la Réforme sociale ne pourra s'opérer que selon sa formule ? Les réformateurs radicaux, appartenant à la classe ouvrière, croient au contraire que cet idéal social ne pourra être réalisé qu'après l'accomplissement des réformes qu'ils cherchent à obtenir. Pendant un voyage de Robert Owen en Amérique (novembre 1828 à avril 1829) ils décidèrent de choisir dans son système social ce qui pourrait convenir aux classes laborieuses. La National Union of the Working Classes and Others est sortie d'une autre société appelée The British Association for promoting cooperative knowledge, (une des sociétés coopératives fondées sous l'inspiration de Robert Owen et qui datait du 11 mai 1829). Après la disparition de la British Association, quelques membres de son comité, John Cleave, James Watson, Julian Hibbert et William Lovett se joignirent à la National Union ; ils voyaient là l'occasion qui leur était offerte d'un rapprochement avec les réformateurs radicaux et le moyen de combiner les principes radicaux avec leurs vues particulières sur la société, et notamment sur la production et la distribution des richesses. "

Un lien étroit existe entre les revendications démocratiques affirmées et les fins socialistes poursuivies. Il apparaît de façon encore plus sensible lorsqu'on sait quels furent les fondateurs de la " National Union " et quelles ont été leurs premières luttes.

Les fondateurs de la National Union of the Working Classes and Others, Lovett, Hetherington, Cleave et Watson, sont des disciples d'Owen. Ils s'étaient rencontrés dans les sociétés coopératives créées, à partir de 1818, sous l'in-

spiration d'Owen : c'est à la première coopérative de Londres que Lovett avait connu Watson, auquel il avait succédé comme administrateur. Ces *Cooperative trading associations* étaient d'ailleurs très différentes de nos actuelles coopératives de consommation : elles avaient un but nettement communiste. Les membres de ces sociétés versaient une cotisation hebdomadaire et, avec le capital ainsi réuni, ils ouvraient un magasin où les ouvriers pouvaient se procurer des produits alimentaires, des vêtements, des livres. Les profits s'ajoutaient au capital, dont l'accroissement progressif permettait à la coopérative d'employer ses membres comme ouvriers cordonniers, tailleurs, etc. Ceux-ci ne touchaient qu'un simple salaire, sans participation aux bénéfices, lesquels avaient pour seule fonction de grossir le capital. Grâce à ce procédé, plusieurs de ces associations purent commencer à fabriquer, sur une modeste échelle, certains produits qu'elles vendaient. Mais les premiers coopérateurs, en fidèles disciples d'Owen, ne bornaient pas leurs espérances à une banale production dans les ateliers coopératifs ; leurs visées dépassaient cette perspective trop limitée pour le large idéal communiste du Bon Patron de New-Lanark : l'accumulation des bénéfices devait servir à des expériences communistes, à la fondation de villages construits sur les plans des architectes sociaux. Ces expé-

riences sont la préoccupation essentielle des premiers congrès coopératifs de Manchester (mai 1831), de Birmingham (octobre 1831) et du Congrès de Londres d'avril 1832 auquel prennent part les Lovett, les Watson et les Hetherington.

Lorsque Lovett accepte, avec le poste de Watson, un salaire inférieur à celui qu'il retirait de son métier, c'est en vue de contribuer à la réalisation de ses espérances sociales: "Je croyais, dit-il, que, grâce à cette accumulation graduelle d'un capital, les classes ouvrières pourraient créer des associations de production et parviendraient à se rendre maîtresses des métiers, des manufactures et du commerce". De tous côtés la Société Coopérative de Londres est assaillie de demandes de renseignements, et la *British Association for Promoting Cooperative Knowledge* est fondée pour répandre la "science" de la coopération. Cette société s'installe, 19 Greville Street, dans une vaste maison dont le premier étage sert de magasin de dépôt aux diverses coopératives productrices. Lovett est nommé secrétaire de la *British Association* dont Hetherington est membre.

L'un et l'autre, comme Watson, c'est là un fait incontestable, ont subi fortement l'influence d'Owen dont ils ont emprunté tout d'abord l'idéal. Pendant toute une période de leur existence, leur conduite et leurs actes portent l'empreinte de cet idéal, et ils ont transmis au mouvement

ouvrier dirigé par eux les tendances socialistes qu'ils avaient reçues de leur premier maître. Cette influence oweniste a été si profonde sur Lovett qu'elle ne s'est effacée que peu à peu, sous l'action des événements et plus encore peut-être sous celle d'un homme pour qui Lovett a eu une grande admiration et qui avait été son adversaire, Francis Place.

Pour être tout à fait exact, il faut distinguer dans l'existence de Lovett trois périodes : une période d'Owenisme intégral, pendant laquelle Lovett prend part à la propagande coopérative ; une seconde période politique, pendant laquelle, tout en conservant son idéal socialiste, Lovett pour le réaliser veut conquérir le suffrage universel ; une troisième période enfin, où l'idéal socialiste de Lovett, déjà ébranlé par les déceptions de sa vie politique, cède à l'action qu'exercent sur le socialiste repentin l'esprit clair, la netteté de vision, le réalisme de Francis Place.

Et c'est cette évolution qui rend la personnalité de Lovett si intéressante : il est parti des extrêmes limites du socialisme, et l'expérience a fait de lui presque un individualiste. C'est parce que ses idées mêmes ont changé que Lovett est la physionomie la plus vivante du Chartisme, une physionomie d'autant plus vivante qu'autour de lui les uns restaient enfermés dans des formules rigides, les autres changeaient au gré des cir-

constances : à côté de ces automates et de ces marionnettes, Lovett est un homme.

Voici le portrait que Francis Place trace de lui :

“ Lovett était grand, mince, de santé précaire ; c'était un homme d'une nature mélancolique, aigri par les difficultés de la vie, et parfois même un tant soit peu hypocondriaque. Il avait, quoiqu'il en soit, des qualités d'honnête homme et d'homme de cœur, un grand courage et un caractère d'une grande persévérance. Dans sa façon d'être habituelle il était doux et bon ; il était bienveillant et affable envers ceux qu'il ne supposait pas animés d'intentions hostiles à la classe ouvrière : mais, lorsque les circonstances ou son tempérament maladif réveillaient en lui ce sentiment des maux et des injustices de l'humanité auquel il était enclin à s'abandonner, il devenait extrêmement violent. Il était à moitié Oweniste, à moitié Hodgskinstiste, absolument persuadé que la concentration de la propriété *était la cause de tous les maux* de la société. ”

Lovett est né en 1800 à Newlyn, petite ville de pêcheurs du comté de Cornouailles. Enfant posthume, il est élevé par sa mère qui appartient à une famille de forgerons connus dans le pays pour leur habileté technique et leur force athlétique. Sa mère gagne misérablement sa vie en vendant du poisson à la ville voisine. Elle met le jeune William en apprentissage chez un cordier. Mais les cables-chaîne viennent faire concurrence aux cordages et Lovett a beaucoup de peine à obtenir de l'ouvrage sauf pendant quelques semaines en hiver, lorsque les navires désemparés s'arrêtent

au port. Aussi, en 1821, est-il obligé de quitter le pays et d'aller à Londres pour gagner sa vie. Tout d'abord il ne peut trouver de travail et il souffre de la faim. Grâce à son habileté naturelle, il parvient enfin à se placer chez un menuisier ébéniste. Comme il n'a pas fait son apprentissage dans ce métier, il est d'abord en butte aux tracasseries des ouvriers ; mais au bout de quelque temps il est reçu membre de la Société des Ebénistes dont il devient même président. En 1826 il épouse une femme de chambre et les jeunes époux ouvrent une boutique de pâtisserie. Leurs affaires allant mal, ils sont obligés de se contenter d'un emploi précaire à la première association coopérative de Londres. Lovett devient, en 1829, le secrétaire de la " British Association for promoting Cooperative Knowledge ". Dans son autobiographie, il reconnaît la grande influence que le Bon Patron de New-Lanark a exercée sur lui et il explique fort bien pourquoi il a été séduit par les idées d'Owen :

" J'ai le plus grand respect pour la bonté et les intentions généreuses de Monsieur Owen,..... je dois avouer aussi que j'ai été un de ceux qui, un moment, furent séduits par les idées de M. Owen, particulièrement par son communisme. Et cette conception a, en effet, une singulière force d'attraction sur les fils et les filles du travail, sur ceux qui peinent et s'épuisent pour un maigre salaire. N'est-ce pas une idée bien captivante que celle de faire servir toutes les puissances du machinisme, tous les arts et

toutes les inventions des hommes au bénéfice commun de tous, au soulagement de leurs peines et à l'accroissement de leur bien-être."

Lovett avoue qu'il a été communiste, et son communisme rappelle les descriptions faites par Owen des villages d'harmonie :

"Quelle perspective plus réjouissante et plus consolante pour des esprits enthousiastes que celle de posséder des maisons spacieuses, des jardins, des bibliothèques et des musées ; de n'avoir que de courtes séances d'un travail varié, tantôt dans les champs, tantôt dans les fabriques ; de voir les enfants instruits nourris, élevés aux frais de la communauté ; de n'avoir la crainte ou le souci de la pauvreté, ni pour eux-mêmes, ni pour les femmes, les enfants ou les amis qu'ils pourraient laisser derrière eux. Je fus un de ceux qui acceptèrent cette grande conception du machinisme mis au service de la collectivité. Je ne considérais pas alors que la découverte et la mise en application de ces inventions et des puissances qu'elles ont créées sont dues à notre système industriel qui a stimulé la production."

Lovett ajoute :

"Quelque considérables qu'aient été les profits des créateurs et des metteurs en œuvre de la grande industrie, ils ne sont rien à côté des bienfaits que des millions d'hommes ont retiré de la Révolution industrielle. Les énergies humaines ont été développées par l'espoir de la fortune ou de la réputation jusqu'à leurs plus extrêmes limites."

Lovett en est venu à défendre l'individualisme contre le despotisme de la majorité ; pour lui le communisme est injuste, contre nature, tyrannique dans ses tendances parce

qu'il sacrifie les énergies intellectuelles et les vertus morales de quelques-uns à l'ignorance, à l'indolence et au despotisme du plus grand nombre : " La réflexion et une pensée plus mûre m'ont amené à abandonner ma foi communiste ". Lovett estime qu'un judicieux et sage système de coopération dans la production des richesses peut être bienfaisant, et il oppose au communisme la coopération. L'expérience a amené le communiste à l'individualisme et en a fait un libéral : il est resté partisan de la coopération ; mais combien son coopératisme individualiste est différent du système social de Robert Owen !

Le livre de Lovett, auquel est empruntée cette confession a été commencé en 1840 seulement et a subi de nombreuses modifications et adjonctions jusqu'en 1874. En 1832, le futur rédacteur de la Charte du Peuple est encore Oweniste. C'est l'année même où Robert Owen veut tenter l'expérience de l'Equitable Banque d'Echange de Travail, et où il crée l'*Institution of the Industrious Classes*, qui a pour but la fondation d'un village communiste, d'une école enfantine et d'un bazar d'échange. En avril, Lovett est présent au Congrès des Sociétés Coopératives ou "Trading Associations" : " A ce congrès, dit-il, assistaient les délégués de 60 à 70 sociétés et j'étais l'un

d'entre eux... On parla beaucoup, mais on fit peu de besogne. L'intérêt général se portait avant tout sur la formation d'un village communiste". En 1832, Lovett est donc socialiste dans le sens que ce mot eut à l'origine, alors que le socialisme se confondait avec l'Owenisme ; ses compagnons de lutte, les Cleave, les Watson, les Hetherington le sont aussi. Mais déjà les uns et les autres ne sont plus de purs disciples d'Owen ; ils sont des disciples dissidents et procèdent autant des démocrates que des socialistes. Avant de dire en quoi ils se séparent de leur maître en science sociale, il est intéressant d'indiquer les raisons psychologiques pour lesquelles Lovett et ses amis ont été amenés, peu à peu, à se détacher de la stricte observance Oweniste.

Robert Owen a été un tempérament autoritaire et très antidémocratique. Une anecdote que raconte Lovett montre à quel point son caractère et ses procédés despotiques choquaient ceux de ses disciples qui avaient des âmes d'ardents démocrates. Le comité d'organisation du congrès coopératif avait pris la décision d'envoyer une circulaire invitant les membres du Parlement à assister au Congrès. Owen estimant que cette circulaire n'exprimait pas suffisamment ses idées personnelles avait voulu la faire suivre d'un amendement. Le comité avait repoussé l'amendement et envoyé, sans

modification, la circulaire à l'imprimeur qui était Hetherington. Aussitôt Owen enjoint à celui-ci d'ajouter son amendement. Hetherington refuse d'abord, puis il cède devant la menace d'Owen de refuser au Congrès le local qu'il lui a promis pour ses réunions. Le comité, après avoir interrogé Hetherington, décide d'envoyer une députation de trois membres à Owen pour lui demander des explications ; Lovett en fait partie :

“ Après avoir écouté notre bref exposé de l'affaire pour laquelle nous venions le voir, Owen nous invita à nous asseoir comme s'il avait une lecture de la plus haute importance à nous faire. Ce n'était que l'épreuve d'une publication appelée la *Crisis* et qui allait paraître. Il nous lut un long morceau de l'article qu'il y avait écrit. A la fin je perdis patience et je profitai d'une pause pour demander à Owen quel rapport avait cette lecture avec l'objet de notre visite. Et je conclusai en lui demandant s'il ne trouvait pas que sa conduite avait été tyrannique au plus haut point. Il répondait qu'il y avait là évidemment un acte de despotisme ; mais que nous étions tous des ignorants qui ne connaissions pas ses plans et ses projets : nous devions consentir à nous laisser gouverner par des despotes tant que nous n'aurions pas acquis la Science pour nous gouverner nous-mêmes. ”

Lovett raconte encore une autre anecdote aussi significative :

“ M. Owen fit échouer le premier village communiste qu'on voulait fonder d'après le plan de M. Thompson. Mais la façon dont il s'y prit fut bien curieuse. Après une discussion de quelques heures, nous étions allés dîner. Lorsque nous revînmes, notre ami, M. Owen, nous dit avec solennité que, si nous étions

résolus à former une communauté sur le plan de M. Thompson, nous devons nous décider à rompre nos liens actuels de mariage pour y entrer en célibataires. Ce fut comme une bombe qui éclate. L'un après l'autre, ceux qui avaient été ardemment anxieux de voir réussir ce projet de communauté commencèrent à exprimer des doutes et à déclarer qu'ils ne pourraient jamais y consentir, tandis que d'autres déclarèrent que la vie en communauté ne devait avoir aucune influence sur la question du mariage. De toutes façons rien ne pouvait mieux diviser les esprits que ce discours d'Owen — et faire échouer le projet. ”

De tels procédés devaient éloigner d'Owen ces démocrates enthousiastes qu'étaient alors Lovett et ses amis. Il est certain que, si leur idéal est identique, leur méthode de réalisation est toute différente. Owen condamne l'action politique ; dans leurs écrits et les articles des journaux qu'ils publient, Owen et ses fidèles séparent nettement démocratie et socialisme, tenant les réformes politiques pour inefficaces et illusoire. Le suffrage universel et les droits politiques sont inutiles à la fondation des villages communistes. Owen engage ses disciples à ne pas se mêler à l'action politique. Des expériences individuelles qui entraîneront la bonne volonté des gouvernements sont des moyens plus rapides et plus efficaces pour assurer la réalisation du système social que le jeu des institutions démocratiques. Au contraire, Lovett, Hetherington et leurs amis estiment que le chemin le plus direct pour aller au

socialisme est la démocratie : le suffrage universel est donc pour eux la première réforme à obtenir, la condition même de la réalisation de leur idéal social ; la conquête du Parlement doit conduire la classe ouvrière à la maîtrise de la production. C'est qu'en effet ces disciples dissidents ont subi, à côté de l'influence d'Owen, une autre influence, celle des Cobbett et des Hunt. Ces deux démagogues, dont les pamphlets et les discours ne sont que des variations sur un thème connu, ont appris à Lovett et à ses amis la phraséologie et les dissertations déclamatoires des révolutionnaires français ; c'est par eux que ces Owenistes ont pris contact avec la Révolution française et c'est à eux qu'ils doivent leurs idées démocratiques. Watson a été converti au radicalisme par des conférences de Cobbett, il a été radical avant d'être socialiste. Lovett et Hetherington furent en relations étroites avec Hunt et Cobbett. Ils essayèrent même de raccommoder ces deux hommes qui s'accusaient mutuellement, l'un de lâcheté, l'autre de despotisme ; mais ils n'y parvinrent pas. Pour comprendre l'influence que Cobbett et Hunt eurent sur les futurs Chartistes, il suffit de rappeler en quels termes Lovett parle d'eux :

“ Je chéris de tout mon cœur la mémoire de ces deux hommes ; je les regarde comme deux nobles champions des droits du Peuple ; par leur parole, par leurs écrits et par leurs

souffrances, ils ont imprimé si fortement dans le cœur et dans l'esprit des Anglais la nécessité d'une réforme que tous les efforts de la corruption seront incapables de déraciner ce sentiment, tant que toutes nos institutions n'aurent pas été épurées et transformées jusque dans leurs fondements. ”

Lovett estime que tous les hommes politiques de son temps doivent la plupart de leurs idées et de leurs opinions à l'œuvre de Cobbett qui a été “ le patient éducateur du peuple ”.

Lovett a été un collaborateur de Henry Hunt : “ Je continuai, dit-il, à prendre part aux efforts de M. Hunt et de ses amis. ” En mars 1830, à la Taverne de l'Aigle, une grande réunion est organisée, sous le patronage de Hunt, par Lovett et quelques autres démocrates : elle aboutit à la formation de la Metropolitan Political Union, dont l'objet est d'obtenir une réforme radicale de la Chambre des Communes. En juillet, aux côtés de Hunt, Lovett assiste, à la Rotunda, à une réunion en l'honneur des “ trois glorieuses. ” Cette date de 1830 est, à notre avis, le point de départ du mouvement ouvrier démocrate socialiste : l'influence des deux grands démagogues anglais est venue, dès cette époque, contrebalancer celle d'Owen et contribuer fortement à l'élaboration du credo politique et social de Lovett, d'Hetherington et des autres fondateurs de la National Union of the Working Classes and Others.

Démocrates et partisans résolus de l'action politique, les futurs chartistes ne se séparent d'Owen que sur la méthode d'action et non sur le but à atteindre : Owen fait appel à la générosité des philanthropes, à la violence paternelle du bon tyran ; pour ses disciples, au contraire, il faut faire appel à la volonté populaire et donner à la majorité le droit de gouverner selon l'intérêt général. Mais l'action politique n'est qu'un moyen de réaliser la démocratie intégrale. La démocratie politique doit conduire nécessairement et fatalement à la démocratie socialiste.

Ces intentions socialistes, ils ne les tiennent pas du seul Owenisme ; ils ont tous lu, sinon les œuvres d'Hodgskin, du moins les pamphlets à deux pences qui popularisent les théories de l'auteur du "*Labour defended against the claims of capital*". Cette influence a été plus précise encore pour certains des futurs leaders du Chartisme.

Lovett est l'élève de Hodgskin. Ne nous dit-il pas que, dès les débuts du *Mechanic's-Institute* du D^r Birbeck, il fut un auditeur assidu des cours et des conférences ? Or, l'idée du Mechanics' Institute est de Hodgskin qui veut que les ouvriers assurent leur instruction technique en faisant appel à leurs propres ressources :

“ Il en est de l'éducation d'un peuple libre comme de la propriété ; elle ne sera jamais bien adaptée à sa fin que si on la

remet entre les mains du peuple lui-même. Lorsque le gouvernement intervient, il désire exercer un contrôle sur les pensées et modeler jusqu'à l'intelligence des sujets. Mieux vaudrait pour les hommes être privés d'éducation que de recevoir leur éducation de leurs maîtres ; l'éducation ainsi entendue n'est plus que l'entraînement du bétail que l'on rompt au joug, du chien de chasse que l'on dresse à force de sévérité à oublier la violence des impulsions de la nature et, au lieu de dévorer sa proie, à l'apporter aux pieds du maître. "

Ces mêmes raisons, mises en avant en 1823 par Hodgskin pour justifier la création d'une école organisée par les ouvriers eux-mêmes, ont servi de base en 1836 à la formation de la W. M. Association : cette association ouvrière n'a-t-elle pas pour objet de réclamer des travailleurs une action autonome dans les luttes politiques et sociales ?

Pour assurer l'existence du London Mechanic's Institute, Hodgskin, en contradiction avec sa théorie, a dû faire appel au D^r Birbeck. Il devient bientôt son ami et fait à l'Institut en 1825 un cours sur l'économie politique, qui est publié en 1827 sous le titre : *Économie politique Ouvrière*.

L'allure plus rigoureuse et les raisonnements plus scientifiques d'Hodgskin devaient séduire les Owenistes qui commençaient à se lasser du vague sentimentalisme de leur prophète et de ses prédictions peu précises. Francis Place nous l'affirme :

“ Tous ceux que les promesses et les prédictions de Robert Owen avaient déçus se trouvaient prêts à tomber dans le piège de M. Thomas Hodgskin qui, par ses conférences et ses publications, persuada des milliers d’hommes que tout le produit du travail appartenait de droit au producteur individuel. ”

C’est qu’en effet les cours d’Hodgskin étaient très suivis par le nombreux auditoire du Mechanics’ Institute. Parmi les ouvriers qui ont pris part à la fondation du Mechanic’s Institute, Henry Hetherington a été l’un des plus actifs ; son zèle et son intelligence lui ont acquis l’amitié du D^r Birbeck qui lui restera toujours fidèle. Lovett, que Francis Place nous représente comme demi-Oweniste et demi-Hodgskiniste, assiste aux cours d’Hodgskin et lit avec enthousiasme l’*Economie politique ouvrière*.

Bronterre arrivé à Londres en 1829 seulement, subit aussi l’influence des écrits d’Hodgskin : “ La Défense du Travail contre les exigences du Capital ” a certainement été un des livres de chevet du journaliste le plus goûté des démocrates ouvriers. Dans les journaux qu’édite Hetherington, les articles de Bronterre ne sont que le commentaire et la paraphrase de cette poésie populaire que publie le premier numéro du *Défenseur du Pauvre* et qui contient toute la philosophie sociale d’Hodgskin :

Ce sont les salaires qui devraient déterminer le prix des produits.
Oui, les salaires devraient être tout :
Alors, nous, les travailleurs qui fabriquons les produits

Nous devrions, en justice, les avoir tous.
Mais si leur prix comprend la rente,
Les dîmes, les impôts et tous les profits
Alors, nous les travailleurs qui fabriquons les produits
Nous ne pouvons rien avoir du tout.

Aussi doit-on croire Francis Place, observateur sympathique mais impartial du mouvement ouvrier, lorsqu'il affirme que l'action combinée des théories d'Owen et d'Hodgskin a été assez forte sur l'esprit des masses ouvrières pour leur faire considérer le projet de loi électorale du parti Whig comme la mesure préliminaire d'une réorganisation sociale et d'une nouvelle répartition des richesses. Ces intentions socialistes des ouvriers démocrates nous sont révélées par les journaux populaires que publient et rédigent à partir de 1830 les Démocrates ouvriers.

En 1830, Lovett et ses amis qui, les années précédentes, avaient consacré leurs efforts aux trading associations n'abandonnent pas la coopération, mais ils échappent à la tutelle d'Owen. Un nouvel objet s'offre à leur activité : la lutte pour la presse à bon marché va commencer, et à cette lutte, qui durera jusqu'en 1836, ils prennent, dès le premier jour, une part ardente. Henry Hetherington, ancien apprenti typographe devenu imprimeur, et, comme Lovett, disciple d'Owen, prend l'initiative d'offrir aux

ouvriers des journaux à la portée de leur bourse. C'est lui qui en octobre 1830 lance les *Penny-papers for the People*.

Jusqu'en 1836, le journal était un objet de luxe que les gens du peuple pouvaient se payer difficilement et qu'ils achetaient exceptionnellement le samedi ou le dimanche. Les journaux coûtaient fort cher : le prix du Times, du Morning Chronicle et du Herald étaient de neuf pences. On comprend le succès obtenu par les lettres hebdomadaires de Cobbett qui échappaient au droit de timbre. Les éditeurs de journaux avaient, en effet, à supporter un droit de timbre de quatre pences ; les annonces étaient lourdement imposées. Au droit de timbre s'ajoutait le droit sur le papier qui rendait difficile la publication d'une littérature populaire à bon marché. Le droit s'élevait à £770.000, c'est-à-dire à plus de la moitié de la valeur du papier produit par les 800 papeteries anglaises.

En avril 1830, le Dr. Birbeck et M. Chadwich entreprirent une campagne contre ces "impôts sur le savoir". Cette lutte pour populariser la science et l'information politiques trouva aussitôt de courageux partisans parmi les disciples dissidents d'Owen. Henry Hetherington, pour échapper à l'impôt, publie les "*Penny papers for the people*" sous forme de lettres hebdomadaires à différentes personnes. Le premier

de ces "*Penny papers for the people by the poor man's Guardian*", paru le 1^{er} octobre 1830, s'adressait au peuple d'Angleterre ; ceux qui suivirent au duc de Wellington, au Roi, à l'Archevêque de Cantorberry, etc... Après la première condamnation d'Hetherington, à partir du 25 décembre de la même année, le journal prend le titre de "*Poor Man's Guardian*" "publié au défi de la loi pour éprouver la puissance du droit contre la force". A l'endroit où devait se trouver le timbre, l'éditeur avait mis une presse d'imprimerie avec cette devise "Savoir, c'est pouvoir". Le programme politique d'Hetherington se résumait en quatre des six points de la future Charte du Peuple. Mais les articles du principal rédacteur de cette feuille donnaient au Défenseur du Pauvre l'allure d'une publication socialiste.

Le Défenseur du Pauvre ne fut pas le seul journal "publié au défi de la loi pour éprouver la puissance du droit contre la force". L'exemple d'Hetherington ne resta pas sans imitateurs. Un autre ami de Lovett, un marin devenu libraire et éditeur, John Cleave, publie la *Police Gazette* ; Watson édite *The Workingman's Friend* ; William Carpenter : *The Political Magazine* ; Carlisle : *The Gauntlet* dont le tirage à 22.000 exemplaires est quatre fois plus élevé que celui du journal d'Owen : *La Crisis*. Ajou-

tez encore les autres journaux d'Hetherington, *The destructive and poor man's conservative*, *The Two penny Dispatch* et *The London Dispatch* qui tira jusqu'à 25.000 exemplaires. Tous ces journaux professent la plus grande admiration pour les révolutionnaires français et trouvent chez ceux-ci la source de leur principale inspiration.

Des poursuites sont exercées contre les éditeurs et aussi contre les libraires qui osent vendre les journaux non timbrés. Pour venir en aide aux victimes de la presse à bon marché, on organise des souscriptions hebdomadaires et une caisse de secours "The Victim Fund", dont Lovett est un des trésoriers. Bientôt les libraires refusent de vendre le Défenseur du Pauvre et les autres publications radicales. Alors les éditeurs des journaux populaires les font vendre dans les rues et colporter de maison en maison.

Pendant les cinq années que dura la campagne de la presse à bon marché, la publication et la vente des journaux non timbrés fit mettre en prison dans les différentes parties de l'Angleterre plus de cinq cents personnes. William Carpenter subit six mois d'emprisonnement ; John Cleave, condamné à trois mois de prison, vit saisir ses presses et son matériel ; Watson fut mis deux fois en prison et y resta en tout un an ; Henry Hetherington subit trois empri-

sonnements, deux de six mois et un de douze mois : sa réputation d'ardent radical et sa propagande inlassable en faveur des idées démocratiques faillirent ruiner son imprimerie et lui enlevèrent la plus grande partie de sa clientèle. Le 17 juin 1834 le jury déclara que le *Poor man's Guardian* n'était pas une publication illégale. Aussi, avec Lovett, pourrait-on dire de ces propagandistes de la presse à bon marché :

“ Ces hommes créèrent une opinion publique assez puissante pour amener le gouvernement à abandonner en 1836 le timbre de quatre pences pour lui substituer un droit de timbre de un penny. Ce sont les publications non timbrées qui ont donné naissance à une littérature populaire à bon marché. ”

Les journaux de cette presse expliquent l'attitude des Démocrates ouvriers en face du projet de réforme électorale, leur opposition à une mesure qui paraissait au premier abord faire partie de leur programme. La *National Union of the Working Classes and Others* avait été fondée en avril 1831 pour obtenir “ une réforme effective de la Chambre des Communes. ” Mais l'extension du droit de vote n'était pour les membres de l'association que la prémisse d'une réorganisation sociale. Les fondateurs de la *National Union*, ces disciples d'Owen et d'Hodgskin, n'étaient-ils pas aussi les admirateurs de Cobbett, d'Henry Hunt et des révolu-

tionnaires français ? Et cette double influence n'avait-elle pas préparé l'esprit des masses ouvrières à considérer la réforme électorale comme le chemin qui devait conduire au socialisme ?

Le projet de loi, soutenu par les Whigs, était si éloigné du programme radical qu'il devait soulever contre lui le mécontentement et l'opposition de Lovett et ses amis qui furent les premiers à en dénoncer les insuffisances. Aussi le Défenseur du Pauvre du 30 juillet 1831 critique-t-il violemment le projet de réforme ; ses appréciations traduisent l'état d'esprit des Démocrates ouvriers :

“ Nous n'avons pas jugé nécessaire dernièrement de continuer à exposer les innombrables raisons qui nous portent à condamner cette mesure (le bill de Réforme). Rappelez-vous, amis et frères, que vous et vous seuls produisez toute la richesse réelle du pays ; rappelez-vous que vous ne jouissez que d'une fraction bien exigüe de ce que vous produisez en fait. ”

Il y a, aux yeux du Défenseur du Pauvre, “ d'innombrables raisons ” pour condamner le bill ; mais il existe une raison dominante pour rejeter le projet, et elle est d'ordre socialiste : le travail est la source de toute richesse, la classe ouvrière produit “ toute la richesse réelle du pays, ” et elle ne jouit dans la société actuelle que d'une infime partie des richesses produites par elle. Or, justement le

projet de réforme est proposé par ceux-là mêmes qui accaparent toute richesse ; il est destiné à donner le pouvoir politique et le monopole législatif à ceux qui s'attribuent le produit du travail des ouvriers. Le bill est donc une duperie pour la classe ouvrière : celle-ci ne peut espérer voir " ses maîtres " se dépouiller de leur monopole pour rendre aux producteurs le produit intégral de leur travail :

" Qui donc alors jouit de la richesse ? Ne sont-ce pas vos maîtres, vos négociants, depuis le banquier et le marchand jusqu'au surveillant charbonnier à 10 livres sterling par an ? En vérité, depuis le Lord-Maire jusqu'au " roturier " ne s'enrichissent-ils pas tous à vos dépens..... Ne vous dépouillent-ils pas par la fraude de la plus grande part des richesses que vous créez ? Dans nos prochains articles, nous nous efforcerons de vous exposer le caractère de mystification et de dérision du système de travail en vertu duquel vos maîtres deviennent riches ; et vous leur permettez de le devenir, bien qu'en conséquence vous soyez vous-mêmes réduits, au milieu de l'abondance de vos propres produits, à la misère, à la privation, à la détresse la plus profonde... Mais nous ne voulons pas fatiguer plus longtemps votre attention par nos arguments déjà trop souvent répétés ; nous extrayons seulement, pour les confirmer, les opinions de ce vénérable père de la grande réforme, Cartwright qui fut l'avocat du Parlement annuel, du suffrage universel et du vote au scrutin secret. Il se montra le premier, et le plus avancé des réformateurs en 1819 dans son adresse aux électeurs de Westminster. "

Le Défenseur du Pauvre terminait son article par une violente attaque contre les classes moyennes et recommandait aux ouvriers de se défier toujours autant de la bourgeoisie que de

l'aristocratie et de l'Eglise. Ce morceau du journal socialiste de 1831 mérite d'être reproduit pour sa virulence :

“ Croyez-nous, ce qui n'était qu'une simple nourriture pour les aigles et les vautours, sera un friand morceau pour ces vils corbeaux ? “ La Charogne ” est leurs délices et ils la rongent jusqu'aux os ! Et qui sont ces cormorans-corbeaux, sinon vos “ hommes de la classe moyenne ” qui ont suivi d'un œil vorace “ les aigles ” du gouvernement et les “ vautours ” de l'Eglise, occupés à vous dévorer ; qui ont joint leurs cris aux vôtres pour “ la justice et la pitié ” jusqu'à ce que les nobles et les prêtres leur aient permis de prendre leur part de la proie dont eux-mêmes s'étaient gorgés et dont ils étaient dégoûtés et lassés. Rappelez-vous ! ”

Ces déclarations sont bien nettes. En juillet 1831, en pleine lutte pour la réforme électorale, les journaux de la presse non timbrée, qui donnent le ton au mouvement ouvrier et reflètent les opinions de la National Union of the Working Classes, condamnent le bill : suivant eux, le projet de réforme donne satisfaction, non aux intérêts de la classe ouvrière, mais aux seuls intérêts des classes moyennes ; de celles-ci les travailleurs ne peuvent attendre aucune justice, aucune réalisation de leur idéal.

Mais une scission s'est produite parmi les radicaux. Certain d'entre eux se sont décidés à soutenir le projet, espérant se servir de cette réforme partielle pour réaliser ensuite une réforme radicale ; ce sont les radicaux bour-

geois groupés autour de Francis Place qui s'est acquis les sympathies des milieux ouvriers par son habile campagne de 1824. En relation avec les leaders ouvriers, Francis Place espère profiter de ces sympathies pour réaliser l'union des radicaux bourgeois et des démocrates ouvriers. Il fonde à cet effet, en octobre 1831, la National Political Union de Londres qui doit former un centre de résistance aux demandes fantaisistes des clubs de province et surtout grouper les classes moyennes et les classes ouvrières en vue d'une action politique commune. Le programme de l'association est "l'entière, la libre et l'effective représentation du Peuple à la Chambre des Communes et l'abolition de tout impôt sur le savoir".

En fait, malgré la largeur de ce programme, les intentions des hommes de la National Political Union étaient avant tout de soutenir les Whigs dans leurs efforts pour faire passer leur projet de réforme. Ces visées ne pouvaient satisfaire les démocrates ouvriers qui cherchèrent à entraîner la National Political Union au delà de ses intentions et de son programme. La National Union of the Working Classes and Others avait lancé une circulaire invitant les "classes productrices" de Londres à un meeting fixé au 7 novembre. Ce jour-là les travailleurs devaient ratifier la déclaration qui est l'esquisse de la future Charte du Peuple.

La National Union of the Working Classes and Others n'a que 1500 membres dont 500 seulement paient régulièrement leur cotisation ; elle a pour principal mode d'activité et de propagande les meetings organisés par elle à la Rotunda, Blackfriars Bridge Road. Cette salle contient un millier de personnes et aux réunions de la N. U. of W. Classes and Others, nous dit Francis Place, des centaines de personnes se pressent aux portes de la salle. Les "Rotundanistes" — tel est le surnom qui leur a été donné — exercent une action et une influence qui s'étendent bien au delà des limites de leur petite association.

La réunion du 7 novembre devait être le point de départ d'un vaste mouvement populaire destiné à conquérir l'opinion publique aux principes démocratiques et à exercer une pression sur le Gouvernement et sur le Parlement. La circulaire de la N. U. of the W. Classes demandait aux travailleurs de provoquer le même jour, dans toutes les parties de l'Angleterre, des réunions où seraient proclamés les principes de la Déclaration. Espérant entraîner Francis Place et les radicaux bourgeois dans cette campagne en faveur du suffrage universel, le Comité de l'Association ouvrière décida d'assister à la réunion organisée par la National Political Union. Lovett et Cleave, délégués par le Comité, devaient proposer un

amendement en faveur du suffrage universel. Mais à peine étaient-ils entrés dans la salle de la "Couronne et de l'Ancre" qu'ils furent invités à causer avec les membres du comité radical ; le président Francis Place demanda aux leaders ouvriers de quelle nature devait être leur opposition. Lovett répondit que, puisque les radicaux bourgeois voulaient faire appel au concours de la classe ouvrière, il considérait que son devoir était de présenter un amendement réclamant l'extension du droit de vote aux ouvriers. Quelques membres du Comité, et parmi eux Roebuck, soutinrent cette prétention ; mais ils furent mis en minorité ; et, au meeting, tous les efforts de Lovett et Cleave pour se faire écouter furent paralysés par un savant concert de cris et de clameurs.

En réalité, il n'y avait pas d'entente possible entre les radicaux-bourgeois et les démocrates ouvriers : ni leur idéal social ni leur tactique n'étaient les mêmes. Sans doute les uns et les autres désiraient l'avènement de la démocratie politique ; mais ils ne le désiraient ni avec la même hâte ni pour les mêmes motifs. A leurs yeux la démocratie ne représentait pas le même régime social. Elle était, pour les radicaux bourgeois, l'expression définitive d'un système d'équilibre entre les intérêts des différentes classes sociales ; le projet de réforme était une

étape excellente qui permettrait aux classes laborieuses de faire leur éducation politique avant de participer au gouvernement du Pays. Au contraire, les démocrates ouvriers considéraient les institutions démocratiques comme le moyen de transformer la société ; ils voyaient dans la mainmise des classes moyennes sur le pouvoir un obstacle à la conquête par la classe ouvrière de la Terre Promise.

Pour la seconde fois, en mars 1832, la Chambre des Communes avait voté le bill de réforme. Le 16 juin le Défenseur du Pauvre apprécie la loi nouvelle en ces termes :

“ Le Bill est maintenant une loi. Et maintenant donnera-t-il à l'honnête ouvrier ses droits ? Non, il ne les lui donnera pas ; il exclura le pauvre, et, aussi longtemps que les pauvres seront exclus de leurs droits, ils resteront misérables et étrangers aux bienfaits de la civilisation et de la vie sociale. La cause de tous nos maux est la corruption ; et les hommes qui bénéficieront du bill de réforme sont les instruments de la tyrannie, de la corruption et du vice. ”

La réforme électorale, loin d'apporter à la condition des ouvriers quelque amélioration, ne fera donc qu'augmenter l'oppression qu'exercent sur les travailleurs les hommes de la classe moyenne :

“ Il faut que les pauvres, les ouvriers honnêtes obtiennent leurs droits, ou tous nos maux continueront. Toute la différence que l'application du bill fera pour eux, c'est qu'ils seront plus

opprimés. Les boutiquiers mesquins et vaniteux sont les pires ennemis de l'ouvrier. Nous n'attendons pas d'eux une transformation avantageuse. Ils sont aussi les ennemis de la vertu, de la vraie science et de l'humanité. C'est du peuple seul que nous attendons des actes honnêtes ; les boutiquiers sont une collection d'individus ignorants, dépourvus de principes et pleins d'égoïsme (nous en parlons en général). Que pouvons-nous attendre de ces hommes qui ont été sans cesse ajoutant "les maisons aux maisons et les champs aux champs" sans jamais mettre la main à quelque travail utile ; ces hommes insouciants de la misère du pauvre dont le labeur les mettait à même d'agir ainsi ; ces hommes qui se sont enrichis du travail et des gémissements des pauvres, laborieux et honnêtes ; ces hommes qui ne visent qu'à lutter à coups de baisse de prix et à se tromper les uns les autres ainsi qu'à tromper le reste de l'humanité ? Ils disent qu'ils ont un droit à vivre sur le sol. Le "Noble", le vrai noble est un homme de sens, de réflexion et de jugement : il se considère comme le gardien des droits du peuple. C'est ce qu'il a la prétention d'être. Nous préférierions, si nous ne pouvons faire nous-mêmes les lois, les voir faire par les anciens pairs de l'Angleterre plutôt que par ces individus stupides et vils qui se glissent dans les Chambres du Parlement grâce à l'influence d'un or malpropre et qui flattent servilement la basse ignorance des vampires, de ces trafiquants de la boutique et du courtage qui font de notre travail leur proie. "

Pour le Défenseur du Pauvre, la loi de 1832 n'est pas un progrès, mais un recul. Le Parlement est tombé entre les mains "des pires ennemis de l'ouvrier", de ces hommes, enrichis du travail et insouciants de la misère des pauvres, "qui ne visent qu'à se tromper les uns et les autres et à tromper le reste de l'humanité". Les intérêts des travailleurs étaient mieux respectés par les nobles qui se considé-

raient comme “ les gardiens des Droits du Peuple ”. Les Pairs d'Angleterre étaient pour la classe ouvrière de meilleurs législateurs que les “ boutiquiers ”. Cette condamnation de la loi nouvelle n'est pas l'opinion individuelle d'un journaliste plus ou moins influent, c'est l'expression même de l'attitude qu'adoptent les masses ouvrières en face de la réforme électorale. Le Défenseur du Pauvre est l'organe des revendications des démocrates ouvriers, des futurs Chartistes ; dans ses articles nous trouvons les idées qui servaient de thème aux prédications des leaders comme aux méditations des ouvriers. Le rédacteur en chef du Défenseur du Pauvre apparaît comme le théoricien du mouvement ouvrier entre 1830 et 1848 : Bronterre O'Brien. Connaître les doctrines de Bronterre, c'est donc connaître les mobiles même du mouvement.

II

Les articles du Défenseur du Pauvre ne sont pas signés : leur auteur est Bronterre O'Brien. Lovett le dit, et son témoignage est confirmé par la *Northern Star*, le journal officiel du Chartisme : “ En 1831 O'Brien publia quelques articles dans les Carpenter's Political Pamphlets sous la signature de Bronterre. Il fit ses premiers pas sous le paravent de M. Hunt. M. Hunt, on

le sait bien, n'était pas un écrivain ; quand il lui fallait écrire, il dépendait des autres. Les articles de Bronterre dans les Pamphlets ayant attiré l'attention, on s'arrangea pour lui donner la direction du *Défenseur du Pauvre* " dont il devient le rédacteur en chef à 26 ans.

La personnalité de Bronterre O'Brien intéresse la psychologie du socialisme autant que l'histoire du Chartisme. Bronterre est considéré comme la plus forte tête du parti. Feargus O'Connor, qui a eu avec Bronterre plus d'une querelle et qui l'a traité de vipère, l'appelle " le Maître de l'École du Chartisme ". James O'Brien ne s'est pas contenté d'être un théoricien et un publiciste ; il a voulu aussi être un homme d'action ; il a été passionnément écouté des foules, sinon suivi.

L'influence que Bronterre a eue comme orateur ressemble à celle de Feargus O'Connor : l'un et l'autre ont exercé sur les masses une séduction d'autant plus grande qu'ils n'étaient pas sortis des rangs du peuple. James O'Brien appartenait à la classe moyenne ; il était le fils d'un irlandais, grand négociant en vins et en alcool, propriétaire d'une manufacture de tabac. Son père, ayant fait faillite, s'était embarqué pour les Indes Occidentales où il mourut, alors que James était encore un tout jeune enfant. Aussi, fut-il élevé par sa mère. C'était un enfant

studieux : à dix ans il savait le latin, le grec, le français et l'italien. Il était, nous dit Gammage, aussi bon mathématicien que bon linguiste, et il excellait dans la composition littéraire et dans la poésie. A l'école où il était le premier des vingt-et-un moniteurs, il étonnait les visiteurs par son intelligence. Gammage, pour donner une preuve de leur admiration, raconte que Miss Edgeworth fit don au jeune écolier d'un exemplaire de Pope magnifiquement relié, et Walter Scott d'un portecrayon en argent. Bronterre commença ses études universitaires à Dublin où il obtint les distinctions académiques les plus élevées et le grade de bachelier ; en 1829, il alla à Londres et, voulant se préparer au barreau, il entra à King's Inn, puis à Gray's Inn.

Pendant ses études de droit, il se lie avec Cobbett et Hunt et c'est ainsi qu'il est amené à faire de la politique. Dès cette époque il n'a plus qu'une idée : " mener le bon combat contre les institutions sociales. " James O'Brien devait être fatalement socialiste. Enfant, n'avait-il pas souffert comme d'autres socialistes, de la moindre considération que rencontre le fils d'un failli et ne devait-il pas tourner contre l'organisation sociale l'amertume qu'il en avait ressentie ? N'avait-il pas été le fils adulé de sa mère, le petit prodige de son école ? Son amour-



JAMES BRONTERRE O'BRIEN

propre, caressé par les douces flatteries maternelles, devait lui donner de lui-même une estime qui ne lui permettait pas de douter de la valeur de ses propres convictions ? Enfin ne devait-il pas être incliné vers la sentimentalité humanitaire et l'utopie, possédant, si l'on en croit Gammage, " un développement exceptionnel de cette partie du crâne que les phrénologistes appellent la bosse de la bienveillance ? "

Bronterre a les trois qualités maîtresses d'une âme socialiste : un sens exaspéré de l'injustice sociale, une confiance en soi inaltérable et un cœur sensible. Aussi ses premiers articles, comme ses premiers discours, sont-ils déjà teintés de socialisme.

Bronterre aime la vie publique : il veut s'y adonner tout entier.

C'est à Henry Hunt que Bronterre doit de faire ses débuts dans la politique, dès l'âge de 25 ans. Dans un meeting, tenu à Londres en 1830, le célèbre démagogue le présente comme une excellente recrue pour la bonne cause : " C'est un jeune homme d'un grand talent et dont toutes les sympathies sont acquises au peuple ". Puis s'adressant à Bronterre O'Brien, Hunt s'écrie : " Allons, mon garçon, parle pour ton propre compte ". Et, dès cette première épreuve, le jeune socialiste se serait révélé un orateur. Au physique, il pouvait en imposer à un

vaste auditoire par sa haute taille, par l'énergie de son visage et de son front large et massif. Il avait toutes les qualités de l'orateur populaire : une parole inlassable, une voix flexible et une heureuse facilité à s'adapter immédiatement à l'esprit du public devant lequel il avait à discourir. Il savait dès l'abord charmer et impressionner ceux qui l'écoutaient par les intonations de sa voix et gagner leurs sympathies par la force communicative de ses convictions. Aussi soulevait-il toujours dans l'assistance de tumultueux applaudissements qu'il avait peine à calmer. Il saisissait ses auditeurs par la logique de son argumentation. Tour à tour ironiste, dialecticien, orateur, il était redoutable pour ses contradicteurs contre lesquels il employait à la fois la satire, la déclamation, le raisonnement, et, dit Gammage qui l'a entendu, "réunissant en un seul faisceau ces trois armes, il en lançait le triple trait à la tête de son adversaire". Il pouvait parler plus longtemps qu'aucun autre orateur de l'époque, trois heures habituellement, souvent même quatre et cinq heures ; et, de cette abondance oratoire, Gammage conclut naïvement à sa supériorité intellectuelle : "On ne peut hésiter à affirmer que l'homme qui possédait une telle faculté était un maître en l'art de la parole et un penseur". Nous verrons s'il convient d'adopter les appréciations admiratives de Gammage et si

Bronterre O'Brien est un penseur original. Du moins cet auteur a raison lorsqu'il dit : " sans doute l'initiative du mouvement chartiste a été prise par d'autres ; mais ce sont les écrits de Bronterre O'Brien qui ont donné au Chartisme ses fondements théoriques " et faut-il ajouter encore, ses principes d'action. Il est incontestable que, dans les milieux Chartistes, il est considéré comme l'intellectuel. L'opinion de Gammage ne lui est pas personnelle ; elle exprime ce qu'ont pensé de Bronterre O'Brien et ses amis et ses adversaires. Ses détracteurs rendaient hommage à ses facultés. Le Weekley Chronicle, l'un des journaux qui lui ont montré le plus d'hostilité, déclarait " qu'il possédait dans son petit doigt plus d'intelligence qu'il n'y en avait dans les cerveaux de tous les leaders chartistes réunis ".

Journaliste, Bronterre a tout d'abord prêté sa plume à Henry Hunt. Les articles qu'il publie en 1831 dans les Carpenter's Political Pamphlets ont attiré sur lui l'attention d'Hetherington : celui-ci pense que, par son talent, le jeune publiciste peut rendre des services à la cause de la presse à bon marché et il lui confie la rédaction du Défenseur du Pauvre. Bronterre écrit aussi à la London Dispatch d'Hetherington, au Destructive and Poor Man's Conservative. Plus tard il deviendra l'éditeur du National Reformer (1837, 1845, 1847), du The Operative (1838) et du British Statesman (1842).

Dès 1831, Bronterre se trouve en relations étroites avec Hetherington et, pas suite, avec le groupe des démocrates ouvriers qui dirigent la National Union of the Working Classes and Others. Ce sont les mêmes hommes, les Hunt et les Cobbett, qui ont entraîné dans les luttes politiques Bronterre, Lovett et ses amis. Non moins que ceux-ci, le jeune Irlandais a subi l'influence d'Owen. Il s'est occupé de coopération, et il a même été en correspondance avec l'inventeur des villages d'harmonie. De Birmingham il écrit, le 27 mai 1832, à Robert Owen une lettre intéressante. A cette époque, Bronterre paraît entièrement acquis au nouveau Système social et il s'adresse à Robert Owen dans des termes de la plus respectueuse déférence. Un ardent coopérateur, M^r Pare, " dont je n'ai pas besoin de rappeler le zèle pour la cause " a eu une idée que Bronterre soumet à Owen. Il s'agit d'organiser l'Institution of the Industrious Classes de Gray's Inn Road sur le modèle de l'*Union Politique* de Birmingham :

" Je suis complètement convaincu, non seulement par les signes du temps, en général, mais plus particulièrement par l'énergie et le zèle dont j'ai eu le récent témoignage de la part de mes frères coopérateurs que rien n'est plus désiré pour attirer l'attention publique sur notre cause et pour créer une nouvelle opinion qu'un plan judicieux d'organisation populaire. A vous qui connaissez la nature humaine si parfaitement et dont les écrits prouvent abondamment que la nature des gouvernements

vous est familière, je n'ai pas besoin de dire que les gouvernements n'ont en fin de compte d'autre base que l'opinion publique. Qu'ils soient simples ou compliqués, monarchiques ou républicains, c'est toujours l'opinion publique qui est la cause de leur solidité ou de leur chute, de leurs actions rétrogrades ou progressifs. C'est donc une question de vie ou de mort pour le système d'Owen que de concentrer sur lui toute l'attention de l'opinion publique afin que celle-ci exerce une pression irrésistible sur le gouvernement par le poids, l'unité de direction et l'action simultanée de tous ses éléments. C'est à cette fin que je viens vous suggérer très respectueusement de donner à l'Institut de Gray's Inn Road un caractère plus populaire. En fait, je vous recommanderais de prendre pour modèle l'organisation de l'Union de Birmingham. Je considère l'heure actuelle comme le moment le plus favorable. ”

Aussi faut-il profiter de l'occasion qui se présente. Dès que le Bill de Réforme sera adopté et “ *que le Peuple sera remis de son ivresse* ”, Bronterre serait d'avis de réunir dans l'établissement de Gray's Inn Road un meeting auquel on soumettrait la nouvelle organisation. Moyennant la souscription d'un shilling par mois, les ouvriers auraient certains avantages parmi lesquels l'usage de la bibliothèque et la libre admission une fois par semaine à une conférence sur le Système de Coopération. La cotisation serait assez modeste pour assurer à l'association de 5 à 10.000 membres. Le Comité élu devrait constamment préparer des pétitions et les présenter au Parlement. Il devrait aussi publier des adresses aux coopérateurs :

“ N'existe-t-il pas plusieurs centaines de sociétés coopératives toutes prêtes à appuyer les pétitions de ce comité de Londres ? Le moment est propice, le peuple souffrant et trompé est en train de recouvrer son bon sens. N'est-il pas fatigué et las des réunions publiques, des discussions et des discours au sujet de la réforme ? Il existe déjà dans cette ville des centaines de gens, peut-être des milliers, qui ont assez de perspicacité pour comprendre que cette réforme tant vantée ne leur apportera pas le bien qu'ils en ont attendu. ”

Bronterre veut qu'Owen profite de la lassitude et du mécontentement populaires à l'égard de la réforme électorale pour populariser son système et conquérir l'opinion à la coopération, c'est-à-dire en réalité au communisme : l'Institution of the Industrious Classes avait bien plus en vue la création de Villages d'Harmonie et de bazars d'échange que celle de Trading Associations. Tout en rendant hommage à la Vérité sociale des conceptions owenistes, Bronterre veut amener le bon patron de New Lanarck à transformer ses méthodes d'action, à imiter l'organisation de l'Union politique de Birmingham et les procédés de propagande par lesquels cette Union avait su mener à bien l'agitation en faveur de la réforme électorale. Il fallait tirer parti de l'état de l'opinion publique toute frémissante encore et dont l'émotion devait être exploitée au profit du système d'Harmonie et de Coopération mutuelle. Mais il est une des idées d'Owen qui peut faire échouer cette grande entreprise que favo-

risent les circonstances : ce sont ses opinions sur la responsabilité humaine et sur la religion. Aussi Bronterre insiste-t-il auprès du "grand prêtre de la Raison" pour qu' "il laisse de côté au moins pour un temps ses convictions particulières à ce sujet."

" En ce qui concerne mon allusion à vos idées sur la religion, la responsabilité, je vous prie de comprendre que je ne plaide pas l'indulgence pour mes propres préjugés, mais pour ceux des autres. Si je ne me trompe point, vos idées et les miennes sont les mêmes ou presque les mêmes sur ces questions ; mais le peuple, le peuple malheureux, le peuple ignorant, le peuple avili par la superstition est affreusement sensible ou, si vous aimez mieux, insensé sur ce point. "

Ces quelques lignes nous montrent combien profond était alors le sentiment religieux des masses populaires ; celles qui suivent nous révèlent quelques aspects nouveaux de la psychologie de Bronterre :

" Je ne puis conclure mes remarques sans exprimer mon profond regret que mes interventions dans la vie aient été jusqu'à présent telles qu'elles m'enlevaient la possibilité de prendre une part active dans une œuvre si glorieuse, sans risquer mes espérances et, ce que je considère davantage, l'amitié et l'estime de presque tous ceux que j'aime. En vérité la part que j'ai prise jusqu'à présent, bien que limitée à un cercle privé, m'a déjà causé un tort sérieux. Il est vraiment bien mortifiant de penser qu'un homme est condamné par le présent système artificiel de société à souffrir la persécution et l'oubli justement dans la mesure où il désire être utile à l'humanité. Cet état de société, je l'espère, nous en verrons bientôt la fin. Si je ne me trompe pas sur les signes du temps, la main de la mort s'étend déjà sur lui. "

En attendant la ruine prochaine du Système irrationnel de Société et l'avènement du Nouveau Monde moral, Bronterre déclare que Pare et lui ont l'intention de lancer bientôt un journal hebdomadaire à Londres pour défendre les principes du nouveau système social.

“ En vérité, ajoute-t-il, j'ai de bonnes raisons de croire que nous serons capables de faire du journal un puissant instrument pour la diffusion des principes coopératifs. La gent commerçante est très acharnée contre nous ; mais je ne suis pas sans espérer qu'avant peu elle trouvera politique de se joindre à nous ou, au moins, de nous laisser tranquilles. ”

Bronterre O'Brien se montre dans cette lettre tout à fait oweniste. Sans doute, à la différence du Maître, il admet l'action politique et, quoique partageant ses idées sur la religion, il juge opportun de ne pas froisser les préjugés populaires ; mais, par ailleurs, on retrouve sous la plume du jeune irlandais les conceptions et la terminologie owenistes : l'antithèse fondamentale du système artificiel et du système rationnel de société, la croyance en la caducité du monde ancien et la prophétie de la venue du nouveau monde moral.

Il est certain qu'Owen ne prêta pas l'oreille aux sollicitations de Bronterre. Aussi, le 1^{er} septembre 1832, celui-ci publie-t-il dans le Défenseur du Pauvre un article toujours très respectueux pour la personnalité d'Owen, mais fort

net sur les divergences qui existent entre l'autocrate communiste et le jeune démocrate socialiste. — Cet article est consacré à la Coopération et à M. Owen; il paraît au moment même où va s'ouvrir à Gray's Inn Road l'Equitable Banque d'Echange de Travail dont les principes ont été exposés dans "*The Crisis*" des 16 et 22 juin. Il met en doute l'efficacité des remèdes proposés par Owen à la situation des classes laborieuses et veut mettre les lecteurs du *Poor Man's Guardian* en garde contre les méthodes d'action des coopérateurs :

“ M. Owen et ses adeptes semblent pénétrés de l'idée que la fondation d'une Banque pour l'échange équitable du travail serait un moyen d'améliorer la situation de la population ouvrière de ce pays. Tout ce qui émane de M. Owen, nous le confessons, a droit à un examen impartial et, si possible, à un essai loyal, parce que nous croyons que ses principes sont vrais au fond. Dans quelle mesure ce plan réalisera-t-il les ardentés espérances conçues à ce sujet, la suite le dira. Nous avouons que nous tenons en suspicion les différents plans des coopérateurs qui sont franchement opposés à donner aux classes ouvrières leurs droits politiques et qui, en vérité, saisissent toutes les occasions de parler avec ironie de la conquête du suffrage universel comme d'une non-valeur. Nous, au contraire, nous soutenons que, tant que les classes ouvrières n'auront pas un pouvoir politique, c'est-à-dire n'auront pas obtenu le droit d'élire des députés au Parlement, aucune amélioration durable ne pourra se produire dans leur condition. C'est une mauvaise politique, c'est même une politique malhonnête de la part des coopérateurs que d'essayer d'obtenir les faveurs de l'aristocratie pillarde en dépréciant les droits de l'homme dont la complète restauration, nous le maintenons, doit précéder l'introduction avantageuse du système de

M. Owen ou de tout autre système combiné pour protéger les classes ouvrières contre les déprédateurs politiques. ”

La conquête du suffrage universel est la condition première de toute réforme. Aucun système de réorganisation sociale ne peut être mis en application tant que le pouvoir de faire des lois sera entre les mains “ des quelques privilégiés qui vivent du travail et de l'ignorance du grand nombre qu'ils exploitent.... Ceux-ci ne veulent entendre aucune plainte. Toute tentative faite pour attirer leur attention sur les misères et sur les souffrances de la multitude est considérée par eux comme une atteinte à leur voluptueux repos ”. Les coopérateurs ne doivent pas conserver l'illusion que leurs efforts sont regardés par les maîtres du pouvoir avec moins d'hostilité que ceux des radicaux :

“ C'est en vain que les disciples de M. Owen affirment qu'ils n'ont pas de desseins sur la propriété déjà fondée; qu'ils cherchent seulement à se procurer de nouvelles sources de richesses et désirent simplement vivre des produits de leur propre industrie. Les propriétaires et les capitalistes feignent de ne pas le croire; ils savent bien que, possédant la terre et le capital, ils ont le pouvoir de s'approprier l'industrie productrice du pays; mais, si les coopérateurs disposaient un jour de ces éléments essentiels, les propriétaires et les capitalistes savent également bien que les ouvriers n'auraient plus besoin d'eux et, n'en ayant plus besoin, ne seraient pas assez fous pour continuer à être leurs bêtes de somme. Les propriétaires et les capitalistes le savent bien et, par conséquent, ils détestent les coopérateurs presque autant que les radicaux. ”

Les coopérateurs agissent donc avec une grande naïveté lorsqu'ils font appel, en faveur de leurs principes, à la justice et à la bonté de l'aristocratie. " L'aristocratie, en tant que classe, n'a pas la moindre idée de justice et de bienveillance ". Il n'y a qu'une manière d'agir sur les classes régnautes : c'est de faire appel à leurs craintes et à leur égoïsme, " de leur montrer qu'il n'y a plus d'autre moyen de mettre leurs propriétés à l'abri d'une révolution sanglante que de conférer à tout homme ses droits politiques. Les classes ouvrières ne veulent pas être réduites à la famine. Elles sont décidées à adopter l'avis de sir Robert Peel : *Faites vos affaires vous-mêmes.* "

Le Bill de Réforme ne sera pas pour les classes dirigeantes " l'Ancre de Salut " :

" Le Bill a pour le moment baillonné le peuple ; mais c'est seulement parce qu'il en attend des avantages considérables. En ceci les ouvriers se trouveront tristement désappointés à moins que cette réforme ne mène à une reconstitution de la société. Si les espérances du peuple sont de nouveau déçues et si cette mesure ne procure pas les avantages qu'on en attend, les classes moyennes seront contraintes par la nécessité de faire cause commune avec leurs plus humbles concitoyens en réclamant le Suffrage Universel, le Parlement annuel, le vote au scrutin secret et surtout la suppression du cens électoral. Toute tentative faite pour détourner l'opinion publique, quand des millions de travailleurs réclament leurs droits politiques, sera désapprouvée comme mérite de l'être une conduite si déloyale. "

Bronterre espère que les coopérateurs ne

voudront pas adopter cette attitude déloyale et qu'ils se joindront aux classes ouvrières pour demander les droits politiques :

“ Malgré le mépris que M. Owen et ses amis ont pour le droit de vote, les classes ouvrières savent bien que, sans ce droit, elles continueront à être les victimes d'une législation injuste. Sans ce droit important, elles cherchent vainement une protection politique contre les exactions incessantes des voleurs de la terre, des monopoleurs et des capitalistes : ceux-ci savent bien que c'est l'absence de ce droit qui a fait des ouvriers les vils esclaves qu'ils sont et que, tant qu'ils ne le posséderont pas, ils seront aussi exposés à se voir complètement dépouillés du produit de leur travail que s'ils vivaient parmi les Arabes du désert dans un pays sans lois et sans gouvernement. ”

Bronterre est avant tout partisan du suffrage universel qui est la condition première de toute rénovation sociale ; mais, si sur ce point il entre en discussion avec Owen et ses amis coopérateurs, il n'en reste pas moins par ses conceptions sociales un Oweniste. La lettre de Birmingham et l'article que nous venons de résumer sont de 1832 ; en 1836, Bronterre publie à Londres une traduction de Buonarroti : *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*. Dans ce livre, qui avait une grande importance à ses yeux, il signale la ressemblance des doctrines d'Owen et de Babeuf ; en annexe il ajoute même à son livre un certain nombre de documents qui sont des productions d'Owen. Ce rapprochement d'Owen et de Babeuf montre le lien étroit qui

existait pour Bronterre entre le Babouvisme et l'Owenisme : ce sont là les deux influences qui ont concouru à former la pensée du jeune Irlandais, et ce sont elles aussi qui constituent les éléments essentiels du socialisme chartiste.

Les paroles et les principes des révolutionnaires français sont invoqués dans les proclamations et les discours des chefs chartistes, leurs devises sont inscrites sur les bannières des troupes. C'est par l'admirateur passionné de Robespierre et de Babeuf que les Chartistes, peu instruits pour la plupart, ont reçu les enseignements des Jacobins et des Babouvistes.

Cette influence française, qui a si puissamment agi sur l'esprit et sur les actes des Chartistes, avait façonné la pensée même de Bronterre. Celui-ci se croyait l'âme d'un homme de 93 ou de l'un des Egaux. Tous ses efforts ont tendu à imprimer au mouvement chartiste une impulsion semblable à celle que les "Purs" Démocrates ont tenté de donner à la Révolution Française.

Deux révolutionnaires ont, avant tous les autres, conquis le cœur de James O'Brien : Babeuf et Robespierre. Les œuvres publiées par Bronterre le montrent clairement. En 1836, il a fait paraître chez Hetherington la traduction du livre de Buonarroti. Ensuite il fait un séjour à Paris, et il en rapporte le premier volume d'une

vie apologétique de Robespierre qui doit avoir paru en 1837 : *La vie et le caractère de Maximilien Robespierre prouvant par des faits que ce personnage si calomnié fut l'un des plus grands hommes et l'un des réformateurs les plus purs et les plus éclairés qui aient jamais existé ; contenant aussi les principaux discours de Robespierre, ses adresses, ses rapports et ses projets de loi à l'Assemblée Nationale. Avec les réflexions de l'auteur, par Bronterre O'Brien, vol. 1, (sans date). Londres, Watson.*

A ces deux œuvres du Maître d'Ecole du Chartisme, il faut joindre une série d'articles réunis et publiés en 1885 par ses amis, sous ce titre : *La Naissance, le Progrès et les Etapes successives de l'esclavage de l'humanité.*

Pourquoi Bronterre a-t-il eu la pensée de traduire le livre que Buonarroti venait de faire paraître à Bruxelles en 1828 ?

“ Je fus, dit-il, si fortement frappé par la coïncidence des idées de Buonarroti et des miennes propres que je pris immédiatement la résolution de traduire le livre et de présenter au public anglais les Doctrines du Poor Man's Guardian, sous un nouveau vêtement et sous une nouvelle forme ; ce livre, si je ne me trompe, ajoutera grandement à leur popularité par suite du génie et de l'expérience pratique de l'auteur. ”

Laissons la parole au traducteur de Buonarroti. Des citations originales ne sont-elles pas le seul moyen de conserver à une pensée toute son intégrité et toute sa couleur ?

“ Tout d’abord, dit-il, le livre de Buonarroti contient l’un des meilleurs exposés que je connaisse des *grands principes politiques et sociaux* que j’ai si longtemps défendus dans le *Poor Man’s Guardian* et dans d’autres journaux et que je m’efforce encore de répandre par les articles de la *Two-penny Dispatch* d’Hetherington. Je pense que l’application de ces principes est d’une importance suprême pour la race humaine. Jusqu’à présent la société n’a pas été construite sur des principes inébranlables. L’organisation actuelle est le résultat de l’aveugle hasard ; ses partisans eux-mêmes ne réclament pas pour elle d’autre origine. Le Droit du plus fort, le seul droit connu par le sauvage, paraît être demeuré la Charte fondamentale de tous les Etats civilisés. Le sauvage vagabond, errant, ne réclame pas d’autre titre au produit du travail de son voisin que la supériorité de sa force ou son habileté à s’emparer de cette proie. Le civilisé agit précisément, bien que d’une façon déguisée, d’après les mêmes principes. Leurs moyens diffèrent, mais leurs objets et leurs fins sont les mêmes. ”

Le sauvage s’approprie le produit du travail d’autrui ; son droit est individuel ; il repose sur sa force. Chez l’homme civilisé cette usurpation est un droit collectif et résulte des institutions elles-mêmes ; car elle se produit, non plus à l’égard d’individus isolés, mais à l’égard de toute une classe. En essayant d’échapper aux maux de la vie sauvage, l’homme s’est inconsciemment plongé dans un autre état plus affreux : la société actuelle que Bronterre qualifie d’artificielle et qu’il appelle un état de fausse civilisation. Remédier aux maux de cette société artificielle sans retourner en même temps à la barbarie, tel a été, selon Bronterre, le problème qu’a

tenté de résoudre la Révolution Française. Or, jamais, les événements et les hommes de Révolution n'ont été jugés d'une manière plus lumineuse et plus exacte que par Buonarroti ; aussi Bronterre considère-t-il une réédition de la conspiration dite de Babeuf comme un devoir impératif.

La Révolution se résume en un combat entre deux tendances, entre deux partis : l'un représentait des intérêts particuliers et l'autre agissait dans l'intérêt général, dans l'intérêt de l'Humanité. Le parti Girondin se composait d'hommes de loi, de banquiers et de littérateurs babillards, jaloux de la noblesse et des ordres privilégiés. Ils essayèrent de commettre une véritable escroquerie à l'égard du Peuple en *s'emparant* du gouvernement afin de profiter de tous les avantages qu'on en peut espérer. Les Girondins ne voulaient étendre la *franchise* qu'à un petit groupe d'individus, aux hommes de la classe moyenne. C'est exactement la politique des wighs Anglais dont le bill de réforme n'a fait que rendre l'esclavage des classes laborieuses plus effectif.

Robespierre et ses amis, au contraire, voulaient faire tourner la Révolution au profit de l'humanité et transformer la société en créant une organisation nouvelle fondée sur l'égalité des droits et sur la pureté des mœurs :

“ Lisez Buonarotti, mes amis, s'écrie Bronterre, et votre religion sera éclairée. Buonarotti vous démontrera que Robespierre était un véritable ami de l'Humanité : n'avait-il pas conçu pour la France un vaste plan de régénération destiné à délivrer pour jamais les pauvres des riches et à établir sur la terre le règne de la Moralité, de la Fraternité et du Vrai Bonheur ? Mais la Convention supprima en faveur des rois de la Boutique la loi du maximum, et l'usure et les hauts profits devinrent la loi du jour. ”

Le rêve de Robespierre fut repris par Babeuf qui tenta de le réaliser en s'emparant du pouvoir. La conspiration de Babeuf pour l'Egalité apparaît à Bronterre comme :

“ Le seul fait historique qui fut sincèrement et totalement consacré au bonheur de la Race Humaine. C'était un complot pour émanciper la France, pour régénérer l'Humanité et assurer son bonheur, pour restaurer la constitution démocratique de 1793 et, par cette constitution, le règne de l'Egalité Politique et Sociale. Et ce n'était pas là un mouvement chimérique ; la doctrine de l'Egalité Politique et Sociale avait été rendue universellement populaire par le gouvernement de Robespierre ”.

La vie de Robespierre devait compléter tout naturellement la pensée de Bronterre sur la portée et le sens qu'il convient d'attribuer aux événements de la Révolution Française. Cette biographie est une œuvre de réhabilitation et d'apologie, destinée à rendre justice :

“ A l'un des réformateurs les plus purs et les plus éclairés qui aient jamais existé. On a reproché à Robespierre de n'avoir pas eu horreur du sang ; mais nous le verrons témoigner la plus grande répugnance à le verser, excepté dans les circonstances

fatales où des complots contre-révolutionnaires et la fureur des factions rendaient l'effusion d'un peu de sang impur indispensable pour prévenir une plus grande effusion de sang innocent. La seule ambition de la vie de Robespierre fut d'établir en France le règne de la vertu et le bonheur universel et de réformer l'organisation sociale en fondant celle-ci sur l'égalité politique et sociale de tous ses membres ”.

Bronterre n'a pas seulement l'intention de rendre justice à Robespierre ; il veut surtout faire œuvre de propagande, et donner pour modèles aux démocrates anglais “le plus pur des démocrates qui ait jamais existé”. Il veut aussi mettre en relief les principes directeurs des “vrais Démocrates” de la Révolution Française ; il espère ainsi les populariser et les communiquer au mouvement qui agite les masses populaires depuis 1831 et qui va devenir le mouvement Chartiste. C'est ce que précise un article paru dans le *National Reformer* du 11 mars 1837 et qui a pour titre : *La 1^{re} Révolution Française. — Son véritable caractère. — Robespierre et la vraie démocratie.*

“ La Révolution de 1789 ne fit que transférer par la force le pouvoir d'une oligarchie à un grand nombre de boutiquiers et l'acte qui consolida cette usurpation fut l'acte constitutionnel de 1791. Les bourgeois se montrèrent d'aussi mauvais tyrans que les aristocrates qu'ils supplantaient. L'homme de génie était privé de toute autorité, même du droit du suffrage (citoyen inactif). La bourgeoisie pauvre eut été incapable de lutter contre la bourgeoisie riche si la classe ouvrière ne s'était mise de la partie : d'où la constitution démocratique de 1793. Il y avait alors 3 grands partis : 1^o Les constitutionnalistes de 1791 qui

représentaient la bourgeoisie riche ; 2° Les républicains modérés qui, pour satisfaire leurs haines et leurs rancunes contre les riches, adoptèrent la constitution de 1791 dans l'espoir d'un pillage, mais dans le désir de n'y adhérer qu'aussi longtemps qu'elle servirait leurs desseins ; 3° Les vrais républicains ou les démocrates qui voulaient des droits égaux pour tous et voyaient dans la constitution de 1793 le moyen immédiat d'atteindre cette fin. Ce dernier parti était le seul qui fût vertueux et honnête ; tous les autres ne se composaient que de purs aventuriers et de conspirateurs qui cherchaient le pillage, non la liberté ! Robespierre et ses amis aspiraient à *une vraie démocratie qui garantirait à chaque homme le droit au produit intégral de son travail*. S'ils travaillèrent à assurer la constitution de 1793, ce fut plus dans des visées socialistes que dans des visées politiques."

Aux yeux de Bronterre, la Révolution Française est d'essence socialiste. Les vrais révolutionnaires étaient ceux qui, comme Robespierre, considéraient l'Egalité sociale comme la suite nécessaire et logique de l'Egalité Politique : Robespierre est le vrai démocrate arrêté dans ses projets socialistes par Thermidor.

Quelques lignes de l'introduction à la vie de Robespierre montrent que, pour Bronterre, le problème social se pose dans les mêmes termes en Angleterre en 1837 qu'en France au moment de la Révolution Française :

" Je suis parfaitement autorisé à affirmer que, dans une société constituée comme elle l'est aujourd'hui en Angleterre, la classe aristocratique et la classe moyenne jouent vis-à-vis du reste de la Nation un rôle homicide et dévastateur ; l'une a accaparé le sol ; l'autre a mis la main sur l'argent et le crédit du Pays. Toutes deux ont conjointement usurpé le droit de déterminer exclusive-

ment la mesure de la Valeur. La terre est la source de la richesse. L'instrument de la circulation est la mesure de la valeur. Tant que ces classes détiennent ces deux éléments de la toute puissance et que le pouvoir législatif qui garantit leur monopole est entre leurs mains, il n'y a pas de limites assignables à leurs vols, à leurs fraudes et à leurs crimes. Tout homme qui n'a ni terre ni argent est dans la servitude absolue vis-à-vis de ces usurpateurs."

Le titre même de l'article du National Reformer est assez significatif : *La première Révolution Française ; Robespierre et la vraie démocratie*. S'il y a une vraie et une fausse démocratie, la vraie démocratie est celle rêvée par Robespierre, la Démocratie fondée sur l'égalité politique et sur l'égalité sociale, c'est la Démocratie dans laquelle l'égalité politique est le moyen et l'égalité sociale est la fin : c'est la Démocratie Socialiste.

On peut dire que la démocratie porte en elle le socialisme qui en est la seule réalisation intégrale. La Démocratie Politique, dirigée par des hommes animés de l'esprit de Robespierre et de Babeuf, doit fatalement conduire au Socialisme. Aussi ne sera-t-on pas étonné de voir Bronterre mettre au premier plan l'action politique, c'est-à-dire la conquête du suffrage universel inspirée par des visées socialistes.

Puisque l'Égalité Politique conduit à l'Égalité Sociale, il faut avant tout conquérir le Suffrage Universel : " Si Robespierre et ses amis travaillèrent à assurer la constitution de 1793, ce fût

plus dans des visées de transformation sociale que dans des visées politiques. ” C’est cette action politique à finalité socialiste que Bronterre préconise dans son *National Reformer* à partir du 7 janvier 1837. Dans le premier numéro Bronterre déclare :

“ Je ferai observer que le but que j’ai en vue c’est l’égalité sociale pour chacun et pour tous. Pour obtenir celle-ci, il faut d’abord que nous ayons l’égalité politique pour chacun et pour tous. Pour obtenir l’égalité politique, il faut que nous réalisions une organisation plus vaste et plus efficace des classes laborieuses ”.

Ces paroles jettent une vive lumière sur le caractère du mouvement chartiste ; ce mouvement commence justement au moment même où elles sont prononcées. Sans doute, la Charte du Peuple n’est rédigée par Lovett et publiée par la W. M. A. qu’en 1838 ; mais la W. M. Association date de 1836 et, dès le mois de février 1837, elle organise un grand meeting destiné à provoquer une pétition en faveur des six revendications de la Charte ; Lovett nous dit qu’on peut considérer cette réunion comme le point de départ du Chartisme.

Dès les premières années de sa carrière de journaliste, Bronterre s’est efforcé de répandre dans les masses ouvrières sa conception de l’action politique et de faire adopter ses idées par les Trade Unions. Il veut amener celles-ci à s’oc-

cuper de politique et à donner la première place à l'agitation en faveur du suffrage universel. Le suffrage universel, seul moyen de transformation sociale, est par suite aussi le seul moyen pour les Trade Unions de réaliser leurs fins. Le Défenseur du Pauvre du 14 décembre 1833, tout en approuvant les Trade Unions et leurs méthodes d'action, essaie de persuader aux ouvriers Trade-Unionistes qu'ils atteindront plus sûrement et plus rapidement leur but en apportant leur concours au mouvement démocratique. Sans doute, il est loin de condamner l'action économique, mais il croit l'action politique plus efficace et plus directe : “ *Nécessité pour les Trade-Unions de s'occuper de politique ; le suffrage universel seul moyen de transformation sociale, seul moyen pour les Trade-Unions d'atteindre leur fin* ”, tel est le titre que pourrait avoir l'article du Défenseur du Pauvre du 14 décembre 1833 :

“ Pourquoi les Trade-Unionistes ont-ils un penchant à exclure tout à fait la politique de leurs délibérations ? Nous n'avons pas besoin de détourner les ouvriers anglais de prendre part à une coalition formée pour la protection de leur travail. Aux ouvriers, nous disons : Hâtez-vous, ne perdez-pas de temps, enrôlez-vous dans les Trade Unions et, comme vos vaillants frères qui formèrent le meeting des délégués tenu à Manchester le 25, prenez la résolution de ne travailler que huit heures par jour, et d'exiger, au moins, pour ces huit heures le salaire intégral d'un jour entier. Le Défenseur du Pauvre n'est pas l'ennemi des Trade Unions ; mais c'est une chose de combiner un plan et une autre d'en appliquer les dispositions : pour

les réaliser, il faut quelque chose de plus qu'une grève ou un abandon de travail ”.

Le 21 décembre 1833, le Défenseur du Pauvre revient sur ces idées :

“ Nous déduisons de l'échec de tous les plans précédents des ouvriers que le plan actuel échouera aussi, à moins qu'il n'ait par son objet quelque chose qui le distingue de ceux qui l'ont précédé. Nous disons tout de suite : que doit être ce quelque chose ? Le Suffrage Universel. Sans lui il est impossible d'imaginer comment les visées actuelles des ouvriers pourraient être réalisées complètement, si ce n'est par une mise en pratique des principes de M. Owen, que nous désespérons de voir dans l'état actuel ”.

Voici comment Bronterre transforme son affirmation en démonstration :

“ Que demandent les Trades-Unions ? Une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail, c'est-à-dire travailler moins et gagner plus, en d'autres termes, produire moins de richesses et jouir d'une plus large part de celles-ci. Ne comprendrons-nous pas que ceci est une attaque contre la propriété ? et même une double attaque ? En effet, si les producteurs produisent moins aujourd'hui et jouissent d'une plus large part de ces produits diminués, n'est-il pas évident qu'ils agiront ainsi aux dépens de quelqu'autre classe de la société ou en autres termes qu'il restera moins de richesses pour les classes stériles. Le sens commun nous dit que, plus les producteurs gagnent, moins il reste pour les hommes à qui vont les profits et pour les détenteurs de la propriété.

La propriété au sens moderne du mot signifie le droit que possède A de prélever, en vertu de la loi, sa part sur le produit de B, la loi ayant été exclusivement faite par A et ceci bien entendu sans le consentement de B et sans lui donner un équi-

valent. C'est là le sens moderne de la propriété : *attaquer la propriété, c'est par conséquent attaquer le vol.*

Mais maintenant se pose la question suivante : Comment attaquer le monstre de la manière la plus sûre et la plus expéditive ? Nous ne pouvons pas l'attaquer par la loi, car le monstre tient la loi dans ses propres mains. Comment l'attaquerons-nous donc ? Nous répondrons : par le moyen des Trade Unions pourvu qu'elles ajoutent seulement le suffrage universel aux autres articles de leur programme ”.

Les grèves seront impuissantes à réaliser l'objet des Trade-Unions. Cet objet implique une atteinte à la propriété. Mais qu'est-ce que la propriété ? C'est le droit d'opérer un prélèvement sur le produit du travail d'autrui ; c'est le vol ! dit, avant Proudhon et avant Marx, Bronterre O'Brien : attaquer la propriété, c'est attaquer le vol. Pour réussir dans cette attaque, les Trade Unions ne peuvent agir toutes seules : l'action combinée des Trade Unionistes et des Démocrates partisans du suffrage universel est nécessaire au succès. Le 11 janvier 1834, Bronterre tire la conclusion de ses prémisses. Il est nécessaire, dit-il, que les partisans du suffrage universel coopèrent avec les Trade Unions et les Trade Unions avec les partisans du suffrage universel. Les uns et les autres poursuivent en effet le même but. “ Quand nous aurons obtenu un parlement qui représente aussi bien les producteurs de la richesse que ses consommateurs, il sera temps d'examiner les détails. ”

Le pouvoir de faire les lois est entre les mains des consommateurs de la richesse ; les classes stériles, maîtresses du Parlement, se servent de la loi pour consolider leur monopole et perpétuer l'asservissement des classes productrices. Dès lors la conquête du suffrage universel peut seule permettre aux travailleurs de mettre un terme à l'exploitation des producteurs. Le jour où les représentants des classes parasitaires ne composeront plus à eux seuls le Parlement, le jour où le pouvoir de faire la loi appartiendra aux représentants des classes productrices, ce jour-là seulement les classes laborieuses, productrices de la richesse, pourront renverser une organisation sociale artificielle et abusive, faire cesser l'injustice dont elles souffrent et le monopole dont elles sont les victimes.

Le suffrage universel une fois conquis, quelle sera la première réforme à opérer ? Les nouveaux législateurs devront supprimer la cause des injustices sociales. La source de tout le mal, c'est la Propriété : c'est à elle qu'il faut s'en prendre, dit Bronterre dans le Défenseur du Pauvre du 14 juin 1834 :

“ Il faut s'attaquer hardiment à la propriété qui est la source de tout le mal et qui ne peut être légitimement frappée que par le Suffrage Universel ; c'est la propriété, c'est la distribution inique de la richesse qui revêt le travail de haillons, tandis que l'oisiveté est couverte de pourpre et de linge fin. Mais quelle

est la cause de cette distribution inique de la richesse ? la loi et les institutions ”.

Et James O'Brien ajoutait le 21 juin :

“ Les propriétaires fonciers et les capitalistes font la loi. La loi crée les institutions. Les institutions mettent les producteurs dans une situation telle qu'il leur faut ou mourir de faim, ou vendre leur produit pour une fraction de sa valeur. Notre travail fait la fortune du riche ; nos privations font ses plaisirs, nos pleurs sont nécessaires pour arroser le jardin de sa prospérité. Dans un tel état de choses, il ne peut et il ne doit y avoir *aucune identité de sentiments ou d'intérêts* entre nous et par conséquent aucune entente pour des fins sociales ; il n'y a qu'une manière de nous rapprocher, c'est la délégation par le Suffrage Universel. ”

“ Il ne peut et il ne doit y avoir aucune identité de sentiments ou d'intérêts entre nous ” n'est-ce pas là, sous la plume de Bronterre, l'expression de cet antagonisme d'intérêts et de sentiments qui conduit à la lutte de classe. Nous avons retrouvé chez Bronterre les formules de Marx et de Proudhon ; nous y retrouvons aussi les mêmes termes énergiques par lesquels les socialistes et les syndicalistes d'aujourd'hui caractérisent et condamnent l'organisation sociale :

“ Pour devenir capitaliste, il est d'absolue nécessité d'économiser sur le travail d'autrui. Qu'est-ce donc que le capital ? Du travail accumulé, de la richesse cristallisée ; la richesse, créée par le travail, est à sa source canalisée, individualisée et accaparée par les exploités. Elle est ainsi transmuée par eux, à leur profit égoïste, en capital. Par conséquent, dès son origine, le capital apparaît comme le produit du vol. Il n'y a pas de nuances et de

distinguo à établir dans les prélèvements abusifs et criminels qu'opère la minorité parasitaire au détriment de la masse productrice. L'escroquerie sociale se perpétue avec la même intensité dans toutes les branches de l'activité humaine : le propriétaire foncier exploite le paysan qui cultive le sol, tout comme le patron d'usine exploite l'ouvrier, et sont exploités au même titre la kyrielle de mercantis, de commerçants, d'intermédiaires. Ainsi d'un scrupuleux examen des conditions économiques, il résulte que la société est divisée en deux classes aussi distinctes qu'hostiles : d'un côté les voleurs, les maîtres, capitalistes et propriétaires ; de l'autre, les volés, les asservis, ouvriers d'usines et d'ateliers, employés, mineurs, paysans. "

Ces paroles ne sont-elles pas le résumé succinct des idées de Bronterre, résumé singulièrement fidèle et qui a gardé la même couleur un peu vive d'expression ? Elles sont de M. Emile Pouget. Mais ne pourraient-elles pas avoir paru, 75 ans plus tôt, sous la plume de Bronterre O'Brien ?

Les articles du Défenseur du Pauvre contiennent les deux grandes idées générales qui dominent, d'une part, la critique socialiste de la société actuelle et, d'autre part, la reconstruction de la société nouvelle. C'est d'abord l'idée de l'exclusive productivité du travail et de la non-productivité du capital, qui sert de base à la condamnation de la propriété et du capital :

" Nous disons, déclare Bronterre dans le Défenseur du Pauvre du 4 janvier 1834, que le travail, seule source de la richesse, triomphera à la fin. Et pourquoi ? Parce que le travail peut engendrer le capital et non pas le capital le travail. Les

ouvriers, en s'associant, peuvent augmenter leur propre capital ; les capitalistes, en se coalisant, ne peuvent pas suppléer leur propre travail ”.

Dans le Défenseur du Pauvre du 1^{er} septembre 1832, c'est avec la même netteté d'expression que Bronterre présente l'antithèse entre le droit naturel à l'existence et le droit artificiel de propriété. Dans le même article, il affirme le droit “imprescriptible” des ouvriers au produit intégral de leur travail. Droit à l'existence et droit de propriété s'opposent l'un à l'autre, dit le Défenseur du Pauvre du 1^{er} septembre 1832 :

“ Ils (les travailleurs) savent fort bien que le droit naturel à la vie est antérieur et supérieur au droit artificiel à la propriété. Ils savent que ce qu'on appelle propriété n'est qu'un droit sur leur travail ; que ce droit n'a d'autre fondement que la loi du pays ; que cette loi est une pure convention établie par ceux qui ont la propriété et que, tandis que la loi devrait être l'expression écrite de la volonté du peuple, elle n'est sous sa forme actuelle que la volonté de ses maîtres. Ils savent plus encore, ils savent que, lorsque les aristocrates et les capitalistes parlent de la sainteté de la propriété, ils entendent la sainteté du droit que possède un homme de s'approprier, grâce au capital, le fruit du travail d'un autre homme, simplement parce que ce dernier n'est pas en état de résister à cette injustice. Ils savent qu'il n'y a pas dans ce pays de capital qui n'ait été créé par eux ; que par conséquent ils ont de par la justice, sinon de par la loi, un droit imprescriptible à sa répartition ”.

Les formules qu'emploie Bronterre pour résumer les théories centrales du socialisme ont une précision et une vigueur qui ne seront pas

dépassées. Ces formules précèdent celles de Proudhon et préparent celles de Marx. Il a saisi avec une parfaite netteté les liens qui unissent le Socialisme et la Démocratie. Ses théories sociales ne sont pour lui que les déductions nécessaires de ses principes démocratiques et, s'il est socialiste, c'est parce qu'il est un démocrate logique avec lui-même.

Disciple de Robespierre et de Babeuf, Bronterre a puisé ses plus fortes inspirations chez les révolutionnaires français imbus des idées d'Helvetius, de Morelly et de Rousseau. Ces tendances avaient dû conquérir l'âme de Bronterre dès l'école où il lisait avec enthousiasme les poèmes de Wordsworth et de Shelley. Le théoricien du chartisme retrouva les principes et les imaginations des réformateurs auprès de Hunt, de Cobbett et surtout d'Owen.

Cette philosophie sociale est devenue la forme même de la pensée de Bronterre ; lui-même n'a rien eu à y ajouter de personnel. Si sa critique est originale, ses théories constructives ne sont que des variations sur des thèmes connus. Aussi la substance des doctrines chartistes est-elle toute d'emprunt.

Les philosophes et les réformateurs du XVIII^e siècle avaient aimé les pastorales. Ils avaient considéré la terre comme la source de toute vertu aussi bien que de toute richesse. Ils

avaient placé à la campagne leurs romans sociaux et leur imagination s'était complue à la pensée d'une humanité régénérée par un contact plus intime avec la nature. Bronterre croit à la prééminence de l'agriculture, à la toute-puissance bienfaisante de la vie rurale pour transformer le cœur de l'homme et façonner une humanité vertueuse, innocente et heureuse :

“ De toutes les occupations humaines, dit-il dans le *National Reformer* du 7 janvier 1837, l'agriculture n'est pas seulement la plus essentielle à la conservation de l'existence de l'homme ; elle est aussi la plus favorable à sa santé, à son innocence, à son bonheur. Environné des beautés de la terre et placé en quelque sorte sous l'œil même du ciel, l'homme acquiert naturellement un tempérament plus riche de corps et d'esprit que s'il est enfermé dans l'atmosphère obscure des villes, au milieu du tapage et de l'agitation des ateliers, en proie aux chicaneries des échanges malhonnêtes avec les soucis et les excitations dévorantes qui les accompagnent. ”

Dans le même article est exprimée encore l'idée de la prééminence de l'agriculture :

“ En outre l'agriculture est l'occupation la plus profitable à l'ensemble d'une communauté. Elle est en effet la base de toutes les autres occupations et sa prospérité peut seule garantir à tout le reste de la société les moyens de reproduction et la prospérité. ”

Si la vie rurale et les travaux agricoles ont une si haute importance sociale et une si puissante vertu régénératrice, peut-on admettre qu'une législation injuste et artificielle dépouille les cultivateurs et provoque leur exode vers les

viles ? Pourquoi les habitants des campagnes sont-ils découragés dans leurs efforts par le monopole des propriétaires fonciers qui s'approprient le fruit du travail des paysans ?

Bronterre avait déjà posé la question agraire dans le numéro du 1^{er} septembre 1832 du *Défenseur du Pauvre* :

“ La terre n'a pas de valeur si elle n'est pas cultivée ; et, comme les cultivateurs ont été placés par la providence sur la terre, il est assez évident qu'ils ont droit à ses produits aussi longtemps qu'ils sont disposés à la cultiver. L'aristocratie doit s'apercevoir que sa propriété n'est que le résultat du consentement public, qu'elle n'existe que parce que le peuple le supporte. Qui peut prédire le moment où les producteurs de la richesse prendront la résolution de révoquer cette permission et de dire aux voleurs de la terre : Vous n'aurez plus de rentes parce que vous êtes durs de cœur, et aux capitalistes : désormais vous n'aurez plus de capital parce que nous vous le prenons. ”

Les propriétaires fonciers, “ ces voleurs de la terre ”, doivent leurs richesses à une injustice : ils ont usurpé le sol ; mais leur iniquité ne se borne pas à cette injustice première. Ils ont augmenté leurs rentes et se sont rendus odieux par deux nouveaux crimes : l'un contre les paysans, l'autre contre tous les travailleurs. Les landlords ont chassé les yeomen de leurs petites propriétés et ils ont accaparé les communaux. Non contents de forcer les habitants des campagnes à un exode vers les villes, ils ont affamé les travailleurs en élevant artificiellement le prix

des vivres. Le mouvement des enclosures et les lois sur les céréales, voilà les deux faits historiques choisis par Bronterre comme base des démonstrations agraires qu'il développe dans son discours de Leeds et que la Northern Star du 13 juillet 1839 résume en ces termes :

“ L'aristocratie anglaise a pris graduellement possession du sol ; elle a dépouillé la nation de la valeur originelle de la terre aussi bien que de la valeur contingente qu'elle pouvait acquérir par amélioration. Par la possession absolue qu'ils invoquent maintenant, les propriétaires fonciers ont dépouillé 20 millions d'hommes de leurs droits d'occupation et par conséquent du pouvoir d'augmenter la production aussi bien que de leur part dans le revenu brut. L'un des pires effets de ce monopole a été de forcer les habitants des campagnes à affluer dans les villes où, en concurrence forcée les uns avec les autres pour le travail, ils ont fait baisser les salaires et sont devenus une proie facile pour les seigneurs du coton et les manieurs d'argent. La conséquence de l'expropriation rurale et de la consolidation des fermes fut de diminuer la production des vivres, tandis que l'affluence de la population rurale dans les villes amenait une baisse correspondante du taux des salaires. Ainsi les ouvriers ont été frappés par un sabre à deux tranchants : ils ont été obligés de payer les vivres deux fois plus cher en raison de leur rareté et, d'autre part, ils ne recevaient que la moitié du salaire habituel pour acheter ces vivres dont le prix avait haussé. ”

Les deux faces du problème social sont réductibles à l'unité ; la question industrielle se ramène avant tout à la question agraire ; le monopole des propriétaires fonciers est la cause première des vices de l'organisation sociale et de la misère des classes laborieuses : les maux de la vie indus-

trielle s'expliquent tout d'abord par le monopole foncier et le mouvement des enclosures. Bronterre ne fait ici que répéter les plaintes qu'avaient motivé, surtout depuis 1780, les actes d'enclosure. Toute une littérature avait attribué les malheurs des temps à l'accaparement du sol par les grands propriétaires. Que sont donc cette expropriation rurale et cette consolidation des fermes, que vise, après tant d'autres publicistes, Bronterre O'Brien ?

Il faut brièvement rappeler ici que les actes d'enclosure se sont multipliés en Angleterre pendant tout le XVIII^e siècle. On en relève trente-trois seulement dans la période décennale qui s'étend entre 1720 et 1730, tandis que leur nombre s'élève à 156 entre 1750 et 1760, à 642 entre 1770 et 1780 et à 906 entre 1800 et 1810. Ces actes du Parlement sont des lois de clôture, provoquées par les grands propriétaires fonciers. Ceux-ci voulaient appliquer à la terre les nouvelles méthodes de culture ; ils étaient gênés par les anciens modes d'exploitation et par l'existence des *open-fields*, propriétés individuelles exploitées en commun selon des méthodes d'assolement assez grossières : par suite de l'absence de clôtures permanentes, ces "champs ouverts" devenaient, entre le temps de la moisson et celui des semailles, des terrains de pâture, où tous les propriétaires pouvaient envoyer leur

bétail. Les "champs sans clôture" étaient un obstacle aux nouveaux modes de culture ; les lois de clôture mirent fin à cette situation en imposant, avec l'*enclosure*, le remaniement des propriétés.

La disparition des *open-fields* entraîne celle d'une classe rurale : la classe des yeomen, des paysans petits propriétaires. C'est à leur détriment que se font le plus souvent les opérations d'enclosure : le résultat de cette procédure est de leur enlever leurs droits sur le communal divisé et de ne leur laisser que des lots de terre exigus et insuffisants. Lors même que leur petite propriété demeure assez importante pour les faire vivre, ces paysans sont impuissants à lutter contre la concurrence des grandes entreprises agricoles ; la plupart doivent céder leurs terrains aux grands propriétaires.

Le mouvement des enclosures, voilà le fait fondamental sur lequel s'appuient les thèses agraires de Bronterre. L'expropriation rurale, comme l'appelle le maître d'école du chartisme, s'accompagne de l'accaparement des fermes qui n'en est que la conséquence. Les contrats privés, qui consacrent la vente des petits domaines des yeomen, complètent l'œuvre du Parlement et des autorités locales pour le plus grand profit des grands propriétaires et des grandes entreprises agricoles. Entre 1740 et 1788, les petites

fermes absorbées par les grandes furent de 4 à 5 par paroisse, au total de 40 à 50.000. "Les enclosures, a dit Paul Mantoux, ne sont guère que le moyen de forcer les cultivateurs à vendre leurs terres ou celui de mettre en valeur les domaines agrandis par des acquisitions récentes." Les yeomen, expropriés et dépouillés de leurs droits et d'une partie de leurs terres par les *enclosure acts*, abandonnent aux grandes propriétés ce qu'on a bien voulu leur laisser ; ruinés, déracinés, ils vont à la ville et portent à la grande industrie naissante leur petit capital ; ou même, lorsqu'ils n'ont plus que leurs bras, ils vendent aux capitalistes leurs forces de travail, accroissent l'offre de main-d'œuvre et font baisser les salaires du prolétariat industriel.

Un second fait a servi à étayer l'argumentation agraire de Bronterre O'Brien : ce sont les lois sur les céréales. Lorsque éclatent les guerres contre la France, la classe des yeomen n'a pas été tout entière détruite ; on peut même dire que la lutte contre Napoléon a eu pour résultat de donner une prospérité factice à l'agriculture anglaise, prospérité qui du reste n'arrête pas la décadence de la classe des paysans. D'une part, la révolution agricole et agraire qui avait ruiné ceux-ci se poursuit et, pendant cette période, 1910 paroisses demandent au Parlement l'autorisation d'enclorre leurs "open-fields" et leurs

“common-lands”. D'autre part, les inventions, qui avaient transformé l'industrie, enlèvent aux petits paysans leur dernière ressource, le travail domestique qui complétait leur travail agricole ; le tissage à la main et la filature au rouet ne peuvent plus lutter contre le tissage et la filature mécaniques. Les paysans-propriétaires, expropriés des deux côtés, ne profitèrent pas de la prospérité agricole. Les prix du blé s'étaient élevés pendant la guerre de 47 shillings 1^d $\frac{1}{4}$ (le quarter) en 1792, à 128 shillings 6^d en 1801. Les grands propriétaires fonciers bénéficiaient seuls de cette situation exceptionnelle. Ils voulurent la perpétuer et firent voter par le Parlement la loi de 1815, qui interdisait l'entrée des céréales étrangères, tant que le blé ne s'élevait pas au prix de 80 shillings.

Par les actes d'enclosure, les grands propriétaires fonciers ont provoqué l'exode des paysans et des journaliers vers les villes industrielles : chassés des campagnes, ceux-ci sont venus faire une concurrence acharnée aux ouvriers et ont fait baisser le prix de la main-d'œuvre.

Par les lois sur les céréales, les mêmes propriétaires fonciers, en prohibant l'entrée des grains étrangers, ont fait hausser le prix du pain, de telle façon que les salaires des ouvriers peuvent être justement appelés des salaires de famine.

Le monopole des propriétaires fonciers est injuste parce que les individus n'ont pas le droit d'exercer un pouvoir absolu sur le sol : la terre appartient à la nation. Mais le monopole foncier n'est pas seulement injuste ; il est aussi désastreux pour les classes laborieuses. Dès lors, aux souffrances des travailleurs des champs comme à celles des ouvriers des usines, il est facile de trouver un remède. Le monopole foncier est à la fois socialement nuisible et injuste : il faut le supprimer. Aussi Bronterre conseille-t-il la reprise des terres, des mines, des houillères par le peuple avec une indemnité pour les propriétaires actuels. Cette thèse de la nationalisation du sol, il l'expose dans le *National Reformer* et dans son livre "Rise, Progress and Phasis of human Slavery".

Dans son *National Reformer* du 25 février 1837, Bronterre développe la thèse de la nationalisation du sol et donne la meilleure exposition qu'il ait faite de ses idées sur ce sujet. Tout d'abord il examine la solution apportée par la Révolution française au problème agraire ; il la trouve tout à fait insuffisante :

" De simples morcellements agraires du sol n'offriraient pas le plus mince avantage aux ouvriers. Le territoire de la France fut remanié et redistribué par parcelles par la Révolution. Il est maintenant bien plus divisé et subdivisé qu'il ne l'était avant 1789. Les ouvriers en sont-ils plus à l'aise ou plus heureux ? Ils

n'en sont pas d'un iota plus à l'aise, ils ne sont même pas aussi bien ! pourquoi ? Parce que les rentes sont encore affectées à des individus au lieu de l'être à l'Etat ; la seule différence, c'est que, au lieu de quelques cent mille gros propriétaires comme avant, il y en a maintenant près de quatre millions de petits. Ces quatre millions sont sans doute plus à l'aise que leurs pères ne l'étaient sous l'ancien régime : mais, quant au reste de la population, sa pauvreté et son esclavage n'ont fait que croître avec le nombre et la vigueur de ses nouveaux maîtres. ”

L'empire absolu ou le “ *droit allodial* ” sur la terre appartient à la nation seule. La valeur de la terre augmente avec la population. De cet accroissement qui provient des contingences sociales, la nation seule doit profiter. Aujourd'hui ce sont des individus qui bénéficient de cette valeur sociale, alors qu'ils n'y ont aucun droit. Un régime d'adjudication rendra à la collectivité ces bénéfices injustement monopolisés par quelques-uns :

“ La Nation seule a le juste pouvoir d'affirmer la terre à ceux qui la cultivent et de disposer des revenus qui en proviennent. Il appartient à la Nation seule de déterminer, en vertu de ses droits de propriétaire absolue de la terre, les dimensions des fermes ou les portions du sol à attribuer à des individus ou à des familles, ainsi que les espaces à consacrer au labourage, au pâturage, etc... La nation seule possède tous les autres pouvoirs dont dispose aujourd'hui la propriété privée et qu'elle exerce par ses concessions, etc... ”

Dans cette théorie, chaque sujet du Royaume est un copropriétaire du sol ; la terre doit être offerte aux enchères publiques, et celui qui offrira

la plus haute enchère pour un lot l'obtiendra : la nation en aura tout le bénéfice. Comme la population va s'accroissant, et que la terre acquiert en conséquence plus de valeur, la rente ira en augmentant et l'héritage de la nation en sera plus considérable :

“ Quelle différence avec le système actuel qui concentre sur quelques individus sans valeur ce qui est l'héritage de tous et qui vient augmenter la propriété des individus sans le moindre effort de leur part pour mériter cette plus value, tandis que l'existence du plus grand nombre devient de plus en plus précaire ! Pourquoi quelques individus favorisés monopoliseraient-ils ces bénéfices, bénéfices qu'ils n'ont jamais mérités, bénéfices qui ne leur ont pas été légués, mais qui sont le simple fruit des hasards et des conjonctures sociales ? Si on découvre une mine nouvelle ou si on bâtit une ville, pourquoi le public ne récolterait-il pas l'accroissement considérable des revenus qui s'en suit au lieu de l'abandonner à quelques individus rapaces qui se trouvent par là en état de tout asservir autour d'eux ? ”

Dans “ la Naissance, le Progrès et les Étapes de l'Esclavage humain ”, Bronterre déclare que la terre a été donnée par le Créateur à tous les êtres humains et que par suite elle ne peut devenir la propriété exclusive d'aucun individu. La monopolisation du sol par quelques particuliers rend les non-propriétaires esclaves des landlords et des capitalistes et tend à détruire leurs autres droits et libertés. L'accaparement du sol n'est pas plus justifiable que le monopole de l'air, de la lumière, de la chaleur ou de l'eau. La rente du sol appartient à toute la nation :

elle doit être le trésor destiné à supporter toutes les charges des services publics, à assurer l'exécution des grands travaux publics et l'éducation du peuple sans qu'il soit nécessaire de faire appel à l'impôt. La nationalisation du sol permettra aussi à l'Etat de remplir ses devoirs envers les citoyens que leur incapacité ou leur infortune empêchent de gagner eux-mêmes leur subsistance. C'est elle aussi qui permettra à l'Etat d'offrir un emploi au travailleur qui voudra cultiver la terre et échapper ainsi au régime injuste et tyrannique du salariat grâce auquel les capitalistes enlèvent frauduleusement à l'ouvrier la juste récompense de son travail. La nationalisation de la rente du sol rendra possible un système de crédit public : les ouvriers pourront obtenir sur les revenus des propriétés nationales des avances qui leur permettront de louer des terres pour les cultiver.

“ Personne, fut-il un fou ou un fripon, n'osera nier que dans l'état de nature les matières premières appartiennent également à tous les hommes ; affirmer le contraire serait affirmer aussi que Dieu a les caprices d'un despote humain et qu'il distribue ses faveurs sans considérer aucunément la justice ni les besoins de ses créatures ! ”

Ainsi, de même que Morelly et Rousseau, Bronterre part de l'état de nature pour affirmer la nécessité de revenir par la nationalisation du sol au communisme agraire des premiers âges.

Selon lui, la seule question qui se pose est celle-ci :

“ Les terres, mines, tourbières, pêcheries qui portent dans leur sein toute la matière de la richesse d'un pays peuvent-elles être restituées aux habitants sans commettre une injustice ni imposer une souffrance à leurs possesseurs actuels quelque'ils puissent être ? ”

Aucun gouvernement ne peut rencontrer la moindre difficulté sur ce point. Le gouvernement anglais, par exemple, n'a qu'à agir à l'égard de la propriété foncière dans l'intérêt général comme il agit journellement dans l'intérêt des particuliers, des spéculateurs et des compagnies privées. Les lois existantes n'obligent-elles pas les propriétaires à recevoir en échange de leur propriété une compensation pécuniaire lorsque l'intérêt public le demande ? Du moment que l'indemnité est suffisante pour satisfaire la conscience publique représentée par le jury, on ne croit avoir fait aucun tort à ces propriétaires. Si l'on est en droit d'agir ainsi dans l'intérêt d'une compagnie ou de quelque spéculateur, combien plus justifiable serait une expropriation “ faite dans l'intérêt du peuple et destinée à effectuer une réforme morale et sociale que la plume la plus habile et la langue la plus éloquente seraient impuissantes à décrire ”.

Cette restitution de la terre à la nation pourrait se faire graduellement et il ne serait pas nécessaire alors d'aller jusqu'à l'expropriation

et à la dépossession telle qu'elle est autorisée en faveur des compagnies privilégiées, constituées en vue de l'exécution des chemins de fer, canaux, docks, casernes ou de tous autres travaux publics. Il ne serait nullement nécessaire de déposséder le propriétaire sans son consentement ; il serait suffisant, pour réaliser tous ces desseins d'utilité nationale, d'acheter les terres au fur et à mesure qu'elles se présenteraient sur le marché ; et de déclarer que ces terres, achetées avec les deniers publics, seront désormais la propriété inaliénable de la nation.

Le droit d'occupation du sol doit être le même pour tous ; la nation doit donner l'usufruit de la terre à ceux qui paieront la rente la plus élevée à l'Etat. Celui-ci devra veiller à ce qu'aucun homme ne détienne plusieurs fermes. L'Etat ne devra pas non plus concéder à quelqu'un une grande ferme dont l'étendue dépasse les forces individuelles tant qu'il y aura d'autres individus qui en désireront de petites ; naturellement aussi, il devra éviter un trop grand morcellement.

Telles sont les idées de Bronterre touchant la nationalisation du sol et voici en quels termes il conclut, attribuant tous les vices de la société à l'existence de la propriété foncière :

“ Incontestablement les usurpateurs du sol et les capitalistes doivent être distingués de tous les autres malfaiteurs. Nous ne

connaissions pas dans la civilisation de grand vice social qui ne soit attribuable à l'une ou l'autre de ces deux classes d'individus. Ce sont elles qui gouvernent l'univers..... Nous devons vivre quelque part ; nous avons besoin des choses nécessaires à notre subsistance. Mais les propriétaires fonciers et les hommes d'argent se prétendent propriétaires de toute parcelle des terres du royaume et de toute pierre des maisons construites sur le sol. Et nous ne pouvons nous procurer les choses les plus nécessaires à la vie que par l'intermédiaire d'un marchand. Nous devons nous passer du logement, du boire et du manger si nous n'acceptons pas les conditions arbitraires du propriétaire foncier et du capitaliste..... Les maux commis par les criminels vulgaires sont généralement superficiels et éphémères dans leurs effets. L'homme qui vole ma montre ou cambriole ma maison me cause un dommage que je puis réparer au prix du travail qui me permettra d'acheter une autre montre ou les objets dont a été dépouillée ma maison. Mais ceux qui volent à un peuple son territoire le dépouillent d'un bien inestimable, d'un bien dont la valeur ne pourrait être égalée par tout le travail du monde. Ce n'est pas seulement un vol à l'égard de la génération actuelle, mais un vol à l'égard de toutes les générations futures ; car c'est dépouiller toute la postérité des déshérités de leur droit légitime à une part des éléments constitutifs de la richesse que Dieu a créés également à l'usage de tous. ”

La nationalisation du sol mettra fin à l'accaparement de la terre par les propriétaires fonciers. D'autre part, une transformation du système monétaire supprimera les exactions des capitalistes. Le socialisme agraire de Bronterre se complète d'un socialisme de l'échange qui procède directement d'Owen : par ses conceptions monétaires et par ses plans de réforme de l'échange, le maître d'Ecole du Chartisme se

montre le disciple fidèle du fondateur de l'Equitable Banque d'Echange de Travail.

Cette filiation des doctrines de Bronterre était notée aux temps même du Chartisme par la Northern Star. Un article du 29 mars 1845 déclarait que Bronterre O'Brien n'avait jamais conseillé la circulation métallique de préférence à la circulation du papier monnaie :

“ Monsieur O'Brien a été toute sa vie l'avocat de la monnaie purement symbolique et jamais celui de la monnaie ayant une valeur intrinsèque, si ce n'est comme intermédiaire des échanges internationaux pour tenir en équilibre la balance entre les Etats. L'or et l'argent sont demandés partout et sont moins sujets à l'excès et à la disette qu'aucun autre produit du travail ou que le travail lui-même. Par conséquent ces objets donnent lieu à moins de critiques qu'aucune autre mesure de la valeur, fût-ce le travail humain qui a rarement la même valeur courante dans deux pays différents. Mais, si le travail humain était partout payé et protégé comme il devrait l'être de manière à ce que, à quantité égale, il soit également productif et également rémunérateur partout, Monsieur O'Brien serait alors pour une circulation en papier, ou circulation symbolique, aussi bien avec les pays étrangers que pour les échanges intérieurs. Car le travail serait alors ce qu'il aurait toujours dû être, la véritable mesure de la valeur et la valeur courante consisterait simplement en morceaux de papier représentant tant d'heures tant de jours, de semaines, de mois, d'années de travail. *C'est la valeur courante que Monsieur Owen a préconisé et sur ce point M. O'Brien a toujours professé et défendu la même théorie que Robert Owen.* A l'heure actuelle le travail n'est pas protégé en Angleterre. Aussi ne peut-on pas en faire l'étalon auquel on mesurerait toutes les valeurs. Mais nous envisageons avec espoir le jour de l'émancipation des travailleurs, le jour où le travail sera la seule mesure et le bon travail le seul agent

de circulation. Cette Réforme fera de la terre une propriété nationale, rendra à tout homme son droit d'occupation, étendra à chaque producteur de richesse les facilités du crédit actuellement monopolisé par les classes supérieures et par les classes moyennes. Tout le système du commerce et de l'échange subira la révolution que nous avons si souvent décrite : grâce à cette révolution de l'échange aucun ouvrier n'aura plus besoin de demander aux manieurs de profits la permission d'être leur esclave pour se mettre à l'abri de la faim ; tout producteur d'un article quelconque pourra récupérer aussitôt la valeur entière de son produit sur un marché public ou dans un bazar d'échange en produits de valeur égale sur forme d'un bon de travail qui lui donnera droit aux articles contre lesquels il désirera l'échanger. C'est la doctrine que nous avons toujours soutenue ”.

Tel est le système que Bronterre O'Brien développait devant les assemblées chartistes qui acclamaient ses discours. Ces idées générales réapparaissent souvent dans de nombreux articles des différents journaux qu'il a édités ou auxquels il a collaboré. Tout en montrant qu'il a emprunté à Robert Owen ses conceptions essentielles, la Northern Star résume de façon satisfaisante les grandes lignes de ce système de circulation et de crédit. Déjà on peut reconnaître toutes les conceptions chères aux socialistes de l'échange comme aux collectivistes dont le système d'échange ne diffère guère de celui de ces “ socialistes malgré eux ” : la suppression des revenus sans travail et l'institution de la monnaie signe. De nombreuses citations des articles et

des discours de Bronterre conduiraient à des répétitions qu'éviteront les formules précises rencontrées dans "the Rise, Progress and Phasis of human Slavery". Dans cet ouvrage, Bronterre s'efforce de montrer les vices de la monnaie métallique ; à la monnaie marchandise il oppose le papier-monnaie et un nouveau système d'échange. La circulation d'un pays doit, selon lui, reposer sur la richesse réelle et consommable ou sur le crédit fiduciaire de l'Etat et non sur une quantité variable de métaux précieux. En effet la monnaie métallique a un certain nombre de vices qui suffiraient à en justifier la condamnation : " Dans le système social actuel, la monnaie métallique est devenue la *racine de tout le mal.* "

L'accroissement de la population et de la richesse ont rendu la circulation métallique impuissante à remplir ses fonctions. C'est là son premier vice : la monnaie marchandise ne peut s'adapter au volume variable et sans cesse croissant des transactions. La monnaie métallique, produite en quantité limitée, est incapable de suivre les progrès de la productivité :

" Il est manifestement ridicule, dit Bronterre, de supposer qu'aucune marchandise (et plus spécialement une marchandise aussi rare que l'or) puisse jamais être produite en quantité suffisante pour représenter intégralement toutes les autres marchandises qui peuvent étre produites ad libitum et en aussi grandes

quantités que le demande la consommation. Sans l'intervention de l'or, tous les autres produits pourraient en une seule semaine s'échanger de mains en mains dans des proportions égales à cinq fois la valeur de tout le stock aurifère du pays ”.

Ce premier vice de la monnaie métallique tient à sa nature de monnaie marchandise :

“ Prendre pour monnaie une marchandise, c'est agir comme si l'on supposait qu'une partie d'un tout est égale au tout. L'or peut être une bonne mesure de la valeur et, en tant qu'étalon, ne pas soulever d'objections. Mais, en tant que représentant exclusif de la valeur (et nos lois actuelles ont fait de l'or la seule base de notre système monétaire), il est pour notre population de producteurs et de commerçants ce qu'une simple couverture de lit ou un simple vêtement seraient, si on les destinait à l'usage de toute une famille comprenant des personnes de tous les âges et de toutes les tailles. Les membres les plus puissants et les plus importants de la famille politique obtiennent la meilleure part de la couverture, les autres en ont un tout petit morceau et quelques-uns même, rien du tout ”.

Nous retrouvons ici sous la plume de Bron-terre les expressions qu'Owen avait employées dans son rapport de 1820 au Comté de Lanark. Protestant contre la reprise, en 1819, par le gouvernement anglais des paiements en espèces, Robert Owen avait déclaré cette mesure aussi vaine que la tentative d'essayer de faire tenir un oiseau complètement formé dans la coquille où il a été couvé ou un géant dans les vêtements d'un enfant. Pour sauvegarder l'équilibre entre la production et la consommation, le Bon Patron de New Lanark conseillait l'adoption du

travail comme de la mesure naturelle de la valeur. C'est dans les mêmes termes que Bronterre parle du système monétaire que Peel avait établi par les lois de 1819 et 1844 :

“ Autant espérer, dit-il, que le vêtement d'un nain siéra à un géant et que nos législateurs pourront faire rentrer un oiseau tout formé dans l'œuf d'où il est sorti que de tenter de soumettre au système monétaire des lois de 1819 et de 1844 la population et le commerce de cette grande nation trop à l'étroit dans le lit de Procuste que Peel lui a dressé ”.

Et Bronterre ajoute :

“ Prétendre que les droits de la propriété existent dans un pays soumis à un tel système et où règne l'appropriation privée du sol, est commettre une monstrueuse perversion du langage. Ce ne sont pas les droits de la propriété, mais les injustices du brigandage que les lois agraires et monétaires ont pour objet de défendre et de perpétuer ”.

L'image frappe l'esprit et la déclamation finale stigmatise les brigandages des capitalistes et des propriétaires fonciers : ne sont-ce pas là les procédés habituels de l'orateur et du journaliste pour fortifier son argumentation ?

La production des métaux précieux est limitée, insuffisante pour s'adapter aux besoins de la circulation. Elle est de plus irrégulière et les stocks monétaires sont variables; cette variabilité trouble le mouvement des prix et l'adaptation de la production à la consommation :

“ Les perpétuelles fluctuations du prix des marchandises sont

attribuables au fait que les métaux précieux sont en plus ou moins grande abondance dans un pays. Le système monétaire est responsable des crises : les contractions et les inflations monétaires, locales ou nationales, détruisent sans cesse l'équilibre qui doit être maintenu entre la production et la consommation des richesses ”.

Les crises économiques sont le résultat des contractions et des inflations monétaires : la monnaie métallique ne peut être ni accrue ni diminuée proportionnellement aux fluctuations de la richesse.

En sa qualité de marchandise, la monnaie métallique présente encore un autre vice :

“ L'erreur radicale sur laquelle repose tout le système actuel est que la monnaie, intermédiaire des échanges, possède par elle-même une valeur intrinsèque. Ce faux principe conduit à une dépense de travail parfaitement inutile. Quelle n'est pas l'absurdité de cette perte de forces qui auraient pu être employées à des productions utiles. ”

Enfin, et c'est là aux yeux de Bronterre le défaut le plus grave du système de la monnaie métallique : “ La monnaie métallique, ayant en elle-même une valeur intrinsèque, engendre le vicieux commerce de l'argent et les ruineuses pratiques du jeu et de la spéculation ”.

La monnaie métallique, parce qu'elle est marchandise, peut être monopolisée. L'accaparement du sol par les propriétaires fonciers n'apparaît pas à Bronterre une tromperie plus monstrueuse que celle des capitalistes :

“ Ceux-ci ont osé faire de deux métaux, improprement appelés précieux, la seule base de la circulation qui est comme le sang du corps social. Ces métaux précieux sont des articles de commerce, — de simples marchandises comme le fer ou le coton, — en même temps qu'ils sont nos seuls instruments d'échange. La conséquence nécessaire de ce double usage est un accaparement aussi néfaste que celui de la terre. Tous ceux qui peuvent monopoliser les métaux précieux sont par là-même capables de monopoliser en même temps notre monnaie elle-même : ils peuvent nous laisser sans autres instruments d'échange que nos produits ; ces produits peuvent être échangés contre ces deux métaux favorisés dont, grâce à leur richesse, ces commerçants monopoleurs se sont rendus maîtres ; mais dans cet échange nous devons accepter les conditions frauduleuses qu'ils nous imposent. ”

La radicale imperfection du système monétaire résulte de l'erreur qu'on a commise sur la nature de la monnaie : la monnaie ne doit pas, ne peut pas être une marchandise ; elle est une création de la loi et doit être un pur signe. La substitution de la monnaie signe à la monnaie marchandise permettra de faire disparaître le système actuel et ses effets néfastes, depuis les prélèvements capitalistes et les revenus sans travail jusqu'aux crises et aux troubles constants de l'organisme économique.

“ C'est la loi et la loi seule, dit Bronterre, qui communique aux métaux précieux leur caractère de monnaie légale et leur donne force libératoire. Le pouvoir législatif peut conférer la même puissance à n'importe quelle autre matière, fut-elle sans valeur. C'est ce que fit Lycurgue pour le fer : tant qu'elle eut cet instrument d'échange, Sparte fut prospère ; on peut même ajouter que la substitution des métaux précieux au fer dépourvu

de valeur entraîna la ruine de Sparte et que ses chefs furent obligés de restituer au fer sans valeur sa force légale pour rendre à la république sa prospérité. Quelques pays orientaux ont eu pour monnaie des cauries ; au XV^e et au XVI^e siècle les Russes ont employé à cet usage les peaux d'écureuil ou de martres. Nous aussi, nous nous servons de papier-monnaie et même de papier monnaie inconvertible. En réalité, si l'or et l'argent ne s'étaient pas trouvés dans les entrailles de la terre ou si nous les y avions laissés, la richesse des nations n'en aurait pas été diminuée d'un farthing. Les métaux précieux ne sont que les signes de la richesse symbolisée par eux et doivent cette fonction à un acte du Parlement. Par leurs seules qualités intrinsèques ils ne seront jamais capables ni de nous vêtir, ni de nous nourrir, ni de nous loger : c'est nous qui leur donnons toute leur énorme puissance et c'est nous qui en faisons la monnaie légale..... Le travail a déposé dans une châsse tous ses gains et il courbe le genou devant le métal qui luit : il demande la nourriture et le logement à l'idole qu'il a taillée de ses propres mains et qu'il est obligé d'implorer. Le bon sens aurait fait appel à la charrue du laboureur et au métier du tisserand. ”

Ainsi les métaux précieux ne sont tout-puissants qu'à cause d'une véritable superstition. Ils n'ont qu'un pouvoir d'emprunt et nous ne nous rendons pas compte que c'est notre crédulité qui leur a donné ce pouvoir :

“ Nous investissons les métaux précieux de la toute-puissance que la superstition prête à ses idoles. Le fabuliste ancien, qui a dessiné le caractère du roi Midas, semble avoir, par anticipation, écrit la satire de notre moderne crédulité. Midas avait reçu le don fatal de transformer tout ce qu'il touchait en or : ses aliments eux-mêmes se changeaient en ce métal et la faim lui apprit que le blé est le véritable étalon de tout ce qui a matériellement de la valeur. Midas est le prototype de nos bullionnistes et de nos métallistes actuels. La banque d'Angleterre peut aujourd'hui

paver en or ses escaliers ; mais quelle utilité en retire le Peuple ? et cependant si le minéral est extrait de la terre et l'or transporté jusqu'ici, n'est-ce pas au labeur du peuple que nous le devons ? n'est-ce pas grâce à l'échange ou à la vente de la force de travail entretenue par le blé qui n'est que le produit du travail sous une autre forme ? quelle est donc la valeur intrinsèque de l'or pour Midas ? ”

L'erreur qui a fait choisir pour monnaie une marchandise dérobe à notre vue la vraie nature de la monnaie : “ En attribuant une puissance monstrueuse aux métaux précieux, on crée une illusion dangereuse ; derrière le paravent du signe monétaire se cache la richesse véritable dont la réalité disparaît aux yeux des bullionnistes ”. Bronterre oppose la monnaie *réelle* à la monnaie légale ; il cherche à montrer que le véritable étalon des valeurs est le blé :

“ Les métaux précieux auxquels la loi donne le caractère de monnaie ne sont rien de plus que le signe qui désigne la richesse exprimée par eux. Mais quelle est donc cette richesse dont ils sont le signe et dont ils mesurent et représentent la valeur ? On se sert des expressions de propriété, de capital, de *Stock*. Propriété et capital possèdent une valeur intrinsèque, car ils représentent du travail accumulé. Le travail accumulé est le résultat d'une consommation continue de blé : le blé est l'étalon de toutes les valeurs et l'aliment vital sans lequel il ne pourrait y avoir aucune accumulation de capital et sans lequel la race civilisée ne pourrait se perpétuer. Un grenier plein de blé, un magasin plein d'étoffes de coton et d'étoffes de laine sont des exemples de monnaie réelle : ce sont choses qui peuvent exister sans que leurs propriétaires possèdent une once d'or ou d'argent dans leurs coffres. Il est vrai qu'en se plaçant au point de vue mercantile ces hommes riches de grains et d'étoffes peuvent être

pauvres, voir même nécessaire avec toute cette richesse entre leurs mains. Le blé, les étoffes de laine et de coton ne sont pas une monnaie légale d'après l'acte du Parlement ; personne n'est obligé de les accepter en paiement d'une dette. Sans doute il existe des banquiers qui peuvent secourir ces riches de biens et ces pauvres d'argent ; mais le seul fait d'être obligé d'avoir recours aux banquiers montre que ces possesseurs de monnaie réelle sont dans un esclavage auquel ils n'auraient jamais dû être réduits : celui qui produit la richesse représentée par la monnaie ne doit pas dépendre du caprice de celui qui ne fait que trafiquer des signes de la richesse. ”

Bronterre ajoute qu'on peut même imaginer le cas d'une fuite de l'or et de l'argent à l'étranger : la Banque d'Angleterre n'a-t-elle pas été obligée d'emprunter quelques millions de métaux précieux à la France ? Quelle leçon doit-on tirer de ces faits ? Une nation riche en monnaie réelle peut être conduite à la banqueroute parce qu'elle sera privée de cet or dont elle a fait la seule monnaie légale et parce que, pour représenter la valeur, elle a adopté un faux principe.

“ Abandonnons l'or, que nous restera-t-il ? Notre terre n'en conservera pas moins sa fertilité ; notre machinisme continuera son œuvre ; nos vaisseaux navigueront comme auparavant ; nos forces d'industrie et d'intelligence resteront intactes ; nos forces de travail ne seront nullement diminuées dans leurs puissances productrices naturelles. Voilà les éléments de la monnaie réelle. ”

L'organisation du crédit n'est pas moins socialement nuisible que le système monétaire et que l'accaparement du sol par les propriétaires

fonciers. Un lien étroit existe en effet dans la pensée de Bronterre entre la propriété privée du sol, le système monétaire et le crédit. Il est nécessaire d'exposer la critique que Bronterre fait du crédit avant de dire quel système d'échange propose le réformateur socialiste.

“ Il est intolérable, dit-il, que le crédit existe seulement pour le riche et pas du tout pour le pauvre ”. La nationalisation du sol permettrait de supprimer cette injustice. Si les rentes foncières appartenaient à l'Etat, les revenus publics permettraient d'accorder une avance temporaire à tout homme honnête et laborieux qui voudrait emprunter un capital destiné par lui à un usage productif.

“ On ne peut concevoir de meilleure garantie que le travail qualifié d'un homme libre, laborieux, sobre, protégé par les lois auxquelles il a consenti. A l'heure actuelle les emprunts publics et privés n'ont d'autre garantie que la capacité qu'ont les travailleurs de produire plus qu'ils ne consomment. Si cette plus-value n'existait pas, il n'y aurait d'intérêts d'aucune sorte ni sous aucune forme. En réalité cette plus-value est la source unique permettant de payer les rentes, les taxes, les dividendes, les primes d'assurance et l'intérêt de plus de deux milliards de dettes privées. C'est de la même source que découle le revenu énorme touché annuellement par les capitalistes et les commerçants sous le nom de profits. Les parvenus qui ont gagné leur fortune dans le commerce font les pires propriétaires fonciers, les moins soucieux de leur devoir social, les moins hospitaliers, les plus durs et les plus capables d'exactions. La preuve de cette affirmation est dans le fait que, dans tous les pays d'Europe, les rentes deviennent de plus en plus lourdes et les pauvres ont de

plus en plus grandes difficultés à se procurer de petites fermes, au fur et à mesure que la classe des commerçants et des industriels augmente en nombre et en richesse. Les profits, escomptes, dividendes et intérêts de l'argent absorbent une si grande part du produit du sol qu'il n'en resterait rien pour les propriétaires fonciers et les cultivateurs, si les classes laborieuses n'avaient pas été dépouillées de leur droit de propriété et d'occupation et si les ouvriers n'avaient pas été transformés en hommes de peine, en esclaves salariés que les Landlords et les fermiers font plus travailler et nourrissent moins que leur bétail. La différence entre ce que les ouvriers et artisans produisent actuellement et la misérable pitance qu'on leur laisse est le trésor de pillage servant à entretenir le bien-être et de luxe des classes stériles dont les travailleurs sont les esclaves et la proie ”.

Tout le crédit repose sur une seule garantie : la capacité du travailleur de produire plus qu'il ne consomme pendant le procès de production. Cependant, quoique l'existence de la Plus-Value soit un fait connu de tous, “ le producteur de cette plus-value, qui permet aux autres d'emprunter et de payer capital et intérêts, est le seul qui ne puisse emprunter pour son propre compte ; et cela parce qu'un système abominable lui ferme absolument l'accès de la terre et du crédit ”.

Quels sont donc les principes qui transformeront le système de la circulation de telle façon que les travailleurs aient libre accès à la terre et au crédit ?

Le premier est déjà connu, c'est la nationalisation du sol : la terre doit être expropriée et devenir propriété publique.

Le second, c'est la substitution à la monnaie-marchandise de la monnaie-signes sous forme de bons de travail.

Le troisième, c'est le principe que le crédit doit être accessible à tout membre de la communauté.

Tout commerce doit être graduellement réduit à un échange équitable de valeurs égales : l'étalon sera le blé ou le travail.

Pour faciliter l'échange et l'offre des marchandises, le devoir de l'Etat est de créer dans chaque grande ville et dans chaque localité des magasins publics destinés à recevoir tous les produits échangeables. Les déposants recevront des billets symboliques représentant la valeur des articles apportés par eux. L'évaluation sera faite par des fonctionnaires "désintéressés" et payés par l'Etat ; ces billets seront la monnaie légale : ils permettront à leurs possesseurs de prendre au magasin public une quantité de marchandises d'égale valeur.

En fournissant à l'Etat des ressources considérables, la nationalisation du sol facilitera l'établissement d'un système national de crédit. Les revenus publics serviront à accorder aux hommes honnêtes et laborieux des avances qui leur donneront le capital suffisant pour cultiver la terre ou pour entreprendre toute autre production. L'organisation des Banques de district

mettra les travailleurs à même de louer de petites fermes ou d'entreprendre pour leur propre compte la fabrication. Les revenus fonciers de chaque district seront en effet versés à la banque locale et celle-ci pourra faire des prêts à quiconque donnera des garanties de la confiance qu'on peut avoir en lui. Ainsi la nationalisation du sol et l'adoption de la monnaie-signes sont les deux principes étroitement liés l'un à l'autre de la réforme sociale telle que la conçoit James O'Brien.

Bronterre voulant nous montrer combien pratique est l'usage de la monnaie-signes nous donne un exemple de son application. On avait proposé de bâtir un marché pour la viande à Guernesey ; le coût de construction s'élevait à 4000 livres. Comme à Guernesey tous les impôts frappaient la propriété, les riches protestèrent contre cette dépense :

“ Chez nous, dit Bronterre, le chancelier de l'Echiquier aurait taxé les produits de consommation journalière et tout le poids de la charge nouvelle serait retombé sur la classe ouvrière. Mais à Guernesey les gouvernants ont des sentiments d'honneur et de justice qui ne leur permettent pas de décharger les riches au détriment des pauvres et ils sont trop versés dans les principes de l'économie politique pour frapper le commerce par un droit de douane ou d'accise. De quelle façon procéderaient-ils pour construire ce marché ? ils émirent des billets garantis par l'Etat de Guernesey et pour mieux montrer la nature de cette monnaie, ils y mirent cette inscription : *Billet pour le marché de la viande*. Ces billets furent numérotés de telle sorte qu'on ne pût mettre

en circulation qu'une quantité égale à la somme demandée. Ils furent donnés aux entrepreneurs qui les donnèrent en paiement aux ouvriers, qui les repassèrent aux commerçants ; les propriétaires fonciers les reçurent en paiement de leurs rentes ; le trésor de l'Etat et les fonctionnaires chargés du recouvrement des impôts les acceptèrent comme de l'argent comptant. Lorsque la construction fut faite, les bouchers louèrent les étaux moyennant une rente annuelle ; à mesure que cette rente était touchée, les billets étaient détruits et cela jusqu'à leur complète disparition. Le marché resta une source permanente de revenus pour l'Etat et, quelque étonnant que cela paraisse, personne n'avait été taxé d'un farthing pour sa construction ; pas une once d'or n'avait été employée ; pas un shilling n'avait été payé comme intérêt. L'état de Guernesey avait été le seul garant de ses propres billets : il avait créé avec un simple signe la substance de sa monnaie, réalisant l'allégorie de la lampe d'Aladin".

La monnaie métallique doit être remplacée par des billets de papier avec, pour étalon, le blé ou le travail. Voilà le principe sur lequel doivent reposer les échanges. Mais Bronterre a soin de distinguer le commerce intérieur et le commerce extérieur. Tandis qu'à l'intérieur la monnaie de papier se substituera à la monnaie métallique, l'or restera monnaie internationale :

“ Le gouvernement doit avoir pour principale préoccupation d'assurer une circulation qui convienne au commerce intérieur et de laisser aux commerçants le soin d'assurer l'équilibre du commerce extérieur. Dans le commerce international, les échanges ne peuvent jamais rester longtemps adverses ou favorables ; car ce que le flux emporte, le reflux le rapporte. C'est un axiôme d'économie politique qu'un état favorable de la balance du commerce agit comme une prime à l'importation et comme un droit à l'exportation ; et l'inverse se produit en cas de balance

défavorable. Le *pair* forme le centre de ces oscillations et, bien que les circonstances particulières permettent rarement que le *pair* soit *exactement* atteint, néanmoins il y a constamment tendance à s'en approcher.

“ Le commerce intérieur est gouverné par d'autres influences ; car, tandis que nous payons des taxes sur les articles que nous consommons, l'étranger ne paie rien sur ceux qu'il nous achète : dans le commerce extérieur, les échanges se fixent d'après la mesure de la valeur et dans le commerce intérieur d'après le prix. L'or représente le *prix naturel* et non le prix légal (*Taxed price*) des marchandises. C'est pourquoi nous devons avoir un double système monétaire. L'instrument d'échange sera, dans le commerce international, l'or et, dans le commerce intérieur, le billet d'Etat convertible en or d'après le *prix du marché* et non d'après le *prix de l'Hôtel des monnaies*. Lorsque l'or sera rare, il n'y aura qu'à laisser s'élever sa valeur mesurée en papier monnaie pour que nous n'ayons aucune raison de craindre un drainage de métal ”.

Par “ *Taxed price* ”, Bronterre entend le prix taxé par les fonctionnaires de l'Etat qui doivent faire l'évaluation des produits apportés dans les magasins publics. L'étalon sera le blé ou le travail et les déposants recevront des billets de papier ou bons d'échange représentant la valeur des marchandises évalués en blé ou en heures de travail.

Une petite brochure : *Labour's Wrongs and Labour's Remedy* contient un passage qui peut servir de conclusion aux projets agraires et monétaires de Bronterre. Voici quelles sont les promesses de bonheur que l'humanité peut attendre de quelques bonnes lois sur la terre, le

crédit, la circulation et l'échange : " Le jour où la justice universelle triomphera, la terre deviendra le ciel et l'enfer ne sera plus qu'une fable. "

Les conceptions de Bronterre ont eu le plus grand succès auprès des masses ouvrières, elles sont devenues le credo social et la doctrine officielle du Chartisme. Pour comprendre ce succès, il suffit de se rappeler ces quelques lignes de Proudhon dédiant à l'Académie de Besançon son mémoire sur la Propriété :

" Le Peuple, incapable encore de juger sainement ce qui lui convient, applaudit également aux idées les plus opposées, dès qu'il entrevoit qu'on le flatte : il en est pour lui des lois de la pensée comme des bornes du possible ; il ne distingue pas mieux aujourd'hui un savant d'un sophiste qu'il ne séparait autrefois un physicien d'un sorcier : " Léger à croire, recueillir et ramasser " toutes nouvelles, tenant tous rapports pour véritables et assurez, " avec un sifflet ou sonnette de nouveauté, l'on l'assemble comme " les mouches au son du bassin " .

Bronterre a du problème monétaire une conception simpliste : ses erreurs sont trop visibles pour qu'il soit nécessaire de les critiquer autrement qu'en les exposant. C'est justement parce qu'elles étaient très simples que les idées du " Maître d'Ecole " ont pu impressionner ses auditeurs et ses lecteurs. Sans doute, parmi les ouvriers qui furent les chefs et les soldats du Chartisme, quelques-uns ne partageaient pas les idées de Bronterre en matière de circulation et

d'échange ; mais ceux-là étaient une toute petite minorité. La plupart des chartistes ont cru à la toute-puissance de la monnaie symbolique pour faire disparaître l'injustice des prélèvements capitalistes et les désordres économiques de la société actuelle. Les chartistes ont été convaincus que la monnaie métallique était une des causes fondamentales de la misère et des crises dont souffraient les classes ouvrières. Seules des formules simplistes peuvent agir sur l'imagination des masses et gagner leur adhésion. La réalité est trop complexe pour être expliquée dans un discours de réunion publique ou dans un article de journal avec quelques chances d'être comprise. Des analyses scientifiques ou des développements inspirés par la méthode historique auraient été impuissants à retenir l'attention du grand nombre qu'il faut séduire et non convaincre. Au contraire les vices apparents de la monnaie-marchandise et les vertus régénératrices de la monnaie-signes devaient soulever l'enthousiasme des larges auditoires qui, pendant des quatre et des cinq heures de suite, écoutaient leur orateur favori parler inlassablement des brigandages des propriétaires fonciers et des escroqueries des capitalistes.

Les conceptions de Bronterre ont été des thèmes faciles qu'ont repris orateurs et écrivains du Chartisme. Mais il est un des aspects du mouvement que ce théoricien ne nous a pas montré

et que nous découvrirons la brochure publiée en 1832 par Benbow.

III

En janvier 1832 l'un des membres les plus remuants du comité de la National Union of the Working Classes, William Benbow, publie une brochure qui est la première manifestation écrite de l'idée de grève générale.

Benbow tenait le café du Commerce qui se trouvait 205 Fleet Street et où l'on peut imaginer que la réputation du patron devait attirer une nombreuse clientèle d'ouvriers démocrates et socialistes. Peut-être même, ce n'est là qu'une supposition, Benbow mettait-il d'autant plus d'ardeur à sa propagande sociale qu'elle était en même temps un excellent mode de réclame pour le café du Commerce ; mais la cause que servait Benbow n'était-elle pas intéressée à ce que le café du Commerce fut très fréquenté ?

Quel homme était ce William Benbow ? Il semble avoir été un agitateur bruyant et violent au caractère peu estimable. Les quelques indications que donne sur lui Lovett ne lui sont pas très favorables et cependant Lovett ne montre habituellement aucune sévérité dans ses jugements, presque toujours empreints d'indulgence. Le 21 mars 1832 la National Union avait organisé une procession pour protester contre le

jeune solennel ordonné par le gouvernement pour détourner le choléra. Portant une miche de pain et un morceau de bœuf avec cette inscription " LE VRAI REMÈDE CONTRE LE CHOLÉRA ", les démocrates socialistes avaient parcouru les rues de Londres et la procession avait failli dégénérer en bagarre par la faute de Benbow. Celui-ci avait été arrêté peu de jours après ainsi que Lovett et Watson ; mais le jury les avait acquittés. C'est à cette occasion que Lovett porte un jugement sévère contre Benbow et l'accuse de s'être montré un " faux bonhomme ". Benbow se serait entendu avec son avocat pour imposer à la National Union une note " d'apothicaire " qui devait peser lourdement sur les ressources assez modiques de l'association. Sans donner leur démission de membres de la National Union, Lovett et Watson ne voulurent plus faire partie du comité avec Benbow.

La physionomie du cabaretier socialiste reste assez obscure, elle s'éclaire un peu à la lecture de la brochure qui lui a valu quelque célébrité et a sauvé son nom de l'oubli. Lorsque'on connaît l'anecdote racontée par Lovett, la dédicace que Benbow fait suivre de l'adresse de son établissement est déjà très significative :

" Dédié aux classes productrices. Compagnons d'infortune, vous les spoliés !

Je vous présente le moyen de vous libérer, adoptez-le et vous

débarrasserez l'univers de l'inégalité, de la misère et du crime. Un des martyrs de votre cause, je suis devenu le prophète de votre salut. Un projet qui doit vous conduire au bonheur vous est offert et vous est dédié. Avec lui, je vous offre ma vie et mon corps, mon âme et mon sang. *William Benbow, Commercial Coffee House, 205, Fleet Street.* ”

Et, en même temps, sur l'envers de la brochure, Benbow annonce pour le 21 janvier la publication d'une feuille à 4 sous, le *Tribun du Peuple*, périodique mensuel “ purement politique ”. Le “ *Tribun du Peuple* ” est le défenseur du peuple. Le peuple, affirme Benbow, ne sera pas plus longtemps dupé, mot délicieux pour un démagogue.

Le 14 janvier 1832, le *Défenseur du Pauvre* parle de la brochure de Benbow : “ Aujourd'hui paraît au prix de deux pences la *Grande Fête Nationale* pendant laquelle un congrès des classes laborieuses se tiendra pour mettre à exécution un projet destiné à assurer d'une façon effective et permanente le triomphe des droits et des libertés du Peuple. Ce pamphlet explique et développe ce grand projet si aisé à exécuter et qui donne la certitude d'un complet succès. ”

Quel est donc ce grand projet qui doit consacrer la Victoire du Peuple ? C'est “ la suspension universelle simultanée de la force productive dans tous les métiers ”, qui apparaît en 1832 sous le nom du “ *Grand National Holiday* ” et que les Chartistes appelleront tantôt “ *Sacred*

Month ” tantôt “ *General Strike* ”. Les deux expressions de “ mois sacré ” et de “ grève générale ” sont employées indifféremment par les orateurs et les publicistes du mouvement. La brochure de Benbow est intitulée “ *Grande Fête Nationale et Congrès des classes productrices* ” ; ce titre est suivi de ces paroles :

“ Et maintenant, riches, pleurez et hurlez.... Vous avez retenu par fraude le salaire des travailleurs qui ont moissonné vos champs, voyez, cela crie vengeance, et les cris de ceux qui ont moissonné sont arrivés aux oreilles du Dieu des Armées. Vous avez condamné et fait mourir les justes et ils ne vous ont pas résisté ”.

L'adresse préliminaire commence elle aussi par une citation d'Ezechiel :

“ Leurs princes sont au milieu d'eux comme des loups qui dévorent une proie ; ils versent le sang, perdent les âmes, extorquent un gain malhonnête. Les maîtres de la terre ont usé de violence, exercé le brigandage et affligé le pauvre et le nécessaireux ”.

Nous allons retrouver dans l'adresse préliminaire la plupart des idées qui ont inspiré la création des associations ouvrières depuis la N. U. of the W. Classes jusqu'à la Working Men's Association. L'idée dominante de cette adresse est celle que le public des démocrates ouvriers ne se lasse jamais d'entendre répéter sous toutes ses formes et sur tous les tons : celle de l'opposition entre les classes produc-

trices et les classes stériles. L'adresse pourrait être résumée ainsi : les uns produisent et n'ont aucune jouissance, les autres ne produisent rien et ont toutes les jouissances. Les producteurs sont au nombre de 499 contre un : ce sont eux qui créent toute richesse, ce sont eux qui constituent le Peuple. " En disant ce que fait le Peuple, nous disons ce qu'il est ; en disant ce qu'il pourrait et devrait faire, nous disons ce qu'il pourrait et devrait être. " Les classes productrices ne sont rien, elles doivent être tout.

L'adresse préliminaire se compose d'une série de développements où revient inlassablement la même idée d'une humanité divisée en deux parties : un petit nombre d'hommes qui ne fait rien et a tous les plaisirs ; le grand nombre qui travaille sans cesse pour ne jamais avoir aucune jouissance.

" Les jouissances des uns sont si limitées qu'elles ne méritent pas le nom de jouissances ; celles des autres sont sans limites, car ils ont le moyen de se procurer en abondance bien-être, gaîté et plaisir. Le bonheur est circonscrit et le devient chaque jour davantage, c'est-à-dire que le nombre de ceux qui en sont privés augmente d'heure en heure. Maintenant quels sont les jouisseurs ? Leurs jouissances procèdent-elles de leurs propres mérites ? Sont-ils laborieux ? Travaillent-ils pour se procurer le bonheur dont ils jouissent ?

" Dans l'organisation actuelle de la société, les seuls individus qui jouissent de beaucoup de bien-être, de plaisir et de bonheur, sont la classe de ceux qui produisent le moins pour la communauté. Ces individus sont en petit nombre ; ils ne forment qu'une

fraction de la société et cependant ils ont acquis le pouvoir monstrueux de disposer à leur propre avantage de tous les biens de la vie, sans créer eux-mêmes la moindre parcelle de ces biens. Et ce pouvoir monstrueux détenu par le petit nombre est exercé avec une main de fer et a pour résultat nécessaire la misère indescriptible dont souffre la classe la plus nombreuse de la société ”.

Ce pouvoir monstrueux qu’ont quelques privilégiés de consommer tout sans rien créer par leur travail résulte, dit Benbow, “ de la stupide ignorance du Peuple ”.

“ Et cette fraction de la société, qui a usurpé de la manière la plus imprudente et la moins naturelle le droit absurde d’exercer un pouvoir monstrueux sur presque tous les hommes, n’est qu’une part infime du corps social : elle comprend un homme sur cinq cents, quand on la compare au Peuple qui produit tous les biens qu’on peut voir en ce monde. Néanmoins l’unique unité, le pur zéro a toute la richesse, tout le pouvoir dans l’Etat et par conséquent prescrit d’une façon détaillée la manière dont il lui plaît que les 499 sur 500 vivent.

“ Les 499 sont les forces créatrices de l’Etat, sur eux repose toute l’organisation sociale qui, sans eux, ne pourrait exister une seule seconde ; ce sont eux qui bêchent rudement le sol, se lèvent tôt et se couchent tard, c’est leur travail et leur sueur qui embellissent la surface de la terre en la rendant agréable à l’œil et utile à l’existence ; cependant ces 499 qui font tout sont réduits à moins que rien.... L’unique, l’unité, le zéro, consomme, vit dans le luxe et dans les divertissements, se couvre en hiver de fourrures et de duvet bien chaud ; en été, il se rafraîchit dans les bains de marbre ou dans les bosquets ombreux ; les saisons sont à lui, leurs fleurs, leurs fruits et leurs créatures vivantes sont à lui — les 499 autres sont ses pourvoyeurs ; ils lui procurent tout ce dont il a besoin ; plus dignes de pitié et plus maltraités que le chacal, ils n’ont même pas le rebut. Non contents de

dévorant jusqu'à la moelle et aux os, si les os sont d'un usage quelconque ; non contents de leurs titres particuliers, ces hommes qui composent cette classe dévorante de la société s'intitule : le Peuple ”.

Non, ils ne sont pas “ le Peuple ” déclare Benbow : “ mais les jongleurs de la société, les pick-pockets, les pillards, les étranglements sans pitié, tous Evêques ” ! Et le cabaretier pamphlétaire ajoute : “ le crime et l'infâmie sont le souffle de leurs narines ”.

Cette situation injuste et monstrueuse a trop duré ; mais, si elle l'a duré, c'est parce que le Peuple qui travaille pour les autres n'a rien fait pour lui-même. Qu'il se réveille et qu'il agisse enfin pour lui-même :

“ Depuis bien des années, le peuple n'a rien fait pour lui-même. Il n'a même pas existé, car il n'a pas joui de la vie. Son existence a servi à d'autres leur procurant les jouissances de la vie ; il a été par rapport à lui-même comme un non être. Il n'a eu ni bien-être, ni gaieté, ni plaisir ; il n'a pas vécu, car un état continuel de travail, de privation et de maladie ne pourra jamais être appelé la vie. Quel travailleur peut dire qu'il vit ? à moins de dire qu'il vit quand il dépérit à petit feu, en produisant, avec l'estomac vide et des membres épuisés, ce qui sert à faire vivre d'autres hommes. L'existence de l'ouvrier est négative. Il est vivant pour la production, la misère et l'esclavage, mort pour la joie et le bonheur. Il produit et il est misérable : d'autres jouissent et sont heureux. Le Peuple est le *souffre douleur* de la Société ”.

Ainsi l'existence de l'ouvrier est négative : il ne vit que pour produire ; mais, puisqu'il pro-

duit toute richesse, il est le maître de transformer sa situation s'il le veut ; il lui suffit pour cela de produire pour lui-même cette richesse qu'il abandonne à d'autres et dont il est la source unique.

“ Si les travailleurs sont la source de toute richesse, cette richesse n'est pas pour eux ; s'ils sont tout-puissants, leur pouvoir bénéficie à d'autres : ils protègent et soutiennent ceux qui s'enrichissent de la sueur de leur front. Ils combattent aussi, mais pourquoi ? pour la religion, pour l'honneur, pour le caprice des rois et des ministres. Quand ils combattront pour eux-mêmes, alors ils seront un Peuple, alors ils vivront, alors ils auront le bien-être, la gaîté, le plaisir et le bonheur ; mais jamais ils ne les auront avant de combattre pour eux-mêmes.

“ Quand le Peuple livrera son propre combat, quand il résistera activement à la plupart des institutions actuelles, quand il aura une opinion exacte de lui-même, c'est-à-dire quand il sera convaincu de son propre pouvoir et de sa propre valeur, il jouira alors des avantages dont un peuple doit jouir ”.

Remplacez le mot Peuple par celui de classe ouvrière, vous retrouvez ici la double idée qui sert de fondement à W. M. A. créatrice du mouvement chartiste et aussi au syndicalisme moderne : l'idée de la nécessité pour la classe ouvrière de prendre conscience d'elle-même et celle de sa toute-puissance le jour où, ayant pris conscience d'elle-même, elle sera décidée à livrer son propre combat.

“ Les travailleurs seront tout ce qu'ils n'étaient pas auparavant, ils ne seront pas plus longtemps dépouillés du fruit de leur

travail, ils ne seront pas plus longtemps opprimés et réduits au désespoir ; leur vie ne sera pas plus longtemps un fardeau trop lourd pour être supporté. Le petit nombre, les accapareurs, les suceurs de sang, les paresseux, les fainéants seront forcés de travailler tout comme les autres et la part de chaque homme dans les bienfaits de la vie sera proportionnée à sa production ”.

“ Comment se fait-il que le Peuple n'ait jamais existé ? c'est-à-dire n'ait jamais joui du bien-être, de la gaîté, du plaisir et du bonheur ? Comment se fait-il qu'il ait toujours été la classe qui produit et jamais celle qui consomme ? Le lion fait chasser le chacal et se fait nourrir par lui, parce que le lion est le plus fort ; mais dans le cas du Peuple, la situation est renversée, car la partie la plus faible a jusqu'ici forcé la partie la plus forte à chasser pour elle et à la nourrir. Comment cet état de choses monstrueux a-t-il été institué et a-t-il duré ? Simplement parce que le peuple a été maintenu dans l'ignorance, enchaîné dans les liens de la superstition et du préjugé. L'ignorance est la source de toutes les misères du plus grand nombre. C'est l'ignorance qui nous fait incessamment travailler non pour nous, mais pour les autres ; c'est l'ignorance qui nous fait combattre et prodiguer notre sang et notre vie pour assurer au petit nombre le pouvoir de faire toujours de nous leurs instruments ; c'est l'ignorance qui nous empêche de nous connaître et, sans une connaissance claire de nous-mêmes, nous resterons toujours l'instrument des autres, les esclaves de la classe qui consomme ”.

“ En aucun temps, dans aucun pays, chez aucun peuple, il n'a existé une misère et une oppression pareilles à celles qui existent aujourd'hui dans cette malheureuse contrée.... Si nos seigneurs et maîtres ont de très bonnes raisons pour nous maintenir dans l'ignorance, nous en avons de plus fortes encore pour acquérir la connaissance.... Le savoir dont nous avons besoin est très aisé à acquérir ; ce n'est pas celui qu'on acquiert dans les écoles ou dans les livres.... La connaissance dont nous avons besoin est celle de nous-mêmes : la connaissance de notre propre pouvoir, de notre immense puissance et du droit que nous avons de mettre en action cette immense puissance ”.

“ Nous ne pouvons acquérir ce savoir sans un savoir d'une

nature opposée : c'est-à-dire la connaissance de la faiblesse numérique et réelle de nos ennemis, bien qu'il leur ait été permis si longtemps de nous opprimer et de nous pressurer jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Le peuple de Paris avait cette connaissance quand il s'est révolté contre la tyrannie et qu'il l'a foulée un instant à ses pieds. Le peuple de Paris nous donnera un exemple encore plus frappant de l'espèce de connaissance qui nous manque, quand il déclarera que la royauté et les privilèges sont incompatibles avec la liberté populaire, enfin quand il se soulèvera pour la République, et cet exemple nous sera donné d'ici peu. Les hommes de Grenoble, l'autre jour, ont donné une preuve de cette connaissance quand ils ont refusé de payer les impôts injustes, brûlé les maisons et les livres des percepteurs d'impôts et forcé le gouvernement à un compromis. Bref, la connaissance qui nous manque, c'est d'être absolument convaincus de la faiblesse et de la scélératesse de nos ennemis et d'être résolu à user des moyens que nous avons de les détruire".

Quel est donc le remède ?

"Le remède ? le remède ? criez-vous tous. Il est à votre portée. Le remède qui doit améliorer votre situation et vous arracher à la ruine finale et éternelle est en vous-même. C'est simplement l'UNITÉ DE PENSÉE ET D'ACTION. Pensez ensemble, agissez ensemble et vous soulèverez des montagnes d'injustices, d'oppressions, de misères et de besoins". Le Peuple n'a qu'à se soumettre à la méthode d'action qui a fait la force de ses ennemis : "nos ennemis, par leur unité de pensée et d'action, — tout faibles qu'ils sont numériquement et physiquement — ont réussi à faire de nous leur proie.... Seigneurs et Maîtres, ils sont unis et par conséquent ils pourront être tout ce qui leur plaira d'être, ils sont devenus par leur union seigneurs et maîtres. Ils sont le catalogue vivant de tous les vices et de tous les crimes dont la nature humaine a été forcée de devenir la source. Un manque d'unité de pensée et d'action de notre part a été la cause de cet état de choses contre nature".

Les classes productrices ne peuvent attendre leur salut que d'elles-mêmes ; elles ne doivent rien attendre des classes parasites et stériles :

“ De toutes les folies dont la nature humaine peut se rendre coupable, il n'y en a pas de plus grande que de croire que les autres feront pour nous ce que nous devrions faire pour nous-mêmes. Si les autres ne sentent pas comme nous, si les autres ne sont pas opprimés, volés, pillés et dégradés, comment peuvent-ils entrer dans nos sentiments ? Attendre l'aide des Tories, des Whigs, des Libéraux, attendre l'aide des classes moyennes ou de toute autre classe que celle qui souffre, c'est pure folie ”.

Ainsi, aucune entente n'est possible entre les classes productrices et les classes stériles. Les classes laborieuses ne doivent rien attendre des sentiments philanthropiques des classes aristocratiques ni des avances intéressées des classes moyennes. Aucune entente n'est possible avec les partis bourgeois, déclarent aujourd'hui les socialistes révolutionnaires, parce qu'il y a un antagonisme d'intérêts irréductible entre les classes sociales. Nous verrons que sous l'influence de cette idée les chartistes ont repoussé par deux fois l'alliance qu'avec Sturge et Cobden leur proposaient les classes moyennes.

Il n'existe entre les classes ni communauté d'intérêts ni communauté de sentiments permettant une action commune :

“ Les tyrans odieux, auxquels nous avons permis de régner sur nous, n'ont pas un seul sentiment commun avec nous. La

préoccupation unique de leur vie est de nous maintenir dans un état d'ignorance afin que nous n'ayons pas conscience de notre propre dégradation et de leur faiblesse. Attendre d'eux du bien, espérer qu'ils consentiront à briser un anneau de la chaîne avec laquelle ils nous lient, rêver qu'ils nous regarderont avec pitié, c'est le plus vain de tous les rêves. Mais c'en est assez ; ils se sont engraisés de la sueur de notre corps, ils sont décidés à continuer ; c'est à nous à nous y opposer, à y mettre fin ”.

C'est au Peuple à conquérir, par lui-même et avec ses seules forces, la liberté et l'égalité :

“ La liberté et l'égalité valent-elles la peine qu'on en jouisse ? le bien-être, la gaieté, le plaisir et le bonheur sont-ils dignes d'être possédés ? la satisfaction de nous voir sur le même pied que les autres hommes ; de ne pas voir plus longtemps une distinction comme celle qui existe entre le pair et le paysan ; de ne pas se voir plus longtemps écrasés par les chevaux et les voitures des personnes d'un ordre différent ; de voir tous les hommes ou à cheval ou à pied, cette satisfaction n'en vaut-elle pas la peine ? Qu'y a-t-il de plus glorieux, de plus consolant, de plus honorable pour l'homme que l'égalité ? l'égalité, ô hommes du Peuple, mes amis, est une grande et belle chose : nous l'aurons, mais soyons unis ”.

L'égalité est facilement réalisable. Il suffit au Peuple de la vouloir pour la conquérir ; il suffit au peuple de comprendre qu'il possède la toute-puissance pour devenir le maître absolu : “ Nous appelons le peuple à travailler pour lui-même. Nous traçons le plan des opérations, nous lui traçons un plan ; malheur à lui s'il ne le suit pas. ”

Quel est le plan de Benbow ? Quel est donc

le moyen par lequel les classes productrices, faisant cesser leur servitude, reprendront aux stériles pouvoir, richesses, jouissances usurpés par elles ? c'est la grève générale que Benbow préconise sous la forme d'une grande fête nationale. Pendant un mois les classes productrices réunies en congrès cesseront tout travail ; pendant ce mois de Fête Nationale, les producteurs seront nourris aux frais des riches et pourront s'entendre pour établir le règne de l'égalité et du bonheur :

“ Un jour de fête signifie un jour saint (*a holiday signifies a holy day*) et le nôtre doit être de tous les jours saints le plus saint. Il doit être très saint, très sacré, car il doit être consacré à faire fructifier ou plutôt à créer le bonheur et la liberté de l'humanité. Notre jour saint sera consacré à faire régner l'abondance, à abolir le besoin, à rendre tous les hommes égaux. Pendant notre fête nationale nous ferons des lois pour toute l'humanité. La constitution rédigée pendant cette fête mettra tous les êtres humains sur le pied d'égalité : droits égaux, libertés égales, jouissances égales, respect égal, part égale dans la production, c'est là le but saint de notre jour de Fête ”.

Le congrès des classes productrices aura pour principale mission d'établir, pour l'humanité toute entière, un code de lois instituant l'égalité des droits, des jouissances et du travail. Ce code universel, instituant l'égalité dans la répartition du travail et des produits n'est qu'une réédition des *codes de la Nature* tracés par les réformateurs sociaux du 18^e siècle. Ce qui est nouveau, c'est

le moyen par lequel cette égalité sera réalisée. La méthode de régénération sociale est neuve d'une double façon. Ici, il ne s'agit plus de faire appel au bon tyran ou à l'opinion éclairée par les directeurs de conscience sociale, mais aux classes productrices elles-mêmes : d'autre part, les classes spoliées montreront leur puissance non par une révolte sanglante, par une insurrection à main armée contre les classes spoliatrices, mais par un simple arrêt du travail et de la production.

Benbow n'essaie pas de présenter comme nouvelle la méthode qu'il propose ; tout au contraire, il cherche à donner à celle-ci le prestige et l'autorité de la plus ancienne tradition : il rattache la fête nationale aux coutumes établies par les Hébreux.

“ Quand on propose une grande fête nationale, qu'aucun de nos lecteurs n'imagine que la proposition est nouvelle. C'était une coutume établie parmi les Hébreux, le plus ancien des Peuples, d'avoir des jours saints et des jours de fête, non seulement de fêtes religieuses, mais de fêtes *politiques*. Leurs fêtes étaient généralement instituées pour perpétuer le souvenir des œuvres de la puissance de Dieu, pour donner au Peuple de fréquentes occasions de s'instruire dans la connaissance des lois, pour lui procurer des moments de repos, de plaisir et lui permettre de renouveler connaissance avec ses frères. Le Sabbat était un jour de fête hebdomadaire, non parce que les Hébreux supposaient que Dieu s'était reposé de son travail ce jour-là, mais en souvenir de leur délivrance de l'Égypte, de la maison de servitude et de la pluie de manne dont ils s'étaient nourris dans

le désert. La vraie signification de la nourriture de la manne est que les produits du sol étaient également partagés entre les gens du Peuple. Ils se nourrissaient de manne, c'est-à-dire qu'ils disposaient d'une nourriture abondante. Pendant les diverses fêtes, on ne faisait aucun travail, il n'y avait plus aucune distinction entre les maîtres et les serviteurs. Tous les sept ans, revenait une année appelée l'année de délivrance que les Hébreux passaient en une fête ininterrompue”.

Il est nécessaire de ressusciter en Angleterre cette pratique empruntée à l'histoire sainte et voici à quelles fins les classes productrices emploieront cette fête consacrée par les traditions les plus saintes :

“ Les raisons et la nécessité pour nous d'avoir un mois de fête découlent des circonstances où nous sommes placés. Nous sommes opprimés dans l'acception la plus large du mot ; nous avons été privés de tout, nous n'avons pas de propriétés, pas de richesses et notre travail ne nous est d'aucune utilité puisque son produit va entre les mains d'autrui. Nous avons essayé de tout ; une seule chose nous reste à tenter : notre propre effort. Nous avons dit et redit à nos gouvernants nos besoins et notre misère ; nous les avons crus bons, sages et généreux ; nous avons pendant des siècles eu foi en leurs promesses et après tant de siècles d'endurance, au lieu de voir notre situation s'améliorer, nous sommes aujourd'hui convaincus que notre ruine totale est proche. Nos seigneurs et maîtres n'ont proposé aucun plan que nous puissions adopter. Ils sont en contradiction les uns avec les autres sur ce qu'ils appellent la source de notre misère : l'un dit une chose, l'autre en dit une autre ”.

Benbow se demande d'où viennent les souffrances des classes productrices : les différentes explications que l'on a données de la condition

malheureuse des classes laborieuses sont aussi fausses les unes que les autres et elles n'ont pour objet que de cacher la vraie cause du mal. Les uns parlent de surproduction et les autres de surpopulation. Le mois de fête permettra aux classes productrices de démontrer l'erreur de ces deux explications et de faire apparaître, avec la vraie cause du mal, le seul remède :

“ Un misérable, un misérable sacrilège et blasphémateur dit que la surproduction est la cause de notre misère. Surproduction ! en vérité quand nous, les producteurs, à moitié morts de faim nous ne pouvons avec tout notre travail obtenir rien qui ressemble à une quantité suffisante de production. Jamais à aucune autre époque, dans aucun autre pays que le nôtre, l'abondance n'a été invoquée comme une cause de misère. Dieu bon, où est-elle cette abondance ? Abondance de vivres ! demandez au cultivateur ou à l'ouvrier si c'est leur avis : leur corps émacié est la meilleure réponse. Abondance de vêtements ! la nudité, le frisson, l'asthme, les refroidissements et les rhumatismes du peuple sont la preuve de son abondance de vêtements. Nos seigneurs et maîtres nous disent que nous produisons trop. Très bien ! alors nous cesserons de produire pendant un mois et nous mettrons ainsi en pratique la théorie de nos seigneurs et maîtres. ”

En mettant en pratique la théorie de la surproduction et en cessant de produire pendant un mois, les classes laborieuses montreront que d'elles dépendent toute production et toute richesse et que la vie sociale doit s'arrêter par l'arrêt même de leur travail.

“ L'excédent de population, disent nos seigneurs et maîtres, est une autre cause de notre misère ; ils veulent dire par là que les ressources de la contrée ne sont pas en proportion de la population. Nous prouverons le contraire ; pendant notre mois de fête, nous ferons un recensement du peuple, nous mesurerons la terre et nous verrons par ce calcul si ce n'est pas une distribution inégale et une mauvaise gestion de la terre qui fait dire à nos seigneurs et maîtres que nous sommes trop nombreux. Voilà deux raisons importantes pour établir notre fête et pour tenir un congrès des classes laborieuses ”.

Rien n'est plus facile, selon Benbow, que de prouver aux partisans de la théorie de la surpopulation que la cause de la misère n'est pas une disproportion nécessaire entre la productivité et la population, mais une mauvaise répartition et une mauvaise gestion de la terre. Ici Benbow pourrait renvoyer ses lecteurs aux dissertations agraires de Bronterre.

Le congrès des classes productrices ne se contentera pas de faire cette œuvre négative de réfutation par le fait des théories fallacieuses inventées par les classes stériles pour dégager leur responsabilité et justifier leur inaction. Ce congrès profitera de la fête nationale pour faire œuvre positive de réforme et de législation ; on peut même dire qu'il fera œuvre constitutionnelle, puisqu'il élaborera la constitution destinée à assurer à l'humanité la justice et le bonheur :

“ Nous essaierons alors par nos discussions, nos délibérations, notre fête et notre congrès, d'établir le bonheur pour l'immense

majorité de la race humaine, pour cette portion, de beaucoup la plus vaste, qu'on appelle les classes ouvrières. Ce que le petit nombre a fait pour lui-même, le grand nombre ne saurait-il le faire ? Sans contredit. En voilà le chemin, hommes du peuple et camarades ouvriers ! Puisque trop longtemps nous avons essayé la souveraineté des familles particulières, essayons enfin la souveraineté de la grande famille, la race humaine. Cette espèce de souveraineté ne peut jamais se changer en tyrannie.... *Les troupeaux qui paissent sur les mille collines sont au Seigneur....* Quand la voix du Peuple que lord Brougham proclame la voix de Dieu, et certes nous n'avons pas besoin d'une autorité plus haute, réclame un bien et demande les troupeaux des mille collines, qui ose refuser les troupeaux des mille collines ? Pendant son mois de fête, le peuple aura besoin de ces troupeaux. Qu'il ordonne de les conduire à l'abattoir et les pâtres et les bergers lui obéiront. Il se trouvera peut-être quelques personnes qui, ayant été si longtemps les gardiens des troupeaux du Seigneur, désireront les garder encore plus longtemps. Cependant nous croyons que, quand on les y invitera, elles rendront au Seigneur ce qui est au Seigneur. Mais il y a d'autres gardiens des troupeaux du Peuple dont la libéralité sans limites et la stricte probité sont connues du monde entier. Ces gardiens peuvent être classés sous les dénominations de Ducs, de Marquis, de Comtes, de Lords, de Barons, de Baronets, d'Esquires, de Juges et de Pasteurs. Ils contribueront tous librement à notre glorieuse fête ; quelques-uns selon l'étendue du troupeau du Seigneur enverront cent moutons, d'autres vingt bœufs ; des charges de blé, de légumes et de fruits seront envoyées à chaque comité nommé par la voix du Seigneur. Ces dons distribués parmi le Peuple lui permettront pendant le Congrès de faire des lois à son aise sans que personne soit tourmenté par la crainte du besoin”.

Puisque si longtemps les pauvres ont nourri les riches, les riches devront nourrir les pauvres pendant leur mois de fête. Le Congrès des classes productrices sera formé par les hommes

“sages” choisis par les comités des paroisses et des districts ; chaque paroisse et chaque district de 8000 habitants enverront deux hommes sages et avisés ; pour 15000 habitants il y aura quatre délégués, pour 25000 huit et, pour Londres, cinquante. Le Peuple ainsi assemblé aura tout le loisir et toute la liberté de légiférer à son aise pour le bonheur de l’humanité :

“ Le but du Congrès, ce qu’il aura à faire, ce sera de réformer la société ; car *du sommet de notre tête à la plante de nos pieds, il n’y a rien de sain en nous*. Nous devons rejeter la pourriture pour devenir sain. Voyons ce qui est pourri. Tout homme qui ne travaille pas est pourri ; il faut le mettre au travail pour le guérir de sa maladie. Non seulement la société est pourrie, mais la terre, la propriété, le capital se pourrissent. Il n’y a pas seulement quelques choses, mais beaucoup de choses de pourries dans le royaume d’Angleterre. Il faut faire circuler toutes choses, les hommes, la propriété et l’argent. Comme le sang se putréfie par la stagnation et s’appauvrit par trop de mouvement, de même la société s’est pourrie par trop de paresse d’un côté, trop de travail de l’autre.

“ Tout homme doit être mis au travail et alors le travail deviendra si léger qu’il ne sera pas considéré comme un travail, mais comme un exercice salutaire. Peut-il rien y avoir de plus humain que l’objet de notre glorieux jour de fête qui est d’obtenir pour tous, avec la moindre dépense, la plus large somme de bonheur ? ”

Le Congrès des classes productrices réformera la société qui est pourrie ; le mal qui la mine est l’excès de la paresse des uns et du travail des autres. L’opposition entre les classes productrices et les classes stériles se retrouve ici ;

mais combien aisément elle est réductible : il suffit pour guérir la société de mettre au travail ceux qui ne font rien. Le jour où la classe productrice aura absorbé la classe stérile, le jour où tous travailleront, le travail ne sera plus une peine, mais, comme le dit Benbow, un exercice salutaire : pour un Anglais cette expression n'équivaut-elle pas à celle de " travail attrayant " qu'a inventée un Français plus imaginaire ?

Reprenons les expressions mêmes de Benbow : droits égaux, libertés égales, jouissances égales, travail égal, part égale dans la production ; l'égalité en tout et pour tout, tel sera le principe de la Constitution Universelle rédigée par le Congrès des classes laborieuses. Les idées de Benbow ont leur source dans la philosophie sociale du 18^e siècle. Mais, si ces conceptions sont banales, la méthode d'action est originale. Les classes laborieuses ne doivent espérer qu'en elles-mêmes, leur action seule peut leur assurer bien-être, gaîté, plaisir et bonheur : " la vertu, où peut-on la trouver ? Parmi le peuple. Convaincu de son propre pouvoir et de sa propre valeur, le peuple doit livrer son propre combat. Le remède qui doit améliorer sa situation est en lui-même : c'est simplement *l'unité de pensée et d'action* ".

En 1832, ces idées étaient nouvelles et plus nouveau encore le moyen que Benbow proposait

dans sa brochure : l'arrêt universel et simultané du travail pendant un mois de fête nationale. Quel succès ne devait pas avoir soixante ans plus tard cette idée reprise par M. Aristide Briand aux Congrès de Marseille (1892) et de Nantes (1894) :

“ On dit que c'est une utopie, une duperie. C'est le drapeau qui doit conduire à la victoire. L'idée de la grève générale a modifié l'idée des grèves partielles qui ont diminué de fréquence et qui sont devenues souvent des grèves de solidarité. Le principe de la grève générale a détruit l'égoïsme chez l'ouvrier. On ne considère plus la grève comme une lutte contre le patron, mais comme une arme sociale contre la société capitaliste. La grève générale n'empêche pas l'emploi du suffrage universel, la grève générale est un fusil, c'est une arme de plus, voilà tout : une souris qui n'a qu'un trou est bientôt prise. L'ouvrier a un fusil, mais il peut rater ; qu'il en ait un de rechange ”.

Sans doute le principe de la grève générale avait été déjà admis dans des Congrès corporatifs antérieurs, notamment au Bouscat en 1888 au troisième Congrès de la Fédération nationale des syndicats ouvriers. M. Aristide Briand n'était que le porte-parole des syndicalistes ; mais, s'il avait emprunté l'idée aux milieux auxquels il devait sa première formation politique, il lui avait prêté la séduction de sa parole : dans un pays où l'éloquence exerce une influence même sur ceux qui s'en défient, le talent peut faire d'une idée une force agissante. L'énergie avec laquelle M. Briand défendait la grève

générale lui valut de la part des hommes du parti ouvrier le sobriquet de "général gréviste". En 1899, à Paris, au premier Congrès général des organisations socialistes françaises, il amena les partis socialistes à accepter le principe de la grève générale. Il est intéressant de rapprocher de la brochure de Benbow le discours par lequel M. A. Briand a obtenu à l'idée de grève générale une place dans le programme officiel du parti socialiste :

" La grève générale est une conception à laquelle j'ai tout particulièrement consacré mes efforts de propagande et que je me félicite d'avoir fait adopter par le premier Congrès corporatif auquel elle fut soumise. Ce sont des antécédents qui m'imposent en quelque sorte un devoir de paternité que vous voudrez bien me permettre de remplir sans trop m'interrompre... Il est absolument indispensable que le prolétariat soit renseigné afin qu'il puisse s'écarter au plus vite de la voie où, sur mes conseils et ceux de quelques-uns de mes amis, il s'est engagé, si elle est jugée mauvaise et dangereuse. Vous me permettez, citoyens, de persister à croire qu'elle est bonne et féconde et d'espérer que le parti socialiste, tout entier, s'y engagera avec le prolétariat, j'ose même dire à la tête du prolétariat..... Eh bien ! oui, je le dis aussi, je le crois fermement, la grève générale, ce serait la révolution ; mais la révolution sous une forme qui donne aux travailleurs plus de garanties que celles du passé, en ce sens qu'elle les expose moins aux surprises, toujours possibles, des combinaisons exclusivement politiques. Ce n'est plus une Révolution autour de formules décevantes, il ne s'agit plus seulement pour le Peuple de conquérir la faculté puérile et chimérique d'inscrire, au fronton des monuments publics, ses droits à la liberté, à l'égalité, à la fraternité. C'est une Révolution dans les choses qui permet enfin à l'homme de passer du domaine

des mots dans celui des réalités.... Nos militants comprennent que la Révolution de demain ne peut plus être efficacement tentée par les vieux procédés révolutionnaires. Non pas, camarades, que je les réproûve. Je suis de ceux qui se feront toujours scrupule de décourager les bonnes volontés, sous quelque forme qu'elles se manifestent. Allez à la bataille avec le bulletin de vote, si vous le jugez bon, je n'y vois rien à redire. J'y suis allé, moi, comme électeur, j'y suis allé comme candidat et j'y retournerai demain. Allez-y avec des piques, des sabres, des pistolets, des fusils : loin de vous désapprouver, je me ferai un devoir, le cas échéant, de prendre ma place dans vos rangs. Mais ne découragez pas les travailleurs quand ils tentent de s'unir pour une action qui leur est propre, à l'efficacité de laquelle ils ont les plus sérieuses raisons de croire.... D'une façon générale, en tous cas, l'histoire est là pour démontrer que le Peuple n'a guère obtenu que ce qu'il a pris ou pu prendre lui-même. Toujours il a fallu le coup de pouce décisif, l'effort suprême, soit qu'il ait revêtu la forme nettement révolutionnaire, soit qu'il ait été limité à la seule menace. Ce n'est donc pas par dilettantisme, encore moins par amour de la violence, que notre parti est et doit rester révolutionnaire, mais par nécessité, en quelque sorte par destination. Il se trouverait considérablement amoindri, son action perdrait beaucoup de son efficacité, s'il n'avait pas toujours entre les mains un levier puissant pour faire sur la société capitaliste les pesées nécessaires. ”

M. Aristide Briand a revendiqué la paternité de grève générale sans savoir que ce moyen avait été prêché, en 1832, aux ouvriers anglais par un homme préoccupé aussi d'une politique de réalisations, le cabaretier Benbow ; il est curieux de retrouver dans le discours de 1899 certains des arguments, quelques-unes même des expressions et la conception complexe de l'action révolutionnaire que nous rencontrons

dans les discours et brochures chartistes.

Un demi-siècle avant que la grève générale soit devenue une arme de guerre entre les mains des syndicalistes français, cette idée est apparue en Angleterre sous la dénomination de " Grande Fête Nationale " ou " Mois Sacré " (*Sacred Month*) et aussi sous son nom actuel de grève générale (*General Strike*) ; elle a exercé une grande influence sur le chartisme : elle a même été, comme aurait dit Fourier, l'idée pivotale du mouvement.

La grève générale ou mois sacré formera le centre des discussions de la Convention nationale de 1839 ; elle contribuera dans une large mesure à déterminer l'évolution qui a entraîné le chartisme, créé par des artisans réformistes et " légalitaires ", à devenir un mouvement révolutionnaire, tout prêt à l'action directe et faisant appel à l'insurrection à main armée.

Le chartisme a eu pour initiateurs un petit groupe d'artisans de Londres, presque tous ouvriers de petites industries, de petits métiers indépendants et que Marx aurait appelés des socialistes petits bourgeois. Leur conception fondamentale peut se résumer en cette formule : *La démocratie politique porte en elle, comme sa plus complète réalisation et son développement logique, le socialisme.* Considérant les intérêts des classes comme distincts, les initiateurs du chartisme

ont voulu déterminer les classes laborieuses à une organisation autonome et à une action personnelle. Mais ils ne considéraient pas que cette action et cette organisation dussent nécessairement reposer sur l'antagonisme irréductible des intérêts : ils étaient prêts à accepter l'alliance des radicaux avancés et celle des classes moyennes si les uns et les autres s'unissaient à eux pour la conquête du suffrage universel. Ils ne pouvaient pas s'effrayer de ces alliances puisque le jeu même du régime démocratique leur était favorable et que dans leur pensée l'égalité politique devait conduire fatalement à l'égalité sociale.

Dès que l'agitation se répandit dans les comtés industriels du nord-ouest, le chartisme se transforma, sous l'influence du milieu, en un mouvement de lutte de classes. Le prolétariat organisé du Yorkshire et du Lancashire communiqua au mouvement une ampleur et une puissance qu'il n'aurait pas eues sans ces forces ouvrières : les chartistes de Londres ne représentaient qu'un état-major sans troupes. Mais, en même temps, le mouvement se modifiait et, de réformiste, devenait révolutionnaire ; Feargus O Connor donnait la formule de cette évolution lorsqu'il s'écriait que les leaders de la Working Men's Association n'étaient que des artisans qualifiés et non de vrais ouvriers, et

lorsqu'il faisait appel " aux visages non rasés, aux mains calleuses et aux vestes de futaine ".

L'idée de la grève générale devait trouver un terrain de culture tout préparé dans ces masses ouvrières compactes qui avaient déjà conscience de former une classe nouvelle, dans ce prolétariat des villes noires de fumée et frémissantes de révolte. Sous l'impulsion de la misère, les populations ouvrières excitées par les démagogues sont prêtes à tout : la grève générale ne sert plus seulement de thème aux discours, elle devient un moyen d'agitation destiné à soulever les classes laborieuses contre le machinisme, le capital et les capitaines d'industrie.

L'Évolution du Chartisme montrera se mêlant, s'opposant, s'unissant, se heurtant les courants idéologiques et psychologiques dont est sorti le chartisme : la prudence des méthodes réformistes et légalitaires, le culte impétueux et intransigeant des révolutionnaires français, les formules avant la lettre des théories marxistes ou plutôt les thèses suggérées à Marx par le Chartisme, enfin les procédés de la Démagogie éternelle.

CHAPITRE II

LA RÉACTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE CONTRE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE.

Le Machinisme, la Poor-Law et le Factory System sont les sujets habituels sur lesquels dissertent les orateurs et les écrivains chartistes, sans établir entre ces trois maux un ordre ou un lien. Ici la loi des Pauvres “ la loi infernale, la loi d'affameurs ” est considérée comme “ le plan délibérément conçu pour assassiner de sang-froid et de la manière la plus lente et la plus douloureuse un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants ”. Là le Factory System “ ce système de famine ” est accusé d'être la source des souffrances sociales. Ailleurs la Machine est présentée comme la cause première d'un état intolérable pour les travailleurs. Au-dessus de la Loi des Pauvres, du Machinisme et du Factory System, et sans chercher de quelles institutions elle est la conséquence, la misère apparaît le fait brutal, assez cruel par lui-même pour qu'il suffise à justifier les colères des classes laborieuses. Et il est vrai que le Chartisme a été un mouvement

aussi peu systématique que possible, un mouvement instinctif et spontané de révolte contre les conditions économiques et la misère. Mais ce n'est pas fausser le sens du mouvement ni l'interpréter d'une façon inexacte que de résumer en une formule l'unité profonde de cette trinité de maux : le Machinisme, la Loi des Pauvres, le Factory System sont trois conséquences de la Révolution Industrielle contre laquelle inconsciemment les Chartistes ont tenté un mouvement de réaction.

La Révolution Industrielle a bouleversé les habitudes des classes laborieuses et porté atteinte à certaines situations de fait. Etudier les principales de ses conséquences et examiner comment contre chacune d'elles a réagi la classe ouvrière, c'est en même temps analyser les facteurs matériels du Chartisme tels qu'ils se trouvent exprimés dans les discours, les proclamations et les brochures des leaders du mouvement comme dans les plaintes de ses plus humbles acteurs. Seulement il faut ajouter qu'après avoir procédé ainsi, il est indispensable de reconstituer dans son esprit la synthèse de tous ces motifs de mécontentement qui agissaient par la force de leur réunion. Encore que les Chartistes n'eussent pas conscience du fait total contre lequel ils se révoltaient, les " méfaits du Factory System " ne leur apparaissaient pas comme distincts, mais

comme formant un bloc : ce sentiment est conforme à réalité où toutes les conséquences de la Révolution Industrielle sont liées et ont créé un état d'âme collectif.

Au cours du 18^e siècle, par l'action combinée de l'essor commercial et des grandes inventions, s'installe en Angleterre la grande industrie moderne. L'expropriation des métiers à la main par la machine, la liberté de la main-d'œuvre et les crises économiques ont été, parmi les conséquences de la révolution industrielle, les plus graves par leur retentissement sur le sort des masses ouvrières : toutes trois évoquent les trois maux qui reviennent en leitmotiv dans des plaintes Chartistes.

Le développement du machinisme sur lequel la grande industrie édifie sa toute-puissance a amené, surtout dans les industries textiles, la décadence du travail à domicile et provoqué dans une classe nombreuse une crise sans remède : les petits artisans des métiers à la main, les petits paysans qui complétaient leurs revenus agricoles par le travail à domicile se sont vus privés d'une partie essentielle de leurs moyens d'existence.

La Nouvelle Loi des Pauvres de 1834 consacre la liberté de la main-d'œuvre, liberté nécessaire à une grande industrie qui a besoin d'un personnel nombreux, capable de s'accroître à volonté et de se porter là où s'installent les

fabriques. Mais cette loi n'était parvenue à ces fins qu'en rompant les liens qui attachaient encore à leur paroisse les travailleurs pauvres et en portant atteinte à des habitudes traditionnelles d'assistance, chères aux classes laborieuses, qui trouvaient dans ces pratiques une assurance contre les vicissitudes économiques.

Et justement cette incertitude de la vie ouvrière avait été accrue par le rythme même du Factory System et le mouvement naturel de la grande production. La grande industrie qui produit par masse et par à coups amène les crises. L'instabilité du salaire et l'intermittence du travail devaient détruire périodiquement l'équilibre des budgets de la population ouvrière groupée autour des filatures et des ateliers mécaniques.

Ce troisième facteur de misère, le plus grand parce que l'insécurité est pire peut-être que les plus basses conditions d'existence, se trouvait exagéré par le concours des deux autres. La crise des anciens petits métiers poussait les moins obstinés d'entre ces artisans à chercher une issue dans l'offre de leurs bras à la grande industrie ; l'effet immédiat de la loi des pauvres était aussi de provoquer vers les villes industrielles l'exode des travailleurs ruraux qui ne se résignaient pas à entrer au workhouse. Ainsi la Révolution industrielle produisait une concen-

tration de la population ouvrière et la rencontre de ce triple affluent faisait naître de nouveaux maux : la concurrence entre les ouvriers de la grande industrie, les émigrés des anciens métiers et les paysans déracinés amenait des chômages plus étendus, une plus grande incertitude et un moindre taux des salaires, c'est-à-dire une plus grande dureté de la vie.

Mais, si ce contact créait de nouvelles souffrances, il devait en résulter, à côté de la lutte pour le pain quotidien, une union des sentiments communs à tous ; et, par delà les antagonismes individuels de travailleur à travailleur, une même révolte contre leur misère devait rapprocher des êtres qui partageaient la même existence. Cette " âme collective " allait se traduire tout d'abord par les actes instinctifs dont le *Chartisme* est le développement : ce mouvement est la première manifestation importante d'un fait, la croissance d'une classe nouvelle ; et, s'il est vrai que la psychologie individuelle et sociale donne à l'histoire son intérêt le plus puissant, quel drame n'est pas celui où, au-dessus des grands premiers rôles, ceux de Bronterre O'Brien, de William Lovett, de Feargus O'Connor, l'âme du prolétariat apparaît comme le personnage principal, avec sa sentimentalité prête à tous les espoirs et à toutes les illusions, sa naïveté propre à la rendre dupe des

promesses les plus grossières, sa facilité à se laisser séduire par les paroles sonores et les attitudes théâtrales, sa versatilité aussi féconde en engouements qu'en brusques revirements, sa mobilité enfin si impressionnable qu'elle en fait tour à tour un despote et un esclave.

Si l'on considère la nécessité de maintenir et de développer le machinisme, celle d'avoir pour le service des machines un nombreux personnel, celle de produire en grand, la grande industrie avait des conditions de vitalité qui devaient blesser les classes laborieuses, porter atteinte à leurs habitudes traditionnelles, à leurs sentiments, aux moyens même d'existence de certaines d'entre elles, et par suite provoquer une réaction : cette réaction c'est le Chartisme.

Cette réaction est faite d'abord d'un regret du passé. Les travailleurs devaient regretter les anciennes conditions du travail accompli en famille dans l'indépendance du foyer ; ils devaient regretter le cottage qui réunissait, après les occupations agricoles, le père tisserand à la main, la mère fileuse au rouet et les enfants faisant leur apprentissage sous la direction paternelle ; et, si le travail industriel devenait insuffisant pour compléter les ressources agricoles, la paroisse n'était-elle pas là toute prête à accorder un secours à domicile qui, sans l'horrible perspective du workhouse, permettait d'attendre des

jours meilleurs ! Ce regret du passé devait être d'autant plus vif que la souffrance immédiate porte plus facilement à s'illusionner sur une réalité historique mal connue, plus sombre peut-être qu'elle n'apparaissait à l'imagination d'êtres crédules, embellie du reste des plus riches couleurs par les démagogues qui trouvaient là une source féconde de développements oratoires.

Le Chartisme a été une réaction inspirée par le regret d'un passé irisé qui s'opposait à un présent douloureux ; il a été aussi l'affirmation par les faits de l'existence d'une classe nouvelle. C'est parce que cette classe avait des aspirations très vagues qu'elle a si facilement adopté, comme s'ils avaient été l'expression de ses désirs incertains, les vieux thèmes des philosophes du 18^e siècle, le programme du socialisme éternel et le crédo des révolutionnaires français. Le regret d'un âge d'or passé et l'espoir d'un avenir plein de rêves ont par leur combinaison donné naissance au chartisme.

I

La grande industrie s'était constituée sur le domaine des industries textiles : par définition elle ne pouvait croître qu'aux dépens de la filature et du tissage à la main. Il est vrai que

les inventions du tissage et de la filature mécaniques ne manifestèrent pas immédiatement toute leur force destructive : leurs effets ne se firent sentir que plusieurs années après qu'Arkwright et Cartwright eurent pris leurs brevets. Le mule jenny d'Hargreaves retarde jusqu'en 1785 la décadence du travail domestique ; et l'hostilité des tisserands empêche l'application en grand du métier à tisser mécanique jusqu'au commencement du 19^e siècle. A partir de cette époque seulement les grandes filatures et les grands tissages mus par la vapeur réduisent à la misère des milliers de travailleurs à domicile ; et tout naturellement ceux-ci rendent la machine responsable de leurs maux : n'est-elle pas, en même temps que le signe extérieur, la cause évidente de la toute-puissance du Factory System ? Tandis que les artisans dépossédés la redoutent comme l'instrument d'une concurrence inéluctable, les ouvriers de la grande industrie eux-mêmes la haïssent ; ils voient en elle l'agent de cette discipline nouvelle à laquelle le Factory System les soumet, le symbole aussi d'une domination beaucoup plus absolue que celle des anciens maîtres parce qu'elle est plus éloignée. Et c'est pourquoi les premières révoltes s'affirment par des bris de machines et par des incendies, comme celui qui, en 1791, dévora à Manchester la première grande

fabrique de 400 métiers mécaniques à vapeur.

L'évolution technique ne pouvait s'accomplir sans sacrifices humains ; mais ses victimes ne pouvaient se résigner à leur sort : elles devaient fatalement considérer l'organisation politique comme responsable de leur situation misérable, elles devaient espérer un avenir meilleur où l'homme ne serait pas sacrifié à la machine ; sans même penser si loin, la plupart de ceux que le machinisme dépouillait de leur gagne-pain devaient trouver facile et toute naturelle la solution consistant à guérir leurs souffrances en limitant les progrès du machinisme, en arrêtant l'application des inventions nouvelles.

Cette hostilité des ouvriers contre la machine est au premier rang parmi les causes du Chartisme. C'est dans les milieux déshérités des tisserands à la main que les chefs du mouvement recrutent leurs troupes les plus fidèles. La condition de ces petits artisans était un admirable sujet de déclamation et les démagogues aimaient à se faire l'écho de plaintes bien faites pour susciter l'indignation et exciter à la révolte. De très abondants témoignages attestent l'importance qu'a eue, parmi les facteurs matériels du Chartisme, la détresse des expropriés de la machine. Nous choisirons de préférence le témoignage d'un pauvre tisserand à la main que la misère avait amené au Chartisme et qui siégea

à la Convention de 1839 : le discours qu'il prononça à la séance du 25 février, reproduit par la *Northern Star* du 2 mars, contient la description — émouvante dans sa simplicité — de cette misère créatrice de révolte. Aussi laisserons-nous à ce morceau d'éloquence populaire toute sa saveur en suivant servilement le texte et en le reproduisant sans commentaires : quelle pièce plus significative pourrait nous aider “ à recomposer ce passé que nos documents nous offrent à l'état fragmentaire et auquel il faut qu'un souffle nouveau vienne rendre la cohésion et la vie ? ”¹

“ J'appartiens à une classe d'hommes peut-être plus mal payée qu'aucune autre, à une classe d'hommes dont le travail a subi malheureusement une dépréciation de valeur tandis que leur nombre et leurs privations ont augmenté en proportion. (Ecoutez). Et c'est au point que leurs souffrances ne peuvent être endurées plus longtemps et que ces hommes n'ont plus d'autre alternative que de s'emparer de leur nourriture où qu'elle puisse se trouver ou de s'étendre pour mourrir (Ecoutez, Ecoutez.)

“ Je suis un tisserand à la main et puis bien me rappeler le temps où je gagnais 30 shillings par semaine, ce qui était le cas pour le tisserand à la main en 1814 ; et maintenant la même somme de travail accompli ne donnerait pas un salaire de 7 shillings.... Quelqu'attentif que soit le tisserand, quelques favorables que soient ses perspectives d'avenir il y a des malchances qui lui sont communes avec le reste de l'humanité ; mais il diffère de presque toute autre classe libre de pourvoir à ses besoins en ceci : ces infortunes tombent sur lui avec une puissance écrasante parce qu'il est sans défense et dépouillé de

¹ Joseph Calmette.

tout ; ses salaires ne lui ont jamais laissé la possibilité de mettre de côté rien de ce qui pourrait lui permettre de supporter les accidents comme la maladie ou le chômage involontaire, un mauvais travail ou les mille hasards des fluctuations industrielles. Quand un tisserand prend sa pièce et la porte au magasin, tout ce qu'il reçoit pour ce qui lui a coûté une semaine de travail c'est tout au plus 5 shillings et encore a-t-il à déboursier plus de la moitié de cette somme pour son feu, son loyer, sa lumière, etc..., ce qui ne lui laisse qu'une si misérable pittance que la nature, sans soutien, succombe sous le poids des souffrances accumulées. Sa lassitude est prise pour de la paresse ; ses voisins commencent à perdre confiance en lui, et alors son crédit ruiné, au milieu de la pauvreté, quel est son lot, sinon la misère ? Les sources de pitié sur lesquelles il compte sont presque entièrement épuisées : méprisé au dehors et misérable à la maison au milieu des siens bien aimés qui, mourant de faim, lui demandent tout haut du pain, que lui reste-t-il que le désespoir ? ou qui pourra lui reprocher les conséquences ? Laissez-moi vous donner quelques exemples qui relèvent de mon expérience, cas qui ne peuvent être ni faussés, ni contredits : 1^o James Calbert, habitant dans la même rue que moi, à Bamber bridge près de Preston, pendant les six premiers mois de son mariage, eut un enfant qui lui venait dans de telles circonstances, qu'à ma connaissance il n'y avait pas dans la maison une bouchée de nourriture, car il demanda assistance aux boutiquiers auxquels il achetait habituellement ; il demanda en vain, il vint à son employeur, demanda du pain et reçut une pierre. En désespoir, il se retourna vers les pauvres et les opprimés, ses voisins, qui cependant étaient dans une situation supérieure de quelque degré à celle dans laquelle il se trouvait et chez eux il trouva le bon Samaritain dont il obtint du secours.

“ 2^o John Waring, qui avait une femme et trois enfants, tomba de faiblesse au moment de charger sa pièce pour la rapporter un samedi soir, défaillance qui arrive souvent et qui provient de la faiblesse consécutive au manque de nourriture. Le jour suivant, le dimanche, un repas insuffisant de porridge et ce fut tout. Le lundi, ce repas même leur manqua et ce fut

parce que je les savais couchés dans le vain espoir d'éviter la faim et le froid que, incapable de les aider moi-même, je me mis en route et arrivai à obtenir quelques shillings pour eux.

“ 3^o Thomas Varty apporta sa pièce le samedi soir, ce qui lui valut cinq shillings : il n'avait rien alors à la maison, mais il devait deux shillings à une personne, 10^d à une autre, 2^d à une troisième et six pences au magasin, il ne lui restait plus qu'un shilling six pences pour vivre, lui et sa famille, le dimanche. Le lundi, il n'avait plus rien ; le mardi, il vint chez moi et demanda à ma femme de l'aider à lever sa voisine, car elle était trop faible pour se lever, ayant été épuisée par un enfant attaché à son sein. (Ecoutez, écoutez, quelle misère !) Mais ce n'est pas tout : dans ma seule rue, j'ai connu cinq familles demandant à leurs compagnons de souffrance de les aider à vivre un jour ou deux.

“ Jusqu'à présent je n'ai parlé que d'autres personnes, laissez-moi maintenant parler de moi-même, non dans le dessein d'assurer plus d'attention de votre part, mais afin de vous prouver que je ne parle pas d'après les “ on dit ”, mais d'après mes propres souffrances. Et c'est pourquoi je dois être pardonné pour toute chaleur d'expression qui pourrait paraître toucher à la violence. Mon beau-père, qui vivait avec moi, n'avait pas réussi le mardi soir à obtenir la commande d'une pièce. Notre maison était destituée de tout moyen de subsistance. Le mercredi matin, l'heure du déjeuner vient, point de déjeuner ; l'heure du diner vient, point de diner ; l'heure du souper vient et nous continuons à être affamés ! Tel était le dénuement de ma maison que pas un article ne restait à mettre au Mont de Piété (Grande sensation). Cependant ma femme avait un enfant fort et bien portant attaché à son sein, comme une sangsue buvant le sang de son cœur. Lorsqu'au lit j'adressai quelques questions à ma femme, elle ne me répondit pas. Je m'alarmai et, c'était horrible, elle s'était évanouie d'épuisement (Sensation plus intense). Je me levai, je retournai sans dessus dessous la huche à farine, versai les fragments sur la table, les réunis dans un bol et fis avec un peu de porridge de farine d'avoine. Et c'est à quoi j'attribue, sans hésiter, le salut de sa vie... ”

Les colères nées d'un tel dénuement étaient prêtes à se transformer, en s'accumulant, en un mouvement de révolte. Tandis que la machine avait réduit le salaire hebdomadaire de 30 shillings à 5 shillings, la loi de 1834 était venu interdire la compensation que dans les moments difficiles les plus pauvres recevaient de l'assistance paroissiale. Pareille interdiction était bien faite pour provoquer l'exaspération des classes laborieuses.

II

Une main-d'œuvre abondante et mobile n'était pas moins nécessaire à la constitution de la grande industrie que l'emploi du machinisme ; mais ce besoin d'un personnel nombreux et déplaçable au gré des vicissitudes industrielles se heurtait à l'antique loi des Pauvres, à la fameuse loi d'Elisabeth complétée par le Settlement Act de 1662.

La grande industrie s'était établie dans les comtés du Nord-Ouest où se trouvaient réunies les conditions les plus favorables à l'installation des fabriques et à l'écoulement des produits ; elle devait concentrer autour des villes industrielles les populations dispersées et appeler à elle les ruraux des comtés du Sud-Est. Or l'act de 1662, " la loi du domicile ", était contraire à

cette concentration et à ce déplacement : ses prescriptions entravaient cette mobilité du travail et fixaient à leurs paroisses les travailleurs pauvres, les indigents valides. La libre circulation de la main-d'œuvre devait porter atteinte au système traditionnel d'assistance et supprimer des secours que la population laborieuse considérait comme la juste compensation due par les heureux de ce monde aux infortunes des malheureux, comme le prix de la résignation sociale.

L'assistance en Angleterre était locale : chaque paroisse n'avait à secourir que ses pauvres. Le jour où ce système devint un obstacle au recrutement de la grande industrie, des lois vinrent apporter des atténuations à la loi du domicile ; mais, relâché ainsi d'un côté, le lien, créé par l'act de 1662 entre la paroisse et sa population pauvre fut, d'autre part, resserré par une répercussion indirecte que la révolution industrielle a eue sur l'assistance. La population des comtés ruraux du Sud-Est vivait des ressources combinées de l'agriculture et de la petite industrie ; lorsque ces ressources industrielles furent atteintes par la concurrence de la grande industrie, les paroisses essayèrent de remédier temporairement à la crise en généralisant la pratique ancienne des secours en argent et à domicile qu'elles étaient, depuis 1782, autorisées à accorder à

leurs indigents valides sans les forcer à entrer au workhouse. Et même, à partir de 1795, la coutume se répandit de faire varier les secours proportionnellement au prix du blé et au nombre des enfants. Cette pratique tendit à rendre plus étroites les attaches qui liaient les travailleurs pauvres à leur paroisse : les ouvriers recevaient ainsi un salaire d'appoint qui leur permettait de vivre sans aller chercher du travail au loin. Comptant sur la paroisse pour compléter les salaires, les fermiers en profitaient pour se procurer une main-d'œuvre à bon marché. Les secours aux indigents valides exerçaient ainsi une action déprimante sur la rémunération du travail ; les assistés des paroisses, se contentant d'un demi salaire, exerçaient une pression sur le niveau des salaires accordés aux autres travailleurs.

Cette extension de l'assistance amena un accroissement progressif de la taxe des pauvres qui s'éleva de 2 millions £ en 1782 à 7 millions en 1832 et cette conséquence financière servit de point de départ à un mouvement en faveur de la réforme de l'Assistance. Mais, si l'alourdissement de la taxe des pauvres fut l'argument le plus persuasif dont se servirent les adversaires du système, les conséquences économiques des secours à domicile, le besoin surtout qu'avait la grande industrie de briser tous les obstacles à

la libre circulation de la main-d'œuvre, contribuèrent plus encore à la réforme de 1834. Le Poor Law Amendment Act de 1834 transformait le système dans son fondement même : de paroissiale l'assistance devenait régionale ; les paroisses étaient groupées en unions ayant chacune son workhouse, et, au-dessus de toutes les unions, trois commissaires formaient un conseil central, " le Monstre à trois têtes ", pourvu d'un droit de réglementation et de contrôle très étendu. La nouvelle loi interdisait les secours à domicile et en argent donnés aux indigents valides qui devaient tous désormais subir la discipline du workhouse. Enfin, en substituant le système des unions à celui de l'assistance paroissiale, la loi de 1834 devait conduire à la suppression complète de l'Act de 1662.

Rendue nécessaire par le développement de la grande industrie, cette loi pouvait être considérée comme une conséquence de la Révolution Industrielle. Le double effet produit par son application devait amener contre elle une double réaction immédiate. D'une part, en supprimant les secours en argent et en offrant aux pauvres valides l'option entre le travail et le workhouse, la nouvelle loi des pauvres substituait à des habitudes de philanthropie paternelle un régime très dur de lutte pour la vie. L'organisation des

workhouses qui séparait l'homme de la femme et tous deux de leurs enfants blessait les sentiments de la classe pauvre, alors que le droit à l'assistance apparaissait comme une juste dîme prélevée sur la richesse. Les réformateurs de 1834 avaient supprimé l'assurance contre le risque de révolte que payaient les classes possédantes et dont la taxe des pauvres était la prime.

La réaction, provoquée contre la nouvelle loi, n'était pas seulement sentimentale. La loi de 1834 rendait plus aisée la mobilité du travail, et cet effet allait encore être renforcé par la construction des chemins de fer ; elle facilitait l'exode de la population des comtés ruraux vers les villes de fabriques et par suite aussi la concurrence que faisaient au prolétariat industriel ces nouveaux venus, entraînant par leur présence des salaires plus bas et plus instables.

Ces deux conséquences de la nouvelle loi des pauvres ont été aperçues par les théoriciens comme elles ont été ressenties par les masses chartistes.

Les théoriciens du mouvement devaient trouver que la loi de 1834 justifiait leurs critiques à l'égard d'une réforme électorale insuffisante : n'avaient-ils pas déclaré que le bill de 1832 donnerait aux classes moyennes une puissance dont celles-ci n'useraient que pour

édicter une législation de classe ? La loi de 1834 confirmait leurs prédictions : elle était la première grande mesure adoptée par la nouvelle Chambre et une mesure de classe en faveur des industriels. La nouvelle loi fournissait aux "Lords du coton et de la boutique", dont les représentants étaient les maîtres au Parlement, une main-d'œuvre à bon marché, une main-d'œuvre soumise aussi puisque les indigents pauvres préféraient n'importe quel salaire à l'entrée dans les "*Bastilles des Pauvres*".

De leur côté, les radicaux qui avaient aidé au triomphe des whigs devaient se considérer comme des dupes : trompés qu'ils étaient dans leurs espérances politiques, ils allaient se séparer des libéraux pour venir renforcer la petite troupe des démocrates ouvriers et des radicaux-socialistes qui avaient été les adversaires irréductibles de la réforme électorale.

Les uns et les autres vont recruter les troupes qui en 1832 faisaient défaut aux démocrates-socialistes. La nouvelle loi des Pauvres va contribuer puissamment à leur en fournir ; elle leur amène les masses ouvrières et parce que la concurrence dépressive des émigrés ruraux est considérée comme l'effet de la seule loi de 1834 et parce que l'organisation des workhouses froisse les sentiments populaires : les indigents valides y sont astreints à un régime de prison

qui fait appeler les workhouses les *Bastilles des Pauvres*, ils y sont condamnés à une nourriture grossière et séparés de leurs femmes et de leurs enfants.

Dès les débuts du mouvement, les agitateurs chartistes expriment les colères violentes que soulève la nouvelle loi. Sur ce point, ils voient se joindre à eux des conservateurs sociaux que leur indignation contre la loi de 1834 unit aux Chartistes. Ce sont les torys Richard Oastler et Stephens, les interprètes les plus passionnés de l'émotion provoquée.

C'est une figure sympathique que celle de ce Richard Oastler qui, après avoir fait et perdu une grosse fortune, était devenu en 1821 intendant du domaine de Fixby. Le 29 septembre 1830 il rend visite à un patron philanthrope John Wood, grand manufacturier de Bradford, qui le convertit à la cause de la législation protectrice des enfants : " J'avais vécu plusieurs années, écrit Oastler, au cœur des districts industriels ; j'avais vécu en relations d'amitié et même d'intimité avec de nombreux manufacturiers et j'avais toujours cru que les fabriques étaient un bienfait pour les pauvres ". A peine a-t-il quitté Wood qu'il écrit le jour même au *Leeds Mercury* une lettre sur *L'Esclavage dans le Yorkshire*, dans laquelle il redit les enseignements de John Wood. L'année suivante le

même sujet et le même titre lui inspirent une nouvelle lettre aux ouvriers auxquels il conseille d'user de leur influence pour empêcher l'élection de tout homme qui ne se déclarerait pas prêt à appuyer " *a ten hours a day and a time book bill*". Puis il forme avec les ouvriers de Huddersfield un pacte dit de *Fixby hall* par lequel tous s'engagent, sans considération de parti politique ou de secte religieuse, à mettre leurs efforts en commun pour obtenir la réduction des heures de travail. En 1832, à l'occasion du bill de Thomas Sadler réglementant le travail des enfants, il organise de nombreux meetings. L'accueil enthousiaste que lui font les ouvriers lui vaut de ses adversaires le sobriquet de Roi, vite transformé par ses admirateurs en ceux de " Roi des enfants des fabriques " et de " notre bon vieux Roi ". En 1835, il écrit dans les journaux de la presse non timbrée ; et, en 1836, il publie une brochure " *The Law and the Needle* " pour justifier les paroles de violence qu'il vient de prononcer dans un meeting.

Dans la pensée d'Oastler la nouvelle loi des pauvres est liée à l'agitation en faveur des dix heures : il croit que le nouveau système institué par le parlement a eu pour objet d'approvisionner de main-d'œuvre les districts industriels et aura pour effet une nouvelle dépression des salaires; et son opposition violente à la loi va lui

faire perdre sa situation. Il déteste aussi et surtout cette loi parce qu'elle détruit les paternelles traditions du système paroissial. Et de fait, Richard Oastler reste un tory ; sa devise n'est-elle pas " l'autel, le trône et le cottage " ? La religion, la monarchie et le foyer du travailleur sont pour lui les trois assises de la société. Ce conservateur, qui se refuse à accepter la démocratie politique et à voir en elle la panacée universelle, a pour idéal " une heureuse union entre toutes les classes ", chaque classe ayant vis-à-vis des autres des devoirs qui augmentent en proportion de sa puissance effective et les riches étant les gardiens naturels des droits des pauvres. Apôtre de la paix sociale, ce bon géant à la carrure vigoureuse exerce une grande séduction sur les ouvriers, grâce à sa bonté : bien qu'il n'ait jamais voulu se prêter aux illusions démocratiques et socialistes, il sera sans l'avoir voulu une force pour le mouvement chartiste ; les masses retiendront ses excitations à la violence et les appliqueront à des revendications qui dépassent la protection des enfants ou l'abolition de la nouvelle loi des Pauvres.

Non moins intéressante est la physionomie du Révérend John Rayner Stephens. Comme Oastler, Stephens est un conservateur social, et Francis Place, qui ne pouvait guère comprendre cette attitude contradictoire, dit de lui qu'il

“ pense en tory et agit en radical ”. Comme Oastler, il possède les dons de l'orateur populaire : “ une voix qui se fait entendre distinctement à vingt mille personnes, dit la *Northern Star* du 5 janvier 1839, une grande facilité qui lui permettait de parler 5 heures 1/2 de suite sans un moment d'interruption. ” Comme Oastler, ému par les souffrances du prolétariat industriel, il se sert de sa chaire de ministre wesleyen pour faire le procès du Factory System ; accusé de s'être compromis, il refuse de reconnaître ses torts et est exclu de l'Eglise wesleyenne : “ Privé de sa chapelle, il continue néanmoins à prêcher de sa fenêtre à la foule ; car il est un prédicateur extrêmement populaire. De nouveaux amis se réunissent autour de lui et sont assez nombreux et assez dévoués pour lui construire une vaste chapelle à Ashton under Lyne. Les manufacturiers, voyant leurs ouvriers devenir les auditeurs assidus de Stephens, font savoir à ceux-ci que le fait d'entrer dans cette chapelle, en quelque circonstance que ce soit, entraînera leur renvoi immédiat. Cette menace est mise à exécution et Stephens décide aussitôt de ne pas toucher plus longtemps un centime du salaire qu'il reçoit pour prêcher l'Évangile et de l'affecter tout entier à subvenir aux besoins de ceux qui avaient perdu leur emploi par attachement pour lui. ”

Cependant, la grande majorité des ouvriers continue à suivre ces sermons tout frémissants d'une religion guerrière. Mais Stephens préfère prêcher en plein air contre les méfaits du Factory System et de la loi des Pauvres : il dit la parole de Dieu à un auditoire nombreux qu'enflamment sa voix et sa jeunesse (il vient d'avoir trente ans), et plus encore sa violence. Les versets de la Bible et les préceptes de l'Évangile illustrent et justifient ses encouragements à la résistance ou même ses excitations à la révolte. Voici un exemple de la manière de Stephens, emprunté à l'un de ses sermons :

“ Dieu a fait sortir d'un même sang toutes les nations du monde. Nous sommes tous frères. Dieu nous a créés de telle façon, il a organisé et constitué la famille humaine de telle sorte que l'homme ne peut avoir à l'égard de son prochain que des pensées, que des sentiments d'affection, de bonté fraternelle et de charité. Voyez comme tout était sagement arrangée. Qui le premier porta atteinte à cette loi ? Caïn qui tua son frère. Que lui dit Dieu ? A peine était-il répandu que le sang tout fumeux encore d'Abel monta au ciel jusqu'aux narines de Jehovah. La voix du meurtre qui criait vengeance s'éleva jusqu'aux oreilles de Dieu et Dieu descendit sur la terre, et il dit à Caïn : Caïn, où est ton frère ? je ne le vois pas, il était ici ce matin, où est-il ce soir ? Où est ton frère ? Voilà sa maison ; voici sa femme toute en pleurs ; voici ses enfants, les yeux pleins de larmes ; mais lui où est-il donc ? Et Caïn répondit : suis-je le gardien de mon frère ? Et Dieu lui demanda des comptes et Dieu demande des comptes à tout meurtrier, qu'il soit l'assassin d'un individu ou l'assassin d'une collectivité. Dieu lui dit : Où est ton frère ? Et Dieu dit cela ce soir à Ashton ; Dieu dit cela

à vos magistrats ; Dieu dit cela à chacun de ces manufacturiers, de ces bouchers de centaines et de milliers d'individus. Dieu leur parle ainsi : Où est ton frère ? Et il faudra répondre à Dieu ”.

De John Rayner Stephens et de Richard Oastler, il faut rapprocher un homme qui, comme eux, mit ses efforts au service de plusieurs revendications chartistes sans cependant qu'on puisse le classer parmi les chefs du mouvement. John Fielden était un démocrate, mais illogique puisqu'il s'arrêtait à mi-chemin du socialisme. Disciple de Cobbett, député radical d'Oldham, il prendra part aux réunions de la *Working Men's Association* préparant l'élaboration de la Charte du Peuple. Fielden était fils d'un de ces yeomen qui, chassés de leur petite propriété paysanne par les *enclosures*, ont formé la première génération des capitaines d'industrie. Dans son enfance, il avait travaillé à la filature de coton de son père et il y avait fait l'expérience personnelle du surmenage imposé aux enfants par la fabrique. Il en garda le souvenir, et, lorsqu'il fut devenu un des plus importants manufacturiers anglais, il se dévoua tout entier à la législation protectrice du travail. Défenseur du *Ten hours bill*, il était partisan de la journée de huit heures et estimait que la réduction du travail, augmentant sa productivité, intéressait les patrons aussi bien que les salariés : c'est Fielden qui, le 10 février 1847,

devait faire voter par la Chambre des communes la loi des dix heures. Sa grande simplicité et son intégrité l'avaient fait nommer par ses amis l'honnête John Fielden et le sobriquet de ses adversaires qui l'appelaient la "*Mule*" *automatique* n'avait pas eu de succès. Les sympathies des travailleurs allaient à lui parce que ce grand bon patron compatissait aux souffrances des masses et parce que, siégeant à la Chambre, il avait été, dès les premiers débats, l'adversaire irréductible de la nouvelle loi des Pauvres. Cette loi si impopulaire a mêlé aux destinées du Chartisme des hommes, conservateurs ou radicaux, qui n'étaient ni des socialistes ni des révolutionnaires ; et, si l'on cherche les raisons pour lesquelles l'abolition de l'ancien système d'assistance allait devenir un des facteurs les plus puissants de l'agitation chartiste, on en trouvera l'expression détaillée dans deux lettres : l'une écrite par James Turner à John Fielden et l'autre par John Lawson à Richard Oastler.

Tout d'abord, la loi de 1834 est détestée parce qu'elle a mis fin au paternalisme paroissial, parce qu'elle a enlevé à l'ouvrier l'aide bienfaisante et tutélaire qui le protégeait contre l'extrême misère :

“ Je dis, écrit Turner à Fielden, que c'est un des pires systèmes qui aient jamais été inventés par un ou plusieurs

individus ; et les personnes qui ont imaginé une mesure pareille doivent n'avoir jamais sucé le lait de la tendresse humaine. Elles ne peuvent avoir le moindre sentiment social. Dans cette partie du pays (le Bedfordshire), avant l'application de la nouvelle loi, les ouvriers qui n'avaient pas d'ouvrage pouvaient en trouver par l'entremise de la paroisse ou s'en procurer par quelque autre moyen. Mais maintenant, si un homme a de nombreux enfants en bas âge, peu importe ; si sa femme est malade, si ses enfants sont en mauvaise santé, on ne l'en aidera pas davantage ; il est abandonné à ses propres ressources”.

L'ouvrier est donc livré à ses seules ressources ; or ces ressources sont insuffisantes pour vivre et elles sont intermittentes à cause du chômage qui sévit sur les $\frac{2}{3}$ de la population ouvrière :

“ Et que pensez-vous que soient ces ressources ? Eh bien, dans certains cas, dix shillings par semaine, dans la plupart des cas, 9 shillings et, dans quelques-uns, huit s'il peut réussir à avoir constamment de l'ouvrage ; mais tous ne sont pas dans cette situation, car dans cette même paroisse les $\frac{2}{3}$ de la population ouvrière, je ne compte que les hommes, n'ont pas d'emploi régulier. Ils ont de temps en temps une journée de travail. On peut chaque jour les voir attendant en grand nombre sur la place du marché et personne ne leur offre d'emploi. J'en sais beaucoup qui n'ont pas eu un jour de travail par semaine depuis la moisson ; et la plupart d'entre eux ont des familles nombreuses. Avec moi vous vous demandez avec étonnement comment ils vivent ? Je ne peux pas vous le dire et eux non plus ”.

James Turner donne des renseignements intéressants sur la vie et l'intérieur de ces pauvres travailleurs du Bedfordshire :

“ L'extérieur de leurs maisons est d'aspect rustique, elles sont la plupart du temps couvertes de chaume et quelques-unes ont de petits jardins. Quand on pénètre à l'intérieur, tout semble sombre et triste. Fort peu possèdent un mobilier, et dans certaines, on ne trouve pas une chaise. Quelques escabots ou bancs servant de siège, quelques vieilles planches ajustées ensemble de la façon la plus grossière pour servir de table, forment tout l'ameublement dont la plupart disposent. Mon collègue, après avoir obtenu des réponses à diverses questions, a souvent demandé aux habitants de nous montrer leurs lits... et nous avons constaté que ces lits n'ont pas de couvertures et qu'ils ne sont pas faits de plumes ! Pour toutes plumes ils n'ont qu'une espèce de paille de longue dimension qui a trop poussé pour produire cet article si nécessaire, le blé. Leurs rares vêtements leurs servent de couvertures ; ceux-ci sont très pauvres, mais presque toujours recouverts par une sorte de blouse. *Le pain et les pommes de terre constituent leur nourriture ordinaire.* Ils ont pour déjeuner (quelquefois) du pain et les feuilles de thé d'un voisin plus fortuné sur lesquelles ils versent de l'eau chaude. J'appelle ces aliments du pain et de l'eau, quelques personnes appelleront cela du thé ; mais ce breuvage est dénué de deux aliments essentiels, le sucre et la crème. Leur dîner consiste en pommes de terre assaisonnées de sel. S'ils se procurent un quart de livre de porc, c'est un luxe. Le foyer est aussi lugubre que le reste de l'habitation. Le charbon dans cette partie de la région est très cher : 2 sh. 2^d par dwt. Le bois est également très cher ; et, si un pauvre homme est surpris ramassant quelques brindilles, il est sûr en récompense de danser sur le head-mill. Vous supposerez aussitôt que le peuple n'en a guère envie.

Je n'ai pas exagéré le moins du monde ce compte-rendu. ”

Tel est le tableau que trace James Turner et auquel il affirme n'apporter aucune exagération : il donne une idée précise de l'existence des populations laborieuses des comtés du Sud-Est, vivant de pain et de pommes de terre dans des

chaumières sans feu, sans meubles, avec seulement quelques escabots et un paillason pour dormir. Et cependant, dans leur dénuement, ces pauvres gens préfèrent leur misérable intérieur à l'entrée au workhouse qui leur est offerte dans l'adversité par le nouveau système d'assistance :

“ Quant au système des workhouses, il est d'une telle nature que la pauvreté dont je viens de donner la description *refuse d'y chercher un abri*. Ce que ces établissements accordent est fort peu de chose. J'ai assisté au dîner dans une de ces maisons. Il se composait d'une pinte et demi de ce qu'ils appellent de la soupe aux pois ; mais, quand ma mère faisait de la soupe aux pois, elle y mettait des pois et de la viande, tandis que, dans la soupe des workhouses, il n'y a ni pois, ni viande, ni étoiles à la surface. On y avait mis un peu de pain, mais insuffisamment. Les inventeurs du système disent cependant que les pauvres sont mieux dedans que dehors ; mais, bien qu'ils meurent littéralement de faim dehors, ceux-ci refusent d'entrer. Presque tous les hommes que renfermaient ces établissements sont idiots et quelques femmes sont dans le même cas. Les workhouses sont, à tous égards, des prisons à plusieurs chambres dont une chambre fortifiée dite chambre de sûreté ”.

La lettre de John Lawson à Richard Oastler, publiée par la *Northern Star* le 27 janvier 1838, prouve que les sentiments soulevés par la loi des pauvres dans les comtés du Sud-Est étaient partagés par les populations du Nord-Ouest industriel :

“ Ironie à part, nous demandons aux hommes de Huddersfield, s'ils sont satisfaits de la perspective d'être nourris dans la

proportion de 96 hommes, femmes et enfants avec deux livres $1/2$ de farine d'avoine ? Sont-ils satisfaits de la perspective d'un emprisonnement beaucoup plus rigoureux que celui des scélérats convaincus, quand il plaira à Dieu de les éprouver par la fièvre scarlatine, par l'incapacité de travailler ou de se procurer de l'ouvrage ? Sont-ils satisfaits de la perspective de se remplir le ventre avec du porc mort de maladie ? Sont-ils joyeux à la perspective d'avoir à épier l'occasion, pendant que leurs geôliers dorment, d'arracher un baiser à l'enfant âgé de 16 mois, à travers les portes fermées, à 5 heures $1/2$ du matin une fois en 17 semaines ? ”

Cette idée de la séparation des enfants et de leurs parents revient souvent. Dans tel workhouse, raconte la *Northern Star* du 13 janvier 1838, un visiteur, voyant un homme caresser un enfant, lui adresse la parole et l'homme se plaint à lui en disant qu'il lui est rarement permis d'embrasser son enfant et que la seule consolation qui lui reste dans sa détresse lui est enlevée. On peut juger si de tels faits pouvaient agir sur la sensibilité et frapper l'imagination : aussi pour expliquer la violence du mouvement chartiste faut-il attacher une grande importance au caractère sentimental de la réaction contre la loi de 1834, loi “ infâme ” parce qu'elle porte atteinte à la famille et froisse les sentiments de l'affection la plus naturelle. Et c'est peut-être dans cette réaction sentimentale que les agitateurs chartistes trouvèrent la source la plus abondante des thèmes qui leur servirent à entretenir et à développer la poussée de révolte

instinctive des masses ouvrières. Le commentaire de la Northern Star, qui suit la lettre de James Turner, est un bon spécimen du ton violent et de la manière forte des démagogues qui tirèrent parti de l'impopularité de la loi des pauvres, surent exploiter les sentiments populaires et les porter jusqu'à l'exaspération.

“ Cette loi de famine est une insulte à l'égard du riche, une supercherie vis-à-vis du pauvre et une trahison contre la nature. C'est un larron qu'il faut poursuivre à cor et à cri, un chien enragé qu'il faut traquer de colline en colline et de vallée en vallée... Tout homme qui trouve la mort en combattant cet ennemi national mérite, plus que le mercenaire payé pour se battre, qu'un monument soit élevé à sa mémoire. La couronne royale aurait dû quitter la tête royale au moment même où le consentement royal a été accordé à cet acte de haute trahison. Il n'y a pas un acte de l'imbécile Charles qui soit digne d'une réprobation ou d'une punition égale à celle que mérite l'acte qui fait de la libre Angleterre une prison gardée par la mer et au dessus de laquelle est placé un cruel cerbère, un monstre à trois têtes, souverain diabolique et maître tout-puissant de la prison nationale et de ses habitants. Depuis l'instant où cette loi a fait son apparition à la Chambre des Communes, nous nous y sommes opposés de tout notre pouvoir et de toute notre âme avec l'immortel Cobbett et avec le glorieux, l'énergique, le distingué Fielden... Hommes du Lancashire et du Yorkshire, vous avez, en réponse à cette loi, pris l'attitude qui convient à votre situation : Newcastle a relevé le défi, Nottingham est de nouveau lui-même, et l'Ecosse est résolue à demander aussi que justice soit faite. Appuyés sur une force pareille, pouvez-vous ne pas repousser cette loi fragile et inhumaine qui, si on la laissait subsister, deviendrait le fondement de toutes les lois futures ? La manière dont a été commise cette trahison vis-à-vis du peuple est un sujet de graves réflexions. Elle jette un doute dans l'esprit

des ouvriers sur la valeur respective de plusieurs politiciens. Elle a pour premier effet de diviser la société en deux classes, les riches oppresseurs et les pauvres opprimés”.

L'antagonisme des classes, tel est le résultat immédiat et fatal de la loi de 1834. Mais celle-ci doit avoir encore une autre conséquence qui révèle la fin poursuivie par ses auteurs “les whigs affameurs”. Dans sa lettre à Fielden, James Turner l'indique en concluant :

“ Si la population du Nord supporte seulement l'introduction de ce système infernal, il sera impossible d'empêcher les salaires de baisser. Les ouvriers, vivant sous ce système, n'auront d'autre alternative que d'accepter le salaire offert par les employeurs. Un très respectable tanneur me disait qu'il se faisait fort, si sa conscience le lui permettait, de faire exécuter son ouvrage pour 6 shillings par semaine”.

La dépression des salaires, telle est la raison d'être cachée pour laquelle les capitalistes industriels, maîtres du Parlement, ont fait voter la loi de 1834. Dans le numéro de la *Northern Star* du 6 janvier 1838, l'article de tête, consacré aussi à la loi des Pauvres, porte pour titres : *Loi d'affameurs, cette loi infernale, l'esprit démoniaque de cette loi.*

“ La loi est infernale dans son esprit. C'est le complet développement d'un plan délibérément conçu pour assassiner de sang-froid et de la manière la plus lente et la plus douloureuse un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants. Tout d'abord on prive les jeunes gens robustes d'emploi, de manière à leur permettre de goûter les douceurs de la Bastille. Ils y subissent

un traitement tel qu'ils se trouvent heureux d'accepter un salaire d'une demi-couronne par semaine pour le travail d'un jeune homme vigoureux. Deux d'entre eux sont engagés par un patron pour dix shillings par semaine comme une libéralité extraordinaire : ce patron renvoie aussitôt deux anciens ouvriers auxquels il donnait respectivement 9 shillings par semaine. Ceux-ci en effet avaient chacun 7 enfants à faire vivre, outre leurs femmes et eux-mêmes ; par conséquent, avec leurs neuf shillings, ils ne pouvaient pas subvenir aussi bien à leurs besoins à raison de 1 shilling par tête que les jeunes gens à raison de 5 shillings chacun par semaine. Aussi étaient-ils à demi affamés, nécessairement affaiblis et peu capables de travailler : " Et il " n'était pas vraisemblable qu'il continuât à leur donner dix-huit " shillings par semaine quand il pouvait obtenir plus de travail " pour dix shillings ". Les 9 individus qui composent la famille d'un Anglais honnête, laborieux, et vraiment estimable, sont donc contraints par les démons qui appliquent cette loi maudite de vivre du secours qu'on leur accorde, moins de 4 pences trois farthings par tête ".

Cet article établit un lien entre la nouvelle Loi des Pauvres et le Factory system : l'act de 1834 a pour but de procurer aux industriels de la main-d'œuvre à bon marché, en créant par la venue des indigents valides sur le marché du travail une concurrence artificielle qui déprime les salaires. Mais la loi n'est pas seulement mauvaise dans ses conséquences, elle est injuste dans son principe parce qu'elle porte atteinte à un droit traditionnel. Oastler, Stephens, Fielden, les leaders chartistes et les ouvriers sont d'accord sur ce point : l'assistance est un droit. Ce sont les riches qui sont les gardiens de ce droit des

pauvres ; en supprimant l'ancien système d'assistance ils ont commis un abus de confiance. Au meeting de Rochdale, dont rend compte la Northern Star du 3 Février 1838, Oastler dira :

“ Les pauvres auxquels on enlève leurs droits légaux et constitutionnels auront le droit de dire aux Landlords : vous n'aurez plus de rentes. La seule façon dont, vous les riches, vous pouvez faire respecter vos droits, est de prendre la défense des droits des pauvres. Si vous désirez que votre serviteur vous aide à défendre votre propriété, prouvez que vous êtes prêts à défendre son travail ”.

Le droit à l'assistance est une assurance contractée par les riches : la sécurité donnée aux pauvres garantit aux riches le respect de leur propriété. Mais, si ceux-ci portent atteinte à ce pacte de paix sociale, s'ils manquent à leur obligation, ce contrat “ bilatéral ” est rompu et les pauvres retrouvent leur droit à la révolte. On voit quelles menaces contre la propriété avait engendrées l'abolition du système paroissial et quels ferments socialistes contenait l'agitation contre la nouvelle loi.

Votée en 1834, malgré les critiques de quelques députés radicaux tels que Cobbett et Fielden, la loi des Pauvres n'avait cependant pas suscité tout d'abord le mécontentement des classes laborieuses qui ne commencent à en sentir l'effet qu'à partir de 1836. Pourquoi ? C'est que le poor law amendment act fut appliqué pendant

des années de récoltes abondantes : de 1834 à 1836 le prix du blé fut successivement de 51/11, 44/7 et 39/5 shillings le quarter. Mais de mauvaises récoltes allaient venir en même temps qu'une longue période de crise. Le concours de ces circonstances défavorables devait rendre la classe ouvrière plus sensible aux rigueurs de la loi des pauvres ; la loi des pauvres devait aggraver encore la crise et porter les travailleurs à croire que, puisque dans l'adversité ils n'avaient plus rien à attendre des classes possédantes, ils ne pouvaient sortir de leur situation désespérée que par la révolution.

III

La grande industrie dans sa production obéit à un rythme ; elle se développe en mouvements ascendants et descendants : une période de dépression suit la période d'essor et la phase aiguë du passage de l'une à l'autre constitue la crise. Comme l'industrie du coton avait été le premier domaine de la grande industrie, elle avait été aussi la première à être secouée par des crises en 1788-1789, en 1793, et en 1803 ; chacune de ces crises était le point de départ d'une nouvelle prospérité, mais elle avait sur le sort de la classe ouvrière une répercussion douloureuse. Les crises amenaient avec elles des chômages

périodiques : l'instabilité des salaires et l'insécurité de la vie apparaissaient comme une conséquence nécessaire de la grande industrie et comme un des méfaits du Factory System.

De spéciales à l'industrie du coton, les crises, qui avaient éclaté en 1810, en 1815, en 1818 et en 1825, étaient devenues générales et avaient réagi sur toute l'économie nationale. La crise de 1825 avait eu des retentissements très étendus : elle avait provoqué des chômages dont les effets s'étaient prolongés jusqu'en 1830 ; puis elle avait été suivie de quatre années de prospérité économique et d'un accroissement du commerce extérieur. Ce développement commercial s'était traduit surtout par une augmentation de l'exportation anglaise aux Etats-Unis ; par des crédits très largement ouverts, les banques anglaises avaient facilité aux Américains l'importation des marchandises anglaises qui s'étaient trouvées payées par des capitaux anglais. En 1835 la situation du marché était excellente : le coton, la soie, le fer, le cuivre et la plupart des matières premières étaient en hausse. Depuis 1833, de nombreuses banques de dépôts, de très nombreuses sociétés par actions avaient été constituées ; le capital nominal de toutes ces sociétés financières et industrielles, fondées de 1834 à 1836, s'élevait à 105,2 millions £. La situation économique était telle qu'elle n'avait même pas

été atteinte par la crise financière du mois de mai 1835. Mais, l'année suivante, la crise qui avait éclaté en Amérique a sa répercussion toute naturelle en grande Bretagne ; pour empêcher la fuite de l'or aux Etats-Unis, la banque d'Angleterre doit élever le taux de son escompte ; la bourse de Londres est inondée de titres américains, de grandes banques suspendent leurs paiements, la Northern and Central Bank elle-même est menacée. Comme toujours, la crise se manifeste par une baisse des prix ; en juillet 1836 le prix du coton de Géorgie était en hausse de 31 % par rapport à celui de juillet 1833 ; il en était de même pour la laine (22 %), pour la soie (40 %), pour le fer brut (60 %), pour le plomb (95 %), pour le sucre (80 %) ; en novembre tous ses produits sont en baisse et cette baisse s'accroît encore jusqu'en juillet 1837.

C'était la branche principale de la grande industrie, l'industrie du coton, qui se trouvait surtout atteinte par la crise : de juillet 1836 à juillet 1837 le coton brut avait baissé de 45 % et la baisse de la matière première avait entraîné celle des produits manufacturés, des tissus de coton notamment dont les débouchés s'étaient resserrés. Contrairement à ce qui se produit habituellement, la période de liquidation n'allait pas être accompagnée d'une période d'accalmie permettant la préparation d'un nouvel essor. En

effet, la crise américaine se prolongeait et elle allait entraîner en 1839 une nouvelle crise anglaise, suivie d'une plus longue dépression. La Banque des Etats-Unis spéculait sur le coton brut et elle tenait les prix à un cours si élevé que les manufactures de tissus de coton furent obligés de restreindre leur fabrication.

Cet état de crise, sensible surtout aux grandes industries textiles et métallurgiques, se traduisit par des baisses de salaires et de nombreux chômages, qui se produisirent juste au moment où trois années de récoltes déficitaires renchérisaient le prix du blé. Aux circonstances économiques contraires venaient se joindre les mauvaises chances climatériques pour rompre l'équilibre des budgets ouvriers, élargir le cercle de la misère, et transformer les colères individuelles en un mouvement de révolte contre le Factory System. A leurs souffrances les masses ne pouvaient attribuer des causes naturelles et elles devaient en rendre responsables les institutions et les hommes.

L'équilibre instable du budget des ouvriers repose d'une part sur la rémunération de leur travail, de l'autre sur le coût des objets qui leur sont nécessaires pour vivre. En 1837 et pendant les années qui suivent, cet équilibre est détruit d'une double façon : la dépression économique atteint le salaire tandis que la vie devient plus

difficile par suite de la hausse du prix du blé qui, de 39^s 5^d en 1836, s'élève à 52^s 6^d en 1837, à 55^s 3^d en 1838 et à 69^s 4^d en 1839 pour rester jusqu'en 1843 au-dessus de 60 shillings le quarter. Le pain est l'article essentiel et central de l'alimentation des classes laborieuses. Une hausse de prix de 30 shillings par quarter ne s'explique pas seulement par des récoltes déficitaires même successives, puisqu'il est toujours possible de compléter la production nationale par l'importation de céréales étrangères : c'est le système protectionniste qui surélève artificiellement le prix du blé ; les corn laws ont été établies dans l'intérêt des propriétaires fonciers dont les rentes sont prélevées sur la misère des travailleurs. Les Landlords sont, comme les manufacturiers, des affameurs : ils exploitent les classes laborieuses en surélevant le coût de la vie comme les " Lords du coton et de la boutique " les exploitent par le Factory System en leur donnant pour un travail exténuant un salaire de famine toujours incertain.

Le Factory System est responsable de l'insuffisance et de l'insécurité du salaire comme le Landlorisme l'est du pain cher. Tous les travailleurs ont souffert de la Révolution industrielle : aux uns les fabriques ont fait une concurrence meurtrière, aux autres elles ont imposé la discipline de l'atelier qui n'est pas compensée par

une vie meilleure. Tout au contraire le régime de l'ancienne industrie, du petit métier indépendant travaillant pour un marché local et restreint, ne paraissait pas connaître les incertitudes des crises qui ont ajouté à une existence misérable l'angoisse d'événements imprévus et déconcertants. Ainsi la grande industrie a abaissé le niveau d'existence des uns et n'a pas élevé celui des autres. Le Factory System tend à faire descendre toujours davantage le taux moyen des salaires ; le Parlement s'est mis à son service et la nouvelle loi des Pauvres lui fournit un contingent nouveau de main-d'œuvre qui permet aux manufacturiers de diminuer encore la rémunération du travail. Le 3 août 1844, la *Northern Star* se plaindra, lors d'une grève de mineurs dans le Northumberland et le Durham, que le poor law assistant commissioner envoie du pays de Galles deux cent quatre travailleurs, hommes et femmes, et en propose mille autres pour aider les patrons à soumettre les mineurs : " Et tel est, ajoute la *Star*, le mécanisme de l'odieuse loi des Pauvres, inventée pour intervenir en faveur du capital et l'aider à asservir le travail. "

L'action du Factory System et celle de la Loi des Pauvres concourent au même objet que l'imagination populaire grandit en un plan systématiquement organisé pour réduire les

travailleurs à la famine ; car les qualificatifs de “ loi d'affameurs ” et de “ système de famine ” appliqués par la *Northern Star* à la loi de 1834 et au Factory System ne sont que l'expression exacte de ce que pensent les masses. Les effets destructeurs de cette double action sont traduits en chiffres dans un article du *Chartist and Republican Journal* de Mc Douall sur “ la condition des tisserands à la main avant et après l'établissement du Factory System ”. Mc Douall oppose le salaire hebdomadaire du tisserand en 1793 et en 1841 et il compare la puissance d'achat de la même somme d'argent aux deux époques : le tisserand à la main gagnait 30 shillings en 1793 et il ne gagne plus que 5 sh. 9^d pour “ une semaine entière de travail ”. Or, en 1793, les 7 sh. 6^d qu'il recevait pour tisser une pièce de cent quarante quatre mains lui permettaient d'acheter quatorze livres de farine de froment, vingt livres de farine d'avoine, un boisseau de malt, une pièce de viande de boucherie, une livre de beurre (18 onces à la livre) et il lui restait encore quatre pences et un demi penny. En 1841, avec un salaire hebdomadaire de 5 sh. 9^d, il se procure seulement 7 livres de farine de froment, une demi-livre de beurre (16 onces à la livre) 20 livres de farine d'avoine pour faire du porridge ; mais il ne peut rapporter à la maison ni une once de viande ni un grain de malt. Les

vivres, qui en 1793 valaient 7 shillings 6^d, coûtent en 1841 15 shillings 8^d. Mc Douall conclut : “ par suite de la cherté plus grande des denrées, de la baisse des salaires et de la rareté du travail, le tisserand se voit voler chaque semaine exactement dix shillings de vivres par le Factory System, par la loi et par le gouvernement ”.

Les Chartistes font la même démonstration pour les ouvriers soumis à la machine et à la discipline de la fabrique que pour les tisserands à la main : le Factory System a rendu plus difficiles les conditions de vie de la population ouvrière toute entière. Les tisserands à la main et les petits artisans de métier paraissent former une classe absolument distincte, ayant des intérêts différents et même opposés à ceux des ouvriers des fabriques ; il semble qu'il existe entre ceux-ci et ceux-là un antagonisme puisque la destinée des uns est attachée au triomphe du Factory System qui a engendré la décadence des autres. Il n'en est rien et cette opposition n'est qu'apparente. Leur sort est lié : les uns forment l'armée active du prolétariat industriel, les autres constituent le corps de réserve et servent à remplacer les premiers en cas d'insoumission. Les Chartistes ont exprimé de façon très précise la théorie de l'armée de réserve industrielle et Marx a dû leur emprunter cette

conception, si nettes sont les formules de cette théorie que l'on rencontre, en 1838 et en 1839, dans la *Northern Star*.

Le 23 juin 1838, un article, intitulé le *Factory System*, contient le morceau suivant :

“ Que les pauvres tisserands qui travaillent à la main aient toujours présent à l'esprit que l'emploi sans restriction des machines les a complètement jetés hors du marché. Que ceux qui sont assez heureux pour travailler encore se rappellent que les tisserands en question ont toujours servi de *corps de réserve* pour permettre aux patrons de les employer au plus bas prix et pour mettre à leur merci ceux qui travaillent. Nous avertissons les patrons que, s'ils réussissent à supprimer les associations de travailleurs, nous y répondrons par une grève générale qui les contraindrait à des conditions que le peuple n'aurait jamais exigées si l'on avait agi loyalement avec lui ”.

Et, le 26 janvier 1839, la même théorie et la même expression de *corps de réserve* se retrouvent dans la *Northern Star* :

“ Par suite du grand développement des machines et de l'accroissement d'importance politique que le bill de réforme a donné aux intérêts manufacturiers, il est devenu nécessaire pour le plus grand et parfait succès du système des spéculateurs qu'un corps de réserve se trouve à la disposition des patrons. Les patrons sont arrivés au pouvoir en 1833 et 1834 ; leurs obéissants serviteurs ont posé la première pierre en votant l'amendement à la loi des pauvres : cet act a eu pour effet de jeter hommes, femmes et enfants en proie à la concurrence sur un marché où les patrons peuvent acheter le travail au plus bas prix, sous la terrible alternative où se trouvent les travailleurs d'accepter un moindre salaire ou de mourir prématurément ”.

De cette théorie de l'armée de réserve industrielle les agitateurs chartistes se sont servis pour montrer aux classes laborieuses qu'elles avaient des intérêts communs ; le prolétariat des fabriques a senti que sa situation était solidaire de celle des autres travailleurs : les pauvres tisserands de Spitalfields qui gagnaient à peine 7 shillings par semaine ou les mineurs de Cornouailles, dont le salaire hebdomadaire s'élevait à 5 shillings, ont trouvé un appui chez les fileurs de coton de Manchester qui gagnaient de 25 à 30 shillings par semaine. Cette union réalisée par le Chartisme fait comprendre la force et la durée de ce mouvement.

Dans l'esprit des masses ouvrières — les deux articles de la *Northern Star* le prouvent — la réforme électorale de 1832, la nouvelle loi des pauvres, le machinisme et les crises de chômage étaient étroitement liées comme autant de méfaits d'un même régime économique et politique. Le *Factory System*, fondé sur l'asservissement du travailleur à la machine, nécessite une main-d'œuvre abondante : le Bill de 1832 a permis à la classe des industriels de s'assurer à bon marché cette main-d'œuvre grâce à la loi des pauvres. Le *Factory System* implique la production en grand, génératrice de crises : ces crises multiplient encore les effets dépressifs de la loi des pauvres.

Tout cela forme un système parfaitement com-

biné. Le Chartisme est une réaction de la classe ouvrière contre ce système, c'est-à-dire contre la Révolution industrielle : réaction des victimes de la grande industrie comme de ses serviteurs, réaction des artisans en décadence comme des ouvriers des fabriques.

Mais le Chartisme manifeste, en même temps qu'une réaction, une évolution sociale. Depuis que la Révolution industrielle avait concentré les populations laborieuses, les travailleurs formaient le prolétariat. Celui-ci n'avait encore affirmé son existence par aucun acte qui permit de se rendre compte de sa puissance. En réunissant dans un même mouvement de révolte toutes les catégories de travailleurs, le Chartisme va dégager en ceux-ci la conscience que leurs intérêts sont communs. Par l'action, la classe nouvelle va faire l'expérience de sa force. Rapprochés par les mêmes aspirations et par un programme commun, conduits par des chefs qui se haïssent, mais qui ont le même idéal social, les ouvriers chartistes vont se trouver plus étroitement unis : dix ans de luttes vont les faire vibrer des mêmes espoirs, des mêmes déceptions et des mêmes souffrances. Cette continuité d'efforts communs aidera plus qu'aucun autre facteur à la formation de cette classe nouvelle, assez semblable à un jeune animal tout plein de vie et d'exhubérance physique, mais dont les élans désordonnés trahissent des

instincts vigoureux, incohérents et non encore disciplinés.

Le fait que le Chartisme a contribué à cette croissance du prolétariat ne doit pas faire oublier qu'il est le produit d'une réaction contre la Révolution industrielle. Les deux éléments qui ont concouru à la naissance du Chartisme expliquent la date à laquelle cette réaction a pris la forme d'un mouvement révolutionnaire. L'occasion qui a fait éclater la poussée chartiste est la crise qui se prolonge en Angleterre de 1837 à 1843. Sans doute, en 1825, il y avait eu déjà une première grande crise économique ; mais justement à cette date il n'y avait pas de mouvement doctrinal et politique propre à donner aux forces ouvrières les directions et le programme qui leur manquaient. C'est seulement entre 1830 et 1832 que, grâce aux démocrates ouvriers, grâce à quelques théoriciens imbus de la Révolution française et connaissant par Godwin notre philosophie sociale, se constitue, en même temps qu'une sorte de parti socialiste, une doctrine à la fois assez simpliste, assez sentimentale et assez utopique pour séduire les masses ouvrières, paraître traduire leurs aspirations vagues et répondre à leurs besoins. En 1837, les deux éléments générateurs du Chartisme existent, et, pendant dix ans, le mouvement de réaction contre la Révolution industrielle con-

duit, sinon dirigé par des hommes qui étaient peut-être des chefs médiocres mais qui étaient du moins des agitateurs admirables, va suivre fidèlement dans ses fluctuations le rythme même de la vie industrielle.

L'ÉVOLUTION

(1837-1842)

Every numerous assembly is MOB, let the individuals who compose it be what they will. Mere reason and good sense is never to be talked to a mob : their passions, their sentiments, their senses and their seeming intérêts are alone to be applied to. Understanding they have collectively none : but they have ears and eyes, which must be flattered and seduced.

LORD CHESTERFIELD'S LETTERS.

CHAPITRE I

DU RÉFORMISME A LA VIOLENCE

En les premiers mois de 1837 la London Working Men's Association, dirigée par des ouvriers légalitaires et réformistes, prépare le mouvement chartiste et élabore la Charte du Peuple. Cette société ouvrière a pour secrétaire, William Lovett et pour principaux leaders, Hetherington, Cleave et Watson. Ces hommes se sont rencontrés dans les sociétés coopératives d'Owen et ont été rapprochés par des idées et par des sentiments communs. Ils ont combattu ensemble contre la réforme électorale de 1832, jugée par eux insuffisante ; ils ont mené pour la presse à bon marché une campagne qui vient en 1836 de provoquer l'abaissement du droit de timbre. Socialistes, ils doivent à Robert Owen et à Hodgskin leurs idées sur l'organisation sociale et sur l'exclusive productivité du travail. Démocrates, ils ont suivis les directions des Hunt et des Cobbett. La démocratie politique leur apparaît le plus court chemin du socialisme ; et c'est pourquoi ils ont mis en tête

de leur programme les six revendications qui seront les six points de la Charte : suffrage universel, vote au scrutin secret, égalité des districts électoraux, suppression du cens d'éligibilité, paiement des députés et Parlements annuels ; mais, dans leur pensée, ces réformes politiques sont le moyen des réalisations socialistes. Enfin leur campagne doit être commandée par l'idée et l'emploi de la "force morale", expression qui a fait appeler les démocrates-socialistes de la W. M. A. les "Chartistes de la force morale".

De tous ces hommes, le plus représentatif est l'ébéniste William Lovett qui, par ses efforts pour conquérir "le pain, la science et la liberté", s'est créé une personnalité intéressante. Cet honnête homme et cet homme de cœur est aussi un caractère : il a un grand courage et une grande persévérance ; il est capable de poursuivre énergiquement un dessein mûrement délibéré et de le réaliser. En 1837, modéré et réformiste, il a des conceptions très nettes et un plan d'action très précis, acquis sous l'influence de Francis Place, le tailleur de Charing Cross, dont l'actif libéralisme a fait voter par le Parlement les lois sur les coalitions de 1824 et 1825.

Le prophète du petit groupe est en effet Francis Place "qui s'est intéressé dès le début à notre association". En 1832, ce vieillard "à

l'esprit clair et au cœur chaud " avait été en lutte avec Lovett ; mais cette opposition entre deux hommes qui s'estimaient les avait conduits à des relations intimes, dont Lovett parle avec émotion. Aussi lorsque le Comité chargé par la W. M. A. de rédiger la Charte du peuple confie ce soin à Lovett, est-ce à Francis Place que le secrétaire de la W. M. A. vient montrer son travail, et, sur les conseils de son vieil ami, il apporte à sa rédaction des modifications et des retouches. Francis Place sait que, depuis 1832, Lovett tout en restant socialiste s'est assagi : il espère que le chartisme conduira à la formation d'un grand parti démocratique, pacifique et légalitaire, composé des éléments avancés des classes moyennes et de l'élite de la classe ouvrière. Le mouvement, rêvé par Francis Place, ne doit en aucune façon conduire à des luttes de classe ; la W. M. A. est disposée à contracter des alliances avec les partis bourgeois.

William Lovett est donc l'auteur du projet de loi écrit en collaboration avec Francis Place et qui va devenir la Charte du peuple. C'est lui qui rédige la plupart des adresses publiées par la W. M. A. Il est en parfait accord avec ses camarades, tant sur les principes de l'action ouvrière que sur les méthodes à suivre pour réaliser leur idéal social. Faire l'éducation de la classe ouvrière, tel est l'objet essentiel et primordial

que se proposent les hommes de la W. M. A. Cette association a été formée pour “ créer une opinion publique morale, réfléchie, énergique, destinée à amener une amélioration graduelle de la condition des classes laborieuses sans violence ni commotion ” ; elle a été fondée par des ouvriers dans l'intention “ d'unir la portion sobre, honnête, morale et réfléchie de leurs frères, dans l'intention de constituer des bibliothèques et des sociétés de discussion, d'obtenir une presse honnête et à bon marché, d'éviter les réunions aux public houses, d'instruire les femmes et les enfants. Car toute organisation doit commencer en nous-mêmes et par nous-mêmes ”. L'influence Oweniste apparaît dans cette croyance au pouvoir de la raison, comme dans le moyen pratique, l'organisation de clubs et conférences : Owen croit à la toute-puissance créatrice du Verbe.

Si l'éducation de la classe ouvrière est le premier objet de la W. M. A., cette association veut poursuivre parallèlement l'affranchissement politique des masses et continuer la tradition démocratique du radicalisme. Pour obtenir le suffrage universel, la W. M. A. veut faire appel à la force morale de l'opinion publique ; c'est pourquoi elle adresse la Charte du peuple aux associations radicales et aux associations ouvrières du Royaume-Uni ; auprès

de celles-ci, elle va envoyer en mission des délégués, Hartwell, Cleave, Hetherington, Vincent. De Londres, elle espère diriger le mouvement par toute l'Angleterre. Elle est d'accord sur la tactique et sur les principes avec la Birmingham Political Union qui, par son action énergique, a puissamment contribué en 1832 à la réforme électorale. Les initiateurs du Chartisme entendent s'adresser à la " seule force d'un changement dans l'opinion publique. "

Le Chartisme ne devra pas être un mouvement de classe, une lutte du travail contre le capital : la première pétition, rédigée par la Birmingham Political Union et acceptée par la W. M. A., reflète l'état d'esprit réformiste dont est sorti le mouvement. Les rédacteurs de la pétition réclament le suffrage universel au nom des entrepreneurs comme au nom des travailleurs. Le peuple est écrasé d'impôts ; les commerçants sont menacés de la faillite ; les travailleurs meurent de faim ; le foyer de l'ouvrier est désolé et les monts-de-pitié sont pleins : *le capital ne rapporte plus son profit ni le travail son salaire.* " Nous avons regardé de tous les côtés et nous avons cherché à découvrir les causes d'une si longue détresse... Le petit nombre a gouverné dans l'intérêt du petit nombre tandis que l'intérêt du plus grand nombre était sacrifié. " Les amis du peuple espéraient trouver un

remède sinon total, du moins partiel dans le bill de 1832 ; ils ont été amèrement déçus : “ L’acte de réforme a transféré le pouvoir d’une faction dominante à une autre et laissé le peuple aussi désespéré qu’auparavant. ” Cet état de choses ne peut continuer sans compromettre la sécurité du trône et la paix du royaume : “ *Le capital de l’entrepreneur ne peut pas être plus longtemps privé du profit qui lui est dû, et le travail, de sa juste rémunération.* ” Ni la pauvreté ni l’ignorance n’exemptent du service militaire ou du paiement de l’impôt et l’Etat réclame ces charges à tous les citoyens : pourquoi ceux-ci, appelés à défendre les lois et à leur obéir, n’auraient-ils pas le droit de demander que dans la confection des lois “ la voix de tous soit entendue ”. Aussi la pétition réclame-t-elle le droit de vote pour tout homme ayant l’âge légal, le scrutin secret, l’annualité des Parlements, la suppression du Cens d’éligibilité et le paiement des députés. Seule l’égalité des districts électoraux n’est pas mentionnée dans cette première pétition qui se présente comme inspirée par l’intérêt du capital comme par celui du travail.

Mais le Chartisme va être infidèle à la pensée de ses initiateurs : il ne sera ni un mouvement d’éducation populaire, ni un mouvement de démocratie pacifique conduit selon les méthodes d’action légales. Très vite il va échapper

aux réformistes de la W. M. A. pour s'abandonner aux directions des révolutionnaires ; le rédacteur de la Charte lui-même, William Lovett, et ses amis lutteront en vain contre des tendances qu'ils n'avaient pas prévues : leurs efforts seront annihilés par la coalition des volontés contraires. Et en effet à la force morale va être bientôt opposée la force physique comme un moyen de réalisation plus sûr, plus efficace et plus rapide ; à l'idée de l'union des classes s'associant en vue d'une réforme profitable à des intérêts différents, mais non nécessairement opposés, va être substituée l'idée de l'antagonisme irréductible des intérêts conduisant fatalement à la lutte des classes ; et cette évolution du réformisme à la violence va être très rapide. Dès le 1^{er} janvier 1838, l'appel à la violence est la conclusion d'un discours de Stephens paru dans la *Northern Star* du 6 ; dès le 24 mars, George Julian Harney attaque âprement la W. M. A. et, prétendant démontrer le mensonge de la solidarité et de la paix sociale, l'insuffisance de l'éducation et de la force morale, il affirme l'antagonisme de la classe ouvrière et des autres classes sociales.

C'est à l'occasion de la loi des pauvres qu'au meeting de Newcastle-upon-Tyne, Stephens conseille aux ouvriers qui l'écoutent de résister par la force à cette loi maudite et de ne pas per-

mettre que la loi de Dieu soit violée par la loi de l'homme :

“ Les commissaires de la loi des pauvres, dit-il, font un véritable trafic d'esclaves en transportant les agriculteurs misérables des comtés du sud de l'Angleterre dans les villes manufacturières du Yorkshire et du Lancashire ; leur dessein est de réduire le taux des salaires de tous les ouvriers par toute l'Angleterre à la situation qui est le but avoué du Poor Law Amendment Act : égaliser les salaires à travers tout le royaume et les abaisser partout au niveau même où, conformément à leur odieuse doctrine, la rémunération de son travail permet à un homme de vivre avec la plus petite quantité de la plus grossière nourriture. Or, par son livre saint, Dieu a déclaré qu'il a donné aux hommes, à tous les hommes et non pas aux riches seulement, Dieu a donné la terre à la race humaine tout entière pour la peupler, l'habiter et y établir leur domination sur les oiseaux, les bêtes et les poissons. Ce don était fait à tous. La volonté de Dieu n'est pas qu'au milieu du luxe le brillant convive couronné de pampres se gorge de tous les délices de la vie, et laisse ses frères mourir de faim ou, ce qui est pis encore, mourir lentement à petit feu dans les Bastilles des pauvres, séparés de leurs femmes et de leurs enfants, de leurs pères et de leurs mères, de leurs frères et de leurs sœurs. Il ne faut pas que cela soit. Avant de vous laisser ainsi dépouiller, prenez les armes. Chaque homme doit, c'est là son premier devoir, se procurer un bon fusil. J'en ai bien un, tout prêtre que je suis, et aussi un pistolet. Si vous n'avez pas d'argent pour en acheter un, mettez quelque chose en gage pour avoir les moyens de vous procurer le nécessaire. Si votre pauvreté ne vous permet même pas cette suprême ressource, munissez-vous d'une bonne pique (*Tonnerre d'applaudissements et acclamations véhémentes*). Les soldats sont tous pour le peuple contre la plus damnable de toutes les lois... Je suis un homme de paix ; mais je préfère à la paix la parole de Dieu. Dieu a déclaré que l'homme et la femme ne doivent pas être séparés, et il a déclaré aussi que la terre était l'héritage de l'humanité : tous par suite

ont le droit d'y trouver leur subsistance. Et, si cette loi abominable qui viole toutes les lois divines continue à être appliquée, si tous les moyens pacifiques d'y mettre un terme ont été tentés en vain, alors (*Montrant une bannière flottant au vent*) pour nos enfants et pour nos femmes nous ferons la guerre au couteau. Si ceux qui produisent toute la richesse n'ont pas le droit, conformément à la parole de Dieu, de cueillir les doux fruits de la terre que, selon la parole de Dieu, ils ont récoltés à la sueur de leur front, alors qu'ils combattent au couteau leurs ennemis qui sont les ennemis de Dieu. Si le fusil et le pistolet, si l'épée et la pique ne suffisent pas, que les femmes prennent leurs ciseaux et les enfants l'épingle ou l'aiguille. Si tout échoue, alors le tison enflammé, oui, le tison enflammé (*Tonnerre d'applaudissements*), le tison enflammé, je le répète, mettez les palais en flammes !... Je m'arrête, mes amis. Si le toit de leur chaumière ne peut plus servir d'abri à l'homme et à la femme, si le petit enfant qui leur sourit doit être arraché des bras de son père et du sein de sa mère, parce que les commissaires, ces chiens d'enfer, ont mis à exécution les ordres de leur maître, du diable contre notre Dieu..... (*Les applaudissements couvrent sa voix.*)

Voilà les paroles de violence prononcées par un pasteur au milieu des applaudissements, devant une foule frémissante dont les sentiments sont en harmonie avec ceux de Stephens comme le manifestent les inscriptions des bannières :

“ *Les pauvres ont un droit sur le sol et en vérité ils ont un droit à leur subsistance.* ”

“ *Pour nos enfants et pour nos femmes nous nous battons au couteau.* ”

“ *Qui nous a entraînés dans la guerre civile avec le Canada ? Ces brutes de Whigs tout dégouttants de sang.* ”

“ *Feergus O Connor et une bonne loi des pauvres pour l'Irlande.* ”

“ *La colère de Dieu tombera sur ceux qui séparent le mari et la femme, car Dieu l'a défendu.* ”

“Pleurez maintenant, riches, et gémissiez pour les calamités qui vont tomber sur vous.”

“Que tout homme libre puisse vivre par le travail ou qu'il brave la mort donnée par les tyrans.”

“Les ouvriers, la vraie noblesse du pays.”

“Guerre au couteau à la nouvelle loi des pauvres.”

Tandis qu'au meeting du jour de l'An 1838 le pasteur Stephens fait appel à la violence et excite ses auditeurs à prendre les armes, à Londres même la politique de la W. M. A. est attaquée par George Julian Harney, secrétaire de la London Democratic Association, dans une lettre adressée le 13 mars à la *Northern Star* et parue dans le numéro du 24 mars. La Democratic Association a été fondée en 1837 par Feargus O Connor pour contre-balancer l'influence des leaders de la W. M. A. qui lui avaient autrefois rendu service : c'est un des premiers actes par lesquels l'agitateur Irlandais essaie de ruiner les chefs modérés en attendant qu'il s'attaque ensuite aux autres. Cette association a un programme beaucoup plus révolutionnaire que celui de la W. M. A. : en outre du suffrage universel, de la liberté de la presse, de l'abrogation de la nouvelle loi des pauvres, de la réduction du travail à huit heures, de la suppression du travail des enfants, ce programme, dont la *Northern Star* donne l'énoncé dans son numéro du 21 juillet 1838, comprend,

“comme le grand objet et le but principal de l'association, la suppression de l'inégalité et l'établissement du bonheur universel”.

Ces visées ambitieuses s'opposent au programme précis et modeste que se sont proposé les hommes de la W. M. A. Sans doute, eux aussi, ils sont socialistes ; sans doute, ils sont aussi partisans de la liberté de la presse et de la réglementation du travail ; mais ces réformistes n'ont pas l'intransigeance de la London Democratic Association : au mouvement chartiste, ils veulent donner pour objet limité la conquête du suffrage universel qui permettra d'autres réformes, tandis que l'association concurrente prétend faire servir l'agitation commencée à de multiples revendications qui s'étendent de la réforme électorale à l'établissement du bonheur universel. Ce programme reflète la politique de surenchère des O Connoristes. Par ses exagérations même, il doit plaire au milieu où la London Democratic Association recrute ses adhérents, ces pauvres tisserands à la main de Spitalfields que leur extrême misère rend prêts à tout écouter et à tout croire. Le secrétaire de l'association, George Julian Harney, profite de cette confiance crédule pour exaspérer ces âmes naïves contre les leaders de la force morale.

Dans sa lettre à la *Northern Star*, George Julian Harney affirme que les classes laborieuses

ne doivent compter que sur elles-mêmes et sur elles seules :

“ Quelque conforme que soit aux inclinations et aux habitudes de quelques membres de notre classe de compter sur l'appui des autres classes, l'expérience a cependant prouvé que c'est par le seul exercice de nos propres énergies que nous pouvons conquérir nos droits et réaliser notre bonheur. ”

Puis il s'attaque à la croyance oweniste en la toute-puissance de l'éducation, idée centrale du Chartisme de la Force Morale :

“ Nous apprécions pleinement les avantages de l'éducation ; et nous souhaiterions avec ardeur voir répandre un système rationnel d'éducation. Mais nous ne pouvons pas ne pas considérer toutes les espérances d'amélioration, attendues de cette seule source, comme chimériques et parfaitement illusoire. ”

Non moins illusoire sont les espérances que les hommes de la W. M. A. mettent dans les procédés de la force morale :

“ Soyez assurés, camarades démocrates, que nos ennemis ne feront pas à la persuasion morale les concessions qu'ils ne veulent pas faire à la justice. Non, nous ne devons compter que sur leur crainte si nous ne pouvons pas compter sur leur sympathie. Nous ne pouvons pas souscrire à l'idée que, dans les circonstances présentes, l'adoption d'un système rationnel d'éducation dont le principal caractère serait d'enseigner au peuple ses droits, et non pas ses devoirs (comme aujourd'hui), soit praticable. ”

En effet les classes sociales régnautes ne se résigneront jamais qu'à des concessions appa-

rentes et qui n'entameront en rien leur domination sur les classes laborieuses :

“ Les hommes intéressés à la continuation du brigandage actuel en guise de système de société, en un mot les ennemis des droits, des libertés et du bonheur des millions de travailleurs, acquiesceront en apparence à l'opportunité d'éduquer et de moraliser le peuple ; et il arrivera toujours qu'aussi longtemps que les droits politiques du peuple lui seront refusés par eux, tout système d'éducation qui obtiendra l'acquiescement de l'ennemi aura pour but la perpétuation de l'esclavage des travailleurs. ”

C'est faire le jeu des ennemis du peuple que de faire appel à la bonne volonté des classes régnautes comme le veut la politique de la W. M. A. et Harney s'attaque ouvertement à cette association en l'accusant d'avoir une attitude hypocrite et contradictoire :

“ C'est pourquoi la W. M. A. prêche en secret, mais efficacement, la doctrine de l'obéissance passive et de la non-résistance. Aussi nions-nous que les moyens de W. M. A. soient appropriés à la réalisation de l'objet qu'elle fait profession d'avoir en vue. Nous répétons, camarades ouvriers, que ce n'est pas par ces moyens, mais par les moyens contraires, que la W. M. A. peut travailler à l'objet qu'elle a la prétention d'avoir en vue. C'est en appelant à l'aide, non les sophismes de ceux qui simulent un patriotisme hypocrite, mais les sympathies et l'appui du peuple qu'on pille et dont on exploite le dur travail, qu'on peut effacer la tache maudite de l'esclavage, arrêter les bras de l'oppresser insolent et tyrannique et élever le drapeau de l'égalité politique et sociale. ”

Ainsi le secrétaire de la London Democratic Association prend à parti la politique de la W. M. A. et reproche à cette société de jouer

un double jeu. Ce n'est pas le lieu d'insister ici sur les procédés employés par G. J. Harney pour jeter la suspicion sur des hommes qui préconisent une tactique pacifiste ; il faut cependant noter qu'Harney imite la manière de Feargus O'Connor et qu'il offre un exemple caractéristique de la politique démagogique : l'un et l'autre procèdent toujours par insinuations, surenchères et accusations de trahison destinées à ruiner l'influence de leurs concurrents à la faveur populaire. Mais la lettre de G. J. Harney à la *Northern Star* est surtout remarquable par l'affirmation de cet irréductible antagonisme des classes qui va devenir l'idée directrice du mouvement. Cette idée, exprimée par Harney le 13 mars 1838, sera bientôt le thème habituel des discours chartistes, et, inlassablement répétée, elle se trouve notamment résumée en deux formules typiques par Feargus O'Connor et par Bronterre O'Brien. La *Northern Star* du 4 mai 1839 contient cette phrase d'O'Connor : "La société entière est divisée en deux classes, le riche oppresseur et le pauvre opprimé : les riches oppresseurs sont désunis par une quantité de raisons tandis que les pauvres opprimés sont unis par tous les liens de l'intérêt, de la raison et de la justice." Et, à une démonstration des chartistes de Londres, Bronterre O'Brien, dont les paroles sont repro-

duites par la *Northern Star* du 17 août 1839, déclare qu'il existe une opposition absolue d'intérêts entre la classe ouvrière et les classes moyennes : " Les faiseurs de loi représentent la classe moyenne ; la classe moyenne est intéressée à faire des lois qui vous obligent à travailler pour des salaires modiques et lui permettent de réaliser de grands bénéfices à vos dépens. Vos intérêts sont éternellement opposés à ceux des classes moyennes. "

Le discours de Stephens, du 1^r janvier 1838, et la lettre de George Julian Harney, qui paraît dans la *Northern Star* deux mois avant la publication de la Charte du peuple, prouvent que le mouvement créé par les socialistes réformistes de la W. M. A. n'a pas mis un an à se transformer en un mouvement révolutionnaire. Cette évolution si rapide du réformisme à la violence s'explique par la psychologie des chefs et par celle des troupes. Les modérés de la W. M. A. vont se trouver en présence d'hommes qui, loin de les seconder dans leurs intentions, vont les combattre avec acharnement et leur enlever la direction du mouvement : ils vont rencontrer la démagogie des Feargus O'Connor et des Harney, l'absolutisme idéaliste des Taylor et des Mac Douall, la souffrance exaspérée des Lowery et des Marsden, qui détermineront ou précipiteront l'évolution en excitant les classes ouvrières

à la révolte. Sans ces volontés contraires qui se dressent contre leurs projets, les méthodes pacificatrices de Lovett et de ses amis auraient pu triompher d'un état d'esprit révolutionnaire qui, entretenu et cultivé par ceux dont nous allons esquisser les figures, va entraîner tout, individus et événements, dans le sens de la violence.

L'homme qui devait le plus contribuer à l'évolution du chartisme est Feargus O'Connor : figure symbolique qui s'oppose à celle de Lovett et à laquelle il convient de donner dans cette galerie de portraits la première place. Sans doute on ne peut pas dire qu'il a eu sur les destinées ultérieures du mouvement une action exclusive ; mais son influence a été de très bonne heure prépondérante : il a été, si l'on en croit les chartistes de la force morale, le mauvais génie qui devait faire dévier le mouvement de ses tendances naturelles et le conduire à un échec.

Sa puissance de séduction a été très grande sur les masses ouvrières ; elle s'explique par des raisons de même nature et on peut même dire plus fortes que celles qui expliquent l'influence de Bronterre O'Brien. Comme celui qu'il a surnommé le maître d'école du chartisme, Feargus O'Connor n'est pas sorti des rangs du peuple. Tandis que son compatriote n'est qu'un homme de la classe moyenne, Feargus se donne le prestige d'une hérédité royale et qui remonte

au XII^e siècle ; il se dit le descendant de Roderic O'Connor, roi d'Irlande.

Feargus O'Connor était fils de Roger et neveu d'Arthur O'Connor : l'un et l'autre s'étaient mêlés à l'agitation et aux tentatives de rébellion des "United Irishmen" ; l'un et l'autre avaient subi l'emprisonnement pour la cause irlandaise. Exilé en France en 1803 Arthur avait été traité comme l'agent accrédité de la Révolution irlandaise et nommé par l'Empereur général de division ; il avait épousé en 1807 la fille du philosophe Elisa de Condorcet et s'était retiré dans le Loiret au Château du Bignon où était né Mirabeau. Au contraire, après sa libération, Roger, le père de Feargus, était resté en Grande Bretagne : de sa vie aventureuse, romanesque et fertile en péripéties, il suffira ici de retenir deux incidents, l'incendie de son château de Dangan, qui avait pris feu peu après la conclusion d'un contrat assurant cette propriété pour £5.000 ; son procès à Trim, sous le coup d'une curieuse accusation : Roger O'Connor, à la tête d'une bande de serviteurs, avait arrêté sur la grande route le Galvoay Coach pour voler à la diligence un paquet de lettres d'amour compromettant pour son ami sir Francis Burdett.

Feargus O'Connor paraît sur la scène politique à trente-sept ans, en 1831, sous le patronage de

Daniel O'Connell. L'occasion en est la réforme électorale. Nommé député de Cork lors de l'élection générale de 1832, il siège les années suivantes parmi les radicaux les plus avancés ; il semble dès cette époque partager les vues politiques des démocrates socialistes : en mars 1833 il assiste à une réunion de la National Union of the Working Classes et y prend la parole contre le gouvernement whig. Il se brouille avec son protecteur. Il est cependant réélu en 1835 ; mais, comme il n'a pas le cens d'éligibilité, il est invalidé. Il se présente à Oldham contre le fils de Cobbett et fait nommer le candidat tory ; après le scrutin, il fait le trajet d'Oldham à Manchester dans une voiture à quatre chevaux surmontée d'un étendard sur lequel est représenté Roderic O'Connor. Le voilà ensuite qui entreprend une longue tournée de conférences qui le fait surnommer par Francis Place, " le commis-voyageur du mouvement démocratique " : il parcourt les districts du Nord et du Centre, dépensant son éloquence abondante tantôt à critiquer la loi des pauvres ou le Factory System, tantôt à développer les principes du radicalisme.

En 1836, il organise le Comité central des associations radicales et l'année suivante, dans le dessein de ruiner la W. M. A., il fonde à Londres la Democratic Association. Il aurait dû cependant être reconnaissant aux leaders qui,

dans sa querelle avec O'Connell, avaient pris sa défense. L'anecdote mérite d'être reproduite telle que la raconte Lovett, car elle montre bien la psychologie comparée de ces deux hommes et jette une vive lumière sur le caractère de Feargus O'Connor :

“ La première fois que nous entendîmes parler de Feargus O'Connor à Londres fut, je crois, au meeting de *Cockspur Street Tavern*, où il se présenta comme le disciple et le soutien du grand agitateur irlandais : en fait, il se regardait lui-même à cette époque comme l'homme d'O'Connell. Peu après, on me donna à entendre qu'une querelle était née entre eux de questions électorales. Alors O'Connor vint s'installer à Londres et commença à assister à nos meetings radicaux. Peu après sa querelle, Mr. Hetherington, moi-même et quelques autres démocrates de nos amis, croyant tout d'abord que Mr. O'Connell l'avait traité injustement, nous réunîmes à *Theobald's Road* un meeting pour exprimer une opinion à ce sujet. De nombreux amis de Mr. O'Connell assistèrent au meeting et donnèrent leur version de cette querelle, de telle sorte que nous fûmes tous battus sur la résolution proposée ; et, bien que Mr. O'Connor fût dans la galerie à ce moment, il nous laissa nous battre pour lui le mieux que nous pûmes. ”

Mais O'Connor ne garda aucune gratitude aux hommes de la W. M. A. ; lorsque ceux-ci réunissent en 1837 à un dîner radical “ les amis du peuple ”, Feargus O'Connor prend prétexte de l'invitation faite à Daniel O'Connell pour se montrer offensé et, bientôt après, il commence dans la *Northern Star* une campagne de presse contre la W. M. A. qu'il accuse de ne représenter qu'une aristocratie ouvrière et de trahir les

intérêts des classes laborieuses au profit des classes moyennes.

Le 18 novembre 1837, Feargus O'Connor lance en effet un journal, la *Northern Star*, dont les origines, contées par Robert Lowery, éclairent les procédés et le caractère du démagogue irlandais : J. Hobson, M. Hill et quelques autres démocrates du Yorkshire, comprenant qu'il fallait un journal pour servir d'organe au mouvement naissant, étaient parvenus à réunir sous la forme d'une Société par actions quelques centaines de livres pour en fonder un. Feargus O'Connor les persuada qu'ils n'arriveraient pas à obtenir la somme nécessaire et que l'autorité d'un conseil gênerait l'éditeur et annihilerait l'influence du journal. Il propose que les actionnaires lui prêtent l'argent réuni par eux ; il leur en garantirait l'intérêt, il trouverait à compléter le capital et commencerait immédiatement la publication : Hobson serait administrateur et Hill, rédacteur en chef. Ainsi fut-il fait et le journal fut nommé la *Northern Star*. Mais, si l'on en croit Robert Lowery, à cette époque Feargus ne possédait aucun capital et l'argent des actionnaires fut le seul argent qui fut jamais consacré au journal. Bien plus, l'habile publiciste n'aurait pas eu en poche l'argent nécessaire pour payer la première semaine de salaires et il aurait dû l'emprunter, selon le *Whistler*, à Johua Hobson, ou, selon Hob-

son lui-même, à John Ardill. Dans son discours du 26 octobre 1847, Feargus proteste naturellement contre ces assertions et déclare que, lorsqu'il entra au parlement, il possédait £ 400 de revenus annuels, gagnait £ 2.000 par sa profession et touchait chaque année £ 900 de son domaine ; il ajoute qu'en 1837 il avait à sa disposition £ 5.100. Qu'importe puisque le succès récompensa l'aventure ? La fortune sourit au nouveau journal, dont le tirage s'éleva très rapidement jusqu'à soixante mille exemplaires. C'est là du moins le chiffre que donne Lowery dans ses articles du *Temperance Weekly Record*. Feargus O'Connor, le 26 octobre 1847, avoue que, lorsque le journal tirait à 43.700 exemplaires par semaine, il faisait 325.000 francs de bénéfice. En admettant que la plus faible évaluation soit la plus exacte, le chiffre du tirage et le bénéfice déclaré sont des indices suffisants de l'accueil fait au nouvel organe démocratique.

Les masses ouvrières qui acclament Feargus O'Connor admirent en lui l'athlète : avant qu'il ait ouvert la bouche, sa stature et son port aristocratique imposent le respect à une foule amoureuse de la force physique. Feargus a plus de six pieds de haut, il possède des poings solides qui font de lui un boxeur redouté dans les élections ; son corps paraît avoir une charpente de fer. Il a un front large et massif qui

fait croire à une grande vigueur intellectuelle. Il n'est pas jusqu'à son défaut, un cou trop court, qui ne contribue à impressionner son auditoire, convaincu, dès qu'il parle, de la puissance de son gosier. Ses muscles ne sont pas en effet les seuls arguments dont l'ait doué la nature : il possède un organe qui lui assure toujours le dernier mot, il a "une voix de tonnerre qui mord l'esprit et perce les oreilles de ses plus distraits auditeurs, en même temps qu'elle réduit au silence les plus bruyants", une voix dont les éclats retentissent à travers l'espace "trouvant, nous dit Gammage, un écho jusques au fond des cieux, et dépassant celle même de Stentor".

Feergus est donc un orateur populaire de premier ordre, surtout dans ces meetings en plein air qui vont justement être un des facteurs déterminants de l'évolution du réformisme à la violence. A la multitude exaspérée par le lieu, les événements et la misère, cette voix lancera des paroles d'excitation et des appels à la révolte. Feergus O'Connor trouvera ainsi le chemin rapide d'une popularité immédiate et facile par une politique de surenchère qui fut un des instruments de son influence : comme dit Robert Lowery, "il vint dans les districts industriels et, parlant pour plaire, il devint vite populaire". De fait, Feergus O'Connor ne craint pas de

flatter bassement le peuple et pour obtenir ses faveurs d'employer les procédés même les plus grossiers. Le discours prononcé par lui à Londres, le 17 septembre 1838, est un des meilleurs exemples de sa manière, et on y retrouve les flagorneries habituelles aux "Amis du Peuple" lorsqu'ils veulent capter les bonnes grâces du bonhomme Demos :

" Les hommes du peuple sont appelés des pickpockets. Mais, je vous le demande, quelle différence y a-t-il entre un riche et un pauvre pickpocket ? Eh bien, il y a cette différence que le pauvre vole dans la poche du riche pour remplir son ventre et le riche vole dans le ventre du pauvre pour remplir sa poche. Le peuple a supporté l'oppression trop longtemps et trop passivement. Je n'ai jamais conseillé au peuple d'user de la force physique parce que je sens que ceux qui lui donnent ce conseil agissent comme des fous ; mais, en même temps, ceux qui décrient ce moyen conservent leur autorité par la seule force physique. Quelle est donc la situation de la classe ouvrière ? Les travailleurs sont les enfants de la nature et tout ce qu'ils désirent, ce sont les produits de la nature. On leur a enseigné à défendre la vieille constitution ; mais c'est la constitution de la chandelle et du fourneau à vent. Le peuple réclame la constitution des chemins de fer et du gaz, mais il ne veut pas de Lord Melbourne et de sa constitution à la chandelle. De Lord Melbourne et de ses lois qui sentent le moisi, il ne veut pas ; ce qu'il veut, c'est une constitution et des lois correspondant à l'esprit des chemins de fer, une constitution et des lois mues par le pouvoir de la vapeur et éclairées par les rayons du gaz. Le peuple n'a qu'à montrer à la Chambre des Communes qu'il est prêt à agir, qu'il est résolu et il faudra bien que la réforme parlementaire ait lieu... On dit que les ouvriers sont de sales compagnons et que parmi eux il ne serait pas possible de trouver six cent cinquante-huit individus capables de siéger à la Chambre des Communes.

En vérité, il me sera facile de changer ce sentiment, il me suffira de prendre au hasard parmi les auditeurs présents à cette réunion ; je prendrai les premiers venus et les conduirai à la fabrique de savon de M. Hawe, ensuite je les emmènerai là où ils pourront réformer leurs notes de tailleur, puis chez le parfumeur et le coiffeur où ils pourront être oints de la puanteur à la mode ; et, après ces préparatifs, je les emmènerai sans désespérer à la Chambre des Communes où ils seront les six cent cinquante-huit meilleurs députés qui aient jamais siégé dans cette salle. Je vous déconseille toute violence, toute guerre civile ; mais dans les oreilles de la Chambre des Communes je suis prêt à dire que, plutôt que de voir le peuple opprimé, plutôt que de voir la Constitution violée, puisque le peuple est dans le besoin, si aucun autre homme n'ose agir ainsi, et si la constitution est violée, je conduirai moi-même le peuple à la mort ou à la gloire... Les hommes du Nord ont eu un léger avant-goût de la force physique. Il y a peu de temps des forces de la police métropolitaine ont été envoyées à Dewsbury ; mais les bons garçons de cette noble ville ont renvoyé ces policiers à leurs foyers. Mon désir est de tenter la force morale aussi longtemps que possible, même jusqu'aux plus ultimes limites, mais je voudrais que vous eussiez toujours dans l'esprit qu'il vaut mieux mourir en hommes libres que de vivre en esclaves. Toute conquête honorable a été faite par la force physique ; mais vous n'en avez pas besoin parce que, si toutes les mains se réunissent pour pousser au Suffrage Universel, vous aurez vite fait de jeter à bas la place forte de la corruption. J'ai bon espoir et bonne confiance que, grâce à l'exercice de cet esprit de discernement qui appartient exclusivement à la classe ouvrière, l'union va se faire, et qu'il en résultera une force morale suffisante pour conquérir les droits du pauvre ; mais, si ce moyen ne réussit pas, alors que tout homme lève son bras pour défendre ce que son jugement lui dit être la justice. ”

Ce discours est fréquemment interrompu par des éclats de rire et des applaudissements qui

montrent le succès de telles harangues auprès des masses ouvrières. L'habileté un peu grossière de Feargus O'Connor consistait à flatter son auditoire, à détendre celui-ci par des plaisanteries et à satisfaire, sans se compromettre, au goût du public ouvrier pour les paroles fortes. C'est par ces moyens que Feargus O'Connor réussit à se constituer une véritable puissance.

En général, le grand démagogue se contente, dans ses discours et dans ses articles, de développer des thèmes qu'il sait sympathiques au peuple ou des idées empruntées aux théoriciens régnants. Seulement il sait toujours relever les pires banalités des épices de son style et son humour est une source intarissable de mots trouvés, et d'images, de comparaisons ou d'anecdotes piquantes. Parfois aussi il sait inventer des formules qui valent mieux encore que par la forme et qui révèlent quelque acuité de pensée, celle-ci par exemple, qui se rencontre dans un article du *Labourer*, de 1847 :

“ J'ai constaté en général que les défenseurs les plus ardents du communisme étaient les membres les plus paresseux de la société. Ils forment une classe d'individus qui, dans le partage du travail, adjudgeraient aux plus dociles et aux plus soumis la part du lion et soutiendraient que leur outil naturel est le cerveau tandis que ceux des crédules sont la charrue, la bêche, le marteau du forgeron et la pioche. ”

La puissance que s'est créée Feargus par son attitude et ses procédés, va se consolider et se

prolonger grâce à l'action de la presse. La *Northern Star* dont il devient le propriétaire en novembre 1837 sera le moniteur officiel du mouvement et va bientôt éclipser toutes les autres publications Chartistes depuis l'organe de la W. M. A., *The London Dispatch and People's Political and Social Reformer*, d'Hetherington jusqu'au *Birmingham Journal* ; depuis *The Champion and Weekly Herald*, le journal Cobbettiste jusqu'au *Northern Liberator* dont l'éditeur est Beaumont et aux feuilles éphémères de Bronterre O'Brien. La *Northern Star* verra son tirage s'élever, si l'on en croit Lowery, au chiffre de 60,000 exemplaires et assurera au démagogue irlandais une longue dictature impossible à contre-balancer. Ce journal, qui mentionne tous ses faits et gestes et qui présente sous le jour le plus favorable toutes ses paroles et tous ses actes, est pour Feargus O'Connor un admirable moyen de publicité et de réclame. Maître d'un grand journal, Feargus O'Connor va s'en servir pour briser ou soumettre à son despotisme tous les hommes qui paraîtront émerger du mouvement chartiste. La *Northern Star* raconte toutes les réunions qui se tiennent dans les plus humbles villages et elle accompagne ces récits de détails destinés à exciter l'intérêt de ses lecteurs. Mais surtout la *Northern Star* permet de flatter la vanité des orateurs chartistes : les discours des

plus médiocres sont cités avec des éloges pompeux ; et, lorsqu'ils voient leurs noms et leurs paroles reproduits à soixante mille exemplaires, quelle douce satisfaction pour l'amour-propre de ceux qui souvent viennent de faire leurs débuts à la tribune. Les rédacteurs de la *Northern Star* n'avaient aucun scrupule à exagérer la portée de ces harangues improvisées, à les récrire pour en fortifier l'argumentation et " *les parer, dit Gammage, des grâces de l'éloquence* " ; cependant les auteurs de ces discours les reconnaissaient bien pour leur œuvre personnelle et ils étaient conquis à jamais à la politique d'un journal qui leur distribuait sans compter la gloire, par suite aussi conquis à l'homme qui personnifiait cette politique. N'y avait-il pas là entre les mains de Feargus O'Connor un infail- lible procédé pour se créer une clientèle d'autant plus fidèle que la *Northern Star* offrait à cette clientèle une politique exactement adaptée à ses goûts ? Elle surexcitait par ses articles les pas- sions populaires, et, comme certains journaux de la Révolution française, elle devait développer les instincts de violence qui dorment au fond de l'âme humaine et jusqu'à créer cet état d'esprit maladif qu'il n'est pas exagéré d'appeler, par un mot dont on peut être trop abusé, mais qui est ici l'expression juste, une " *névrose révolutionnaire* " .

Les autres chefs aux directions de qui le charisme allait obéir n'étaient pas faits pour contrebalancer les tendances que Feargus O'Connor et la *Northern Star* imprimaient au mouvement : les plus représentatifs sont, parmi les intellectuels, le D^r Taylor et Peter Murray Mac Douall, et parmi les ouvriers, Richard Marsden, Robert Lowrey et George Julian Harney, tous chartistes de la force physique, apôtres de la violence et adversaires de la W. M. A. dont ils critiquent âprement l'action. Esquissons leurs figures singulièrement significatives et qui permettent de comprendre pourquoi l'évolution du réformisme à la violence a été si rapide.

Le D^r John Taylor, ancien chirurgien de la marine, avait appris en France le culte de la Révolution : pendant un séjour de plusieurs années il avait fréquenté les milieux républicains et babouvistes et il était revenu en Angleterre avec la conviction que la force est le moyen le plus sûr pour réaliser l'idéal démocratique. Il a un visage qui s'illumine d'intelligence et qui s'éclaire de deux grands yeux noirs pleins de feu ; ses cheveux flottants laissent négligemment tomber leurs longues boucles sur ses larges épaules. Ses mouvements sont aisés et pleins d'insouciance, sa voix est prenante et nuancée, sa parole nette et sobre. Partisan de la force physique, il n'agit pas en démagogue ; il est

franc, courageux, et désintéressé ; mais sa nature généreuse et le milieu où il a vécu le prédisposent aux croyances révolutionnaires et l'entraînent à unir ses efforts aux hommes de violence contre les réformistes.

Comme le Dr Taylor, Peter Murray Mac Douall a une allure romantique et un esprit blanquiste propres à séduire les masses ouvrières. Comme lui, il est destiné au rôle de révolutionnaire par son tempérament passionné et son absolutisme social. Une gravure le représente petit, mais bien proportionné, avec un joli visage qu'encadrent les boucles claires de ses cheveux ondulés : le front est large et beau, la bouche est gracieuse, bien dessinée et, sous de sombres sourcils, les yeux apparaissent profonds et lumineux. Toute sa physionomie et surtout la flamme dont l'enthousiasme emplit son regard révèlent une sensibilité émotive, capable de passion, d'énergie et de violence : c'est une de ces âmes ivres de justice qui n'admettent aucun obstacle à la réalisation immédiate de l'idéal social en une humanité qu'elles croient perfectible et en une société qu'elles veulent parfaite. Peter Murray est ardent, fougueux et impulsif au point que l'instinct supprime en lui la réflexion. D'une famille aisée, il exerce avec succès la médecine dans une petite ville du Lancashire : ses sentiments généreux vont lui

faire sacrifier son avenir à ses idées. Il a à peine vingt-quatre ans.

Parmi les autres chefs chartistes, Richard Marsden est bien le représentant symbolique de la misère : c'est un très pauvre tisserand à la main dont le salaire a diminué de 23 shillings par les progrès du machinisme ; pendant des années, il a lutté pour nourrir sa famille avec les quelques shillings qu'il gagne chaque semaine ; plus d'une fois, après avoir mis au Mont-de-Piété tout ce qu'il possédait, il s'est vu sans un penny ni pour déjeuner ni pour dîner, et même un jour il a vu sa femme nourrissant un petit enfant s'évanouir d'épuisement. Richard Marsden est un homme très doux, dont les tendres yeux bleus et la figure ouverte dénotent une très grande bonté ; mais ses souffrances et plus encore le spectacle de la misère lui ont mis au cœur la haine des institutions politiques et sociales : en public il exprime son amour pour l'humanité et sa colère contre le système industriel en un langage dont le ton n'est jamais âpre, mais dont les paroles sont pleines de violence. Il n'a qu'une idée : mettre un terme aux souffrances de ses compagnons d'infortune et il est amené logiquement à la conception Robespierrienne, prêt à verser un peu de sang impur pour assurer le salut de la société tout entière.

Une âme semblable à celle de Marsden anime le corps malingre, chétif et déformé de l'ouvrier tailleur Robert Lowery. Son visage, aimable et placide, s'anime à certaines heures du feu des passions politiques ; il parle lentement et délibérément, d'une voix forte et claire, et il fait preuve dans ses argumentations d'une solidité et d'une clarté assez rares parmi les orateurs chartistes. Il y a dans sa parole quelque logique, quelque puissance et quelque élévation de pensée. Seulement, une âme formée par la souffrance et par le proche contact des misères humaines devait, malgré une modération naturelle, s'abandonner d'autant plus facilement à l'évolution vers la violence que le sentiment de sa difformité physique rendait Lowery plus sensible aux maux de l'espèce humaine.

Tout différent de ceux dont la violence est surtout faite de bonté et d'impatiente sensibilité, est George Julian Harney que dominant la vanité et l'ambition. En l'homme qui veut être le Marat de la Révolution anglaise, une satisfaction infinie de soi-même n'a d'égale que la mauvaise humeur inlassable qu'il a contre les autres. Des lèvres méchantes confirment les promesses de ses yeux noirs et perçants qui ne se reposent jamais sur rien ni sur personne et qu'il est impossible de fixer. George Julian Harney est maussade, méfiant et vindicatif.

L'estime immodérée et l'orgueil insupportable qu'il a de lui-même lui viennent-ils de ce que, tout gamin, il s'est fait emprisonner pour avoir vendu des journaux non timbrés et a conquis ainsi dans les milieux radicaux une précoce célébrité ? Son amertume lui vient-elle de ce que, de bonne heure orphelin, il a dû lutter, seul dans la vie, contre la pauvreté et la misère ? Il sait tout au moins se servir de ce passé lamentable et persécuté pour se rendre maître par la pitié de ceux qui l'écoutent, comme le prouve le commencement de son discours à Derby :

“ Belles femmes de Derbyshire, hommes braves de Derby, je suis heureux de me trouver de nouveau parmi vous. Je ne suis pas un inconnu à la plupart d'entre vous. Je ne suis pas un inconnu aux gouverneurs et aux magistrats de Derby. Il y a trois ans, par un soir d'hiver, je fus arraché, sans la moindre explication, de ma maison et enfermé dans une prison par les magistrats de Derby, parce que j'avais commis l'odieuse action de vendre un journal non timbré, parce que j'avais essayé d'affranchir la presse anglaise (*honte*) ; oui, mes amis, j'ai été enfermé pendant six mois dans une bastille parce que j'ai osé, contre des lois mauvaises et infâmes, donner aux classes ouvrières cette connaissance non taxée dont elles ont le droit de jouir. Les tyrans m'ont enfermé, mais ils n'ont pu me soumettre. Ils ont détruit mon travail, m'ont pris mes moyens de subsistance et m'ont renvoyé, pauvre garçon abandonné, chercher dans la rue cette subsistance. Ils m'ont renvoyé sans amis et sans appui ; mais je reviens regarder les tyrans en face, dans la fière attitude d'un leader du peuple, comme un des chefs choisis par les braves ouvriers du Northumberland. ”

George Julian Harney exerce sa plume en

attaquant la W. M. A. et en rédigeant au nom de la London Democratic Association des adresses portant pour épigraphe cette devise : suffrage universel ou mort. C'est l'Ami du Peuple qui veut transplanter en Angleterre les méthodes de 1793. A l'exemple de son idole française, il prêche aux pauvres tisserands de Spitalfields l'insurrection, l'effusion du sang destinée à régénérer l'humanité, en attendant la première place à laquelle il croit avoir droit dans la seconde grande Révolution. Dans les meetings il fait parade de son poignard ; sa violence ne connaît aucune limite et elle ne lui sera même pas une originalité puisqu'elle n'est, avec beaucoup moins d'envergure, qu'une imitation de la manière qui vaut à Feargus O'Connor sa toute-puissance.

Et ce sont deux démagogues, C. H. Neesom et le cabaretier Peter Bussey : C. H. Neesom, membre de la London Democratic Association, n'est ni très éloquent, ni très intelligent, mais il est désigné à la faveur des ouvriers par la virulence de son langage révolutionnaire, par lequel il essaie de faire concurrence à Harney ; Peter Bussey, propriétaire à Bradford d'un estaminet, rendez-vous habituel des démocrates, doit sa popularité à son affectation d'une grossièreté qui est considérée comme le signe d'une honnêteté naturelle.

Ce sont encore le cordonnier Cardo ; l'ouvrier William Ryder et R. J. Richardson, deux séides de Feargus O'Connor ; et deux jeunes démocrates du Comité de Durham, George Binns et James Williams, libraires et imprimeurs de publications radicales : comme George Julian Harney, ces deux leaders ont à peine dépassé leur majorité et ils manifestent une tendance du mouvement chartiste, la confiance qu'inspirent aux masses ouvrières les chefs très jeunes, prédisposés par leur jeunesse même à s'adapter aux colères et aux illusions des travailleurs.

De même que le D^r Taylor et Peter Murray Mac Douall symbolisent les aspirations sentimentales de l'idéalisme social et que Richard Marsden et Robert Lowery représentent les revendications de la misère, Feargus O'Connor et George Julian Harney apparaissent comme les socialistes de l'ambition et de l'envie à côté du mysticisme révolutionnaire et de la révolte ouvrière : ces six hommes résument complètement la psychologie complexe des chefs qui allaient entraîner le chartisme du réformisme à la violence. Toutefois il ne faut pas croire que les comparses n'ont pas eu leur part d'influence dans cette évolution : la crédulité juvénile des Binns et des Williams, toute prête à affirmer la certitude d'une victoire prochaine, la démagogie grossière des Peter Bussey et des Neesom, toute

prête aussi à griser leurs auditoires des promesses les plus invraisemblables, contribueront à développer des tendances qui sans doute pré-existaient à leur intervention. Les apôtres de la violence ont puissamment aidé à transformer en actes les sentiments des masses ouvrières dont la parole de Lovett et de ses amis aurait pu calmer les colères, apaiser les exaspérations et métamorphoser en manifestations systématiques les énergies destinées à se dépenser en une agitation incohérente et vaine.

I

La politique de la Working Men's Association consistait à créer un grand mouvement d'opinion publique dont la première démonstration serait une pétition au Parlement ; la formation d'associations et une campagne de réunions publiques devaient être les moyens de cette propagande pacifique ; et, sur cette méthode d'action, il y avait accord entre la Working Men's Association et la Birmingham Political Union.

La B. P. U. avait à sa tête Thomas Atwood, député à la Chambre des Communes, homme infatué de lui-même et de ses théories. Une gravure représente " The Friend of the people " avec une tête tout en long, un front sans relief

et sans profondeur, un nez proéminent prêt à toutes les aventures, une bouche bavarde, prétentieuse et satisfaite de ses paroles, un physique semblant trahir une cervelle légère et vaniteuse. Tout glorieux de se considérer comme l'auteur de la réforme de 1832, il ne doute pas de faire mieux encore ; il pense que sa réputation le destine au rôle de leader et il compte faire servir la force du mouvement chartiste au triomphe de ses conceptions monétaires ; à cette intention il a fait glisser dans la pétition une allusion à ses projets inflationnistes : “ Les lois qui font le pain cher et celles qui, en rendant la monnaie rare, rendent le travail bon marché doivent être abolies ”.

Lovett dit avec raison qu'en réalité l'émission du papier-monnaie avait pour Atwood plus d'importance que la Charte du peuple : celui-ci justifiait facilement vis-à-vis de lui-même cette préférence puisqu'il considérait “ son plan monétaire comme la panacée universelle ” et comme très favorable aux intérêts des classes laborieuses : l'émission du papier-monnaie devait, en effet, provoquer avec une hausse des prix une hausse des salaires. Mais ces idées n'étaient pas acceptées par tous les démocrates-ouvriers et elles avaient été combattues dans le *Défenseur du Pauvre*. Les Démocrates-ouvriers n'avaient point confiance en les promesses des inflationnistes :

peut-être pensaient-ils que la hausse des prix n'est pas immédiatement suivie de la hausse des salaires et que celle-ci, plus lente à se produire, n'est pas capable de compenser la vie plus chère ; peut-être craignaient-ils aussi les spéculations favorisées par la dépréciation de l'instrument monétaire. Aussi accueillaient-ils avec enthousiasme le chartisme d'Atwood tout en critiquant son inflationnisme comme contraire aux intérêts des travailleurs.

Dès le 11 janvier 1834, un correspondant du *Défenseur du Pauvre* se demandait :

“ *Les ouvriers ont-ils intérêt à la hausse des prix ?* Dans le n^o 134 du *Défenseur du Pauvre*, vous dites que la hausse des prix est avantageuse pour les ouvriers, parce que, d'après cet archiavocat de l'usure, M^r Atwood, les ouvriers sont vendeurs de tous les produits, tandis qu'ils ne sont acheteurs que d'une part. C'est là un énorme mensonge. Tout ce que les ouvriers ont à vendre, c'est leur travail ; et l'augmentation du prix des denrées dépend autant et peut-être plus de l'intérêt du capital, des impôts et du nombre de ceux qui vivent de profits comme les boutiquiers, les teneurs de livres, les garde-magasins, les courtiers, que du travail réel. C'est donc une erreur capitale de supposer que les ouvriers sont vendeurs de toutes choses ou de prendre le montant total de la valeur des produits comme la mesure de la valeur du travail. Le grand desideratum, c'est d'arriver à une réduction du prix des denrées, sans une réduction concomitante du prix du travail réel et la meilleure manière d'y réussir est d'abolir tous les impôts, de réduire et de restreindre l'intérêt du capital à la plus petite somme possible, de diminuer le nombre des commerçants et des non producteurs. On rendra ainsi les prix aussi bas que possible sans diminuer la valeur du travail. ”

Et la *Northern Star* devait, le 20 juillet 1839, compléter ce raisonnement et soutenir que le papier-monnaie aurait pour effet de favoriser à la fois la surproduction, la spéculation et la dépréciation du travail, par suite que l'inflationnisme était tout à fait contraire aux intérêts des classes laborieuses :

“ M^r Atwood doit savoir qu'une émission illimitée ou trop prolongée de papier-monnaie tend à avilir toute propriété réelle; par conséquent il lui faut nier que le travail est une propriété réelle, ou prouver que, sous un régime de monnaie fictive, le travail n'est pas soumis à toutes les fluctuations produites, quand il leur plaît, par les maîtres de cette monnaie. Donnez-nous un contrôle sur dix millions de monnaie fictive et non seulement nous commanderons le marché du travail en Angleterre assez longtemps pour créer un état de confusion et d'alarme, mais nous serons capables de ruiner et de chasser hors du marché tous les petits capitalistes. M^r Atwood croit-il que les moyens d'employer le travail donneraient les moyens correspondants de faire vivre les ouvriers ? Si oui, il est en contradiction avec les règles de l'offre et de la demande. Aujourd'hui, avec les facilités actuelles d'agiotage, tout magasin de Manchester, de Liverpool, de Leeds, ou de toute autre grande ville, fait concurrence au travail : ils peuvent être pleins, constituant une réserve pour la spéculation, tandis que toute la population, surmenée pour les remplir, est dépréciée sur le marché. Donnez-nous des billets de £ 1 pour douze mois et l'emploi sans restriction des machines, avec leurs améliorations et leur accroissement, et, en une année, nous produirons plus qu'il est nécessaire pour cinq années. Le travailleur peut-il se procurer les billets de £ 1 pour acheter des vivres aussi facilement et aux mêmes conditions que le capitaliste peut les faire monter pour régler le taux de son salaire ? Le projet de M^r Atwood est une altération des principes de communauté de M^r Owen, avec cette différence seulement que le plan

de M^r Owen assurerait les moyens de réciprocité, tandis que M^r Atwood laisserait pencher la balance du pouvoir d'un côté. Comme M^r Hume le lui a bien rappelé, la pétition ne demande ni papier-monnaie, ni abrogation des lois sur le blé, ni abrogation de la loi des pauvres ; elle demande seulement l'envoi à la Chambre des Communes d'hommes qui seraient prêts à abroger *toutes* les mauvaises lois. Le désir de M^r Atwood de justifier ses anciens associés et de rester bien avec son groupe, tout en allant assez loin pour s'acquitter de sa promesse au pays, l'a amené à perdre de vue la question et à saisir l'occasion de faire de la pétition nationale une béquille pour sa marotte inflationniste. ”

Bronterre O'Brien voit bien le danger que peut faire courir au mouvement chartiste la personnalité d'Atwood et, dans une lettre du 15 août 1838, il mettra les chartistes en garde contre l'envie que pouvait avoir Thomas Atwood de se servir de l'agitation chartiste pour faire peur au Parlement et lui arracher la réforme monétaire comme une concession dont le prix serait la Charte du peuple. Cependant, malgré ces réserves, le maître d'École du chartisme rend hommage à l'honnêteté de l'homme qu'il juge assez finement en disant :

“ Dans la mesure où le caractère personnel de Mr. Atwood est en question, je choiserais Mr. Atwood comme leader de préférence à tout autre homme public de l'Angleterre ; non que je le regarde comme l'homme le plus sensé ou le plus habile, mais parce que je sais qu'il a un excellent cœur et une sympathie réelle pour les classes laborieuses. ”

La Birmingham Political Union avait eu l'intelligence de ne pas mettre au premier plan

de son programme les théories monétaires que son " bon cœur " faisait pardonner à Atwood. et c'est pourquoi, dans cette même lettre, nous voyons Bronterre affirmer l'absolution donnée aux hommes de Birmingham :

" Puisque les Unionistes de Birmingham se sont déclarés en faveur du suffrage universel, c'en est assez pour moi ; la politique de Birmingham n'est plus pour moi une politique de parti, la politique d'une faction ; elle est la politique nationale, la politique de vingt millions d'hommes opprimés. Par la pétition nationale, l'individualité de Birmingham s'est fondue dans la personnalité de la nation. En consentant à faire cause commune avec les millions d'individus non représentés, les hommes de Birmingham ont non seulement expié leurs *anciennes* erreurs, mais aussi ils ont acquis les meilleurs titres à notre concours sincère et complet. En se déclarant pour le suffrage universel, ils se sont déclarés pour les justes droits de toutes les classes ; pour les droits même de ceux qui ne voudraient accorder aucuns droits aux autres. C'est là un acte aussi chrétien que magnanime et national. "

Avant même que Bronterre O'Brien se soit prononcé en faveur de l'alliance des Chartistes, et des hommes de Birmingham, la Working Men's Association, dès le mois de décembre 1837, a accepté cette alliance et a répondu au message adressé par la Birmingham Political Union aux réformateurs de l'Angleterre et de l'Irlande :

" Nous nous joignons cordialement à vous dans l'appel que vous adressez à vos frères de toutes les parties du Royaume lorsque vous leur demandez de faire avec enthousiasme un nouvel effort pour la liberté, de réorganiser leurs Unions politiques et

de se constituer, dans chaque district, dans chaque ville et dans chaque paroisse, en Working Men's Associations ; de ne cesser leur agitation et de ne se déclarer satisfaits que lorsqu'ils auront fait reposer notre système représentatif sur des principes justes et équitables... Avec tout le respect que nous avons pour les décisions de sa Majesté, nous pensons que le cabinet doit être choisi... parmi des hommes disposés à réaliser une réforme qui donne à tous des droits politiques égaux et mette à la disposition de tous une instruction égale. ”

La B. P. U. a omis de parler du cens d'éligibilité ; mais la W. M. A. suppose qu'il n'y a là qu'une omission involontaire : les deux principes directeurs de la W. M. A., l'affranchissement politique et l'éducation du peuple, sont acceptés par la B. P. U. Cette association reconnaît que la réforme de 1832 n'a pas répondu aux espérances de ceux qui ont contribué à la faire adopter : la misère des classes laborieuses prouve que le gouvernement Whig a fait faillite et qu'il n'a pas su accomplir la tâche qui lui avait été confiée. L'accord existe aussi sur la tactique à suivre : une vaste pétition signée par plusieurs millions de citoyens sera présentée au parlement pour forcer son adhésion à une réforme plus complète que celle de 1832.

A l'imitation de la London Working Men's Association et de la Birmingham Political Union se forment par toute l'Angleterre des Working Men's Associations et Political Unions. Le mouvement s'étend même aux femmes ; on voit

se constituer de nombreuses *Female Political Unions* dont certaines, comme celle de Birmingham, comptent jusqu'à mille trois cents membres. Ce mouvement des clubs de femmes se prolonge en 1839. Dans quelles intentions les femmes s'intéressent-elles au chartisme ? Est-ce dans l'espérance que les démocrates élargiront leurs revendications jusqu'à y embrasser les principes féministes, ou dans celle que le suffrage unisexuel conduira au suffrage universel ?

Dans sa première esquisse, le projet de la Charte contenait une disposition relative au suffrage des femmes ; mais elle fut " malheureusement " abandonnée, dit Lovett, " parce que plusieurs membres pensèrent que son adoption dans le projet pourrait retarder l'adoption du suffrage universel pour les hommes ". La Charte du peuple n'accordait le droit de vote qu'à tout habitant mâle du royaume. A Sir Edouard Bulwer Lytton qui demandait pourquoi la Charte n'étendait pas le suffrage aux femmes, la *Northern Star* a répondu le 20 octobre 1838 et sa réponse mérite d'être reproduite, parce qu'elle est un document curieux sur le féminisme chartiste et qu'en admettant le droit de vote des femmes célibataires elle contredit la Charte du peuple :

" Aucun avocat conséquent du suffrage universel n'a jamais refusé le droit de vote aux femmes non mariées, majeures et

saines d'esprit. De telles femmes contribuent pour leur quote-part à la richesse nationale et sont autant que les hommes justiciables de toutes les lois. Elles ont par conséquent autant d'intérêt qu'eux au bon gouvernement du pays et autant de droits à y participer par des députés que les hommes. Une femme mariée par l'acte de son mariage noie tous ses droits civils et politiques dans ceux de son mari et, aussi longtemps qu'elle ne peut être poursuivie pour dettes et pour impôts, aussi longtemps nous considérons qu'il est juste qu'elle perde son droit de vote, c'est-à-dire à partir du moment de son mariage et pendant toute la vie de son mari. Mais nous répétons que le principe du suffrage universel englobe nécessairement toute femme célibataire majeure, et toute veuve saine d'esprit comme étant capable d'exercer le droit de vote. ”

Cette concession, en contradiction avec la Charte du peuple, prouve l'importance que, dès les débuts du mouvement, ont prise les clubs de femmes. Et cette importance se manifeste aussi par le fait que la pétition nationale accueille les signatures des femmes comme celles des hommes. Le grand théoricien du mouvement, Bronterre O'Brien, déclare dans la *Northern Star* du 8 septembre 1838 prendre au sérieux ce mouvement des femmes :

“ On espère, dit-il, que trois millions d'individus auront bientôt signé la pétition nationale, trois millions d'hommes et peut-être un demi-million de femmes; on se moque de ce mouvement des femmes, mais le gouvernement n'est pas moins destructeur du bonheur des femmes que de celui des hommes. ”

L'adhésion de Bronterre O'Brien est significative.

Que voulaient donc les femmes chartistes ? Une adresse de la *Female Political Union* de Newcastle aux femmes anglaises exprime les tendances de ces clubs de femmes. Celles de Newcastle revendiquent d'abord le droit de s'occuper de politique : les intérêts de leurs pères, de leurs maris et de leurs frères ne sont-ils pas aussi les leurs ? Puisque ceux-ci sont opprimés, ne doivent-elles pas imiter les grands exemples qui leur ont été donnés par les femmes historiques ? N'ont-elles pas du reste un intérêt personnel à s'unir aux revendications en faveur de la liberté et de la justice ? Tant que le salaire de l'homme sera insuffisant pour nourrir la famille, la femme sera obligée d'abandonner le foyer.

Ce curieux manifeste féministe est publié par la *Northern Star* du 9 février 1839 :

“Concitoyennes, nous faisons appel à vous pour vous joindre à nous et aider nos pères, nos maris et nos frères à se libérer ainsi que nous de l'esclavage politique, physique et intellectuel. Et nous mettons en avant les raisons suivantes pour répondre à nos ennemis et encourager nos amis. On nous dit que le royaume des femmes est leur foyer et que le champ de la politique doit être abandonné aux hommes. Ceci, nous le nions ; la nature des choses est contraire à cette assertion, et la conduite de ceux qui l'avancent est en désaccord avec les principes qu'ils affirment. N'est-il pas vrai que les intérêts de nos pères, de nos maris et de nos frères doivent être aussi les nôtres ? S'ils sont opprimés, réduits à la misère, ne devons-nous pas partager ces maux avec eux ? S'il en est ainsi, ne devons-nous pas ressentir les injustices qui leur sont infligées ? Nous avons lu les relations du passé et



PETER MURRAY Mc DONALL

nos cœurs ont répondu à l'éloge fait par les historiens de ces femmes qui ont lutté contre l'oppression et supplié leurs concitoyens d'être libres ou de mourir. En dehors de ces sentiments, lorsque nous avons connu l'oppression exercée sur les nègres esclaves de nos colonies, nous avons élevé nos voix pour dénoncer leurs tyrans et nous n'avons eu de repos que lorsque les marchands de sang humain furent forcés d'abandonner leur trafic d'enfer. Mais nous avons appris par une amère expérience que l'esclavage n'est pas confiné à la couleur et au climat, et que même en Angleterre une oppression cruelle règne, et nous sommes forcés par notre amour de Dieu et notre haine de l'injustice de nous joindre à nos concitoyennes dans leurs revendications pour la liberté et pour la justice. Parce que le salaire de l'homme était insuffisant pour nourrir sa famille, nous avons vu la femme obligée d'abandonner son foyer négligé et de travailler avec les tout petits enfants à un labeur dégradant pour l'âme et pour le corps. Nous avons vu le père arraché de sa maison par une presse brutale, obligé de lutter contre ceux qui ne lui avaient jamais fait de mal, payé seulement trente-quatre shillings par mois, alors qu'il aurait dû avoir six livres sterling ; sa femme et ses enfants réduits à la famine et obligés de subsister de la misérable chère distribuée avec parcimonie par la charité mercenaire. Nous avons vu les pauvres volés de leur héritage et une loi promulguée pour traiter la pauvreté comme un crime, pour refuser une consolation à la misère, pour enlever aux malheureux leur liberté, pour arracher les pauvres de leur maison et de leur patrie, pour séparer ceux que Dieu a mis ensemble et arracher les enfants aux soins de leurs parents. Cette loi a été adoptée par des hommes et appuyée par des hommes dont la doctrine avouée est que le pauvre n'a aucun droit à vivre et qu'un créateur infiniment sage et bienfaisant a laissé les besoins de ses enfants sans rien pour les satisfaire. Pendant des années nous avons lutté pour maintenir dans nos maisons un confort tel que nos cœurs nous disaient qu'il réjouirait nos maris après leurs travaux fatigants. Les années ont passé les unes après les autres et même maintenant nos désirs n'ont aucun espoir de se voir réalisés. Nos maris sont épuisés par le travail, nos maisons sont à moitié

meublées, nos familles mal nourries et nos enfants sans instruction. La crainte de la faim est suspendue sur nos têtes, le dédain des riches pèse sur nous, la flétrissure de l'esclavage est notre lot et nous sentons notre avilissement. Nous sommes une caste méprisée. Nos oppresseurs, non contents de mépriser nos sentiments, veulent gouverner nos pensées et nos désirs. L'amère servitude du besoin nous lie à leurs pieds ; nous sommes opprimées parce que nous sommes pauvres, les joies de la vie, le bonheur de l'abondance et les sympathies de la nature ne sont pas pour nous ; la consolation de nos foyers, les caresses de nos enfants et l'affection de nos parents nous sont refusées... Nous avons cherché et trouvé que la cause de tous ces maux est le monopole législatif, le gouvernement du pays entre les mains de quelques personnes des classes supérieures et moyennes tandis que les ouvriers qui sont millions, qui sont la force et la richesse du pays sont laissés en dehors du sein de la Constitution. ”

A ces maux

“ Il n'y a d'autre remède que d'accorder avec justice à tout citoyen anglais le droit de vote dans l'élection des membres du Parlement qui font les lois qui le gouvernent, et votent les taxes qu'il a à payer. En un mot, il n'y a qu'à faire de la Charte une loi, et à émanciper les esclaves blancs d'Angleterre. C'est pourquoi les ouvriers d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse sont en train de lutter ; nous nous sommes groupées nous-mêmes en union pour les y aider ; et nous faisons appel à toutes nos concitoyennes pour qu'elles se joignent à nous. Nous déclarons aux riches, aux grands, aux puissants du pays que nos parents doivent être libres ; nous disons à leurs nobles femmes que nous aimons nos maris aussi bien qu'elles aiment les leurs, que nos foyers ne doivent pas rester plus longtemps dépourvus de tout confort, que, dans la maladie, le besoin et la vieillesse, nous ne voulons pas qu'on nous sépare d'eux, que nos enfants nous sont précieux et chers et ne doivent pas être éloignés de nous. Nous n'entretions aucune mauvaise intention contre personne et ne demandons que justice, et c'est pourquoi nous faisons appel à tous pour

nous assister dans cette bonne œuvre, principalement à ces boutiquiers que le bill de réforme a affranchis. Nous faisons appel à eux en les priant de se rappeler que c'est grâce aux ouvriers non représentés qu'ils ont conquis leurs droits et qu'ils doivent maintenant remplir la promesse qu'ils leur ont faite de les aider à obtenir les leurs..."

Ainsi les femmes de l'union politique de Newcastle conforment leur attitude à la politique tracée par la W. M. A., puisqu'elles limitent leurs revendications à l'obtention du suffrage universel, et qu'elles font appel pour le conquérir à l'alliance des classes moyennes. Et cette attitude n'étonne plus lorsqu'on sait que la multiplication des clubs féminins est due surtout à l'action du délégué de la W. M. A., Henry Vincent. Ce jeune apôtre du féminisme, " qui, dit Gammage, n'a qu'à se présenter pour conquérir tous les cœurs à sa cause ", a un grand prestige auprès des femmes chartistes. A un meeting entre Trowbridge et Bradford, une jeune fille au nom de ses sœurs célibataires lui offre une écharpe de soie. A Bath les femmes démocrates organisent une souscription pour lui donner une belle montre en or ; un jour même, apprenant la visite prochaine de leur orateur favori, elles se réunissent au nombre de quatre mille et, dignes descendantes de Praxagora et de Lysistrata, elles conviennent qu'aucun membre du sexe fort ne sera admis parmi elles : malgré cette défense, un curieux se glisse, sous

un déguisement féminin, dans l'assemblée des femmes, mais mal lui en prend, car, l'ayant découvert, celles-ci le chassent avec force horions.

Henry Vincent est de petite taille ; mais ses mouvements sont pleins d'aisance, d'enjouement et de grâce : son grand charme d'orateur est dans le geste. Il a un talent tout particulier pour faire rire son auditoire par sa bouffonnerie et ses dons d'imitation ; il sait aussi le faire vibrer et l'enthousiasmer pour de grandes idées qui apparaissent incontestables lorsqu'elles sont affirmées par cette voix chaude et prenante. Sa fertilité oratoire est incomparable et sa faconde s'explique peut-être par ce fait que, fils d'un orfèvre de Londres retiré à Hull, Henry Vincent a commencé, dès l'âge de treize ans, à faire de la politique et à parler en public. Après un apprentissage dans l'imprimerie, il est revenu à Londres où les mêmes préoccupations l'ont mis en contact avec le petit groupe des démocrates ouvriers ; et, malgré sa jeunesse (il n'a que vingt-cinq ans), il est choisi par la W. M. A. pour accompagner Cleave dans un voyage de conférences.

La W. M. A. a en effet décidé d'envoyer, dans les districts du Centre et de l'Ouest et dans le pays de Galles, ces deux hommes choisis l'un pour son expérience assagée, l'autre pour sa jeune éloquence : ils ont mission de

donner une direction politique aux associations naissantes, de créer de nouvelles unions et d'organiser de grands meetings destinés à agir sur l'opinion publique et sur le Parlement. Mais les délégués de la W. M. A. vont se trouver en présence d'une agitation déjà systématique et en contact avec des populations travaillées par d'autres orateurs d'un tout autre tempérament. Depuis plus d'un an, la loi des pauvres et le Factory System sont l'objet d'une campagne systématique de la part de conservateurs sociaux et de certains radicaux. Dès 1836, Feargus O'Connor a commencé à travers les districts industriels une tournée de réunions publiques dans lesquelles il oppose aux artisans de Londres, à ces petits bourgeois socialistes qui forment le plus bas échelon des classes moyennes, " les visages non rasés, les mains calleuses et les vestes de futaine " des vrais prolétaires. La double action des Stephens et des Oastler, d'une part, et de Feargus O'Connor, de l'autre, a eu, avant l'entrée en scène de Cleave et de Vincent, un retentissement considérable dans les milieux ouvriers. L'impopularité d'une loi odieuse et l'action d'un agitateur de premier ordre ont créé en Lancashire et en Yorkshire un état d'esprit révolutionnaire qui va se répandre comme une traînée de feu : un phénomène de contagion collective va se produire qui, s'il laisse intactes

les convictions fortes et mûres des Cleave, des Hetherington et des Lovett, atteindra même certains modérés, comme Henry Vincent, que leur générosité juvénile livre à tous les entraînements.

Malgré l'accord entre la W. M. A. et la B. P. U., décidées à mettre en jeu la seule force morale et à organiser un mouvement pacifique, une évolution presque immédiate transforme les caractères du chartisme. Avant même que la W. M. A. ait commencé sa propagande, le chartisme de la force physique était né : la psychologie collective des masses auxquelles s'adressent les protagonistes de la force morale, les conditions dans lesquelles s'exerce leur action, tout va à rendre presque impossible la lutte contre les tendances créées et développées par des leaders que leur sincérité ou leur ambition a voués à préconiser la violence.

Entretenu par les chartistes de la force physique qui dominant les clubs, cet état d'esprit révolutionnaire va être porté à son paroxysme par les réunions publiques dont justement les chartistes de la force morale voulaient faire l'instrument de leur propagande pacifique. Les ouvriers y arrivent avec la fatigue d'un dur travail ou avec l'exaspération de jours de chômage longs, anémiant, désespérants ; aussi leurs âmes s'enflamment-elles d'autant plus facilement

aux paroles de révolte, que leur esprit subit une constante surexcitation. La misère au foyer, au dehors un cadre de drame populaire. Dans les meetings, le soir, au clair de lune ou à la lueur des torches, les orateurs oublient toute modération, naturelle ou volontaire, à la vue des visages amaigris et affamés de ceux qui les écoutent; et, lorsque l'un d'eux s'écrie que le temps d'agir est venu et qu'à sa demande : " Êtes-vous prêts ? " une décharge d'armes à feu répond, comment l'atmosphère même qu'ils respirent n'unirait-elle pas tous les assistants dans un même mouvement de révolte contre les conditions économiques et sociales de leur existence ?

A partir du 1^{er} janvier 1838, chaque meeting montre les progrès de la force physique et le recul des méthodes de la W. M. A. Chaque meeting éclaire une des étapes de l'évolution ; et, fait significatif, les deux formes sous lesquelles se manifeste la tendance révolutionnaire, l'idée de violence et l'idée de grève générale vont bientôt se trouver non plus seulement dans la bouche de démagogues, mais même dans celle du leader de la Birmingham Political Union.

Le 1^{er} janvier, le conservateur social Stephens se déclare un révolutionnaire par le feu, un révolutionnaire par le sang, jusqu'au couteau et jusqu'à la mort, et il donne le conseil à tout

homme d'avoir ses pistolets ou sa pique, à toute femme d'avoir sa paire de ciseaux et à tout enfant sa boîte d'aiguilles : c'est le fameux meeting du jour de l'an, à Newcastle upon Tyne, où, à l'occasion de la loi des pauvres, la nécessité de la violence est exprimée pour la première fois. Et le même mois, à Glasgow, à propos du Factory System, au nom du droit qu'a tout homme " de se procurer par son travail de quoi se nourrir et se vêtir confortablement, lui, sa femme et ses enfants ", le même Stephens somme les classes régnautes d'agir, " comme la loi le prescrit et comme Dieu l'ordonne ", sinon :

" Alors nous le jurons par l'amour que nous avons pour nos frères, par Dieu qui nous fit tous pour être heureux, par la Terre qu'il nous donna pour nous nourrir, par le Ciel qu'il destine à ceux qui s'aiment les uns les autres ici-bas, et par l'Enfer qui est la part de ceux qui, violant l'Écriture Sainte, ont condamné leurs compagnons d'existence, l'image de leur Dieu, à la faim, au dénuement et à la mort ; nous avons juré par notre Dieu, par la Terre, par le Ciel et par l'Enfer que, de l'ouest à l'est, du nord au sud, nous envelopperons d'une flamme dévorante, à laquelle aucun bras ne pourra résister, les manufactures des tyrans du Coton et les monuments de leurs rapines et de leurs meurtres, édifiés sur la misère de millions d'êtres que Dieu, notre Dieu, le Dieu de l'Écosse a faits pour être heureux. "

Le 24 mars paraît dans la *Northern Star* la lettre de George Julian Harney qui attaque la politique de la W. M. A. et affirme l'antagonisme irréductible entre les classes sociales, la

nécessité de la lutte de classes, seule tactique propre à donner des résultats. Et le 31, la *Northern Star*, qui depuis le 27 janvier s'est assuré la collaboration du "Glorieux Bronterre", publie du grand théoricien chartiste un article qui montre combien les idées émises par Harney se généralisent :

" Les matières contenues dans votre numéro de samedi prouvent que ses rédacteurs se préparent à agir aussi bien qu'à écrire et à parler et, ce qui est bien plus important, que les hommes du Nord se préparent à agir avec vous et même à aller plus loin que vous, si c'est possible. Je ne donnerais pas une figue de tous les écrivailleurs de journaux et faiseurs de discours du monde, à moins que leurs paroles ne soient de nature à déterminer le peuple à agir. C'est dans le meeting radical tenu à Bury que j'ai vu le premier exemple de Trade Unions ayant l'intelligence et la hardiesse de déclarer que la politique est une partie essentielle de leurs légitimes objets. Le vieux coucou crie : " Nous n'avons rien à faire avec la politique " ; ce cri que des fripons ont inventé a été disqualifié à Bury avec beaucoup de sagesse. "

L'action, c'est plus qu'un conseil que donne Bronterre O'Brien, c'est un fait qu'il constate : les populations ouvrières en ont assez des paroles, elles veulent des actes, elles sont prêtes à agir elles-mêmes ; mais quelle sera justement la forme de cette action personnelle et directe ?

Le 8 mai, la W. M. A. publie la Charte du peuple, et le 28, le Comité de la B. P. U. présente pour la première fois ce projet à une

réunion publique. C'est à Glasgow qu'a lieu cette première grande démonstration chartiste. La W. M. A. a délégué pour y assister le Docteur Wade et Thomas Murphy, la B. P. U. Thomas Atwood, Douglas, Edmunds, Muntz et Collins. A onze heures, les ouvriers organisent une large procession pour aller au-devant du *leader du peuple*. Et bientôt deux cent mille travailleurs se trouvent réunis sur les bords de la Clyde, l'air retentit de quarante orchestres et deux cents bannières flottent au vent. Accueilli par de formidables applaudissements, Thomas Atwood prend la parole. La W. M. A. et la B. P. U. sont d'accord pour conseiller aux démocrates Chartistes de présenter au Parlement pétitions sur pétitions ; si la Chambre des Communes ne s'incline pas devant la volonté exprimée par les trois millions de signatures qu'on peut escompter, après avoir donné aux Législateurs le loisir de la réflexion, les ouvriers et les hommes de la classe moyenne, disposés à soutenir les droits des classes laborieuses, devront proclamer dans tous les métiers une grève " sacrée et solennelle " : pas une main ne devra se mettre à l'ouvrage ; tous les cœurs, toutes les têtes, tous les bras devront s'unir pour travailler au succès de la cause du peuple jusqu'au jour où la victoire sourira à leurs efforts.

Dès le 2 juin, la *Northern Star* commente le

“ glorieux meeting d'Écosse ” et les paroles d'Atwood : “ unis jusqu'à la mort ”.

“ Comme ce sentiment s'accorde merveilleusement avec le sentiment exprimé sur l'objet de la grande Union du Nord “ l'emploi de la force physique, si c'est nécessaire ”. La force morale est une ombre, la force physique est la réalité. La force morale veut dire la dialectique de l'esprit, c'est-à-dire les moyens de découvrir quelle quantité de maux la nature la plus pacifique peut supporter sans rien dire. Elle enseigne quand l'obéissance est une vertu et quand la non-résistance est un vice. ”

Le 23 juin, moins d'un mois après le discours de Thomas Atwood dont elle avait été le thème central, l'idée de la grève générale réapparaît dans un article de la *Northern Star* sur le *Factory System* :

“ Nous avertissons les patrons que, s'ils réussissaient à supprimer les associations de travailleurs, nous y répondrions par une grève générale qui les contraindrait à des conditions que le peuple n'aurait jamais exigées si l'on avait loyalement agi envers lui ”.

L'idée de grève générale, lancée en 1832 par le cabaretier socialiste William Benbow, est reprise, au printemps 1838, par le modéré Thomas Atwood : elle va rencontrer dans les masses ouvrières le même milieu favorable que l'idée de violence. Les deux articles de la *Northern Star* manifestent le progrès des tendances révolutionnaires ; deux idées deviennent dominantes et, jusqu'en 1843, dirigeront le mou-

vement : la violence et la grève générale. Ces deux modes de l'action révolutionnaire, le mode ancien et le mode nouveau, semblent pouvoir indifféremment être employés de façon combinée ou distincte ; mais, si la grève générale apparaît comme la méthode " pacifique " de la révolution et même si ses commencements peuvent être sans intentions de violence, elle doit y conduire et l'engendrer : toutes deux sont des applications logiques de la lutte des classes.

Et voici justement que le 27 juin, au meeting de Newcastle, Feargus O'Connor insiste lui aussi sur l'antagonisme entre les classes sociales :

" La matinée était radieuse, dit la *Northern Star* du 30 juin, et les bannières des hommes libres, portant des devises de liberté, flottaient majestueusement au vent. La procession suivit Pelgrim Street, bruyamment acclamée par les milliers de spectateurs massés aux fenêtres et sur les toits. La rue entière, large de plus de quinze yards, était, sur une longueur de deux milles, couverte d'une foule compacte : quatre cents bannières environ et quarante orchestres de musiciens bien choisis égayaient la scène. Les bannières étaient extraordinairement belles. M. Feargus O'Connor marchait à la tête de la Société Hibernienne avec trois de ses compatriotes, et il était précédé d'une superbe bannière de soie verte, large de 15 pieds sur 12 et d'une splendide harpe décorée de la rose, du trèfle et du chardon. "

Un ouvrier, James Ayr, prend tout d'abord la parole :

" Je suis fier des milliers d'hommes qui se sont réunis aujourd'hui pour apporter leur hommage à l'autel de la liberté. Le glaive de l'oppression est suspendu sur eux ; mais, s'il est

nécessaire, ils sont prêts à brandir le glaive de la justice et à ne pas le rentrer au fourreau tant que justice ne sera pas rendue au peuple anglais accablé d'injustices et d'outrages. J'ai, avec insistance, cherché autour de moi un visage d'aristocrate afin de pouvoir lui dire à la face ce que je pense, mais je ne puis reconnaître Lord un tel ou le Duc de ceci ou de cela. Non, non, ils n'ont pas voulu affronter l'indignation des hommes de Newcastle. La liberté des affamés et des désespérés, de la veuve et de l'orphelin, et celle des générations futures dépendent de vous — leur attente sera-t-elle trompée ? les intérêts des ouvriers sont partout les mêmes et leurs oppresseurs verront que les ouvriers sont sur le point d'être partout unis. Savoir, c'est pouvoir, et être unis, c'est être forts ; l'union et la science, qui se répandent maintenant parmi le peuple, amèneront, je le prévois, et très prochainement, la chute de l'aristocratie par tout l'univers. Vous voyez les représentants du despote Nicolas et du tyran poli Louis-Philippe et les représentants de leurs frères en tyrannie assister au couronnement royal par une grande nation d'une petite fille qui ferait mieux de travailler à l'aiguille ; mais le peuple ne sera pas plus longtemps égaré par leur somptueux atours : vous songerez à vous et à vos familles, car si vous voyez les colifichets de la royauté d'un côté, de l'autre, vous verrez les damnables bastilles. ”

Les intérêts des ouvriers sont partout les mêmes, affirme James Ayr ; c'est qu'en effet, reprend Feergus O'Connor, la société est divisée en deux classes : le riche exploitateur et le pauvre exploité. Feergus O'Connor se déchaîne contre Harry Brougham, il amuse la foule par les traits mordants dont il l'accable ; il excite la gaîté et les rires en introduisant Lord et Lady Brougham dans une workhouse fonctionnant d'après le système qu'établirait le suffrage universel, quand

ces établissements auront sûrement une salle pour Ladies et Lords oisifs. Mais voici qu'un corps de dragons paraît et défile à cent pas du meeting ; aussitôt, le démagogue irlandais se lève, et, montrant le peuple enveloppé par des troupes de cavalerie et d'infanterie, il s'écrie :

“ Je suis profondément indigné de cette provocation et de cette manifestation digne de mépris et qui devra être portée devant la Chambre des Communes. La seule chose que je regrette, c'est que les hommes qui m'entourent ne soient pas à même d'y répondre dans le seul langage mérité et de repousser la force par la force. Mon ami M. Lowrey a pu réunir, en moins d'une demi-heure, dix mille hommes à South Shields la nuit dernière pour entendre son discours en faveur des principes de liberté : que les bambins de l'aristocratie prennent garde de provoquer le peuple et de l'amener à apporter aussi ses armes dans ses meetings ; car ils verront qu'il y a des cœurs vaillants et des bras vigoureux aussi bien sous de sombres vêtements que sous des habits rouges. ”

Et, comme un officier pousse son cheval contre la foule, il est accueilli par des sifflets et par des cris de : “ Arrière, fripon, n'est-ce donc pas assez pour nous de vous nourrir, faut-il encore que vous nous insultiez et fouliez aux pieds ? ”

Tandis que Binns et Williams organisent l'agitation dans le Comté de Durham et qu'Henry Vincent se multiplie dans les Comtés du Centre, haranguant quatre jours de suite les démocrates de Northampton, la W. M. A. et la B. P. U. décident une grande manifestation à

Birmingham. Le 6 août, la pétition chartiste est présentée aux habitants de cette ville. Une première réunion a lieu le matin à l'Hôtel de Ville et on peut y remarquer une bannière qui représente trois pains de même prix, mais de différentes dimensions : un pain anglais tout petit, un pain français un peu plus gros, et un très grand, le pain russe. C'est là peut-être la première manifestation du dessein qu'ont certains libéraux de greffer sur le mouvement chartiste la campagne libre-échangiste. L'après-midi, dans l'amphithéâtre de Holloway Head, deux cent mille auditeurs sont réunis pour entendre Thomas Atwood, Feargus O'Connor délégué par six villes du Yorkshire pour assister au meeting, Henry Vincent et Hetherington délégués de la W. M. A., Richardson de Manchester. C'est Atwood qui préside ; il commence par dire qu'il est un pacifique, mais bientôt il ajoute : le Parlement ne pourra pas résister à la revendication de deux millions d'hommes et même, s'il tarde quelque peu à y acquiescer, à celle de cinq millions d'hommes, que la Chambre des Communes, si elle hésite à consacrer leurs droits, peut craindre de voir en masse exercer sur elle une " gentille petite pression ". Si les pétitions étaient impuissantes et ne parvenaient pas à faire l'impression nécessaire, il leur conseillerait une grève nationale d'une semaine pendant

laquelle aucun marteau ne ferait retentir l'enclume, aucune navette ne serait mise en mouvement : bien qu'opposé à l'emploi de la violence, Atwood déclare à ses auditeurs que, si le peuple est attaqué, les conséquences en retomberont sur ses agresseurs ; et, si le gouvernement ose l'arrêter, lui, Atwood, dans l'exécution de son projet pacifique, cent mille hommes se lèveront pour demander de suite sa liberté.

De tels propos durent étonner les modérés de la W. M. A. et de la B. P. U. qui entouraient Atwood ; les Douglas, les Salt, les Hetherington durent se demander quel vent de folie avait emporté tout à coup la raison de leur ami. Peut-être aussi n'attachèrent-ils pas immédiatement aux paroles prononcées par Atwood l'importance qu'elles méritaient : Atwood n'était-il pas coutumier du fait ? le mois sacré ne lui avait-il pas déjà servi de thème pour illustrer son discours à Glasgow ? Ne connaissaient-ils pas sa vanité prête à toutes les imprudences ? Et ne le savaient-ils pas un esprit facile à se laisser entraîner et à "enfourcher des dadas" comme il l'avait fait pour l'inflationnisme. Mais, dès que Feargus O'Connor eut pris la parole, ils comprirent sans doute quelles voies dangereuses leur ami venait d'ouvrir aux chartistes de la force physique. Feargus O'Connor est le premier à lever la main pour affirmer que, si le

“ glorieux ” Atwood est arrêté, il marchera à la tête de ses libérateurs ; naturellement il fait de la surenchère et les cent mille sauveurs d'Atwood se multiplient : quand la pétition sera couverte de signatures, cinq cent mille hommes se réuniront pour l'accompagner à la Chambre des Communes et attendre aux portes du Parlement une réponse immédiate. Les membres de la B. P. U. et de la W. M. A. écoutent sans mot dire ce langage qui leur déplaît ; mais ils se taisent et, s'ils ne manifestent pas leur mécontentement, c'est peut-être parce qu'un des leurs a donné l'exemple, et qu'ils ne veulent pas lui infliger un démenti public ; peut-être aussi ont-ils peur de provoquer une scission ; plus probablement craignent-ils d'être accusés de lâcheté, les modérés osant rarement résister aux violents.

A Birmingham — c'est là le fait qui marque ce meeting — un modéré, grisé par les perspectives de gloire que lui découvrent ses propres paroles, prend l'initiative des exagérations oratoires et des vaines menaces ; par son discours, il donne libre carrière aux divagations des prometteurs. Et le meeting de Birmingham aboutit à une affirmation nouvelle des idées de violence et de grève générale sans qu'aucune protestation soit exprimée par les apôtres de la force morale. Mais ceux-ci ont enfin compris le danger qui les

menace : leur compréhension tardive pourra-t-elle réparer leur manque de clairvoyance ? Les modérés voudraient réagir contre les tendances nouvelles dont ils ont senti l'élan. Cet état d'esprit est noté par William Lovett, parlant du meeting de Birmingham : " Le grand meeting de Birmingham du 6 août peut être considéré comme le premier meeting chartiste auquel Feargus O'Connor introduisit ses idées de violence, ou plutôt ses hâbleries d'Irlandais sur le devoir de s'armer et de combattre, car combattre ne faisait pas partie de son patriotisme. Et, lorsqu'ensuite sa folie furieuse eut excité à l'émeute "*ses chers enfants*", il se déroba aux conséquences personnelles et il s'enfuit en Irlande. Son discours au meeting de Birmingham fournissait à nos adversaires des armes pour nous attaquer et nous rendit désireux d'éviter, si c'était possible, une pareille démonstration à notre meeting du Palace Yard. " Ainsi, comme le dit Lovett, c'est seulement à Birmingham que les chartistes de la force morale s'aperçurent du danger que Feargus O'Connor et ses imitateurs faisaient courir au mouvement. Il était déjà trop tard. Lovett et ses amis l'apprirent au meeting organisé par eux à Londres le 17 septembre ; les précautions prises par la W. M. A. pour éviter d'être compromise par Feargus O'Connor ne servirent à rien :

“ Dans nos instructions données aux orateurs nommés par notre association nous leur demandions de s'en tenir aussi étroitement que possible aux deux grandes questions du meeting — *la Charte et la Pétition* — et d'éviter autant que possible les sujets étrangers ou les questions de parti politique aussi bien que toute expression injurieuse ou violente qui pût faire du tort à notre glorieuse cause. Mais, alors que nos propres membres et les délégués de province évitèrent tout ce qui eût pu donner une arme à l'ennemi, O'Connor et Richardson, un de ses disciples, gâtèrent l'effet moral de notre meeting par leurs fanfaronnades de violence. ”

Le meeting de Londres est donc une tentative pour réagir contre l'évolution du réformisme à la violence ; mais l'effort de la W. M. A. fut vain, comme le dit Lovett, par suite de la présence de Feargus O'Connor et de Richardson. Cette réunion, qui ne répondit pas aux espérances de la W. M. A., avait commencé par un discours de Lovett : celui-ci conformément à sa manière, avait parlé avec sagesse, sincérité, élévation ; Hetherington avait apporté une égale modération à seconder la résolution présentée par le secrétaire de la W. M. A. Mais Ebenezer Elliott, le barde du libre échangeisme, parle ensuite et la loi des pauvres lui donne l'occasion de traiter les classes possédantes “ de bande des mendiants les plus pernicieux qui aient jamais infesté la société ”. Après ces paroles plus vives, l'impression des discours de Lovett et d'Hetherington est vite effacée par les trois discours de Lowrey, de Feargus O'Connor et de Richardson.

Le discours du descendant des rois d'Irlande a été déjà cité comme exemple de ses procédés démagogiques. Lowrey veut être à l'unisson :

“ Les hommes de Newcastle oseront défendre par les armes ce qu'ils affirment avec leurs langues comme l'armée l'eût appris le jour du couronnement, si elle avait attaqué le meeting. Nous sommes disposés à tenter tous les moyens moraux qui nous restent, nous sommes disposés à faire l'essai d'un trône tant qu'il assurera le bonheur du peuple ; nous sommes disposés à avoir une aristocratie tant qu'elle aura une attitude honnête ; mais nous pensons que nous avons droit de leur part à la réciprocité des droits ; sinon nous sommes prêts à marcher contre le trône et l'aristocratie. Les hommes de la Tyne et de la Wear ne sortiront pas leurs épées tant que leurs ennemis ne tireront pas sur eux ; mais, lorsqu'ils auront mis la main à la charrue, ils ne regarderont plus en arrière. Les choses peuvent-elles être pires qu'elles sont à l'heure actuelle ? Le trône est en train de sombrer dans le mépris, comme l'instrument même de l'oppression du pauvre par le riche, et l'Eglise dégénère en une organisation politique. Ceux qui devraient prêcher l'humilité et la paix sont les plus avides de richesse et les plus tyranniques quand ils possèdent le pouvoir... En réalité, partout où des efforts ont été faits pour affranchir les masses ou pour améliorer la condition du peuple, les prêtres se sont toujours trouvés contre eux. Affirmez votre propre indépendance, vous en avez le droit et vos maîtres n'oseront pas vous le refuser. ”

Comme toujours, Richardson ne met point de détours à engager ses auditeurs dans les voies de la violence :

“ Les hommes du Lancashire ont commencé à y penser sérieusement et, ayant lu les commentaires de Blackstone, ils ont appris que le peuple a le droit de s'armer pour défendre ses libertés. Les hommes du Lancashire ont déposé sur la table du

Parlement une pétition signée de deux cent cinquante mille noms et demandant le rappel du Poor Law Amendment Act. Comment en a-t-on usé avec cette pétition ? Mais elle a été portée par deux gentlemen en robes longues et perruques grises et on n'en a jamais plus entendu parler. Aussi les hommes du Lancashire ont-ils décidé de ne plus pétitionner désormais, mais de faire des remontrances ; certains même ont dit qu'ils ne voulaient pas faire de remontrances, mais s'armer. Le peuple commence à s'armer, le peuple est armé : j'ai vu de mes propres yeux, dans la chaumière, les armes pendues au manteau de la cheminée du pauvre. Mais la pétition nationale arrive de façon tout à fait opportune ; il faut ajouter que le peuple n'a été amené à la signer que parce qu'elle réclame le suffrage universel. Si cette pétition échoue, je ne puis tenter de dire quelles en seront les conséquences. Les fusils seront chargés, voilà sans aucun doute la seconde étape et je défie aucun gouvernement ni aucune police bourbonnienne de s'en moquer. Il ne sert à rien de chercher à en faire un secret, le secret est la ruine de tout. Tout se fera ouvertement et les hommes du Lancashire agiront légalement et constitutionnellement. ”

Avec des hommes tels que Feargus O'Connor et Richardson, les modérés de la W. M. A. auraient dû prévoir qu'ils devaient s'attendre à toutes les audaces : le seul moyen d'assurer à leur manifestation les caractères de leur politique personnelle eût été d'empêcher l'expression des tendances adverses, car ils ne pouvaient pas compter sur le moindre respect de leurs propres convictions de la part de leurs impudents antagonistes. C'était un jeu de dupes que de laisser parler ceux dont les moyens d'action étaient d'imposer silence aux autres, soit en les noyant dans les flots de leur abondance oratoire, soit en

employant, comme un argument sans réplique, la force de leur gosier. Pour n'avoir pas eu le courage de rompre avec les violents en leur refusant la parole au meeting de Londres, les modérés voient ce meeting, destiné à réagir contre la politique de surenchère et l'audace des prometteurs, tourner au profit de ceux-ci et de celle-là.

Le meeting de Londres trompa donc les intentions de ses trop timides organisateurs; il marque le moment critique, l'occasion qu'il fut d'autant plus imprudent de ne pas saisir qu'elle ne se présentait pas à l'improviste, mais qu'elle avait été voulue : par leur faiblesse ou leur ignorance des procédés de la démagogie, les modérés de la W. M. A., au lieu de ralentir, accentuèrent l'évolution vers la violence. En même temps, se préparaient, par des griefs réciproques, les divisions entre Chartistes de différentes tendances. En effet, quand le meeting procéda à l'élection des députés qui devaient représenter Londres à la future Convention, il nomma, avec Bronterre O'Brien, sept membres de la W.M.A., William Lovett, Hetherington, Cleave, Vincent, Hartwell, Moore, Rogers. D'où grande colère à la London Democratic Association : George Julian Harney juge scandaleux que les quatre cents membres de la W. M. A. soient représentés par sept députés, alors que la Democratic Association n'a aucun représentant.

Les tendances révolutionnaires, que le meeting de la W. M. A. n'a pu enrayer, s'accroissent encore aux meetings de Manchester et de Peep Green racontés par la *Northern Star* du 29 septembre. A Manchester, le 25 septembre, dès neuf heures du matin, les délégations des villes et des villages environnants encombrant les rues ; deux cents bannières symbolisent les aspirations et les colères chartistes : l'une retrace le massacre de Peterloo avec ces mots : " le meurtre demande justice " ; une autre porte cette inscription : " plus de pigs et moins de prêtres ". Une troisième représente une tête de mort, des os en croix et une main tenant un poignard, avec ces mots : " Tyrans, voulez-vous donc nous obliger à cette extrémité ? "

Stephens et Feargus O'Connor arrivent ensemble dans une voiture à quatre chevaux et ils sont accueillis par les applaudissements frénétiques des ouvriers : quelles inspirations les protagonistes de la force physique n'allaient-ils pas trouver, pour vivifier leurs thèmes accoutumés, dans le spectacle de l'enthousiasme qui s'offrait à leurs yeux. Aussi Feargus O'Connor peut-il, tout à son aise, accuser de trahison le gouvernement whig et Stephens déclarer : " Nous sommes venus non pour parler, mais pour affirmer notre volonté et pour montrer notre force ". La pluie, qui se met à tomber pendant

le meeting, ne parvient pas à calmer la surexcitation, provoquée par les orateurs de la violence. Ceux-ci triomphent encore au meeting de Peep Green, entre Leeds et Huddersfield, et deux cent mille ouvriers du Yorkshire y choisissent comme représentant à la Convention Feargus O'Connor, auquel sont adjoints un négociant, Pitkeithly, de l'Ecole de Cobbett, et l'ouvrier William Rider qui n'admet aucun tempérament entre les paroles et les actes.

Cependant les efforts de la W. M. A. étaient secondés par la B. P. U. ; les chefs de cette association essaient, eux aussi, de réagir contre l'influence de Feargus O'Connor et de ses adeptes. A Edimbourg, un meeting est organisé pour désapprouver la politique de violence ; mais, tandis que le premier meeting en faveur de la Charte avait groupé quinze mille auditeurs, celui qui vote un blâme au démagogue irlandais n'en réunit que cinq mille. Au centre même de son action, à Birmingham, la B. P. U. ne parvient pas à neutraliser l'influence de Feargus O'Connor : dans une réunion destinée à condamner la force physique et la surenchère, celui-ci vient défendre sa tactique et obtient, en faveur de la résolution présentée par lui, une importante majorité. Et il est, en effet, presque impossible pour les Chartistes de la force morale de lutter contre l'instrument tout-puissant qui

assure le règne de ce despote politique : la *Northern Star*, chaque semaine, publie des éloges de plus en plus enthousiastes des hommes de violence, et des conseils de plus en plus pressants en faveur de la force physique. Bronterre, le journaliste le plus goûté des démocrates-socialistes, collabore régulièrement à cette feuille. Le 6 et le 13 octobre il y développe le programme social du mouvement et y préconise les méthodes qu'il doit aux enseignements des révolutionnaires français et qui sont aussi celles de son compatriote :

“ Le suffrage universel serait la liberté, la prospérité et une nouvelle existence. Avec le Suffrage universel, vous obtenez un pouvoir sur les droits de possession en vertu desquels la terre est détenue et accaparée, un pouvoir sur les affaires financières du pays, un pouvoir pour créer une Banque Nationale d'émission et autant de Banques de crédit et de prêt que vous pourrez le juger à propos dans l'intérêt des ouvriers et des travailleurs de bonne volonté, un pouvoir sur l'impôt national... Je vous adresse, mes amis et compagnons d'esclavage, une ou deux lignes hâtives, simplement pour vous rappeler la nécessité de procéder rapidement, mais avec calme et avec ordre, à votre organisation. Jusqu'à ce que vous soyez parfaitement unis et organisés de façon à être prêts pour n'importe quel genre d'action que peuvent vous imposer les hautes classes, ni vos meetings ni vos pétitions n'obtiendront même un accueil décent de la part de vos ennemis. Contre de tels scélérats, vous n'avez d'appui, mes amis, que dans votre propre force et votre courage. Soyez donc unis et bien organisés afin d'être forts et puisez le courage dans l'exemple de vos ancêtres et dans la justice de votre cause. ”

Bronterre donne bientôt aux revendications

chartistes un nouvel organe dont le titre est significatif : *L'Ouvrier, journal des travailleurs*, qu'annonce la Star du 10 novembre, et il conseille à ses lecteurs de signer la pétition rédigée par la B. P. U., mais en ajoutant que, s'ils n'étaient pas prêts à appuyer leurs signatures par quelque chose de plus énergique, celles-ci ne produiraient aucun effet.

La répétition hebdomadaire de tels encouragements et sous la plume d'un homme tel que Bronterre dont le prestige, depuis 1832, était grand auprès des démocrates-ouvriers, devait nécessairement fortifier, dans l'esprit des masses, la croyance en l'efficacité des moyens énergiques, et transformer peu à peu des tendances encore hésitantes en des certitudes inébranlables, des prédispositions encore incertaines en des forces irrésistibles.

Malgré les instances de la presse libérale et conservatrice, le gouvernement avait décidé de laisser les Chartistes user librement du droit de réunion et de libre discussion. Lord John Russel avait même déclaré à Liverpool que l'exercice de ces droits ne présentait aucun danger et que leur suspension était au contraire pleine de périls. Les exagérations de certains leaders vont bientôt amener le gouvernement à changer d'attitude et forcer son indifférence volontaire à se transformer en hostilité. Déjà, pendant les

mois précédents, à côté des larges démonstrations en plein jour et à côté des réunions du soir dans les salles des clubs, il y avait eu quelques meetings à la lueur des torches ; mais, à l'automne, cette forme de réunion, inventée tout d'abord sans doute pour des raisons d'économie, se généralise et, comme elle est très bien adaptée aux tendances qui mènent l'évolution, elle devient un admirable instrument d'agitation révolutionnaire. A peine sortis de l'atelier, sans même se donner le loisir de rentrer chez eux pour prendre quelque réconfort, les ouvriers s'organisaient en procession et parcouraient les rues de la ville en manifestant violemment devant les journaux hostiles ou les maisons des employeurs ; et ces hommes, affamés, harrassés, couverts de sueur et de poussière, éclairés par la lueur des torches, passaient à travers la nuit.

Les orateurs accoutumés de ces meetings étaient naturellement Feargus O'Connor, Peter Murray Mc Douall et Stephens ; mais leurs discours variaient peu : ils n'étaient que les commentaires de plus en plus violents du même thème. Stephens surtout perd toute mesure et va jusqu'à dire que les classes régnautes sont " une bande de meurtriers dont le sang doit être versé pour satisfaire à la vindicte publique. " A Hyde, le 14 novembre, brandissant au bout de piques des bonnets rouges et portant des

bannières avec des inscriptions comme celle-ci : “ Ashton réclame le suffrage universel ou la vengeance universelle ” ou encore : “ Souvenez-vous des sanglants exploits de Peterloo ”, quinze mille ouvriers acclament Stephens : parlant du Factory System, le jeune prophète chartiste déclare que “ les titres de propriété de M. Howard sont inscrits en lettres de sang sur chaque brique et sur chaque pierre de sa fabrique ” ; il attire l'attention de ses auditeurs sur les garde-manger et les celliers des riches et leur dit que, s'ils sont privés du nécessaire et du bien-être auquel leur travail leur donne droit, ils ne commettront aucun crime, mais ils accompliront un acte conforme à la loi morale en prélevant leur nécessaire et leur bien-être sur le superflu de leurs oppresseurs. A l'appui de ces paroles il cite le huitième commandement de l'Écriture Sainte : le “ Tu ne voleras pas ” impose un devoir égal à tous ; dans l'œuvre du pillage, les riches sont les agresseurs, car ils ont su dans les formes légales dérober aux pauvres le produit de leur travail honnête. Prendre aux classes possédantes leurs richesses mal acquises et leur superflu, ce n'est là rien qu'un acte de justice morale et la reprise absolument légitime de ce qui leur appartient. Permettre aux riches de conserver la possession de la richesse qu'ils ont injustement enlevée à leurs esclaves réduits à la misère, c'est

sanctionner la pire des révoltes contre Dieu, c'est une trahison contre l'humanité. Se grisant de ses propres paroles, Stephens conseille à ses auditeurs de se munir d'un large couteau qui ferait très bien pour découper une tranche de bacon ou pour transpercer l'homme qui leur résisterait. Il leur demande s'ils sont prêts et s'ils sont armés ; deux ou trois coups de feu répondent : " Est-ce là tout ? " réclame Stephens et c'est alors une volée de coups de feu. Il demande ensuite à ceux qui veulent acheter des armes de lever la main, toutes les mains se lèvent et de nouvelles décharges ont lieu. Il leur dit de se procurer des fusils, des pistolets, des épées, des piques et tous les instruments " qui prononceraient de plus tranchantes paroles que la bouche " ; sur quoi Stephens ajoute : " Je vois que tout va bien et vous souhaite bonne nuit. " Le 28 décembre, il est arrêté, et le martyr, que la cause chartiste a désormais en lui, va servir, mieux encore que l'orateur passionné, l'évolution vers la violence.

En présence des provocations auxquelles se livraient les apôtres de la force physique et dont les meetings à la lueur des torches étaient l'occasion, le gouvernement s'était décidé à faire afficher une proclamation déclarant ces meetings illégaux. Par cette politique nouvelle, le gouvernement allait contribuer lui-même à l'évolution

du Chartisme en rendant plus difficile aux modérés leur attitude pacifique : il mettait ceux-ci dans la presque impossibilité de résister aux passions surexcitées par l'interdiction d'une forme de meeting très populaire ; il donnait aux leaders de la force physique un argument très fort à faire valoir auprès des masses pour les persuader qu'en présence de la persécution, en présence de cette dénégation du droit de réunion, la politique de la force morale était une duperie et que les Chartistes n'avaient plus qu'une ressource, celle d'user du droit qui leur était donné par la Constitution. L'appel aux armes et l'insurrection devaient donc apparaître comme la résultante logique des actes du gouvernement qui se préparait non seulement à interdire certaines manifestations, mais à sévir. Moins prudent que Feargus O'Connor qui, craignant sans doute les conséquences personnelles, avait conseillé d'abandonner temporairement les meetings à la lueur des torches, Stephens avait dénoncé la proclamation comme "une insulte au peuple opprimé" et comme entièrement destituée de force légale. Aussi un ordre d'arrestation avait-il été lancé contre lui pour avoir assisté à ces meetings illégaux et pour y avoir prononcé des paroles séditieuses.

L'arrestation de Stephens soulève l'indignation des ouvriers qui l'aiment et le regardent

comme le premier martyr de la cause chartiste. A Manchester, le jour de son interrogatoire, dès qu'il paraît, il est l'objet d'une ovation qui dégénère bientôt en tumulte et menace de devenir une véritable émeute. Pendant l'interrogatoire, le vacarme est tel que les magistrats se voient obligés de prier Feargus O'Connor d'user de son influence pour apaiser la foule. Alors le démagogue irlandais, tout fier du rôle qu'il va jouer, s'approche d'une fenêtre et fait avec la main un signe pour demander silence : la foule furieuse l'acclame et lui obéit immédiatement. Feargus O'Connor parle et facilement il calme la populace en lui promettant que justice sera rendue à l'objet de son adoration. Le soir, Feargus O'Connor parle encore dans une grande réunion publique et déclare que le peuple remportera une victoire rapide sur ses ennemis ; il dit l'amour et le respect qu'il a lui-même pour Stephens. Celui-ci, assure-t-il, ne sera pas condamné, son crime n'est pas passible de la transportation ; mais Feargus affirme que, si les tyrans abusent de leur autorité, jamais il ne laissera transporter le corps de Stephens sur le navire tant qu'on n'aura pas foulé aux pieds son propre corps inanimé. C'est par de tels propos que le "hâbleur irlandais" se sert de Stephens pour accroître sa propre popularité.

Au reste Feargus O'Connor est infatigable.

Du 18 décembre au 15 janvier, si l'on en croit ses déclarations au meeting de Leeds, il a pris part à Londres, à Bristol, à Manchester, à Greenfield, à Bradford, à Leeds, à Newcastle, à Carlisle, à Glasgow, à Paisley et à Edimbourg, à vingt-deux grands meetings, après avoir franchi 1.500 milles, partout accueilli par des applaudissements enthousiastes. De fait, Feargus O'Connor est le maître de la situation et par sa tyrannie il va décider des destinées du Chartisme en asservissant le mouvement à une politique ambiguë ; la meilleure définition de son attitude est celle que lui-même donna de cette politique dans son discours d'Edimbourg reproduit par la *Northern Star* du 12 janvier :

“ Je suis accusé d'avoir poussé le peuple à employer la violence et la force. Mais je défie tout homme de poser le doigt sur une seule ligne de mon écriture en faveur de la force brutale pure et simple. J'ai continuellement déclaré que l'homme qui discipline la force brutale détruit la force brutale. J'ai continuellement affirmé que la force morale est suffisante pour réaliser toutes nos intentions. Je vous ai dit de conquérir le suffrage universel par la force morale, si c'était possible, et les moyens pacifiques sont assez efficaces pour l'obtenir ; mais, si les moyens pacifiques ne vous le donnent pas, arrachez-le ou mourez dans cet effort. (*Applaudissements.*) C'est à la cause des vestes de futaine, des mains calleuses et des mentons non rasés que j'ai consacré mes énergies et j'ai dépensé pour elle plus d'argent et sacrifié plus de temps, de santé et de fortune, qu'aucun autre homme en Angleterre. (*Applaudissements.*) Nous avons été dénoncés comme des anarchistes et des révolutionnaires, comme des incendiaires et des héros du poignard et de la torche ; mais, pendant les sept

années que j'ai lutté pour la cause des classes laborieuses, il n'est pas arrivé le moindre dommage à une seule personne ou à une seule propriété, sur mon avis ou sur mon conseil. (*Bruyants applaudissements.*) Pourquoi m'injurient-ils ? Parce que je ne vous ai pas poussés à des actes incendiaires et que je n'ai pas précipité le pays dans une guerre civile. (*Écoutez, écoutez.*) J'ai trop le respect de la propriété, de votre propriété, de votre travail pour vous donner de tels avis ou vous conseiller une ligne de conduite qui puisse vous amener à de tels résultats. (*Applaudissements.*) En réclamant le suffrage universel, je désire rendre la propriété plus sûre et assurer aux producteurs de toute la richesse une influence et une part dans la disposition et la distribution de ce qu'ils ont créé de leurs propres mains, de ce qu'ils ont tiré de leur sang, de leur moëlle et de leurs nerfs. (*Bruyants applaudissements.*) John de Greenfield a dit que toute l'étoffe du monde était faite pour les hommes du monde entier et je suis tout à fait de l'opinion de John de Greenfield. (*Écoutez, écoutez.*) J'aspire à une plus loyale et plus juste répartition du bien-être et du bonheur. (*Applaudissements.*) Les propriétaires et les manieurs d'argent ont promulgué des lois pour piller les travailleurs et ils ont partagé entre eux les produits de la terre et du travail de millions d'hommes. (*Écoutez, écoutez.*) Ils se sont fait du suffrage une arme de classe et ils s'en sont servis pour voler le peuple. Maintenant je désire que vous obteniez le suffrage universel non pas pour les voler, mais pour vous protéger. (*Écoutez, écoutez.*) Ils disent que nous voulons détruire la propriété, que nous voulons renverser le trône et raser la chaumière ; mais je désire voir le trône appuyé sur l'affection du peuple et faire de la chaumière la demeure de la paix, du bien-être et du bonheur. (*Bruyants applaudissements.*) Si c'est une trahison, alors je me glorifie de cette accusation. (*Nouveaux applaudissements.*) Qu'est-ce qui appuie le trône, sinon la chaumière ; et qui peut lui donner sa stabilité, sinon l'affection du peuple ? (*Écoutez.*) Quelques personnes vous diront que vous vous battez pour une ombre ; mais ceux qui parlent ainsi sont ceux qui y ont un solide bénéfice et qui récoltent encore une moisson de richesses en vous empêchant de conquérir

cette ombre. (*Écoutez, écoutez.*) Le suffrage du maître de maison et l'abrogation des lois sur le blé ne sont que des ombres, comparés avec ce pour quoi nous combattons. Le suffrage du maître de maison priverait de leur droit de vote tous les serviteurs, les employés du gouvernement, l'armée et la marine, ce qui provoquerait du mécontentement et un soulèvement, tandis que le suffrage universel réglerait la question sur-le-champ et satisferait les revendications de tous. (*Applaudissements.*) L'abrogation des lois sur le blé serait au seul avantage des manieurs d'argent. Mais je souhaite le suffrage universel pour que les avantages qui résulteront nécessairement de l'abolition des lois restrictives et des monopoles (*Écoutez, écoutez.*) se fassent sentir par l'amélioration de la condition du peuple et le progrès de son bonheur. Je livre le combat pour le travail. Je demande la protection pour cette forme de propriété trois fois sacrée qui en a le besoin le plus urgent, mais qui en est à présent totalement dépourvue. Le suffrage universel peut seul lui procurer cette protection. (*Bruyants applaudissements.*) Si nous ne demandons que le suffrage du maître de maison, nous n'obtiendrons rien. La même agitation qui a amené le bill de réforme aurait amené le suffrage universel ; mais les hommes — les whigs — qui devaient profiter de cette mesure ne combattaient que pour eux-mêmes ; bien qu'ils aient employé votre force physique contre leurs prédécesseurs pour obtenir cette mesure, ils n'avaient pas de sympathie pour vous, et ils sont maintenant vos ennemis les plus acharnés. Ils commencent maintenant à s'apercevoir que vous êtes ignorants. Je ne sais pas si ceci peut s'appliquer à l'Écosse. John de Greenfield disait encore une chose excellente à ce propos : " Je ne peux pas faire un soulier, disait-il, mais je sais quand il me gêne. " (*Rires.*) Eh bien ! si vous ne pouvez pas faire les lois vous-mêmes, vous savez quand elles sont à votre détriment. Vos ancêtres ont été privés de leurs droits parce qu'ils étaient ignorants ; vous l'êtes parce que vous êtes ignorants et vos enfants le seront parce qu'ils sont ignorants aussi. La race humaine ne doit-elle jamais faire de progrès en instruction ? Et, parmi tous les perfectionnements des temps modernes, la vapeur, la navigation, le machinisme et les chemins de fer, des milliers d'êtres resteront-ils stationnaires

et incapables de désigner parmi eux des législateurs pour régler leurs propres affaires ? C'est contre cette injustice systématique que je combats. Cette cause est celle de milliers de travailleurs et je suis prêt à la défendre avec eux. S'ils ne me soutiennent pas, je tomberai victime de la tyrannie d'un gouvernement cruel et persécuteur ; mais je n'ai pas peur. J'arrive à la défense de M. Stephens... ”

Par des discours tels que celui d'Edimbourg, Feargus O'Connor, sans jamais se compromettre, ni se découvrir complètement, précipite implacablement l'évolution du Chartisme. Son prestige est considérable auprès des auditoires ouvriers qu'il séduit par sa verve tour à tour familière et grandiloquente : grâce à son activité infatigable, il étend partout son influence ; et, par sa présence multipliée, il neutralise les efforts opposés de la W. M. A. et de la B. P. U. ; car il est toujours sûr par ses promesses, par ses fanfaronnades, par ses accusations fantaisistes d'avoir toujours raison contre la raison et le bon sens. Même absent, il agit par la *Northern Star* qui lui permet, sous le couvert de l'anonymat, de jeter le discrédit sur tous les chefs qui ont quelque indépendance ou qui ont l'audace de le contredire. Son insincérité lui est une arme excellente pour ruiner les hommes les plus honnêtes et les plus loyaux ; il dénigre et il accuse sans avoir à se préoccuper en aucune façon de la vérité de ce qu'il avance ; il ne tient pas compte de ce que ses adversaires peuvent

répondre pour se justifier, et c'est par une nouvelle accusation de trahison qu'il se contente de prouver le bien fondé de ses premières attaques. C'est là notamment le procédé qu'il emploie contre les hommes de la W. M. A. Dans une lettre à John Fraser, secrétaire de l'association radicale d'Edimbourg, que reproduit Lovett, Feargus O'Connor accuse la W. M. A. d'avoir inspiré au Parlement l'idée d'une enquête sur les agissements des Trade Unions et il dit que " le premier pas dans cette voie mortelle a été fait par la London Working Men's Association ". Le secrétaire de cette association adresse à la *Northern Star* une lettre pour rectifier les faits avancés par ce journal ; Feargus se contente d'y répondre d'une façon évasive, de menacer la W. M. A. et de déclarer " que nous l'écraserions ou qu'il anéantirait notre association ".

La lettre que Lovett écrivit à cette occasion trace de Feargus O'Connor un portrait : c'est un jugement très équitable de celui qui a jeté la division dans les rangs des ouvriers chartistes :

" Mais votre propre moi plein de vanité aspire à la souveraineté — il faut absolument que vous soyez le *Leader du Peuple* — et, dès que nous avons pris la résolution de former une association d'ouvriers et que nous avons fait appel aux ouvriers eux-mêmes pour administrer leurs propres affaires, décidés à nous passer de tous les directeurs de conscience sociale de toutes espèces et qualités, nous vous avons eu contre nous et nous

avons eu constamment armés contre nous les *patriotes qui partagent vos sentiments*. Vous avez fait trois ou quatre tentatives pour organiser à Londres des associations où vous puissiez être le *Leader*, ne souffrant pas que les ouvriers pussent oser s'aventurer à penser d'après des principes, au lieu de suivre les directions des idoles populaires. Vous avez fait faillite dans toutes vos tentatives ; vous avez baptisé des réunions publiques du nom de "Grandes Associations" pour les adapter à vos projets ; vous vous êtes créé vous-même "le missionnaire de tous les radicaux de Londres" et vous n'aviez pour seuls commettants que vos propres vantardises pleines de présomption. Vous êtes "le fondateur des associations radicales" : que le ciel épargne votre ignorance et efface le souvenir de Cartwright, de Hunt et Cobbett. Vous dites à la province que vous seul avez organisé les radicaux de Londres et vous dites aux Londonniens les merveilles que votre génie a accompli en province. Vous colportez votre renommée partout et dans toutes les occasions pour plonger dans l'ombre tous les autres topiques ; vous êtes le grand "*Je Suis*" en politique, la grande personnification du radicalisme — Feargus O'Connor. Est-ce que l'idolâtrie de soi-même peut aller, sans honte, plus loin que vous dans votre article de la semaine dernière ? Les ouvriers de Londres s'étaient réunis pour entendre les rapports des délégués de Glasgow ; leur récit éloquent et pathétique détruisit immédiatement les préjugés créés par une presse corrompue. Vous, vous avez pénétré en intrus dans ce meeting, violant une décision par laquelle seuls les membres des sociétés ouvrières auraient droit à la parole. Dans votre compte rendu rédigé tout exprès, votre sympathie pour les fileurs de coton a consacré à peu près une douzaine de lignes à ce que tous les autres ont dit et à peu près trois colonnes à votre propre discours avec des développements dont vous n'avez pas eu le courage de souffler mot au moment opportun, bien que vous ayez eu la vanité de les insérer dans votre journal. Nous vous prions de vous rappeler que ces sentiments ont été produits par votre attaque calomniatrice contre nous ; vous voudriez faire croire, à notre détriment, que nous avons lésé les intérêts des ouvriers parce que nous avons choisi un autre chemin que vous.

Mais l'avenir montrera et les événements bientôt détermineront où se trouvent leurs vrais amis ; si ce sont " les leaders " du peuple qui font violemment appel aux passions des masses, la bouche pleine de menaces, ne parlant que de flammes et d'épées, ou ceux qui cherchent à réaliser l'union des ouvriers en la fondant sur les principes d'instruction et de tempérance et l'administration de leurs propres affaires. "

William Lovett a très bien marqué dans ce morceau l'opposition des deux tendances et le conflit des deux politiques : il a parfaitement défini la politique de ceux qui prétendaient faire l'éducation de la classe ouvrière et réaliser l'union des travailleurs, en la fondant sur le gouvernement de soi-même et de ses propres affaires, en face de " ces conseillers insensés qui par des appels furieux aux passions de la multitude excitaient les démons de la haine, du préjugé et de la discorde ". Le secrétaire de la W. M. A. a été un observateur exact lorsqu'il a vu dans l'orgueil de Feargus O'Connor le trait dominant de sa personnalité ; et sans doute a-t-il senti le danger que pouvait faire courir au mouvement l'infatuation de celui qui écrivait en ces termes sa propre apologie dans la *Northern Star* du 4 mai 1839 :

" En septembre 1835 j'eus l'honneur d'être l'organisateur des associations radicales, originales en ceci qu'elles avaient la ferme résolution de se séparer à la fois des whigs et des torys et d'agir pour notre propre compte. Pendant l'hiver de 1835, je quittai Londres chargé de la mission d'établir des associations provin-

ciales dans le Nord. Le cri des classes ouvrières était invariablement " ne nous séparez pas des whigs " ; comme c'était là mon but principal, j'eus à lutter contre des montagnes de difficultés. A cette époque il n'y avait rien de pareil à un meeting radical organisé pour s'occuper exclusivement de projets radicaux. Cependant beaucoup attendaient avec une anxiété haletante les changements annoncés et, comme le temps passait en vain et sans résultats, l'espoir s'affaiblissait. Pendant l'hiver de 1836, j'allai en Écosse et j'y installai plusieurs associations radicales. "

La vanité personnelle aveuglait-elle Feargus O'Connor au point de lui donner l'illusion d'être le créateur d'un mouvement dont il a fait servir la force à ses desseins ambitieux après l'avoir arraché par le mensonge et par la ruse aux mains de ses véritables initiateurs ?

La seule action de Feargus O'Connor aurait peut-être suffie à annihiler, grâce à des procédés sans scrupules, l'influence modératrice et pondérée de Lovett et de ses amis. Mais cette action était encore renforcée par celle des surenchéristes, les Peter Bussey, les Neesom, les Rider, les Richardson ; George Julian Harney, plus que tout autre, mettait son point d'honneur à dépasser Feargus O'Connor par la violence de sa parole. Comme la Convention allait s'ouvrir, le grand meeting de Derby offrit à Harney l'occasion de montrer qu'il était capable d'égaliser le grand prometteur dont la réputation et les succès devaient hanter une âme pleine d'envie, de fiel et de vanité. Le discours de

Derby, publié par la *Star* le 9 février, complète le discours d'Edimbourg prononcé le mois précédent : l'un et l'autre donnent une idée exacte de l'action exercée par les démagogues et des paroles que les auditoires chartistes attendaient d'eux. Le discours de Derby est ainsi une remarquable manifestation de l'état d'esprit répandu parmi les populations ouvrières du Nord. Lorsqu'il le prononce, George-Julian Harney vient de voyager et de porter la bonne parole à travers le Northumberland, le Durham, le Cumberland, le Lancashire et le Yorkshire ; il fait le compte rendu de ce qu'il a vu : les populations ouvrières sont prêtes à un mouvement révolutionnaire.

“ Je reviens regarder les tyrans en face dans la fière attitude d'un leader du peuple, comme un des chefs choisis par les braves ouvriers du Nord. Je me présente aujourd'hui devant vous comme délégué auprès de la Convention nationale par la ville de Norwich, les pays du Northumberland et du Durham et d'une partie du Cumberland ; et je viens, mes amis, pour vous dire quelle est la situation actuelle du Nord de l'Angleterre. Certes, les tyrans Whigs et Torys, à l'idée des meetings, peuvent trembler et craindre que ce soit le prélude qui amènera les hommes de Derby à prendre cette attitude triomphante de défi vis-à-vis de leurs oppresseurs que les hommes du Nord ont déjà prise. (*Applaudissements.*) Les tyrans peuvent affecter de nous mépriser ; mais au fond de leur cœur ils tremblent. J'ai vu aujourd'hui les seigneurs de la boutique de Derby à leurs fenêtres et sur leurs portes, affectant de se moquer parce que nous, les pauvres, nous, les opprimés, nous qui avons trop longtemps souffert, nous n'avons pas déployé la bannière de soie

et la devise dorée. Je conseille à ces vautours, à ces enrichis, à ces ignorants seigneurs de la boutique, de veiller à leur caisse, de courir à leur comptoir, de flatter leurs aristocratiques patrons, de ramper et de se traîner vers eux ; mais de ne pas nous railler, nous qui avons trop longtemps souffert leurs railleries, ou qu'ils en supportent les conséquences. Le jour de la rétribution arrivera plus tôt qu'ils ne pensent. Le jour de Noël dernier, ce jour où, suivant les livres sacrés, le rédempteur de l'humanité est né, ce même jour, j'ai groupé dans les rues de Newcastle-upon-Tyne cent mille braves ouvriers du Nord ; et ce jour-là, comme aujourd'hui, nous avons élevé nos voix vers le ciel de Dieu, nous avons juré par nos foyers et par nos autels, nous avons juré par nos femmes et par nos enfants, nous avons juré, par le Dieu de nos ancêtres, le serment d'hommes résolus à ne pas être esclaves plus longtemps. Nous avons juré de vivre libres ou de mourir. J'ai visité beaucoup de villes d'alentour dans le Northumberland et le Durham, j'ai visité les braves mineurs des bords de la Tyne ; et je vous affirme, mes amis, que les mains qui manient la pioche pourront au besoin manier la pique et le sabre. Je vous dirai comme une preuve de l'esprit qui anime ces districts qu'avant la manifestation du jour de Noël, le bruit courut que le meeting projeté serait interrompu par des soldats comme dans une occasion précédente. Les villages voisins envoyèrent leurs délégués au conseil politique de Newcastle pour savoir si les hommes de ce district étaient décidés à apporter leurs armes avec eux, le jour de ce meeting. (*Applaudissements.*) En outre, quand la nouvelle de l'arrestation de notre glorieux avocat Stephens arriva dans le Northumberland, le soir même les habitants s'assemblèrent au clair de lune ; et le jour suivant (un dimanche) ils envoyèrent leurs délégués au conseil pour savoir s'ils devaient commencer. (*Applaudissements.*) Mais le mot d'ordre des leaders leur fit défaut : et pourtant le peuple aurait alors frappé un tel coup qu'il aurait fait trembler les despotes et se courber les tyrans.

En quittant ces districts, j'ai visité le Cumberland et, à Carlisle, j'eus l'honneur de faire un discours qui, Dieu soit loué, effraya les seigneurs de la boutique. A Dalston, dans le Cumberland, j'ai assisté à un meeting convoqué par le tambour et par

le fifre. Un homme marchait en tête, sabre en main, et un autre fermait la marche avec son fusil. Arrivés à l'entrée d'une rue, celui qui était à l'arrière-garde déchargea son fusil et celui qui était à l'avant-garde proclama, en brandissant son sabre, que le meeting aurait lieu à telle place, à telle heure, et les hommes qui vinrent au meeting y apportèrent leurs gourdins et leurs couteaux à pain et à fromage. C'est la vraie manière de convoquer et de tenir les meetings. Croyez-moi, il n'y a pas d'argument pareil au sabre et un fusil est sans réplique. (*Applaudissements.*) J'ai également visité le Lancashire et le Yorkshire et je vous dis, mes amis, que Peterloo n'a pas eu lieu en vain, que le Factory System et la New Poor Law ont partout fait leur ouvrage ; le peuple est enthousiaste et résolu. J'ai visité Manchester, Preston, Bury, Ashton, Stalybridge, Leigh, Bradford et plusieurs autres villes. A Ashton et à Stalybridge, je suis entré en rapports avec les partisans dévoués de Stephens. J'ai constaté que son troupeau non seulement l'aime, mais l'adore et déclare à ses oppresseurs que ces hommes, oui, et que ces femmes aussi, qui adorent ce juste, répandront le plus pur de leur sang avant de permettre qu'il soit sacrifié. (*Applaudissements.*) Hommes de Derby, femmes de Derby, vous défendrez de même votre bien-aimé Stephens. (*Cris de : nous le ferons.*) Si vous le voulez, alors poussez pour lui trois chaleureux vivats. (*Trois vivat enthousiastes sont poussés.*) C'est bien. Je pense que vous voulez le défendre ? Mais comment le défendre ? Je vais vous le dire. Vous donnerez généreusement votre argent pour le soutenir, pour lui permettre de confondre l'oppresseur devant le tribunal et alors, avec l'aide de Dieu, il triomphera de ses ennemis. Si on ne le remet pas en liberté, on l'y remettra quand même ; car, si l'argent échoue, nous essaierons de la fourche et, si l'or nous trahit, nous essaierons la vertu de l'acier. (*Cris enthousiastes.*) Nous nous sommes réunis aujourd'hui pour réclamer nos droits ; nous sommes assemblés ici pour dire à nos tyrans qu'ils ne nous tyranniseront pas plus longtemps. Nous demandons le Suffrage universel parce que nous croyons que le Suffrage universel nous procurera le bonheur universel. Car le bonheur universel

existera ou nos tyrans éprouveront à leurs dépens que nous aurons le malheur universel. (*Applaudissements.*) Nous voulons avoir des foyers heureux et des églises libres, ou, par le Dieu de nos pères, nos oppresseurs partageront la misère que nous avons supportée trop longtemps. (*Applaudissements.*) L'aristocratie et les seigneurs de la boutique disent que le système fonctionne bien : permettez-moi d'exposer le fonctionnement du système. Dans le *Mercury* de Derby de la semaine dernière, je trouve sous le titre de *Police* qu'un homme du nom de Thomson Williamson fut conduit devant les magistrats sous l'inculpation de mendicité dans les rues. Il paraît qu'il avait déjà été accusé précédemment du même délit, c'est-à-dire qu'il était coupable d'avoir eu faim, qu'il avait commis le crime de porter un habit en mauvais état, de n'avoir pas de souliers et, comme Jésus-Christ, de n'avoir pas un oreiller pour reposer sa tête. Il avait été emprisonné pour ces crimes et, le croiriez-vous, mes amis ? cet audacieux criminel fut convaincu d'avoir commis le crime d'avoir eu faim le jour de sa sortie de la prison, comme il avait eu faim le jour de son entrée. (*Applaudissements ironiques.*) Le *Derby Mercury* raconte que les magistrats l'ont déclaré coupable en qualité de misérable et de vagabond et l'ont condamné aux travaux forcés dans une maison de correction (*Honte*) pendant six semaines. Mes amis, nous demandons le suffrage universel parce que c'est notre droit, et non seulement parce que c'est notre droit, mais parce que nous croyons qu'il donnera la liberté à notre pays et le bonheur à nos foyers. Nous croyons qu'il nous donnera du pain, du bœuf, et de la bière... Je répète que nous sommes pour la paix, mais justice doit nous être rendue. Nous devons obtenir nos droits rapidement, paisiblement si nous le pouvons, par la force s'il le faut (*Bruyants applaudissements.*) L'absence du suffrage universel a permis pendant assez longtemps à nos oppresseurs de nous écraser. L'absence du suffrage universel a permis aux horreurs du Factory System de durer si longtemps ; ce système sanguinaire qui déforme le corps et déprave l'esprit de nos enfants. O ! vous, millionnaires et seigneurs de l'usine, comment répondrez-vous de tous les meurtres que vous avez commis ? Comment répondrez-vous devant le

trône de Dieu de vos crimes contre l'humanité ? L'absence du suffrage universel a permis aux whigs et aux torys de forger cette loi sanguinaire, la New Poor Law. La nouvelle loi des pauvres est la première étape dans l'application du système philosophique par lequel les whigs et les libéraux malthusiens espèrent gouverner l'Angleterre. Oui, mes amis, un hideux coquin a osé, sous la signature anonyme de Marcus, proposer que votre troisième ou quatrième enfant vous soit enlevé, qu'il soit étouffé par un certain gaz ; et le misérable appelle cela " la mort sans souffrance ". Je souhaiterais que Marcus fût ici. (*Cris de oui ! oui, mon garçon !*) Si la loi sanguinaire de M. Marcus était appliquée, il ne faudrait plus qu'un pas pour compléter le système, et ce serait une loi qui permettrait aux millionnaires et aux seigneurs de l'usine de vous mettre à mort quand vous serez épuisés, de vous abattre comme des chiens enragés quand vous ne leur serez plus d'aucune utilité (*Cris de jamais !*), mais jamais cela ne sera, nous ferons de notre pays un vaste désert de désolation et de ruines plutôt que de permettre aux tyrans d'appliquer leur infernal système. (*Applaudissements. Cris de : nous le ferons !*) Je demande de nouveau ce que nous réclamons. Nous réclamons que chaque homme puisse avoir sa femme et chaque femme son mari ; nous demandons que chaque jeune homme puisse avoir sa jeune fille et chaque jeune fille son jeune homme. Nous demandons que le mari puisse faire vivre sa femme dans le bien-être sans l'envoyer aux maudites..... (*Écoutez, écoutez !*) qu'il puisse élever ses enfants à son propre foyer, sans les envoyer dans ces trous d'enfer, les fabriques. (*Applaudissements.*) Nous réclamons un état de choses dans lequel tout jeune homme pourra, sans crainte de l'avenir, prendre une femme et accomplir les lois de la nature et de Dieu. C'est une misérable brute, un mal-propre coquin, l'homme qui me dit que je n'ai pas le droit de prendre une femme parce que je suis trop pauvre pour l'entretenir. Si quelque homme devrait être privé de sa femme, ce serait l'homme riche qui a le moyen d'en entretenir d'autres et qui le fait en général. Hommes de Derby, nous voulons avoir nos femmes et nos fiancées et au besoin nous les défendrons avec nos bras droits, avec le meilleur sang de notre cœur. (*Applaudissements.*)

Je vous ai donné à comprendre que les hommes du Northumberland sont armés, je vous invite à suivre leur exemple. ” (*Nous le ferons.*)

“ Nous croyons que le suffrage universel nous donnera de la bière, du pain et du bœuf. Le suffrage universel procurera le bonheur universel ; le bonheur universel existera ou nos tyrans, nos oppresseurs partageront la misère que nous avons supportée trop longtemps ”, telles étaient les promesses en lesquelles les masses ouvrières avaient une absolue confiance. “ Croyez-moi, il n’y a pas d’argument pareil au sabre, et le fusil est sans réplique ”, tels étaient les conseils que donnaient à leurs auditeurs les chefs chartistes les plus écoutés. “ Le peuple est enthousiasmé et résolu, il s’arme et il est prêt à essayer la vertu de l’acier ”, tel était le réel état d’esprit des populations laborieuses dans les districts industriels au commencement de février 1839. Aussi, lorsque le 4 de ce mois la Convention chartiste s’ouvre à Londres, l’évolution du réformisme à la violence semble presque achevée et les deux idées qui doivent dominer les débats du Parlement ouvrier sont la force physique et la grève générale. Mais les chartistes de la force morale sont en majorité à la Convention ; Lovett est décidé à résister de toute son énergie aux tendances nouvelles qu’il a vu s’affirmer et grandir à l’encontre de ses propres

efforts, il n'a pas perdu tout espoir de faire adopter à la Convention une politique de sagesse. Seulement au sein de la Convention va se produire une nouvelle et identique évolution ; c'est en vain que le rédacteur de la Charte luttera, il ne fera que retarder le triomphe complet de la méthode révolutionnaire : les forces déchaînées par les paroles de violence et les promesses de surenchère, après trois mois de discussions intérieures, emporteront William Lovett lui-même.

II

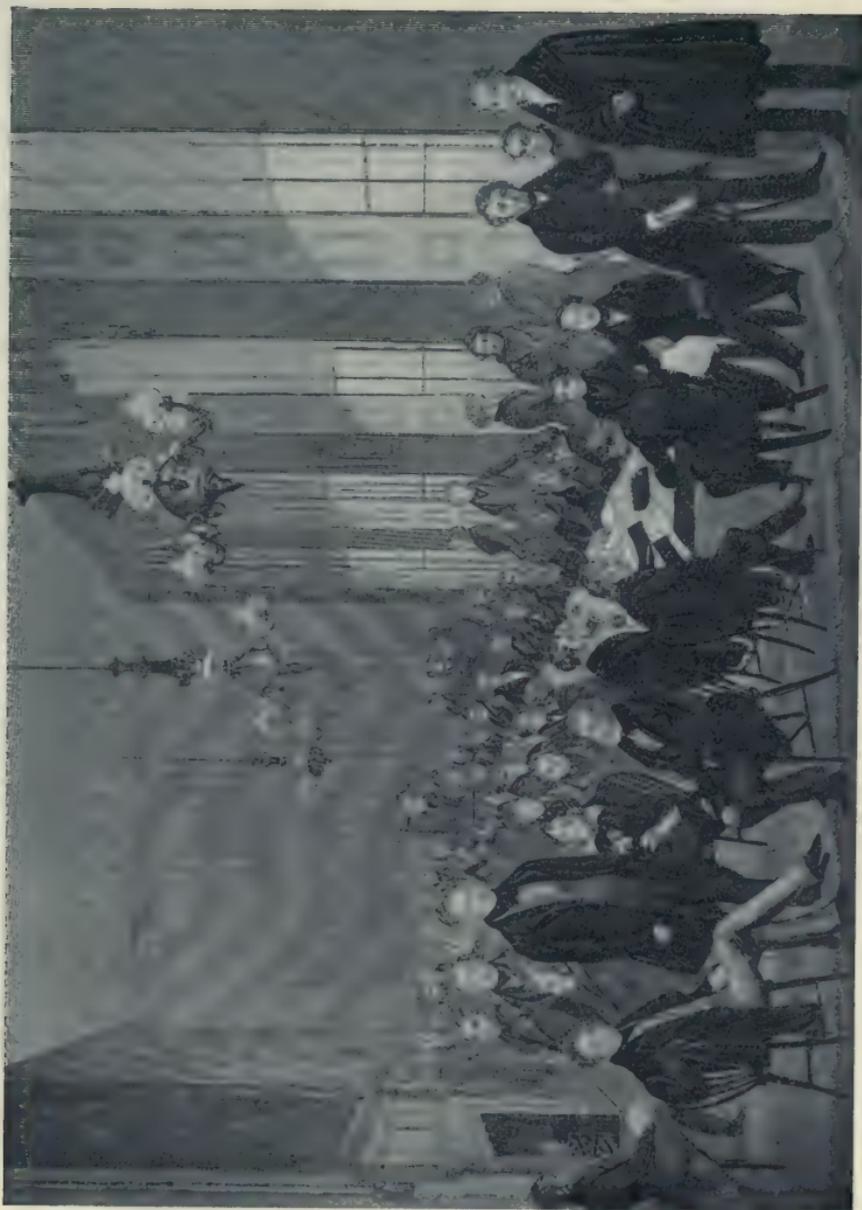
A l'un de ses voyages à Londres, en 1839, Flora Tristan eut la curiosité d'assister à une réunion du Parlement du peuple et ses impressions permettent d'évoquer cette convention chartiste qui tient sa première séance, le 4 février, au British Coffee house, Cockspur Street, près de Charing Cross, mais qui se réunit ensuite dans la salle de Fleet Street, décrite par l'auteur de la *Ville Monstre* :

“ Un de mes amis vint me prendre et nous nous rendîmes dans Fleet Street à la salle où la Convention Nationale tenait ses réunions. L'entrée a, sans nul doute, été fréquemment l'objet des plaisanteries des Torys de la noble Chambre ; — ils ont tant d'esprit ! — Elle n'est pas effectivement très pompeuse ; — dans un des petits passages sales et étroits de Fleet Street, est un cabaret de mesquine apparence ; dans le cabaret, un garçon vient vous

demander si vous désirez un pot de bière ; — au ton dont vous lui répondez il reconnaît le motif qui vous amène, et si vous lui donnez le mot de passe, il vous conduit par une arrière-boutique, une petite cour et un long corridor, à la salle de réunion ; — mais qu'importe le lieu ? c'était aussi dans des cryptes, — dans les caves et les cavernes que les premiers apôtres réunissaient les chrétiens ! et leurs paroles étaient plus puissantes que la force des Césars.... Mon ami fait demander Messieurs O'Brien et O'Connor ; — ces Messieurs viennent ; — je leur suis présentée et ils m'introduisent dans la salle, où personne n'est admis que sur la présentation de deux membres. Toutes ces sages précautions n'empêchent pas que des espions se glissent au sein de l'assemblée. D'abord je fus frappée de l'expression des physionomies ; je n'avais encore vu, dans les réunions anglaises, que des figures d'une fatigante uniformité sans caractère qui les fît retenir et comme jetées dans le même moule. — Là, au contraire, chaque tête représentait une individualité tranchée ; — il s'y trouvait environ trente ou quarante membres de la Convention Nationale et à peu près autant de spectateurs sympathiques ; ces derniers étaient de la classe ouvrière, presque tous jeunes. — Je remarquai quatre ou cinq ouvriers français et deux femmes du peuple. — Point d'interruption, de chuchotements ni de causeries particulières comme dans la Chambre de *leurs seigneuries*. Chacun prêtait une attention soutenue, suivait le débat avec intérêt. — L'orateur introduisait parfois, selon l'habitude anglaise, des plaisanteries bouffonnes qui provoquaient le rire. — O'Connor parle avec feu, énergie : il est brillant, il anime, il entraîne. — O'Brien se fait remarquer par la justesse de ses raisonnements, sa lucidité, son sang-froid et sa connaissance approfondie des événements passés. — Le D^r Taylor est enthousiaste, fougueux, c'est le Mirabeau des Chartistes. Ces trois hommes peuvent, avec Lovett, être considérés comme les chefs actuels du peuple. ”

Ce sont bien là les hommes dont l'influence sera prépondérante sur la Convention : ils vont avoir à choisir entre les deux méthodes qui

partagent les Chartistes ; leur attitude semble devoir fixer celle du Parlement ouvrier. Celui-ci, cédant aux injonctions des Démagogues et s'abandonnant à la pente vers laquelle incline le Chartisme, entrera-t-il résolument dans les voies de la violence ? Ou, au contraire, déterminé à sauvegarder son indépendance et la légalité de ses actes, va-t-il résister aux tendances prédominantes, rompre avec les promesses de surenchère, et remonter le courant des passions populaires ? La Convention va-t-elle recevoir d'elle-même ou du dehors ses propres directions ? Il peut sembler que cette option est laissée à la sagesse ou à la liberté de quelques hommes qui sont les chefs incontestés des Chartistes ; mais une option quelconque est-elle possible dans un parlement aussi directement issu des masses et dans des circonstances où une politique constante et sage se heurte à l'ivresse révolutionnaire ? En fait, les destinées du mouvement sont déjà tracées et la liberté des Conventionnels n'est plus entière. Les leaders ne sont plus les maîtres d'imprimer au mouvement leurs volontés, leur action est conditionnée par leur attitude antérieure : les paroles prononcées, les promesses et les menaces prodiguées par entraînement ou par flatterie démagogique, les lient et ils devront tenir compte de la pression de l'extérieur, c'est-à-dire des forces qu'ils



LA CONVENTION

(British Coffee house)

ont déchainées. Les modérés eux-mêmes seront obligés de subir l'irrésistible contagion des sentiments populaires et de s'incliner devant les méthodes qu'ils n'ont pas su combattre efficacement. La Convention va présenter le spectacle d'une évolution semblable à celle qu'a manifestée l'histoire du mouvement pendant les deux années précédentes.

Le 4 février, cinquante trois Conventionnels selon Lovett, soixante selon la *Northern Star* sont assemblés au British Coffee-house ; parmi eux on remarque trois magistrats, six éditeurs de journaux, un ministre de l'Eglise d'Angleterre, un ministre dissident, deux médecins ; les autres sont des boutiquiers, des commerçants et des ouvriers. Hugh Craigh Bailie, le délégué d'Ayrshire, préside et le *Parlement du Peuple* s'ouvre par cette prière du D^r Wade, qui " semble faire une impression profonde sur la Convention " :

" O Dieu, créateur et protecteur de l'humanité toute entière, nous t'offrons nos plus humbles et nos plus ardents remerciements pour les grâces que tu as répandues sur cette terre autrefois heureuse. Fais, Dieu des nations, que la folie et la perversité de nos dirigeants ne privent pas plus longtemps le pauvre des biens de la vie et ne refuse à ton peuple aucun de ses droits sociaux ou politiques. "

Dès le premier jour, les Conventionnels sont appelés à se prononcer entre les deux tendances

à propos de la nomination d'un secrétaire. Ils doivent marquer leurs préférences, choisir entre les modérés et les violents. Lorsque les délégués de Birmingham proposent William Lovett, ce nom rencontre d'abord une vigoureuse opposition ; mais les Chartistes de la force physique croient plus prudent de ne pas se faire mettre en minorité et Lovett est élu à l'unanimité. A la séance suivante, Feargus O'Connor, qui n'était pas présent lors de l'élection, cherche un moyen de se débarrasser d'un secrétaire aussi gênant : il sait que la fermeté de Lovett s'opposera aux méthodes de la force physique et aux tentatives de démagogie ; il craint sans doute plus encore une autorité morale qui porte ombrage à son orgueil ; il voit avec peine la Convention rendre un hommage éclatant à l'homme dont la valeur et l'influence sont seules capables de contrebalancer sa puissance. Aussi présente-t-il une motion pour obliger toute personne acceptant une fonction rétribuée à la Convention à donner sa démission de délégué. Mais, dans ses calculs, l'agitateur irlandais a oublié le désintéressement de Lovett ; celui-ci est décidé à offrir gratuitement ses services et Feargus retire sa motion.

La force morale paraît donc l'emporter ; l'élection de Lovett comme secrétaire prouve que les modérés sont en majorité à la Conven-

tion : de cette première victoire vont-ils savoir et pouvoir profiter ? la certitude de leur nombre va-t-elle leur donner le courage de vouloir être les plus forts ? En même temps qu'elle manifestait la force numérique des modérés, l'élection de Lovett allait être pour eux une cause de faiblesse, en blessant l'amour-propre de Feargus O'Connor et en provoquant son mécontentement. Si, tout d'abord, craignant peut-être les responsabilités personnelles, celui-ci hésitait entre deux attitudes, ses incertitudes devaient être vite fixées parce qu'il ne pouvait trouver une revanche à cette élection, qui était pour lui une défaite, qu'en inspirant à la Convention une conduite opposée à celle que préconisait Lovett. Dans l'esprit de Feargus O'Connor, le triomphe de la politique démagogique pouvait seule affaiblir l'influence de son rival et lui faire échec. L'intérêt même de sa renommée imposait au descendant des rois d'Irlande le devoir de rester fidèle à la tactique qui lui avait servi à la conquérir : poursuivre sa politique de surenchère, était le seul moyen de maintenir son influence ; c'était aussi défendre sa personnalité ou tout au moins ce qu'il y avait de stable dans son ondoynante ligne de conduite. La *Northern Star* était là pour faciliter ses desseins : elle apparaissait comme l'organe de l'opinion publique chartiste ; par son action hebdomadaire elle pouvait amener

les troupes chartistes à exercer une pression sur la Convention.

Le 9 février, paraît un article sur “ la glorieuse Convention ”, “ le Parlement à la lueur des torches et le Parlement à la lumière du jour ”. Le ton de cet article indique le sens dans lequel les rédacteurs de la *Star* vont essayer de pousser la Convention. Le journaliste y développe naturellement l'idée de l'antagonisme des classes ; il prévoit l'attitude qu'aura la Convention en cas de lutte entre “ l'ennemi commun, le riche oppresseur, et le pauvre opprimé ” ; il parle de la violence comme si elle était un fait inéluctable :

“ Si l'on arrivait à la violence, les délégués comme un corps de défense combattraient à la tête du peuple, pour lequel ils sont prêts à risquer leur vie, avec l'appui de son courage. Quand il aura été décidé du sort de la pétition, nous devons être prêts à agir selon les circonstances. Quant à présenter une autre pétition, nous demandons très respectueusement la permission de n'en rien faire. ”

Dès la première semaine, la *Northern Star* envisage l'éventualité d'une lutte et elle incite les Conventionnels à prendre une attitude offensive à l'égard du pouvoir : la menace d'une action directe au cas où la pétition serait repoussée, telle est la suggestion de ce premier article. La *Northern Star* prépare les esprits à forcer la main aux Conventionnels, à les entraîner au

delà du rôle pour lequel normalement ils ont été nommés, à transformer leur action de contrôle en une action de combat. La Convention n'a été élue que " pour surveiller la présentation et pour obtenir, par tous les moyens légaux et constitutionnels, l'ordonnancement de la Charte du peuple ". La Convention a pour mission de vérifier la pétition et de la confier à Atwood et à Fielden, qui doivent la présenter à la Chambre des Communes, et, si, comme le pense Lovett, elle doit appuyer cette présentation " en développant une opinion publique favorable aux principes Chartistes, en créant aussi des organisations politiques dans les régions où il n'en existe pas ", elle excéderait ses pouvoirs en voulant aller plus loin, faire appel à la violence pour exercer une pression sur le Parlement et lui arracher par la force la Charte du peuple : elle n'a pas été nommée pour organiser l'action directe ou la lutte de classe.

Tandis que la *Northern Star* prédispose ses lecteurs et l'opinion Chartiste à agir sur la Convention, Feargus O'Connor est trop habile pour heurter de front et immédiatement les tendances de la majorité (il n'est pas rare de le surprendre ainsi en apparente contradiction avec son journal). Le 13 février, il soutient une motion de Bronterre O'Brien demandant que les Conventionnels aient une entrevue avec les

députés du Parlement de Westminster. Cette entrevue doit avoir lieu comme entre membres de deux clubs (c'est l'expression même de Bronterre) et servir à rassurer les membres du Parlement, en leur montrant que " les intentions du peuple sont d'agir légalement et sans violence ". Sur quoi Feargus O'Connor déclare : " ces hommes doivent savoir que le peuple n'a aucun désir de violence parce qu'il est convaincu que le maximum de force morale est supérieur au minimum de force physique ". Ainsi, le 13 février, le démagogue irlandais lui-même affirme l'idéal de la force morale ; et, si l'on peut douter de sa sincérité, on doit croire à celle de Bronterre : sans doute, en théorie, celui-ci est partisan de la manière babouviste, mais un certain esprit de prudence politique est capable d'incliner ses principes devant des raisons d'opportunité.

Le 26 février, Feargus O'Connor et Bronterre O'Brien sont encore d'accord avec la majorité de l'Assemblée pour faire appel aux méthodes de la force morale. Feargus présente une motion proclamant la nécessité pour la Convention de poursuivre la propagande chartiste et d'envoyer à cet effet en province quinze délégués. Bronterre appuie cette proposition : " il faut continuer l'agitation et il n'y a pas de meilleur moyen pour éveiller toutes les énergies

de la démocratie ». Seulement cette propagande doit être pacifique : aux Conventionnels envoyés ainsi en mission il sera expressément recommandé « de ne se mettre en rapport avec aucun corps ou association, de n'user d'aucun langage violent ou inconstitutionnel et de n'enfreindre les lois en aucune manière par leurs paroles ou par leurs actes ».

Cette résolution qui devait avoir sur l'évolution de la Convention des conséquences importantes fut l'effet de la déception causée par la pétition : alors que Bronterre avait escompté plus de trois millions de signatures, 500,548 seulement avaient été réunies à l'ouverture de la Convention ; en vérifiant les feuilles des différentes villes, on s'était aperçu que, dans de nombreuses régions, il n'y avait aucune organisation chartiste capable de recueillir des signatures ou même seulement d'intéresser la population au mouvement. C'est la raison principale qui avait déterminé la Convention à retarder la présentation de la pétition de quelques semaines et à envoyer quinze représentants en mission. Sur cette question, il paraissait devoir exister un accord parfait entre les Conventionnels : la Convention n'avait-elle pas été nommée pour surveiller la présentation de la pétition et pour obtenir par tous les moyens légaux et constitutionnels l'adoption par le Parlement de la Charte du peuple ? L'envoi de

tels missionnaires semblait conforme aux vues du Chartisme de la force morale, dont Lovett exprime le sentiment, puisqu'une opinion publique favorable au Chartisme et se manifestant par un plus grand nombre de signatures était propre à appuyer fortement la pétition.

Cependant cette décision acceptée par la majorité de l'Assemblée, comme tout à fait adaptée à sa politique, était grosse de conséquences : elle contenait en puissance les trois causes qui déterminèrent l'évolution de la Convention. Tout d'abord elle provoque une première scission et un double mécontentement. James Paul Cobbett, effrayé par cette résolution, présente une motion tendant à limiter l'activité de l'assemblée à la seule pétition nationale : il prétend que la Convention a pour mandat exclusif de vérifier la pétition et de la confier aux députés Atwood et Fielden. D'après le délégué de Manchester, si l'assemblée sort de ce rôle, elle commettra un excès de pouvoir. Mais cette interprétation est repoussée et Cobbett se retire.

La proposition de Cobbett devait rencontrer contre elle la presque unanimité des Conventionnels. Chartistes de la force morale et Chartistes de la force physique se sentaient liés par les promesses faites et les espérances suscitées : ils avaient pris l'engagement de décréter des mesures ultérieures. Donc, dès le premier mois,

la pensée des mesures ultérieures se présente logiquement à l'esprit des Conventionnels ; mais on comprend qu'elle ait pu effrayer la timidité ou la sagesse de certains d'entre eux. La crainte et la discussion des mesures ultérieures allaient, en provoquant des démissions, affaiblir la majorité destinée bientôt à devenir minorité, ensuite même à se fondre complètement. C'est la cause première de l'évolution de la Convention. Une seconde apparaîtra dans les conséquences que devait avoir sur l'esprit des représentants en mission leur contact avec leurs commettants, avec les enthousiasmes et les passions qu'ils avaient soulevés, mais dont ils n'étaient plus les maîtres. Cette pression de l'extérieur est redoutable pour des démocrates qui se croient toujours obligés de se mettre en harmonie avec leurs commettants, quelques sacrifices personnels de caractère ou d'idées qu'il leur en coûte : un Parlement du Peuple est toujours impressionnable à l'excès. Ici cette influence se présente sous une double forme ; avant de se faire sentir par la voix des Conventionnels en mission, elle va s'exercer directement par les clubs sur l'assemblée, à l'imitation de la Révolution française dont les pratiques apparaissent comme un idéal et dont les errements hantent les esprits de ces nouveaux Jacobins. Les Conventionnels de l'extrême gauche vont chercher à intimider et à dominer

l'assemblée en faisant intervenir les clubs : de là une troisième cause de faiblesse pour les modérés.

En face de la grande majorité qui comprenait, à côté des délégués de Birmingham et de la W. M. A., les Bronterre O'Brien et les Feargus O'Connor, il y avait eu, dès le début, à la Convention une petite troupe de révolutionnaires insensibles aux considérations qui avaient amené l'apologiste de Robespierre et le démagogue irlandais à se rallier aux Chartistes de la force morale : ces irréductibles apôtres de la force physique formaient une minorité dissidente groupée autour de George Julian Harney dont l'ambition insatisfaite était prête à tout pour faire triompher par ses théories sa personnalité. Des âmes simplistes comme celles de Rider et de Marsden ne pouvaient admettre qu'une immédiate réalisation de leurs espérances et des promesses qu'ils avaient faites au peuple. Aussi le retard apporté à la présentation de la pétition les avait-il rendus furieux et le disciple de Marat avait profité de leur déception pour s'instituer le chef d'un parti dont la faiblesse numérique devait être compensée par la force du langage et par l'impératif des revendications : ne voit-on pas du reste par l'histoire contemporaine et dans la pratique parlementaire qu'aux yeux de certains démocrates, il y a pour les

théoriciens du nombre comme un droit divin de la souveraineté populaire qui les investit, même en minorité, d'un droit supérieur à celui de la majorité? Les événements les justifient puisque aussi bien, par leur persévérance à s'affirmer les seuls représentants légitimes de la démocratie, ils parviennent à forcer la conviction et le vote de leurs inconsistants opposants. C'est ce qui devait se produire à la Convention : d'instinct, George Julian Harney l'avait compris, comme il avait compris le parti qu'on pouvait tirer des clubs.

Il y avait justement à Londres une association bien faite pour servir d'organe à la Voix populaire représentée par les Harney et pour dicter à la Convention ses ordres. A toutes les réunions de la London Democratic Association, George Julian Harney et ses partisans ne cessaient d'accuser la majorité des Conventionnels de faiblesse et de lâcheté parce qu'elle ne décrétait pas immédiatement la révolution ; dans un meeting en plein air, à Smithfield, l'ami du peuple apparaît sur la plate-forme le bonnet rouge sur la tête, il déclare qu'il est prêt à combattre, il flétrit ceux qui trahissent la cause du peuple, découragent ses ardeurs et annihilent ses efforts. Enfin, à un meeting de la London Democratic Association, Harney fait adopter une triple résolution :

“ 1° Avant un mois, la Charte deviendra la loi du pays, si les Conventionnels font leur devoir ;

“ 2° Aucun retard ne doit être apporté à la présentation de la pétition nationale ;

“ 3° A tout acte d'injustice et d'oppression, il faut opposer une résistance immédiate. ”

En même temps la Democratic Association adresse à la Convention une lettre contenant les injonctions du club et signifiant à l'assemblée l'ordre d'y obéir.

Cette lettre est lue à la séance du 4 mars. Une violente discussion s'élève dont nous trouvons l'écho dans la *Northern Star* du 9. Tout d'abord se pose la question de savoir si cette communication intempestive sera reçue. Bronterre déclare qu'il ne convient pas de donner au Parlement des raisons préjudicielles de rejeter la pétition. Cleave, Hetherington, Taylor, Wade protestent contre les paroles et les menaces qui peuvent compromettre la Convention : une forte majorité déclare que la lettre ne sera pas reçue. L'assemblée se demande ensuite quelles sanctions elle va prendre à l'égard de ses trois membres, Harney, Rider, Marsden, qui ont provoqué cette manifestation et approuvé publiquement les injonctions de la London Democratic Association. Leur conduite est l'objet de vives critiques. Villiers Sankey présente une motion désapprouvant les Conventionnels qui font tort à la cause en usant d'expressions révo-

lutionnaires “ à la française et en portant publiquement des emblèmes français ”. Whittle, l'éditeur du *Champion*, présente aussi une motion et demande qu'Harney, Marsden et Rider soient obligés à des excuses : il faut qu'ils désavouent les injonctions adressées à la Convention ; et, comme ils s'y refusent, leur expulsion est réclamée. Harney a commencé par déclarer qu'il n'a aucune confiance dans la justice de la Convention et qu'il en appellera au peuple ; cependant, ne sentant aucun appui dans l'assemblée, les trois Conventionnels, dit Lovett, “ jugèrent alors prudent de faire les excuses demandées, après nous avoir fait perdre trois jours de notre temps ”. Si l'imitation des pratiques de nos clubs jacobins avait échoué, c'était parce que la Convention siégeait à Londres où l'influence de la London Democratic Association était contrebalancée par celle de la Working Men's Association et surtout parce que, à la différence de Paris, la capitale anglaise n'est en aucune façon un foyer d'agitation révolutionnaire. A Londres, les démocrates étaient en petit nombre et, à l'exception des “ enragés ” adeptes d'Harney, presque tous Chartistes de la force morale : la pression d'un club tel que la London Democratic Association était insuffisante pour impressionner le Parlement du peuple ; le séjour de la Convention à Londres était favorable aux modérés.

Cet essai d'intervention paraît donc inefficace. La Convention semble déterminée à défendre son indépendance. Mais la tentative est révélatrice : elle fait prévoir la pression qui va bientôt s'exercer plus fortement et plus sûrement sur les Conventionnels parce qu'aussi d'une façon plus obscure et plus inconsciente. Il est déjà très significatif qu'un mois après l'ouverture du Parlement chartiste, les clubs essaient de gouverner l'assemblée. Les Conventionnels ont résisté tout d'abord, mais, malgré leurs fermes résolutions, ils sont désarmés contre les désirs de ceux dont ils sont les fidèles serviteurs : ils ne sont que les délégués de leurs commettants et c'est de ceux-ci qu'ils doivent attendre et recevoir avec soumission leurs meilleures inspirations. La Convention cédera peu à peu à la pression du dehors, lorsque celle-ci se présentera non plus sous la forme particulière d'un club, mais en prenant le langage impératif de la volonté populaire exprimée par la voix toute-puissante des meetings.

L'envoi des représentants en mission avait eu des effets contraires à celui qu'en escomptait la majorité modérée, et cet acte allait profiter à ceux qui s'y étaient opposés en le considérant comme un inadmissible retard apporté à la présentation de la pétition. Les délégués devaient, selon les méthodes de la force morale,

répandre les principes du Chartisme, créer partout, dans les régions même les plus endormies, un mouvement d'opinion publique : leur contact avec les masses chartistes allait leur inspirer ou leur imposer une conduite toute différente de celle qu'ils s'étaient proposée ; modifier insensiblement leur esprit par le spectacle de foules exaspérées et par la contagion d'un état d'âme révolutionnaire se communiquant des commettants aux délégués. Envoyés pour donner aux troupes chartistes des directions, les Conventionnels en mission devaient en recevoir de celles-ci et les accepter sans réagir : les uns, presque sans s'en apercevoir et par une logique naturelle, en imaginant qu'ils ne prenaient conseil que d'eux-mêmes et n'obéissaient qu'à leur propre délibération ; les autres sur la foi du dogme de la souveraineté populaire et en considérant comme leur devoir de sacrifier la superbe de leur conscience à la raison supérieure et infaillible du peuple.

La propagande de Feargus O'Connor et de ses imitateurs a porté ses fruits : les troupes débordent déjà les chefs et vont forcer ceux-ci à payer, par une conduite imprudente et folle, les engagements qu'ils ont contractés. La misère exploitée par les démagogues, l'exaspération entretenue par eux amèneront bientôt des hommes tels que Bronterre, " la plus forte

tête du Chartisme », à des paroles et à des actes contraires à l'attitude d'abord adoptée. L'envoi des délégués en mission sert d'une façon inespérée la toute petite minorité battue dans les séances des 4, 5 et 6 mars. Harney et ses partisans profitent des meetings pour dénoncer au dehors les Conventionnels, leur reprocher leur timidité, les accuser de pactiser avec les classes régnautes et de trahir le peuple. William Rider ne craint pas de déclarer qu'il n'y a pas huit honnêtes gens à la Convention. Et, naturellement, les purs trouvent à la Convention même un puissant allié en celui qui avait prédisposé l'esprit des Chartistes à concevoir les rêves et les espérances les plus exagérés : Feargus O'Connor est prêt, par tous les moyens, à mettre en relief sa personne et n'y peut réussir qu'en s'appuyant sur la gauche et en déplaçant peu à peu l'axe de la majorité. C'est pour donner satisfaction aux plus violents que le démagogue irlandais propose à la Convention d'organiser une grande réunion publique à la date du 11 mars, date critique dans l'histoire du Chartisme, car au meeting de la Crown and Anchor commence l'évolution de la Convention vers la violence.

Ce jour-là, c'est l'honnête Frost qui préside ; mais les orateurs et non le président donnent le ton à la réunion. Tous les discours appartiennent

à la manière forte ; Feargus O'Connor, Julian Harney, d'autres encore incitent le peuple à se préparer à la lutte qui approche. Le fait le plus important du meeting est le revirement qui se produit dans l'attitude de Bronterre O'Brien ; son discours est un témoignage, plus significatif que celui de Feargus ou celui d'Harney, de l'évolution déterminée par la prise de contact des délégués et de leurs commettants :

“ La pétition porte déjà un million deux cent mille signatures. Mais je sais que la Chambre des Communes la rejettera, quel que soit le nombre des signatures, à moins qu'il n'y ait un nombre égal de fourches derrière. (*Rires et applaudissements.*) Les hautes classes s'offrent 300 millions pour administrer les affaires du pays, tandis que les producteurs ont seulement 90 millions et bien qu'ils soient trois pour un. Les Chartistes signeront la pétition et ils pourront dire avec un correspondant du Nord dont la lettre m'est parvenue seulement hier “ qu'il n'y a pas ici un travailleur de seize à soixante ans qui n'ait signé la pétition et il y a une pique pour toute signature ”. Je ne vous conseille pas de vous procurer des piques et des fusils, parce que la loi ne me le permet pas et c'est la seule raison. (*Rires.*) Je ne suis qu'un historien : tous les hommes de Leeds et de Lancashire ont des piques. Je ne conseille pas à ceux qui m'écoutent d'en faire autant. Je rapporte seulement le fait. Si tous les hommes d'Angleterre sont aussi prêts que mes amis du Nord, cela ajoutera du poids à la pétition. (*Rires renouvelés.*) Organisez-vous, mettez-vous dans un état de défense tel que, si une tentative était faite pour suspendre les lois et la Constitution de ce pays, puisque vous êtes le bras droit de l'État, puisque vous êtes ceux que le gouvernement appelle aux armes, vous puissiez être en mesure de précipiter les traîtres dans l'éternité, s'ils essayaient de détruire... (*Un tonnerre d'applaudissements couvre la voix de l'orateur et sa conclusion.*)

Aux séances du 13 et du 26 février, le maître d'école du Chartisme a déclaré que les intentions du peuple étaient d'agir légalement et sans violence ; le 4 mars encore il a protesté contre le langage d'Harney, de Marsden et de Rider ; et voici qu'au meeting du 11 mars, il conseille aux Chartistes de s'armer : ses paroles montrent que son revirement est dû aux impressions reçues des districts du Nord. Les Conventionnels sont hypnotisés par les démonstrations révolutionnaires du prolétariat industriel et, comme le prouve l'intervention d'Osborne demandant l'envoi de délégués dans le Sussex, ils s'imaginent qu'il sera facile aux représentants en mission de *mettre le Sud en harmonie avec le Nord*. Leur état d'esprit est admirablement exprimé par Bronterre, encore que la psychologie de celui-ci soit plus complexe que celle de ses collègues et qu'elle révèle un curieux mélange de sagesse et d'entraînement. Bronterre oscille entre une politique opportuniste et une politique révolutionnaire. Au meeting de la Crown and Anchor, son tempérament babouviste a repris le dessus et vaincu ses scrupules de prudence. Ce n'est qu'en juillet qu'il se rendra compte qu'il a commis une erreur en exagérant et en généralisant un état d'âme localisé et en attribuant aux menaces, prononcées au cours des meetings, la valeur d'engagements prêts

à se prolonger en actes : alors seulement un nouveau revirement se produira en lui et il usera de son influence pour éviter à la Convention le ridicule d'une entreprise dans laquelle elle s'est inconsidérément embarquée.

En même temps qu'il indispose contre les Chartistes ceux dont l'opinion est encore incertaine, le meeting du 11 mars a pour résultat immédiat de provoquer des démissions qui vont diminuer à la Convention le nombre des purs Chartistes de la force morale. Après Cobbett, ce sont en effet trois délégués de Birmingham, Hadley, Salt et Douglas qui se retirent et, par leur départ, affaiblissent une des forces du parti modéré, la Birmingham Political Union. Sans doute les Conventionnels démissionnaires sont remplacés par d'autres ; mais les nouveaux membres sont choisis parmi les partisans de la force physique. Au dehors l'effet devait être des plus fâcheux en influençant défavorablement l'opinion publique et en donnant au gouvernement de bonnes raisons pour combattre le mouvement et pour s'opposer à l'adoption de la pétition ; c'est ce que comprend bien Lovett qui apprécie en ces termes le meeting du 11 mars : "le parti de la force physique y dépensa tant de folie et de violence que les délégués de Birmingham se retirèrent". La *Northern Star* du 6 avril nous apprend que

Hadley, Salt et Douglas ont donné leur démission le 28 mars " parce que la Convention n'a pas été guidée par les principes de paix, de légalité et d'ordre ".

Cependant la Convention poursuivait ses débats. Le Factory System était l'objet d'une des premières discussions au Parlement ouvrier et une protestation contre le Factory System réunissait l'adhésion de tous les Conventionnels : le 13 mars, Mc Douall prononce un discours et présente une motion relative au Factory System ; et cette résolution de James Taylor, délégué de Rochdale, est adoptée à l'unanimité : " Après avoir entendu le remarquable exposé fait par le D^r Mc Douall sur le Factory System et le témoignage des autres orateurs, la Convention est d'avis que ni paix ni bien-être, ni bonheur ne peuvent exister tant que durera ce système ". Ce furent aussi le New Rural Police Bill, la situation de la " malheureuse " Irlande, la conduite de Lord John Russel à l'égard de Frost, rayé de la liste des magistrats pour avoir assisté à Londres à deux meetings Chartistes. Bailie Craigh proposa même de discuter la question des mesures ultérieures à adopter au cas où la pétition serait rejetée, mais, dit Lovett, il fut " prudemment jugé par la Convention que cette question serait remise après la présentation de la pétition ".

Les Conventionnels se passionnaient à ces discussions et, s'abandonnant au plaisir de discourir, ils développaient longuement et inlassablement toutes leurs idées personnelles et impersonnelles avec l'abondance oratoire qui est l'un des traits des milieux parlementaires : c'est là que se vérifie le mieux la définition que Proudhon donne du parleur " *ce timbre sonore à qui la moindre chose fait rendre un interminable son* " ; et, comme " *chez le parleur le flux du discours est toujours en raison directe de la pauvreté de la pensée* ", nombreuses sont les séances du Parlement chartiste qui se résument en quelques formules sonores et en quelques thèmes faciles. Avec sa sincérité habituelle Lovett le remarque et juge ainsi les débats du Parlement ouvrier : " en fait la passion du bavardage fut la caractéristique de notre petite Chambre comme elle est celle de la grande Chambre de Westminster. "

Tandis que les délégués restés à Londres bavardaient et s'enivraient du son de leurs propres paroles, les Conventionnels en mission s'enflammaient au contact de ces travailleurs du Nord qui, dit la *Northern Star* du 23 mars, " tous de seize à soixante ans ont signé la pétition et sont prêts à appuyer leurs signatures avec des piques ". Une évolution conforme à la logique naturelle des assemblées démocratiques devait entraîner la majorité de la Convention

au delà de ses premières intentions et l'incliner vers les méthodes de la force physique. Dès le 27 mars, la Convention songe à publier des extraits du *Morning Chronicle* relatifs au droit qu'a le peuple de s'armer. Le D^r Taylor, appuyé par Skevington, propose d'adopter le rapport de la commission : le D^r Wade proteste contre cette proposition, non parce qu'il nie ce droit, mais parce que cette publication est selon lui une incitation à la violence et une recommandation d'user de la force physique. Cette protestation si sage n'est pas entendue. Et le lendemain même de cette séance, le 28, le D^r Wade donne sa démission : il le fait sur la demande de ses électeurs " parce que, dit la *Northern Star*, il a refusé de reconnaître le droit à l'insurrection ". Démission doublement significative et parce qu'elle affaiblit les modérés par le départ d'un homme de grande énergie et parce qu'elle manifeste les sentiments des Chartistes de Nottingham.

Au commencement d'avril, le 9, Richardson reprend la question qu'il avait déjà posée précédemment : il veut faire adopter à la Convention une motion affirmant le droit pour le peuple de s'armer ; il prononce un long discours et cite de nombreuses autorités à l'appui de sa proposition : " il est admis par les plus hautes autorités, depuis Aristote et Cicéron jusqu'à Locke et

Blackstone, sans qu'il puisse y avoir le moindre doute, que le peuple de ce pays a le droit de se servir d'armes. " Bronterre O'Brien, Mac Douall, Fletcher, Harney, Neesom et O'Connor se trouvent d'accord pour appuyer la proposition qui est combattue par Halley, Carpenter, Burns, Rogers et les Chartistes de la force morale logiques avec leurs principes. Lovett déclare que finalement le vote est favorable à Richardson ; en réalité, si l'on consulte la *Northern Star* du 13 avril, la motion de Richardson n'obtient que quatre voix et c'est un amendement du D^r Fletcher qui est adopté par dix-neuf voix : " la Convention est convaincue que toutes les autorités du Droit constitutionnel sont d'accord sur le droit incontestable qu'a le peuple de posséder des armes ". Cette séance n'en reste pas moins la première manifestation importante d'une orientation nouvelle : sans doute déjà le meeting du 11 mars pouvait faire prévoir l'évolution qui se produisait dans les esprits, mais celle-ci s'affirme, lors des discussions du 27 mars et du 9 avril, par un vote. La faction d'Harney, blâmée et désavouée au commencement de mars par la quasi unanimité des délégués, fait maintenant partie de la majorité sans avoir eu rien à sacrifier de ses principes. Les Chartistes fidèles à la force morale, comme les délégués écossais et les délégués de la W. M. A., seront désormais la

minorité de droite qui remplace celle de gauche.

Cette victoire de la force physique est aussi une revanche de Feargus O'Connor sur Lovett, la *Northern Star* y a largement contribué : ce journal assure le succès du démagogue par sa large publicité et par sa toute-puissance sur le public chartiste ; de celui-ci elle s'est rendue maîtresse autant par ses basses flatteries que par la place qu'elle accorde aux forfanteries et aux hâbleries du grand amuseur populaire. Dans la *Star* du 27 avril, Feargus raconte que, " lorsqu'il était membre de la Chambre des Communes, il avait dit à ses collègues qu'ils étaient six cent cinquante-huit pickpockets, et, lorsqu'il fut accusé par Lord Sandon d'avoir tenu ce propos, il avait déclaré qu'il ne pouvait avoir dit six cent cinquante-huit parce qu'il se serait compris dans ce nombre ". Son gosier fertile en injures faisait autant pour conserver à Feargus la faveur du peuple que sa verve et ses plaisanteries d'un humour un peu grossier. Le descendant des rois d'Irlande savait, dans les grands meetings, empoigner de si vigoureuse manière ses interrupteurs ! Un jour que Feargus disait qu'il approuvait entièrement les déclarations de Buckney, une voix dans la foule s'était écriée : Buckney n'a aucune autorité ici. Sur quoi Feargus de répondre qu'il le sait, mais que vraiment Buckney devrait avoir cette autorité.

(*Applaudissements, non, Buckney est un..... et un.....*)

“ Qu'est ceci ? reprend O'Connor, viens ici, salade de whig et de tory, parle en homme et ne siffle pas comme un serpent dans l'herbe (*Applaudissements répétés*) ; tu es un vieux libéral envoyé ici pour soutenir ton parti, mais, si tu troubles le meeting, on te jettera dehors par le cou et par les pieds. Que dit-il ? Crois-tu que je sois venu ici pour entendre tes grognements et tes sottises ? Tu vis de corruption et ne demandes pas à changer ; Buckney vit de son travail et s'efforce d'en obtenir la protection. ”
(*Applaudissements.*)

Tandis que, par de tels jeux de plume et de langue, Feargus fortifie chaque jour sa situation politique et parlementaire, Bronterre déploie une étonnante activité en ce mois d'avril : en quelques jours il assiste à dix-neuf meetings et en outre à un grand nombre de réunions aux public houses ; il visite notamment et harangue les démocrates de Leigh, de Chorlton, de Manchester, de Salford, de Bolton, de Bury, d'Ashton under Lyne, de Rochdale et de Middleton. Le 30 avril, il rapporte à la Convention le résultat de sa mission ; il fait part à ses collègues des impressions qu'il a recueillies : son discours nous permet de saisir sur le vif une des raisons les plus profondes de l'évolution à laquelle nous assistons. Le maître d'école du Chartisme parle d'abord de sentiments enthousiastes qu'il a rencontrés chez tous les démo-

crates animés du plus grand désir de soutenir la Convention ; et il ajoute :

“ Tandis qu’un si grand nombre d’hommes mettent leur confiance dans la Convention et sont décidés à la défendre en tout événement, il est lamentable de voir parmi les Conventionnels des hommes qui n’ont pas confiance les uns dans les autres ; c’est là tout au moins l’opinion générale, un sentiment de désappointement existe en présence de cette mésentente entre Conventionnels. A tous autres points de vue, les meetings présentent un caractère satisfaisant.”

Après le compte rendu de sa mission, Bronterre donne à la Convention le conseil de changer son siège et de le transporter à Birmingham : “ Dans cette ville, la Convention serait plus utile et plus unie. Le peuple a quelque idée que l’atmosphère de Londres est mauvaise pour les Conventionnels et que l’air de Birmingham serait excellent. Le peuple pense que le métier de fabriquer des fusils fortifie les bras et que la fabrication de la monnaie de cuivre a une tendance à encourager les travailleurs parce qu’elle leur donne idée qu’ils possèdent un capital dans leurs propres mains. Le peuple est très anxieux de voir la Convention à Birmingham à l’abri des fusils qu’y fabriquent les travailleurs ; et surtout, quand le temps des mesures ultérieures arrivera, le peuple considère comme indispensable la présence de l’Assemblée à Birmingham ou à Manchester.” Bronterre estime utile que

la Convention agisse comme l'avait fait le parlement d'Angleterre lorsqu'il siégeait une session à Winchester, une autre à Westminster, la session suivante à York. La présence des Conventionnels à Birmingham aurait pour effet de grouper et d'unir le peuple autour d'eux. Bronterre conclut ainsi :

“ Si les Conventionnels restent unis, s'ils prennent garde de ne pas remplir les journaux de misérables querelles personnelles, mais de faire en sorte que les trois colonnes de compte rendu du *Sun* puissent être consacrées à une activité parlementaire toute entière vouée à servir et non à desservir la cause, la démocratie augmenterait leurs forces en envoyant de nouveaux délégués : le peuple ne doute pas un instant du succès ; les travailleurs sont décidés à triompher si la Convention veut les y aider. ”

Dans ce discours qui nous révèle les divisions et l'impuissance des parlementaires, Bronterre prétend exprimer les sentiments des masses chartistes. Or que réclament celles-ci ? D'abord l'union de tous les Conventionnels en vue de l'action et d'une action énergique : le peuple ne doute pas de la réussite de ses efforts, il est déterminé à agir ; mais les Conventionnels doivent prendre résolument la direction du mouvement et conduire le peuple à la victoire. D'autre part, et c'est là, si l'on en croit Bronterre, un désir spontané des auditoires chartistes, Londres doit être abandonnée pour Birmingham : à Birmingham les Conventionnels se trouveront

au centre même de l'armée chartiste toute prête à se lever à la voix de ses leaders. Quelles inspirations différentes recevront de l'atmosphère enflammée de Birmingham les Conventionnels lorsqu'ils se sentiront entourés et soutenus par une population enthousiaste et résolue, alors qu'à Londres l'indifférence des foules amollit leur ardeur et abat leur courage. Reçu par Bronterre des meetings auxquels il venait d'assister, ce conseil, qui allait être suivi quelques jours après, était grave puisqu'il devait rendre plus proche et plus immédiat le contact des représentants et de leurs commettants, rendre par suite aussi la pression de l'extérieur irrésistible.

Du droit de s'armer, reconnu le 9 par les Conventionnels, au conseil, recueilli par Bronterre, de siéger à Birmingham et par là de s'exposer à tous les entraînements, quels progrès en ce mois d'avril avait faits la Convention ! Elle allait pousser plus loin ses démarches imprudentes en adoptant l'idée de mesures dont il était impossible de prévoir les conséquences : la grève générale allait réapparaître suggérée à la Convention par Feargus O'Connor, non, semble-t-il, de propos délibéré, mais par le hasard d'une flatterie à l'adresse de Thomas Atwood. Le 1^{er} mai, comme celui-ci demandait au démagogue irlandais quelles seraient les mesures ultérieures au cas où la pétition serait repoussée,

Feergus répondit “ que ces mesures ultérieures seraient celles que M. Atwood conseillait lui-même, savoir la grève générale ¹ ”, parole inconsidérée, prononcée probablement par pure flagornerie, parole reniée du reste plus tard par Feergus, quoique ce soit son propre journal qui la rapporte, parole enfin qui va accentuer encore l'évolution. L'idée du transfert à Birmingham et celle de la grève générale devaient être les deux plus lourdes fautes de la Convention.

Le 6 mai, la pétition nationale est apportée à la résidence d'Atwood qui a promis de la présenter au Parlement le lundi suivant : elle mesure une longueur de trois milles, mais ne réunit qu'un million deux cent cinquante mille signatures au lieu de trois millions. A deux heures la pétition est placée sur une voiture, magnifiquement décorée. Les délégués suivent derrière, deux par deux, chacun portant une rosette rouge, précédés du président Bailie Craigh et du secrétaire William Lovett. De Fleet Street à Temple Bar, la procession est accueillie par les hourrahs du peuple de la rue et par ceux aussi des spectateurs aux fenêtres des maisons. La pétition est surmontée par un large placard en tête duquel se trouvent ces mots “ la *Pétition Nationale* ”, mots auxquels, dit la *Northern Star*

¹ *Northern Star* du 11 mai, discours d'O'Connor à la séance de la Convention du 2 mai.

du 11 mai, on aurait dû ajouter ceux-ci : “ *A la voix d’une nation, qui aurait l’audace de résister?* ” La procession s’arrête devant le *Weekly Chronicle*, pour siffler deux rédacteurs de cette feuille, puis devant le *Sun*, pour acclamer ce journal, dont les rédacteurs répondent par des applaudissements enthousiastes. Nouvelles acclamations devant la maison de Frost. A Panton Square, on s’arrête à la maison de Fielden où Atwood doit recevoir la pétition :

“ Lorsque nous arrivâmes chez Atwood, dit Lovett, celui-ci commença par nous déclarer qu’il ne savait pas quand il pourrait présenter la pétition parce qu’on attendait le soir la démission de lord John Russel. Nous l’informons de notre désir de lui voir faire cette présentation le plus vite possible et de le voir aussi saisir l’occasion la plus proche de présenter le Bill appelé “ la Charte du peuple ”. Il se refusa à accéder à cette seconde demande parce que, dit-il, il n’était pas d’accord sur tous les points, spécialement sur le principe de l’égalité des districts électoraux. Une longue conversation suivit ; M. Atwood déclara que sa conduite dépendrait de l’accueil que recevrait la pétition. En fait, l’émission du papier-monnaie avait pour lui plus d’importance que la Charte du peuple. ”

Le 9 mai, Vincent est arrêté à Londres, dans sa maison de Crosner Street, sur mandat des magistrats de Newport, pour avoir assisté à un meeting séditieux organisé dans cette ville. Cet événement rend irrémédiable l’évolution de la Convention vers la violence ; car, tandis que cette arrestation donne aux protagonistes de la

force physique un argument en faveur de la lutte à outrance, elle atteint dans sa sensibilité le plus utile représentant du parti de la force morale, William Lovett. L'arrestation de Vincent ébranle la raison de Lovett et, à la séance du 9 mai, le plus ardent défenseur des méthodes pacifiques et légales paraît entraîné lui aussi par l'évolution et converti aux méthodes révolutionnaires.

C'est à cette séance, en effet, qu'est discutée l'adresse de la Convention au peuple anglais, rédigée par Bronterre O'Brien et publiée dans la *Star* du 18. Sans doute cette adresse affirme que les Conventionnels sont décidés à obéir à la loi ; mais le ton en est singulièrement agressif :

“ Le gouvernement essaie de provoquer une insurrection prématurée afin d'avoir des motifs pour dissoudre la Convention, pour interdire les meetings en faveur de la Charte et pour abolir ce qui reste des garanties constitutionnelles... Non contents de ces machinations les tyrans cherchent à armer le riche contre le pauvre sous prétexte de protéger la vie et la propriété ; si l'on croit ce que dit la presse, les ministres se sont engagés à fournir à deux cents aristocrates du Monmouthshire des armes payées avec les impôts... Le conseil que nous vous donnons est d'obéir strictement à la loi, mais en même temps de vous préparer à obliger vos oppresseurs à y obéir aussi. Soyez sur vos gardes en ce qui concerne les espions ou les fous qui voudraient vous pousser à des actes d'illégalité, mais en même temps sachez que vous avez le même droit de vous armer que vos ennemis et que, si vous abandonnez ce droit, vos libertés sont à jamais perdues. Soyez prudents et vigilants, mais en même temps fermes et inflexibles. Ne faites pas parade de vos armes aux meetings, mais

gardez-les reluisantes et toutes préparées à la maison afin d'être prêts à toute éventualité et à tout moment pour défendre votre reine, votre pays et vos libertés. En apportant sans besoin vos armes dans les lieux publics, ne donnez pas à vos oppresseurs une excuse pour violer le droit inviolable que vous avez de vous réunir et de discuter vos revendications, mais en même temps n'oubliez pas de vous préparer à résister, les armes à la main, à toute tentative inconstitutionnelle faite pour supprimer par la force physique votre agitation pacifique. "

Ces conseils, si contraires à la politique de la force morale, soulèvent les critiques de Halley et de Villiers Sankey qui s'opposent à l'adresse parce qu'elle recommande très clairement au peuple de s'armer. Leur protestation n'est écoutée que de très rares Conventionnels : les deux délégués écossais ont contre eux non seulement les adeptes de la violence et les théoriciens de la force physique, mais William Lovett lui-même. Feargus O'Connor développe les thèmes auxquels les Conventionnels sont accoutumés : " ce sera la guerre entre la pauvreté et la propriété ; qu'ils ne s'abusent pas, c'est la propriété qui attaquera la pauvreté ". Mais l'étonnement est grand, quand William Lovett se lève pour prononcer ces paroles :

" J'ai toujours préconisé les moyens pacifiques et je me suis attiré la haine, le blâme et le mépris pour l'avoir osé ; mais maintenant que le gouvernement et que les classes moyennes sont décidés à empêcher notre agitation pacifique ; maintenant que nos meetings peuvent être empêchés au gré d'un magistrat ou même par une ordonnance qui n'a pas force de loi ; mainte-

nant que des membres de la Convention peuvent être emprisonnés sur la déposition d'un policeman, alors on peut dire que la liberté recule au lieu de faire des progrès. Il nous faut manifester notre résolution de résister sur la brèche à la tyrannie, autrement nous serons écrasés. Nous avons encore en réserve quelques mesures beaucoup plus efficaces que les armes. Les classes moyennes placent leur confiance dans l'armée, dans la police et dans les autres moyens d'opprimer le peuple ; mais, si j'exprime mes propres sentiments, plutôt que d'être réduits à la condition des Français qui ne peuvent se réunir plus de trois ou quatre à la fois et dont la presse est baillonnée, plutôt que de subir un tel esclavage, j'aimerais mieux que l'Angleterre devienne un désert. ”

Après le discours de Lovett, on ne s'étonnera pas de voir seulement sept Conventionnels voter contre l'adresse, tandis que trente-deux votaient pour : il y avait trois abstentionnistes et huit absents. Si l'on totalise ces chiffres, on trouve que la Convention comprenait alors cinquante membres, au lieu de soixante indiqués par la *Northern Star* comme présents à la première séance ; le 9 mai, il avait déjà dix démissionnaires : c'étaient tout d'abord J.-P. Cobbett ; puis, le 28 mars, les quatre délégués de Birmingham, Hadley, Salt, John Pierce et Douglas ; le même jour, le D^r Wade ; le 23 avril Patrick Matthew, le délégué écossais de Perthshire et J. Wood, le délégué du Bolton ; le 2 mai, William Rider qui avait déjà menacé de donner sa démission le 23 avril ; le 6 mai, Wroe, le délégué de Manchester, remplacé par Chris-

topher Dean. Et presque toutes ces démissions, sauf celle de William Rider, venaient des modérés ; d'autres allaient suivre, provoquées encore dans les rangs des modérés par l'adoption de l'adresse et par celle du manifeste : le parti de la force morale s'évanouissait, les uns se retirant effrayés par les démarches de leurs collègues, les autres, comme Lovett, convertis à la force physique par l'entraînement irrésistible des sentiments et des événements. La révolution qui s'était produite dans l'âme de Lovett avait été justement remarquée et elle avait accru la rapidité de l'évolution ; la *Northern Star* n'avait pas manqué d'en tirer argument en faveur de ses théories dans son article intitulé : *Conversion de la force morale à la force physique*.

L'arrestation de Vincent et la conversion de Lovett avaient pour résultat de rendre inévitable le déplacement de la Convention à Birmingham. Suggéré le 30 avril par Bronterre, ce conseil avait été présenté par lui comme conforme au désir des troupes chartistes. Toujours préoccupé de flatter le peuple et espérant aussi avoir plus d'autorité à Birmingham qu'à Londres, Feargus O'Connor avait proposé qu'à partir du lundi 13 mai la Convention siégeât à Birmingham : "Aucun argument, dit Lovett, n'ayant été apporté en faveur d'une telle motion et estimant que c'était une lâcheté, je jugeai bon de proposer

un amendement pour que nous continuions à siéger à Londres jusqu'à la présentation de la pétition et au vote relatif à l'introduction de la Charte du peuple au Parlement. " L'amendement de Lovett avait été mis en minorité, mais d'autres objections avaient été faites à la motion d'O'Connor et la discussion remise. L'arrestation de Vincent donne au démagogue irlandais l'occasion de reprendre sa proposition et il est décidé que le 13 mai les Conventionnels se réuniront à Birmingham.

A leur arrivée dans cette ville, le 13, les délégués chartistes sont accueillis par une population enthousiaste dont les sentiments viennent d'être surexcités par la conduite des autorités locales. Bronterre O'Brien harangue la foule :

" Vous vous êtes rassemblés aujourd'hui pour dire à vos gouvernants que, s'ils consentent à faire des lois justes, vous consentirez à vous y soumettre. Mais, au lieu de promulguer des lois conformes à l'intérêt des classes laborieuses, ils vous gouvernent par le sabre ; alors, par Dieu, vous les renverserez avec des fourches. (*Bruyants applaudissements.*) Si vos gouvernants faisaient de justes lois destinées à garantir un salaire normal pour une journée normale de travail, je vous le demande, ne seriez-vous pas tous de loyaux, de justes et de fidèles sujets ? (*Oui, oui.*) Mais, s'ils édictent une loi pour le riche et une autre pour le pauvre ou mieux aucune loi protectrice pour le pauvre et s'ils gouvernent par le sabre, ne préféreriez-vous pas mourir que de vous soumettre. " (*Cris répétés de oui, oui certainement.*)

Après Bronterre, parlent aussi Thomas Atwood, Duncan, Lowery, Carpenter, Neesom, Hartwell,

Marsden, Collins; puis Feargus O'Connor prend la parole : " Quand la force morale cessera d'agir, alors la force physique tombera comme la foudre sur nos oppresseurs. " La pluie commence à tomber à flots, mais tous les assistants demeurent pour écouter encore Feargus, puis Lovett et Harney.

Le lendemain 14, le Parlement ouvrier se réunit pour discuter le manifeste de la Convention au peuple anglais. Ce manifeste présente un grand intérêt par sa forme et par son contenu. Par le choix de huit questions précises que les Conventionnels doivent poser aux meetings simultanés le lundi de la Pentecôte, ce document paraît laisser la décision des mesures ultérieures à la volonté populaire, alors qu'en réalité il engage délibérément les Conventionnels dans les voies de la violence ; par l'adoption du manifeste et par sa mise en circulation à dix mille exemplaires, le Parlement ouvrier abandonne d'une façon définitive les méthodes de la force morale pour les méthodes révolutionnaires. Le manifeste va fixer le sens de l'évolution. Par les considérants qui précèdent les huit questions, le manifeste chartiste de 1839 mérite d'être rapproché du manifeste communiste de 1847 : il est un exemple dont pourront s'inspirer Karl Marx et Engels. A ce double titre, son élaboration et ses considérants intéressent l'histoire du

mouvement ouvrier et des doctrines socialistes.

William Lovett raconte ainsi les travaux préparatoires du manifeste :

“ Plusieurs adeptes de la force physique discouraient avec abondance des mesures ultérieures sans paraître avoir des idées claires sur ce sujet ; des membres du parti modéré pensèrent qu'il convenait d'organiser une réunion pour arriver, après un débat approfondi, à une opinion précise, plutôt que de laisser introduire cette question par quelque tête chaude sans réflexion ni considération. ”

Une réunion de délégués eut lieu alors à l'Arundle Coffee-house pour discuter à fond la question avant d'en faire l'objet d'un débat public à la Convention. A ce meeting, de nombreux représentants assistèrent, un président fut nommé et chaque membre présent exprima à tour de rôle son opinion sur les mesures ultérieures à adopter au cas où la pétition serait rejetée. Lovett, en qualité de secrétaire, prit note des différentes opinions et des conclusions auxquelles on était arrivé et, dans la semaine, il les rédigea en la forme d'un manifeste : il fut décidé qu'on tiendrait une réunion dans les locaux de la W. M. A. pour le discuter clause par clause. Après discussion, le manifeste tout entier fut unanimement adopté, Alexander Halley de Dumfermline fut le seul opposant. Un comité fut nommé le jour suivant par la Convention pour prendre en considération la question des

mesures ultérieures : il se composait de Frost, de Bussey, de Feargus O'Connor, de Pitkeithly et de Mills, Lovett en était le secrétaire ; après quelques modifications, le manifeste fut adopté par le comité. Celui-ci allait le présenter à la Convention lorsque la discussion en fut remise à la première séance de Birmingham.

Les précautions prises par les modérés pour apporter dans la rédaction du manifeste toute la réflexion et toute la prudence possibles n'empêchèrent pas cette rédaction de devenir un factum d'allure révolutionnaire et d'une inspiration très différente de celle qui avait animé la majorité première de la Convention : telle avait été l'influence exercée sur l'esprit des Conventionnels, même modérés, par les nouvelles venues des districts industriels et par le spectacle que présentaient les populations ouvrières du Yorkshire et du Lancashire. Empruntant à cette agitation révolutionnaire ses inspirations, développant les thèses accoutumées du socialisme ouvrier, le manifeste prend des allures guerrières et contient des considérants qui permettent de le rapprocher du manifeste communiste de 1847 :

“ Citoyens et compagnons d'esclavage, nous avons résolu de conquérir nos droits pacifiquement si nous le pouvons, par la force si nous y sommes obligés ; mais malheur à ceux qui commenceront la guerre avec le peuple ou qui par la force voudront contenir notre pacifique agitation en faveur de la justice, car à un signe ils seront éclairés sur leur erreur et en un bref combat

leur pouvoir sera détruit. Vous nous avez faits les modestes instruments de votre volonté et de vos décisions ; nous avons accompli le devoir que vous nous imposiez dans la mesure de notre pouvoir et nous sommes prêts à aller plus loin pour exécuter vos ordres ; mais, des nombreux rapports que nous avons reçus, nous croyons que vous attendez de nous le soin de recueillir les volontés et les intentions du pays en ce qui concerne les moyens les plus efficaces de faire de la Charte du peuple la loi. Désireux par conséquent de connaître clairement les opinions et les décisions du peuple, dans le temps le plus bref possible, et doublement désireux d'en assurer la juste réalisation sans effusion de sang et sans tache, nous soumettons respectueusement à votre sérieuse considération les propositions suivantes : à tous les meetings simultanés qui se tiendront pour demander par pétition à la Reine d'appeler à son conseil des hommes de bien, ainsi qu'à tous autres meetings de nos unions et associations qui auront lieu jusqu'au 1 juillet, les questions qui suivent seront posées au peuple assemblé " Etes-vous prêts :

1^o A opérer le retrait de toutes les sommes d'argent que vous possédez dans les caisses d'épargne, dans les banques privées ou entre les mains des personnes hostiles à vos justes droits ?

2^o A convertir tout votre papier-monnaie en or et en argent ?

3^o A vous abstenir de tout travail et de toute boisson enivrante, si la Convention estime que la grève générale est nécessaire pour préparer les travailleurs à conquérir la Charte de leur salut politique ?

4^o A défendre avec les armes des hommes libres les lois et les privilèges constitutionnels que vos ancêtres vous ont laissés, en usant de votre droit constitutionnel et traditionnel ?

5^o A présenter des *candidats chartistes* aux prochaines élections ?

6^o A boycotter les commerçants non chartistes ?

7^o A lutter par tous les moyens en votre pouvoir pour les grands principes de la Charte du peuple et à décider qu'aucune contre-agitation en faveur d'une mesure de justice moins complète ne vous détournera de votre juste cause ?

8^o A obéir à tous les ordres justes et constitutionnels de la majorité de la Convention ?

Telles étaient les huit questions que les Conventionnels devaient poser aux meetings simultanés du lundi de Pentecôte. Après s'être rendu compte des opinions du peuple sur toutes les questions et avoir déterminé avec soin ses décisions, la Convention se réunira le 1^{er} juillet et entreprendra de mettre à exécution la volonté du peuple.

Le 14 mai, la Convention à Birmingham discute le manifeste dont William Lovett fait la lecture. Bronterre O'Brien déclare qu'il est opposé à la publication du manifeste comme document sanctionné par la Convention : ce serait illégal et l'on exposerait les Conventionnels à des poursuites pour crime de conspiration contre la propriété. Par là Bronterre fait allusion à ces deux questions que l'assemblée va faire disparaître du manifeste : refuseront-ils de payer toutes les taxes, rentes et impôts ? cesseront-ils de lire tous les journaux qui leur sont opposés ? Feargus O'Connor fait aussi des objections dans le même sens. Le D^r Taylor et le D^r Mc Douall expriment leur approbation ; Richardson et Moir recommandent tout particulièrement la "descente sur les banques". Après une discussion prolongée, O'Connor propose la suppression des clauses relatives au refus de payer les rentes, les taxes, les impôts et au boycottage des journaux hostiles : cette suppression est décidée.

Carpenter présente une motion favorable à l'adoption du manifeste et appuyée par Lowery : le manifeste est adopté par une majorité de douze voix.

Le lendemain 15, le délégué de Liverpool, Whittle, se retire et donne pour raison de sa démission l'adoption du manifeste. Le nombre des Conventionnels présents est très peu élevé ; Bronterre oppose un amendement à la proposition de Richardson et fait décider que la Convention se réunira à Birmingham, et non à Londres, le 1^{er} juillet : cette décision est prise par une majorité de dix-neuf voix. Le 16, la Convention se réunit encore et, le 17, Bronterre lui fait adopter des résolutions destinées à recommander aux Chartistes de ne point apporter d'armes dans les meetings simultanés et de ne pas fournir à leurs ennemis un prétexte pour dénaturer leurs intentions : la Convention du reste continue à affirmer qu'elle est décidée à opposer la force à la force et à repousser l'assassinat par le juste homicide ; après quoi elle se sépare jusqu'au premier juillet.

L'attitude prise par la Convention dans le manifeste révèle ses incertitudes, sa faiblesse, son souci d'éviter la responsabilité des mesures ultérieures. En proposant celles-ci à la ratification des masses chartistes, certains Conventionnels avaient le secret espoir de voir les meetings répondre

négativement aux questions les plus graves ; mais cette espérance témoignait d'une absolue ignorance de l'âme populaire. Cependant l'évolution à laquelle ils venaient d'assister aurait dû donner à ces modérés quelque expérience et leur être une excellente leçon de science politique et sociale : ne s'étaient-ils pas aperçus que, pour s'être abandonnée trop facilement aux forces instinctives au lieu d'essayer de les discipliner, la Convention n'avait plus été maîtresse de ses propres destinées ? En réalité, c'était peut-être moins par absence de psychologie que par absence de caractère que péchaient les Conventionnels : en adoptant le manifeste, la plupart avaient été dominés par deux sentiments. Ils avaient le désir de n'avoir point à prendre immédiatement une décision ; mais là encore ils se leurraient et ne savaient que remettre aux événements le soin de décider pour eux : ne pas vouloir choisir, c'était déjà choisir, c'était adopter dès à présent les solutions qu'ils proposaient à la sagesse populaire, car cette sagesse à laquelle ils s'en remettaient était, encore plus qu'eux-mêmes, à la merci de tous les entraînements. Ils craignaient aussi de paraître manquer de courage et d'être accusés de trahison s'ils préconisaient la prudence qui devait être fatalement interprétée comme une lâcheté. Au fait, la surenchère des uns et la faiblesse des autres avaient conduit

la Convention à une impasse d'où il lui était impossible de s'évader : si elle optait pour une politique de sagesse, elle avait les plus grandes chances de ne pas être écoutée et de se déconsidérer aux yeux de ceux qui avaient cru de bonne foi à la réalité des promesses et à la proximité des espérances ; pour maintenir leur crédit, pour conserver la confiance de leurs électeurs, les Conventionnels devaient rester en harmonie et avec leurs troupes et avec eux-mêmes, fût-ce en sacrifiant la prudence la plus élémentaire, au prix des pires errements et des plus néfastes conséquences.

De leur faiblesse et de leur imprudence les plus intelligents parmi les Conventionnels eurent nettement conscience. William Lovett avoue qu'il a obéi à un vent de folie ; Feargus O'Connor cherche à décliner toute responsabilité. Et, ici encore, ces deux hommes apparaissent dans l'opposition de leurs tempéraments ; l'un avoue très loyalement qu'il s'est trompé et qu'il a eu un moment d'erreur ; son adversaire sans scrupules essaie, après l'insuccès, de rejeter sur les autres la responsabilité des mesures qu'il avait été le premier à préconiser : n'était-ce pas Feargus O'Connor, en effet, qui le 1^{er} mai avait déclaré à Thomas Atwood qu'au premier rang des mesures ultérieures serait placée la grève générale ? n'avait-il pas fait partie du comité qui

élabora le manifeste ? y avait-il protesté contre ces mesures ? et, lors de la discussion du 14, ne s'était-il pas borné à faire rejeter par la Convention le boycottage des journaux hostiles et le refus de payer les impôts ? Pendant les meetings simultanés, Feargus O'Connor prendra plusieurs fois la parole, mais il ne dira pas un mot pour désavouer le manifeste ; ce n'est qu'après l'arrestation de son rival qu'il se fera l'âpre critique du manifeste :

“ Mais, dit Lovett, lorsque je me trouvai emprisonné à Warwick Goal, Feargus eut l'impudence de se glorifier d'avoir été l'homme qui avait empêché la grève générale, bien qu'il eût dépensé son activité à la recommander. Ensuite, en diverses occasions, il essaya de persuader à ses dupes qu'il avait escamoté la mesure de violence bien que ses disciples et lui eussent été les premiers à parler de s'armer, de retirer l'argent des banques et de réaliser le projet d'Atwood, la grève générale. Je mentionne ces faits, non pour désavouer ma collaboration au manifeste, encore que je pense avoir fait un acte de folie en prenant part à certaines de ses dispositions ; mais, à la Convention, je sacrifiai beaucoup à l'union, à l'amour que j'avais de notre cause, et à l'espoir que je mettais en elle ; et j'ai encore assez d'orgueil pour croire que, si je n'avais pas été emprisonné, j'aurais pu empêcher beaucoup d'émeutes et de folies qui se produisirent. ”

Quelle belle page et combien instructive ! En même temps qu'il nous fournit un document nouveau sur le caractère de Feargus, William Lovett nous révèle les sentiments auxquels il obéit lui-même à la Convention. Une aberration passagère est insuffisante pour expliquer son

attitude ; chez un homme tel que Lovett l'élément volontaire complète toujours l'élément sentimental : à côté des circonstances qui touchèrent son cœur, dans son amitié pour Vincent et dans sa foi passionnée en la cause Chartiste, le désir d'union amena ce réformiste à rédiger et à signer un factum révolutionnaire ; par là se découvre un des ressorts qui, dans un Parlement du peuple, font le triomphe toujours renouvelé des extrémistes sur les modérés.

III

Entre le 17 juin et le 1^{er} juillet, les Conventionnels se multiplient pour haranguer les auditeurs chartistes des grands meetings dont l'assistance nombreuse adopte le manifeste. Chacun, selon ses inclinations particulières, développe ses thèmes favoris, et, parmi les questions que la Convention a posées au peuple, insiste sur celle qui est son dada préféré, Richardson conseille la " descente sur les Banques ", et Bronterre O'Brien, la politique des candidatures chartistes aux prochaines élections :

" La Chambre actuelle des Communes, dit Bronterre au meeting de Glasgow, ne représente pas le peuple ; elle représente les gaillards qui vivent de profits et d'usure ; elle représente aussi une bande de canailles, hommes de lois, évêques, prêtres, agioteurs et prêteurs sur gage ; elle représente des hommes qui n'ont aucun intérêt à la prospérité du pays : l'agioteur a le même intérêt à la

calamité publique que le prêteur sur gage à la détresse privée. Elle représente aussi les officiers, les militaires, et c'est un fait qu'à Londres, près de deux mille tenanciers de maisons publiques ont des votes."

Pour le D^r Taylor, le boycottage est le meilleur moyen de forcer leurs ennemis à résipiscence :

" Marquez à la craie, de chaque côté de la rue, les portes des boutiquiers qui ne vous aideront pas à conquérir la liberté, et vous les amènerez ainsi à penser que la classe laborieuse a toutes les qualités requises pour l'exercice du droit de vote. Que la musique des pennies, la seule qui charme ses oreilles, cesse, que les coffres-forts restent vides, et le boutiquier reconnaîtra vite le droit du peuple à être représenté. Si vous adoptez cette tactique et si vous la mettez immédiatement en pratique, par ce seul procédé vous obtiendrez la Charte : votre Comité n'a qu'à ouvrir boutique et vous trouverez bientôt de chaque côté de la rue bon nombre de concurrents qui rivaliseront avec vous pour la défense des principes chartistes. "

Et au même meeting de Glasgow, Peter Bussey renchérit sur ces paroles :

" Il n'existe aucune sympathie entre les classes, il n'existe qu'une question de livres, de shillings et de pennies. L'OR est le Dieu des Boutiquiers et, si le chemin pour arriver à la tête d'un anglais est à travers son ventre, je crois que le chemin pour atteindre la tête d'un bourgeois est à travers ses poches. "

De son côté Robert Lowrey, qui, toujours guidé par son intransigeante sensibilité, préconise la violence, en recommandant le droit de s'armer, demande à ses auditeurs écossais s'ils sont prêts à tenir leurs engagements :

“Aucun homme ne doit affirmer avec sa langue ce qu'il n'est pas prêt à exécuter avec son bras. Vous ne permettrez pas que la Convention porte le bonnet d'un fou sur la tête, mais vous prouverez que vous êtes fils de ceux qui abandonnèrent leurs foyers pour gagner la montagne, le sabre au côté.”

De toutes les questions présentées à l'agrément de la volonté populaire, celle qui allait concentrer l'attention des Conventionnels ne paraît pas avoir été mise en relief d'une façon particulière par les orateurs de ces grands meetings : l'idée de la grève générale était acclamée comme les autres par les auditoires enthousiastes, mais sans qu'elle provoquât des applaudissements plus précis que ceux qui allaient en bloc à toutes les questions du *manifeste*. La grève générale avait été acceptée, sauf quelques opposants, par tous les Conventionnels, qu'ils appartenissent ou non au parti de la force physique ; seulement si l'idée du *mois sacré* avait été acceptée par tous, tous n'étaient pas d'accord sur l'opportunité de sa mise à exécution. Si l'on en croit Lovett, pour les modérés, la grève générale n'était qu'un épouvantail : “Aussi n'étaient-ils pas opposés à voir discuter cette question par la Convention le 1^{er} juillet comme un moyen de négocier avec nos adversaires.” Et un mot du délégué écossais Abraham Duncan résume très vigoureusement cette politique : “Nous devons faire trembler nos oppresseurs en les tenant

suspendus jusqu'au-dessus de la gueule de l'enfer, mais nous ne devons pas les y laisser tomber." Dans l'esprit de ces modérés, la grève générale n'était donc qu'une menace, un moyen d'intimidation pour forcer la main au Parlement. Lovett pensait même qu'on pouvait aller jusqu'à conseiller la cessation du travail à un ou deux grands métiers : les modérés n'avaient en vue qu'une simple mise en application partielle.

Si pour les modérés la grève générale se réduisait à un procédé d'intimidation et à la possibilité d'une manifestation partielle, elle apparaissait aux protagonistes de la violence comme une des formes les mieux adaptées à la réalisation de leurs désirs et de leurs revendications : n'attendaient-ils pas du mouvement chartiste autre chose que la Charte du peuple ? N'était-ce pas toutes les espérances socialistes qui miroitaient à leur esprit ? Sans doute la Charte était seulement à leurs yeux l'instrument le plus sûr pour y atteindre, puisque aussi bien la pure démocratie politique doit nécessairement conduire au socialisme ; mais ne pouvait-il y avoir des chemins moins longs et des moyens plus expéditifs pour entrer directement dans les palais de l'Égalité sociale, sans subir l'obligation d'attendre au seuil que les lents débats de la démocratie parlementaire en ouvrissent toutes grandes les portes ? La grève générale pouvait forcer le

vote des deux Chambres, l'adhésion du Gouvernement à la Charte du peuple; mais ne pouvait-elle mieux encore? Et sa mise à exécution n'était-elle pas le commencement même de la révolution rêvée?

Les uns et les autres, partisans de la force morale ou apôtres de la violence, ignoraient qu'en préconisant avec des visées différentes la grève générale, ils servaient les intérêts et obéissaient aux secrets désirs de ceux qu'ils jugeaient les pires ennemis des classes laborieuses. L'idée de la grève générale avait été lancée très innocemment par Thomas Atwood; mais il est probable que le leader de la Birmingham Political Union avait été le jouet inconscient des capitalistes et des industriels. Dans une lettre du 31 juillet publiée par la Star du 3 août, Feargus O'Connor reconnaît que "les patrons considéraient le projet de grève générale comme une bonne aubaine." La naïveté vaniteuse de Thomas Atwood n'a-t-elle pas été habilement exploitée dans le dessein de préparer l'opinion ouvrière? Il semble en effet que la grève générale était souhaitée par les milieux industriels qui y voyaient un remède à la crise de surproduction: les entrepreneurs n'osaient pas prendre la responsabilité d'un arrêt momentané du travail, mais ils auraient été satisfaits d'en voir prendre l'initiative par les travailleurs. C'est à la réalisa-

tion de ce vœu secret que l'imprudente Convention va dépenser ses plus grands efforts.

Cependant, tout d'abord, ce n'est pas la grève générale qui est l'objet des premières discussions de la Convention. A peine celle-ci vient-elle de se réunir à Birmingham le 1^{er} juillet, que déjà certains conventionnels demandent son retour à Londres. Hugh Craigh croit cette mesure opportune et il est appuyé par Moir qui présente la motion suivante : " L'état des affaires publiques exige que le siège de la Convention soit immédiatement transporté à Londres. " Aussitôt Feargus O'Connor, à qui était dû le déplacement de Birmingham, dépose un amendement : " Les Conventionnels expriment leurs plus vifs remerciements au peuple de Birmingham pour l'excellente réception qu'ils en ont reçue et déclarent qu'ils continueront à siéger à Birmingham. " Mais, comme il craint peut-être un vote contraire à son amendement, il ajoute que, quant à lui, " il ira partout où la majorité de la Convention désirera aller ". Le démagogue irlandais s'assure ainsi contre les risques d'un échec. Dans la même séance, il parle du procès auquel il a assisté la semaine précédente à Mansfield : " puisque les riches s'arment et s'exercent même au maniement des armes sous la direction de la police métropolitaine, les Conventionnels ont le besoin d'avertir le peuple qu'il a le droit

de posséder des armes. Quoi, les riches auraient le droit de s'armer pour opprimer le peuple et on refuserait à celui-ci les moyens de se défendre. Quelle violation flagrante de toute justice !” Puis, pour tenir la balance égale entre la force morale et la force physique, il raconte aussi que “les femmes de Mansfield, par protestation, ont adopté le système du boycottage et ne veulent plus dépenser un shilling dans les boutiques des commerçants qui s'arment contre le peuple, si bien que tel qui recevait £15 par jour verra bientôt le gazon pousser dans sa boutique. Ce qui prouve que le peuple a assez de force morale pour repousser les actes d'oppression”. Et, après avoir recommandé tout d'abord un moyen de force physique, il conseille ensuite le moyen légal de la pétition au Parlement.

Dans le discours d'O'Connor, un seul fait aurait dû attirer l'attention de la Convention ; c'est que le jour même, à Birmingham, trois cents constables avaient prêté serment ; et ce fait à lui seul aurait pu être un argument assez fort pour justifier la proposition de retour à Londres que Moir reprend le lendemain 2 juillet. Mais les raisons que le délégué écossais fait valoir en faveur de sa motion sont tout différentes :

“ Il faut retourner à Londres sans délai, car le Gouvernement est aux prises avec les plus grandes difficultés, il n'a qu'une majorité très faible qui varie de deux à dix voix et il a beaucoup

de peine à se maintenir : sa situation financière est critique et la Convention doit être à Londres pour en profiter. ”

Deegan seconde la motion et Feergus O'Connor s'y oppose naturellement :

“ Nous ne sommes pas encore restés à Birmingham assez longtemps pour être autorisés à adopter une telle résolution... Il s'est passé cette nuit à Birmingham des événements qui réclament notre présence ici. Nulle part la Convention ne pourra être plus en sûreté ni mieux protégée contre le danger que là où elle se trouve. C'est pourquoi je demande que la Convention se transporte à Londres lundi prochain. ”

Contradiction nouvelle de la part d'O'Connor, mais qui s'explique, soit par le désir de gagner du temps, soit encore par celui de concilier les deux opinions entre lesquelles étaient partagés les Conventionnels et de se faire un mérite de son intervention auprès de chacun d'eux.

A l'appui de sa proposition, Moir apporte des chiffres ; il les emprunte au *Sun* du 1^{er} juillet : du 20 au 26 juin 49.090 onces d'argent en lingots, 247,344 onces de monnaie d'argent, 11,750 onces de monnaie d'or et 6,570 onces d'or en lingots ont été exportés. “ Je pense, ajoute-t-il, qu'on peut douter que la Banque d'Angleterre puisse payer plus de 18 d. par livre, et, si telle est la situation, je souhaite que la Convention se rende à Londres le plus tôt possible. ” Le D^r Fletcher et Craigh appuient

cette motion ; Pitkeithly déclare que la Convention sera mieux à même de délibérer et de donner des ordres à Londres qu'à Birmingham ou dans toute autre ville de province. Au contraire, le D^r Taylor et Cardo se prononcent en faveur de l'amendement d'O'Connor, qui semble, d'après les débats, réunir treize Constitutionnels contre dix.

Peter Bussey propose alors que la Convention reste à Birmingham jusqu'à ce qu'elle ait reçu les réponses aux questions du manifeste. Le D^r Fletcher et Richards s'opposent à cette motion. Richards observe que le peuple se demande quand la Convention publiera ses instructions et quand commencera la mise à exécution des mesures ultérieures. Le peuple attend avec anxiété les ordres de l'Assemblée. A Londres, étant donné la situation dans laquelle se trouve le Gouvernement, la Convention serait près de la Chambre des Communes, prête à toute éventualité. Feergus prend la parole :

“ Le devoir de la Convention est maintenant non de recevoir, mais de donner des ordres. La question qui se pose est de savoir si nos instructions auront plus d'efficacité parties de Londres ou de Birmingham ; en restant à Birmingham jusqu'à lundi prochain, beaucoup de bonne besogne peut être faite. ”

Au milieu de cette discussion, semblable à tant de débats parlementaires, Lovett seul

apporte un peu de clarté et présente le seul argument qui vaille en faveur du séjour à Birmingham ; le secrétaire de la Convention dit qu'il ne voit pas l'avantage qu'il peut y avoir pour la Convention, comme l'a affirmé Moir, à se trouver près de la Banque :

“ Il suffit que nous exprimions à nos commettants notre désir de les voir convertir leur papier en or pour que cette conversion ait lieu. Notre ordre sera obéi tout aussi bien que s'il vient de Londres. De plus je pense qu'en déplaçant le siège de la Convention, nous ferions preuve d'indécision de caractère et nous marquerions que nous n'avons pas apporté assez de circonspection dans nos décisions avant que de les adopter. Certes, si jamais il a été nécessaire de venir à Birmingham, il est nécessaire aussi que nous y restions plus longtemps que nous ne l'avons encore fait. ”

C'était là le seul motif raisonnable que l'on put faire valoir ; il était dicté à Lovett par le bon sens et la droiture de son âme d'honnête homme. Lovett a le sentiment, ignoré des autres Conventionnels, de la constance dans les paroles et dans les actes, nécessaire à toute assemblée qui veut s'assurer le respect et l'autorité. Le secrétaire de la Convention veut éviter à celle-ci ce ridicule, “ *un bonnet de fou sur la tête* ”. Depuis la séance du neuf mai, Lovett s'est ressaisi et le débat sur la grève générale montrera encore sa prudence et son habileté.

Après lui, Neesom reprend les théories d'O'Connor :

“ Selon moi, la population de Birmingham a une plus grande confiance dans la Convention que celle de Londres ; je pense que nous pouvons donner l'ordre des mesures ultérieures aussi bien de Birmingham que de tout autre endroit... Le peuple est déterminé à ne pas attendre plus longtemps pour obtenir ses droits politiques ; et en vérité il saura les conquérir pacifiquement, s'il le peut, par la force, s'il y est obligé. Je sais que le sentiment général est favorable à une action immédiate conformément au manifeste. ”

Collins veut donner satisfaction aux partisans de l'action immédiate et limiter les risques en restreignant les ordres de la Convention aux mesures les plus inoffensives :

“ La crise est arrivée, dit-il ; les banques sont aux prises avec les plus grandes difficultés. Mon opinion est que nous perdrons notre temps si nous ne voulions pas concentrer notre attention sur une ou deux mesures ultérieures. Je suis partisan de faire vite ; il ne faut pas de longues heures pour placarder par toute l'Angleterre les conseils de la Convention au peuple : la descente sur les banques et l'abstention de tout article soumis à l'accise sont, plus que toutes les autres, les deux mesures capables de provoquer une grande agitation. ”

Ainsi se poursuivent ces discussions dont nous reproduisons fidèlement la confusion pour donner l'idée exacte de ce qu'étaient ces séances critiques de la Convention. Chacun parle selon son tempérament, et malheureusement, sauf Lovett qui consulte sa raison et deux ou trois modérés obéissant à leur bon sens, ces hommes n'écoutent que leurs instincts, les conseils de leur sensibilité aveuglée, ou les intérêts de leur ambition.

La motion Bussey repoussée, la Convention adopte une proposition du D^r Taylor par laquelle elle s'engage à se réunir à Londres le mercredi 10 juillet. Le même jour, le 2 juillet, les délégués rendent compte de leurs missions. Pour la plupart ils se répètent. Dans le comté d'Ayrshire, à Leicester, à Nottingham, à Derby, à Liverpool, le peuple est prêt à obéir aux ordres " légaux et constitutionnels " de la Convention, dit Craigh, et le manifeste a été adopté " avec une surprenante unanimité ", déclare Deegan. Selon Cardo à Penzance, dans les Cornouailles, le peuple retire son argent des Caisses d'Épargne ; les pauvres mineurs, qui ne gagnent que cinq shillings par semaine et qui ignorent les choses de la politique, ont décidé de mettre en application les principes du manifeste. A Leicester, selon Dean, le peuple est impatient d'en arriver aux mesures ultérieures. A Bath, à Bristol, à Cheltenham, dans le Wiltshire, le Somersetshire, et le Leicestershire, Neesom prétend que le peuple attend la mise à exécution des mesures ultérieures et n'est pas disposé à attendre longtemps.

Le discours d'O'Connor, rendant compte de sa mission, est un nouvel exemple de ses procédés de bluff :

" Aux meetings de Peep Green, de Birmingham et de Kersall Moor, plus d'un million d'individus ont décidé de conquérir le suffrage universel par la force morale, s'ils le peuvent,

sinon par la force physique. Nous avons créé une opinion publique, nous l'avons organisée, il ne nous reste plus qu'à la diriger... Nous nous trouvons dans une position si forte que nous pouvons dire aux whigs : donnez-nous le suffrage universel ou sinon nous le prendrons. ”

Si l'on en croit Donaldson, à Stourbridge, à Lye Waste, et à Dudley, le peuple ne peut plus endurer la misère et attend seulement les ordres de la Convention pour agir. Selon Marsden, Lancaster, Burnley, Chorley ont répondu affirmativement aux questions du manifeste. Dans le Cheshire, le peuple, dit Richards, est décidé à tirer vengeance de ses oppresseurs, s'il n'est pas donné satisfaction rapide à ses revendications. A tous les meetings auxquels le D^r Taylor a assisté, les résultats ont été excellents ; Collins affirme que partout, à Greenock, à Bannockburn, à Alloa, à Montrose, à Dundee, à Perth, à Edimbourg, la Convention a été acclamée : jamais dans toute sa vie il n'a vu se manifester un tel enthousiasme ni une telle ardeur. Quel optimisme, quelles illusions ! et même peut-on dire, quelle naïveté, lorsqu'on entend Burns reprocher à Hartwell d'avoir omis de donner cette preuve des progrès de la cause chartiste, la présence parmi les membres des associations radicales de policemen occupés activement à recueillir les souscriptions.

Le lendemain, 3 juillet, après que Woodhouse et James Taylor ont rendu compte de leur mission, la Convention aborde la discussion des

mesures ultérieures. Tous les délégués viennent de déclarer que le peuple est prêt à agir et qu'il n'attend qu'un signe de la Convention ; aussi cette assemblée est-elle comme déterminée par tout ce qu'elle vient d'entendre à examiner immédiatement la mise à exécution des mesures ultérieures. Parmi celles-ci une seule va concentrer l'attention, non parce qu'elle apparaîtra le moyen le plus efficace de réalisation, mais parce qu'elle se recommande aux démagogues par ses aspects de révolution prolétarienne comme un admirable moyen de réclame et que les autres Conventionnels, sauf quelques exceptions, n'oseront pas y paraître opposés. Tous, en effet, ou presque tous, se déclareront partisans de la grève générale : les uns, plus pressés parce qu'ils ne s'inquiètent pas des risques et veulent seulement satisfaire aux exigences de leur réputation de démocrates trop impatientes du bonheur du peuple pour supporter aucun délai, vont demander qu'on fixe au mois sacré la date la plus rapprochée ; les autres, désireux en leur âme et conscience d'écarter une si grande folie, approuveront le principe, mais, pour des raisons d'opportunité, réclameront son application à terme. Entre les uns et les autres, Lovett, comprenant le danger, et aussi qu'il est impossible de heurter de front l'opinion la plus bruyante, essaiera par une mesure dilatoire

d'écarter la mise à exécution immédiate de la grève générale qu'il considère irréalisable.

Le D^r Taylor prend le premier la parole :

“ J'ai visité ma circonscription et j'ai demandé à mes commettants leurs réponses aux questions du manifeste : sur les grands principes, le peuple est en accord parfait avec la Convention et il est décidé à conquérir la Charte, quelles qu'en puissent être les conséquences ; il ne désapprouve aucune des démarches de la Convention ; tout au contraire, il est unanime à penser qu'elle a plus fait qu'on n'en pouvait attendre. J'ai assisté à vingt-six grands meetings en Écosse et j'y ai posé les questions du manifeste qui, d'une façon générale, ont reçu des réponses affirmatives ; mais, en ce qui concerne le mois sacré, le peuple croit qu'il ne conduirait à rien moins qu'à la Révolution. Cependant, si la Convention dit un mot en faveur de cette mesure, le peuple est prêt à la suivre. Ma première intention était de fixer un jour, le lundi 15 juillet par exemple ou toute autre date, pour que la Convention publie ce jour-là ses ordres. Mais je propose à la Convention de publier immédiatement une adresse au pays tout entier pour demander au peuple de retirer son argent des Caisses d'épargne, d'opérer la descente sur les banques, de commencer le boycottage, de s'abstenir de la consommation des objets soumis à l'accise, et d'user de leur privilège constitutionnel pour s'armer le plus vite possible. ”

On remarquera la réserve du D^r Taylor en ce qui concerne la grève générale ; cette réserve paraît être aussi celle des meetings auxquels il a assisté ; il convient de lire entre les lignes dans ce discours qui écarte le mois sacré : la grève générale, ce n'est rien moins que la Révolution et le peuple y est-il bien prêt ?

Feergus O'Connor se lève pour appuyer la motion du D^r Taylor ; mais indirectement,

selon sa manière, il va amorcer la discussion de la grève générale :

“ Je considère que les mesures ultérieures sont le plus grand sujet d'examen qui se pose à la Convention, la question la plus importante à résoudre. Car nous n'avons pas à attendre simplement ce qu'il peut advenir de la pétition, mais nous devons conquérir la Charte ; et je suis convaincu que, tant que nous n'aurons pas un mois sacré, nous n'aurons jamais le suffrage universel. ”

Ainsi Feargus fait dépendre l'obtention du suffrage universel de la grève générale : cette fois encore il est l'un des auteurs responsables et, peut-on dire même, l'instigateur de la plus grande folie de la Convention ; peut-être que, si sa voix influente n'avait pas prononcé cette parole, un autre après lui ne l'aurait pas transformée en un acte, en une proposition. Mais il n'était pas non plus dans les habitudes de ce grand politique de s'engager à fond dans une circonstance décisive ; aussi ne recommande-t-il pas la mise en application immédiate de la grève générale ; et, comme par cette phrase il craint de s'être peut-être trop avancé, après avoir poussé la Convention vers le mois sacré, il cherche ensuite en la flattant à la retenir :

“ La Convention est maintenant la seule autorité qui existe dans ce pays ; mais je pense que nous ne devons pas faire sentir trop soudainement au peuple le pouvoir qui est entre nos mains. Nous avons conquis une grande importance dans le pays, et il ne faudrait pas risquer une défaite générale pour un triomphe partiel. ”

Par ces paroles, Feargus se réserve, pour l'avenir, le droit de dire qu'il a déconseillé l'opération.

Ce que Feargus n'avait que suggéré, Peter Bussey va le formuler :

“ L'opinion de mes électeurs est qu'il faut retirer l'argent des Caisses d'épargne, et ils sont en train de le faire. En ce qui concerne le droit de s'armer, le bon vieil esprit anglais les anime ; ils ont des candidats chartistes tout prêts ; ils sont disposés à faire du boycottage dans toute la mesure désirable ; ils sont convaincus de la nécessité de ne consacrer leurs efforts à aucune agitation qui ne mène au suffrage universel. Si la Convention donne le mot d'ordre pour le mois sacré, mes électeurs sont prêts à ne reprendre leur travail que lorsque la Charte sera devenue la loi du pays. Aussi, présenterais-je un amendement (à la motion du D^r Taylor). ”

Et Peter Bussey propose que la Convention recommande au peuple d'agir conformément au manifeste le 15 juillet. L'amendement Bussey diffère de la motion Taylor parce qu'il ne fait pas de distinction entre la grève générale et les autres mesures : Bussey n'exclut pas la grève générale d'une réalisation qu'il veut immédiate et qu'il fixe au 15 juillet, tandis que le D^r Taylor remettait le soin de discuter cette grave question à une délibération ultérieure.

Cinq Conventionnels appuient immédiatement l'amendement de Bussey. Cardo considère que la descente sur les banques suffira amplement à provoquer l'essor de la grève générale ; le

D^r Fletcher pense que la grève générale serait la meilleure méthode pour amener la réalisation des projets chartistes : “ une descente sur les banques serait suffisante pour provoquer la grève générale ; et, si ce jour arrive, il faudra se nourrir, mais qui osera refuser cette nourriture ? Si un sentiment de justice et un sentiment d’humanité ne suffisent pas à nous la faire donner, nous l’obtiendrons de la crainte ”. Le D^r Fletcher soulève donc une objection contre la grève générale, mais il ne s’y arrête pas. Le D^r Mac Douall dit que le peuple d’Ashton a décidé de se munir d’armes : “ Je désire voir la grève générale adoptée aussi vite que possible et, comme juillet est un mois célèbre pour la Révolution et la Réforme, je conseillerai le mois de juillet, car nous avons en perspective une bonne récolte que nous pourrons moissonner. ” Warden appuie la proposition de Bussey parce qu’il pense que “ la grève générale est l’équivalent d’une insurrection nationale ” ; et Brown qui vient d’être mis en liberté exprime sa satisfaction de l’amendement Bussey :

“ Si jamais j’ai senti du plaisir à recouvrer ma liberté, c’est à présent, parce qu’elle me fournit l’occasion de soutenir l’amendement de M. Bussey. Il est impossible que le mouvement actuel se continue plus longtemps sans que quelque chose soit fait pour fixer une date précise et mettre un terme aux souffrances des classes laborieuses opprimées ; et, en réalité, je considère comme absolument indispensable que cela soit fait. ”

De l'aveu même de ses défenseurs, la grève générale apparaît la voie qui mène à la révolution : elle est, selon le mot de Warden, l'équivalent d'une insurrection. Et c'est sans doute aussi le motif pour lequel quelques Conventionnels refusent de prendre la responsabilité d'une telle décision : Deegan est très fermement d'avis de placer la grève générale en dehors de leurs résolutions et de ne proposer à l'adoption du peuple que les autres mesures du manifeste. Collins appuie énergiquement la motion du D^r Taylor et considère qu'il vaut mieux laisser la question de la grève générale pour plus tard. Craigh est plus prudent encore : il avoue qu'il n'a reçu aucune instruction de ses commettants pour hâter les mesures ultérieures et il est d'avis que la Convention doit attendre encore une réponse précise à la pétition. L'attitude prudente de Craigh n'avait aucune chance de rallier la majorité des Conventionnels et William Lovett s'en était rendu compte. Aussi, lorsqu'à la reprise de la séance, il prend la parole pour appuyer la motion Taylor, il ne veut pas contredire trop directement les partisans de la grève générale, mais seulement obtenir leur consentement aux propositions dilatoires qu'il va leur faire. Son discours est à fois un nouvel exemple de son sens exact du réel et une preuve de l'expérience que lui ont donnée quelques mois de vie parlementaire.

“ Je suis, dit William Lovett, en parfait accord avec la motion du D^r Taylor ; mais en même temps aussi je ne puis m’empêcher de penser avec M. Bussey et les autres partisans de la grève générale qu’un *holiday* ou *mois sacré* serait le seul remède efficace aux souffrances du peuple ; mais, tout en partageant cette opinion, je suis d’avis qu’il faut savoir ce qu’on peut attendre de la Chambre des Communes et quelle est sa réponse à la motion Atwood relative à la Charte avant de recommander une démarche aussi sérieuse et solennelle que le mois sacré. Je pense aussi qu’il doit être fait provision de vivres pour le peuple avant de lui donner l’ordre de cesser le travail. Je pense qu’il vaut mieux nommer un comité de dix à douze personnes chargées de chercher les meilleurs moyens de réalisation pour le mois sacré. Je crois également qu’un excellent moyen serait de choisir quelques métiers qui, en se mettant en grève, amèneraient tous les autres métiers à abandonner le travail, et réunir des fonds pour les soutenir. Ce serait une excellente façon d’éprouver l’opinion publique, car, si les Chartistes ne sont pas capables de souscrire 1 s. ou 6 d. par semaine pour une telle œuvre, on pourrait émettre de sérieux doutes sur la possibilité de les voir abandonner eux-mêmes l’atelier. Telles sont les raisons pour lesquelles je suis d’avis qu’il faut voter la motion Taylor et ensuite nommer un comité pour le dessein dont je viens de vous entretenir. ”

En se prononçant pour la nomination d’un comité chargé d’examiner les possibilités d’une application partielle de la grève générale, Lovett espère ajourner à l’infini et même arriver à écarter complètement la grève générale, dont il redoute les conséquences autant pour les travailleurs Chartistes que pour la Convention ; il sait ce qu’on peut attendre en mettant à l’épreuve les puissances de sacrifice des Chartistes et ce que doit donner l’expérience de leurs dispositions

réelles en faveur du mois sacré ; et, dans son autobiographie, il ne craint pas de nous révéler les motifs qui lui avaient fait adopter cette tactique pour écarter la grève générale : “ si les Chartistes n'étaient pas disposés à payer chaque semaine une petite somme, on ne pouvait guère espérer d'eux l'unanimité d'adhésion nécessaire à la grève générale ; et alors nous aurions, dit-il, une excuse véritablement raisonnable pour abandonner le projet. ” Quel sens politique profond dans cette phrase et dans cette attitude ; quelles ressources l'expérience parlementaire et le gouvernement des hommes font apparaître en ceux-là même qui semblent mal préparés par leur caractère, par leur éducation ou même par leurs idées !

Le débat sur la grève générale continue, mais, quoique aucun des Conventionnels n'y apporte la même lucidité, il ne manque pas d'intérêt, parce que les discours des uns et des autres mettent en relief les raisons secrètes de Lovett. C'est John Frost qui se déclare d'accord avec ses collègues sur la nécessité du mois sacré, mais ajoute : “ je ne pense pas que nous soyons prêts à en donner l'ordre au peuple anglais ” ; Richards demande que la Convention ne se presse pas trop de fixer une date ; Skevington confirme ces paroles ; et Moir dit que proclamer la grève générale serait agir

contrairement à la plus élémentaire prudence. Lovett veut profiter des sentiments exprimés par les précédents orateurs pour reculer la délibération sur la grève générale et la faire rejeter bien au delà de la décision que la Chambre des Communes prendra le 13 juillet à l'égard de la Charte : le 1^{er} août lui paraît l'époque convenable pour examiner cette question. Collins, Hartwell et Pitkeithly viennent apporter ici leur concours à Lovett :

“ Je veux attirer votre attention, dit Pitkeithly, sur un fait : si le peuple commence la lutte lorsqu'il n'est pas encore préparé à la soutenir, il ne fera que river ses chaînes plus fortement, comme le peuple français l'a fait dans les deux luttes qu'il a entreprises. Notre devoir est de faire tout ce qui est possible et tout ce qui apparaît essentiel à la sécurité et aux progrès de la cause et nous avons toutes les chances en notre faveur, si nous n'agissons pas d'une façon imprudente, car le gouvernement tombe de plus en plus bas chaque jour, tandis que le peuple s'élève en dignité : si nous commettons la faute d'agir prématurément en ce qui concerne l'une des mesures, fût-ce seulement de quelques jours, cette imprudence peut nous ramener vraisemblablement de vingt ans en arrière. ”

La grève générale est actuellement prématurée, disent les Conventionnels qui ont encore quelque modération ou même seulement le sens du possible et le souci de ne pas exposer à d'inutiles dangers les ouvriers chartistes. “ Les temps sont proches ”, affirment au contraire les partisans de la révolution immédiate. Neesom

et Marsden soutiennent énergiquement la nécessité de fixer au plus tôt le jour de la grève : “ Je désire seulement, dit Marsden, faire luire aux yeux du peuple des espérances que nous puissions compter réaliser. ” Mac Douall dit qu’il est autorisé par les mineurs de Stockport à déclarer qu’en bloc ils sont prêts à défendre la Convention et à exécuter ses ordres et qu’ils sont prêts aussi à le faire avec QUELQUE CHOSE dans leurs mains. Le D^r Fletcher prétend que, dans tous les meetings auxquels il a assisté, les mesures auxquelles le peuple attache le plus d’importance sont la descente sur les banques et la grève générale ; avec Dean, il est le seul à présenter la grève générale comme conforme au vœu des meetings : on a l’impression que ceux même qui, parmi les conventionnels, préconisent la grève générale immédiate, obéissent plutôt à un sentiment personnel qu’aux sentiments ou aux injonctions de leurs commettants.

Si l’esprit de surenchère, la misère exaspérée, le mysticisme révolutionnaire ou une sensibilité enthousiaste et crédule ont aveuglé Neesom, Marsden, Mac Douall et Fletcher au point de leur masquer l’évidence, c’est-à-dire le fait que le peuple chartiste n’est ni prêt ni enclin à la grève générale, et que ceux qui abandonneraient leur travail ne seraient ni suivis ni soutenus par la grande masse des travailleurs, comment

nommer les sentiments sur lesquels repose l'opinion de Dean ? Son discours manifeste une naïveté telle qu'on peut se demander si elle est involontaire ou non. " J'ai reçu, déclare Dean, des instructions de mes électeurs pour voter immédiatement la fixation du jour où la grève générale doit commencer, car beaucoup d'entre eux meurent de faim et ne savent pas, quand ils se lèvent le matin, où ils pourront trouver un seul repas ; si vous retardez la grève générale afin que le peuple puisse faire des provisions en vue de cette éventualité, il ne restera plus parmi eux personne pour la promouvoir. Les maîtres de fabriques d'Ashton et du voisinage ont déclaré qu'ils réduiraient les salaires de leurs ouvriers et feraient marcher les usines seulement trois ou quatre jours par semaine ou qu'ils les fermentaient pendant un mois entier. " Dean se dit convaincu que, si la Convention ne fixe pas une date, le peuple entrera en collision avec les autorités ; son discours éclaire le mystère de cette course folle à la grève générale, à laquelle, dans cette séance du 3 juillet, s'abandonnent les Conventionnels, qu'ils soient partisans ou secrètement effrayés de l'entreprise.

En effet, bien qu'il prétende être d'accord avec William Lovett pour attendre le sort réservé à la Charte, le D^r Taylor n'a sans doute pas compris la tactique de Lovett et il propose, au lieu

du 1^{er} août, la date du 13 juillet pour discuter le jour de la grève générale. Désirant, dit-il, présenter une motion qui réunisse l'unanimité des Conventionnels, il amende sa première résolution ainsi :

“ La Convention publiera sans délai un appel au pays tout entier, conviant le peuple à retirer son argent des Caisses d'épargne et des mains des banquiers hostiles à la Charte du peuple ; à convertir toute monnaie en or ; à s'abstenir de tous articles sujets à l'accise ; à commencer le boycottage et à user de leur privilège constitutionnel pour s'armer ; les membres de la Convention se réuniront le 13 juillet afin de fixer le jour où le mois sacré devra commencer, si la Charte n'est pas encore devenue loi. ”

Skevington seconde cette motion, le D^r Fletcher l'appuie, et Peter Bussey consent à retirer son amendement, car il a eu du reste complète satisfaction : le D^r Taylor, qui était d'avis de réserver la question de la grève générale, a fait sienne la motion plus truculente du démagogue ; et, par sa résolution amendée, il s'est mis lui-même et il a mis ses collègues dans l'obligation de voter le mois sacré malgré lui et malgré eux aussi peut-être.

Le D^r Taylor s'est-il abusé sur la force de l'opinion adverse ou s'est-il trompé sur la mesure des concessions qu'il a cru faire ? En cédant complètement, il s'est imaginé trouver une transaction, et une fois de plus la minorité

réelle l'a emporté sur la majorité ; car, si l'on dénombre les voix, on constate que huit conventionnels seulement s'étaient prononcés d'une façon formelle pour la grève générale : c'étaient Bussey, Brown, Warden, Neesom, Marsden, Mac Douall, Fletcher et Dean, auxquels il convient d'ajouter Cardo qui avait secondé l'amendement Bussey et Stowe qui avait déclaré que ses commettants étaient prêts à soutenir la Convention en faisant grève. Tous les autres, Craigh, Collins, Deegan, Pitkeithly, Richards, William Lovett, John Frost, Skevington, Hartwell, Smart, Moir, le D^r Taylor lui-même y étaient plus ou moins opposés et il faut leur adjoindre Feargus O'Connor qui, bien qu'ayant dit que, tant qu'on n'aurait pas le mois sacré, on n'aurait pas le suffrage universel, devait voter le 13 contre la grève générale : soit treize Conventionnels contre dix. En présence de ce partage des Conventionnels entre les deux opinions, si l'excellent docteur n'en était pas incapable, on pourrait voir quelque ironie dans les paroles du D^r Taylor se félicitant de l'unanimité qui s'était manifestée et disant qu'il n'avait jamais assisté à une discussion conduite avec tant d'agrément et des sentiments si cordiaux.

La résolution adoptée par la Convention la mettait dans l'obligation de voter le 13 le mois sacré, si la pétition était réjetée ; or déjà on

pouvait escompter ce rejet. L'attitude des Conventionnels dans cette séance même fournissait au gouvernement des arguments pour qualifier le mouvement chartiste de révolutionnaire et par là le disqualifier : alors même que la Chambre des communes aurait été disposée à accueillir la pétition, elle ne pouvait plus le faire sous la menace de la grève générale; on pouvait dire que d'ores et déjà la grève générale était votée et qu'il n'y avait plus qu'à en fixer le jour. Et quels faits avaient donc amené les conventionnels à cette mesure extrême ? De simples acclamations de meetings. Dans ce débat du 3 juillet, sauf des démagogues de la trempe de Bussey et de Neesom ou des illuminés comme Mac Douall et Marsden, tous les autres proclament bien haut leur adhésion au principe, mais souhaitent en reculer l'application à l'infini. Cependant leur lâcheté et l'esprit de surenchère, qui s'est glissé à la Convention et est devenu l'âme des discussions, les empêchent de s'opposer d'une façon assez ferme à une entreprise qu'ils sentent impraticable et les amènent à donner l'unanimité à la motion Taylor. Il faut dire toutefois, à l'honneur de Lovett, que celui-ci comprit cette folie et qu'il chercha à l'éviter en demandant la nomination d'un Comité de six membres chargé de trouver les meilleurs moyens de mettre à exécution " cette grande entreprise ".

Malheureusement les événements de Birmingham et son arrestation empêchèrent le secrétaire de la Convention de poursuivre le dessein si habilement combiné de faire subordonner la grève générale aux lenteurs d'une procédure moins expéditive, aux soins d'un comité peu nombreux et qui par suite avait chance d'apporter dans ses délibérations plus de réflexion et moins d'entraînement que l'assemblée. Ces événements allaient aussi précipiter encore d'un élan plus rapide les Conventionnels dans la voie dangereuse où la discussion du 3 les avait engagés et dans une entreprise qui, comme l'avait dit l'un d'eux, " n'était rien moins que la Révolution ".

Le 4 juillet, une première émeute éclate à Birmingham. Pendant l'agitation de 1832, les réformistes de Birmingham, ouvriers et bourgeois, avaient coutume de se réunir sur le Bull Ring durant les heures du dîner et la soirée pour entendre la lecture des nouvelles de la journée. Les Chartistes avaient suivi cet exemple et s'assemblaient sur la même place. Les autorités locales comprenaient des bourgeois, réformistes en 1832, que le vote du reform bill avait rendus conservateurs : jugeant cette pratique séditieuse, elles l'avaient interdite. Malgré certaines arrestations, les Chartistes n'en continuaient pas moins leurs réunions en ce lieu consacré. Aussi les autorités de Birmingham avaient-elles

réclamé à Londres un renfort qui leur arriva par chemin de fer le 4 juillet. A peine descendus du train, les hommes de la police métropolitaine sont mobilisés pour disperser sur le Bull Ring le peuple écoutant pacifiquement la lecture du journal commentée par un ouvrier : gourdins au poing, ils foncent sur la populace et ils exercent leur traditionnelle brutalité sur hommes, femmes, enfants qui leur tombent sous la main. Surpris par cette attaque inopinée, tous fuient ; mais bientôt leur exaspération triomphe de leur premier effroi, ils se retournent contre la police qui à son tour est obligée de fuir.

L'arrivée de l'armée et la lecture du *Riot Act* transforment en défaite une victoire commençante ; des détachements sont placés à toutes les issues du Bull Ring et d'autres circulent à travers les rues pour empêcher les attroupements. Il est dix heures et demie. Les Chartistes qui sont parvenus à se rallier parcourent la ville en chantant : à bas les tyrans, à bas ! Entre onze heures et minuit, des cris s'élèvent : " à Holloway, à Holloway ! " Et les manifestants se portent vers Holloway head, lorsque, passant devant l'église Saint-Thomas, ils ont l'idée d'arracher les grilles pour s'en faire des armes et pour se défendre s'ils étaient de nouveau attaqués. Une fois munis de ces armes formidables, ils songent naturellement à s'en servir et à tirer vengeance

de la police : retournant en arrière, ils se précipitent à nouveau vers le Bull Ring lorsqu'ils rencontrent le D^r Taylor et Mc Douall. Ceux-ci ont les plus grandes difficultés à les persuader de jeter bas leurs armes et le D^r Taylor doit user de son influence pour arracher à la fureur populaire un homme de la police. Malgré cette intervention, reconnu au milieu des manifestants, le D^r Taylor est arrêté à deux heures du matin " pour avoir été vu, parmi la foule " et, avec dix autres prisonniers, est conduit à Warwick goal.

Le 5, dès neuf heures du matin, les Conventionnels se réunissent au Lion d'Or, tout émus des événements de la nuit, et anxieux, dit Lovett, de voir exprimer publiquement l'indignation causée par cet outrage fait au peuple : " De cœur avec eux et sentant profondément qu'une grave injustice avait été commise, je rédigeai et proposai à la Convention trois résolutions qui furent unanimement approuvées. " La Convention affirmait le droit du peuple de se réunir sur le Bull ring ou partout ailleurs ; elle protestait contre l'outrage infligé au peuple de Birmingham " par des forces de police sanguinaires et inconstitutionnelles venues de Londres, agissant sous l'autorité d'hommes qui ont autrefois approuvé ces meetings populaires et y ont même pris part et qui, maintenant qu'ils participent au

pillage public, cherchent à maintenir le peuple en état d'esclavage politique et de dégradation sociale ". La Convention protestait aussi contre l'arrestation arbitraire et brutale du D^r Taylor. " Ces résolutions, ajoute Lovett, furent signées par moi en ma qualité de secrétaire et portées à l'imprimeur par l'un d'entre nous, M. John Collins. " Un grand nombre des délégués présents réclamaient l'honneur de joindre leur signature ; Lovett dit avec simplicité " que le sacrifice d'un seul était suffisant et que, par suite, il signerait seul ". Le 6, tandis que les résolutions de la Convention étaient affichées sur les murs de Birmingham, Lovett et Collins étaient arrêtés.

L'émeute du 4 juillet avait eu pour résultat immédiat 80 arrestations. Le D^r Taylor avait subi en prison les traitements qu'on inflige aux criminels de droit commun. En dehors de Birmingham, d'autres arrestations, celle de George Julian Harney, avaient lieu. Lovett et Collins étaient toujours emprisonnés. En présence de ces faits, les conventionnels semblent avoir perdu tout à fait la tête ; au lieu d'enlever par leur conduite à leurs adversaires toute possibilité de les accuser de fomenter la révolution, ils fournissaient à ceux-ci de bonnes raisons pour garder vis-à-vis des Chartistes une attitude intransigeante.

Réunis à Londres le mercredi 10 juillet, comme il avait été convenu, à St-Johnson's Tavern, Bolt Court, dans Fleet Street, ils s'abandonnent à la colère qu'ont provoquée en eux les événements. Cardo et Neesom demandent la discussion immédiate de la grève générale ; sur les observations de Fletcher, cette proposition est repoussée ; mais Carpenter et Cardo présentent une résolution qui, vigoureusement soutenue par Hetherington, Neesom, Woodhouse et Burns, est adoptée par la Convention :

“ La Convention a lu, avec des sentiments d'inexprimable indignation, les déclarations qui ont été faites l'autre soir à la Chambre des Communes par le secrétaire d'État à l'Intérieur relativement à la nécessité et à l'opportunité d'employer la police métropolitaine dans différentes régions pour supprimer les réunions publiques, tenues pacifiquement par le peuple, et l'approbation que le même ministre a donnée à l'attaque sanguinaire et abominable faite contre le peuple de Birmingham par cette police inconstitutionnelle et nuisible. La Convention est d'avis que, chaque fois et partout où les hommes, assemblés pour des desseins justes et légaux et n'occasionnant par leur conduite aucun trouble, aucune émeute, sont attaqués par la police ou par d'autres forces, tous les principes de la légalité et de la légitime défense les autorisent à repousser la force par la force, même s'il en résulte le meurtre des individus coupables de si féroces attaques contre les droits et les personnes. ”

Le fait qu'Hetherington et Neesom se rencontrent pour défendre cette résolution prouve qu'elle est l'expression du sentiment unanime des Conventionnels : mais aussi, par cette réso-

lution, ceux-ci font le jeu du gouvernement et de leurs adversaires, en affirmant le principe de la force physique et en justifiant la violence. Et cela d'autant plus que la *Northern Star* s'empare de ces faits et en profite pour illustrer sa politique et exaspérer les sentiments de ses lecteurs. Dans son numéro du 13 juillet, elle raconte en termes émus l'arrestation du D^r Taylor : “ Arrestation illégale, traitement barbare et brutal, affront infligé à l'excellent D^r Taylor, auquel on met les menottes, dont on pille les poches et dont on rase les cheveux ; ses souffrances en prison et le récit de sa mise en liberté à minuit. ” Et, à propos de la Convention, elle prononce dans son éditorial ce cri de guerre : *la bataille a commencé.*

Dans leurs discours, les leaders chartistes ne faisaient rien — tout au contraire — pour atténuer l'impression créée par les résolutions de la Convention ou les articles de la *Star*. Voici comment par exemple au meeting de Newcastle, organisé pour protester contre la conduite des autorités de Birmingham, Bronterre O'Brien illustre les recommandations de la Convention :

“ J'avais prévu, il y a sept ans, que les classes moyennes préféreraient verser le sang du peuple plutôt que de reconnaître ses droits. J'ai conseillé à la classe ouvrière de s'organiser... J'ai donné le conseil au peuple de s'armer jusqu'aux dents, de jeter bas les tyrans dont le pouvoir ne repose que sur la force physique de meurtriers stipendiés... La loi n'existe en Angleterre que pour 700,000 individus vivant de Rentes, de Profits et d'Intérêts, et

qui tentent de gouverner l'Angleterre par la force physique. Ne me parlez pas de la Reine ou de ses ministres, ou encore de la Chambre des Communes : ce ne sont là que les instruments des 700,000 monopoleurs dont je dénonce la conspiration contre le peuple... Les tyrans ne sont pas quelques hommes sur les bords de la Tamise. Non, les tyrans, ce sont ces hommes qui puisent leur fortune dans la sueur du peuple ; et, tant que les électeurs qui ont usurpé le gouvernement amèneront le peuple à dépenser sa force contre l'armée et la police, il n'y aura aucune paix : aussi, que ces hommes soient rendus responsables, je le répète, sur leur vie et sur leur propriété. ”

Bronterre demande à ses auditeurs si, au cas où les Conventionnels seraient arrêtés en masse, ils seraient prêts à proclamer la grève générale. Toutes les mains se lèvent et, au milieu des cris d'enthousiasme, les résolutions suivantes sont adoptées à l'unanimité :

“ Au cas où le gouvernement persisterait à supprimer par la force physique les meetings constitutionnels du peuple, nous, hommes de Newcastle, qui mettons notre confiance en Dieu et restons fermement attachés à nos droits et à la Constitution, nous sommes décidés à opposer à la force illégale la résistance constitutionnelle. ”

On voit sous quelles impressions la Chambre des Communes, à laquelle la pétition avait été présentée le 14 juin, se réunit le 12 juillet pour entendre le discours que Thomas Atwood devait prononcer en faveur de la cause chartiste. Comprenant sans doute qu'il est nécessaire de dissiper les préjugés hostiles aux Chartistes, le leader de Birmingham se défend tout d'abord d'être un

agitateur et essaie de rattacher le mouvement à la réforme de 1832. Il déclare que le Chartisme n'a pas son origine dans les agissements de factieux : ce mouvement a commencé en 1829 et sa première étape s'est achevée en 1832 ; mais le Reform Bill n'a pas réussi à améliorer la condition du peuple et a même eu pour effet des mesures qui lui ont été contraires. En 1837 ses compatriotes ont fait appel à lui pour présenter leurs doléances et revendiquer le droit pour le peuple de vivre de son travail. La pétition a été signée par l'élite de la classe ouvrière, et non par des vagabonds et des voleurs : plus d'un million d'hommes, sachant écrire, ont déclaré qu'il y avait un vice dans la législation. Atwood affirme que la situation économique du pays n'est qu'une déplorable illusion ; car, si l'on objecte les énormes richesses et les superbes fabriques que le pays possède, tout cela n'est qu'apparences aussi vaines qu'une noix creuse ou une bulle de savon : malgré les beaux discours que font sur leur prospérité, commerçants et industriels, les quatre cinquièmes d'entre eux ne tirent aucun profit de l'argent qu'ils ont investi dans leurs affaires et, en faisant appel à leur capital pour échapper à la faillite, ils courent fatalement à la ruine : ce n'est pas là prospérité, ce n'est qu'apparence de prospérité. C'est donc sur la situation industrielle créée par

la crise de surproduction qu'Atwood s'appuie pour justifier le mouvement chartiste dont il essaie de mettre en relief le facteur économique. Les pétitionnaires cherchent un remède à cette situation et ils ont la conviction que le seul remède est le suffrage universel. La Chambre des Communes, telle qu'elle est constituée, ne peut comprendre les besoins de la classe ouvrière : " les loups ne peuvent représenter les brebis, ni les éperviers les pigeons, de même aussi les riches ne peuvent représenter les désirs des pauvres. " Mais Atwood tient à affirmer ses intentions pacifistes et légalitaires : c'est seulement par les méthodes légales que le peuple entend conquérir le suffrage universel.

Le discours d'Atwood, qui, étant donné les circonstances dans lesquelles il était prononcé, ne nous paraît pas si malhabile, ne devait ni satisfaire les Chartistes ni convaincre les députés des Communes. Voici en quels termes la *Northern Star* apprécie ce discours :

" La manière dont M. Atwood a mêlé à la question générale ses idées favorites et ses projets habituels sur la circulation monétaire, a permis au secrétaire d'Etat à l'intérieur de combattre les opinions de M. Atwood en citant les opinions opposées des autres Chartistes sur le même sujet... Comme M. Hume le lui a bien rappelé (à Atwood), la pétition ne réclame ni papiermonnaie ni abrogation des lois sur les blés ni abrogation de la loi des pauvres ; elle demande seulement l'envoi à la Chambre des Communes d'hommes qui soient prêts à abroger toutes les

mauvaises lois. Le désir de M. Atwood de justifier ses anciens associés et de rester bien avec son groupe, tout en allant assez loin pour s'acquitter de sa promesse au pays, l'a amené à perdre de vue la question et à saisir l'occasion de faire de la pétition nationale une béquille pour sa marotte inflationniste."

La *Northern Star* prétend faire peser sur Atwood toute la responsabilité de l'échec que subit la pétition. En réalité, si les pétitionnaires avaient choisi pour avocat un homme que ses théories monétaires rendaient suspect, les Chartistes eux-mêmes et les Conventionnels avaient déjà compromis la cause par leur attitude, par leurs paroles et par leur violence. C'est ce que prouve le discours de lord John Russel en réponse à Atwood. Sans doute le secrétaire d'État à l'intérieur s'attaque à l'idée qu'il existe un lien entre la crise industrielle et le système de représentation ; il prétend que le suffrage universel ne serait pas un remède aux fluctuations qui sont la conséquence de la situation manufacturière et commerciale de l'Angleterre ; car le suffrage universel serait impuissant à assurer la stabilité de l'équilibre économique et l'accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne est là pour prouver la prospérité réelle du peuple. Mais lord John Russel cherche surtout à compromettre les Chartistes devant la Chambre des Communes et à dissiper l'impression favorable qu'aurait pu faire la profession de foi

légalitaire d'Atwood ; très habilement il félicite Atwood de ses bonnes intentions pacifistes ; et il ajoute que celles-ci sont démenties par les orateurs chartistes dont le langage est aussi violent que celui des pires révolutionnaires de 1793 : l'épouvantail de la Révolution française est agité aux yeux des députés par lord John Russel. A son avis les 700,000 individus qui possèdent le droit de vote représentent mieux la nation que les pétitionnaires ; ceux-ci ne sont à peine que 1,280,000 contre six millions d'Anglais qui n'ont pas exprimé leur opinion : certainement cette imposante majorité ne partage point les idées de ces pétitionnaires chartistes, petite minorité de communistes partisans d'un partage égal de la propriété. C'est là dans la bouche de lord John Russel une expression grossière des intentions socialistes qui inspirent les revendications démocratiques du chartisme ; mais, parce que cette affirmation des visées sociales du chartisme devait frapper les députés du parlement capitaliste comme une menace contre les intérêts qu'ils représentaient, elle était certes l'argument le plus fort que lord John Russel put faire valoir pour réunir contre la Charte du peuple une majorité de cent quatre-vingt neuf voix. Aussi ne s'étonnera-t-on pas de voir la motion d'Atwood, demandant la prise en considération de la pétition, rejetée par

deux cent trente sept voix contre les quarante huit voix des députés radicaux dont quelques-uns, dit Lovett, avaient parlé, mais dont la plupart s'étaient contentés de donner à la Charte un vote silencieux. Ce rejet, auquel cependant les Chartistes devaient s'attendre, eut pour effet immédiat de les exaspérer davantage et de pousser les troupes à des émeutes et les chefs à un acte de folie, le vote de la grève générale.

A Birmingham l'armée et la police parcouraient les rues, dispersant la foule sans craindre de blesser curieux et manifestants, accueillies du reste parfois à coups de pierres et obligées de charger ; la loi martiale avait été proclamée et toutes les public houses avaient reçu l'ordre de fermer à huit heures. L'effervescence populaire était grande lorsque le 15 on apprend que le cautionnement de Lovett et de Collins a été accepté et que ceux-ci vont être remis en liberté : ils sont attendus le soir et vers huit heures cette nouvelle a attroupé le peuple sur le Bull Ring. L'apparition soudaine de la police sert seulement à rendre la foule furieuse ; un cri s'élève : *Eteignez le gaz*. Les becs de gaz sont éteints en présence de la police impuissante ; puis, dans l'obscurité, la foule se rue sur les boutiques de personnes " qui, dit Gammage, s'étaient rendues coupables aux yeux du peuple par leur conduite récente " et elle y met le feu.

Bientôt les flammes jaillissent de l'épicerie Bourne et de celle de Dakin et Naden, de la maison d'un marchand de plumes et de matelas, de celles du droguiste Banks et de l'orfèvre Horton. La populace entre dans les boutiques, les vide pour en porter les dépouilles, comme un trophée, sur le Bull Ring où des feux de joie sont allumés sans qu'il soit permis aux pompiers d'approcher ; en même temps, sur quatre autres points de la ville, se déclarent des incendies : " Le peuple, dit Gammage, montra un désintéressement digne de toute admiration. Les marchandises, même les plus précieuses, ne tentèrent pas un moment sa cupidité. Il foula aux pieds la magnifique argenterie de M. Horton, prouvant que, quelque grande qu'eût été la provocation, il n'avait pas pour objet le pillage. Il était en guerre avec les classes régnautes, mais dédaignait de se prévaloir lui-même des privilèges habituels des guerriers. S'il avait été poussé à l'exaspération, ce n'était pas sa faute : ses vices relevaient de ses oppresseurs, mais ses vertus lui étaient personnelles ". En face de l'émeute, la bourgeoisie, prise de terreur et hantée par les souvenirs de 1793, quitte en masse la ville ; les affaires sont suspendues.

La violence avait enfin éclaté comme les protagonistes de la force physique l'avaient recommandé, comme la Convention elle-même l'avait

conseillé, le peuple avait repoussé la force par la force et rendu les hommes de la classe moyenne, les auteurs de ses maux, responsables sinon dans leur vie, du moins dans leur propriété. Les apôtres de la violence doivent triompher de la mise en application de leurs idées ; la *Northern Star* du 13 juillet n'a-t-elle pas déclaré que *la bataille a commencé* ? elle va sans doute applaudir à l'action directe du peuple de Birmingham. Ce serait mal connaître la psychologie de ces hommes que d'imaginer qu'ils sont satisfaits des conséquences de leurs paroles : dans leurs œuvres les théoriciens de la force physique n'aiment pas à se reconnaître ; ils ne sont prêts à avouer que les actes de violence qui aboutissent à une révolution, que les émeutes qui réussissent ou celles encore qui, ayant échoué, peuvent servir de légendes au calendrier des saints révolutionnaires ; mais ils attribuent aux provocations et aux complots de leurs ennemis celles qui, n'étant que l'explosion spontanée et inefficace des instincts populaires longuement excités par eux, ne peuvent contribuer à jeter aucune gloire sur la cause ni aucun lustre sur eux-mêmes.

La seconde émeute de Birmingham dépassait les désirs de Feargus O'Connor et de ses rédacteurs et devait même singulièrement les gêner dans leur conduite. Aussi comprennent-ils

le tort que ces émeutes peuvent faire à leurs thèses et peut-être aussi au tirage de leur journal ; et nous voyons la *Northern Star* plaider les circonstances atténuantes, au lieu d'attribuer au peuple le mérite de la journée du 15 ; elle déclare que le peuple n'est nullement responsable des incendies qu'elle dit être l'œuvre de bandits stupéfiés par les adversaires du Chartisme :

“ Nous ne croyons pas que la tragédie de Birmingham ait été voulue par le peuple. Nous ne doutons pas que les maisons aient été incendiées et les méfaits commis par quelques misérables payés pour l'exécution des desseins diaboliques d'un parti. Il est cependant probable que, s'il en a été ainsi, les misérables ont quelque peu outrepassé les ordres qui leur avaient été donnés, car nous apprenons que les dégâts se sont élevés à £ 40,000. ”

Et à cette accusation, par laquelle ils évitent de s'interroger eux-mêmes sur leur propre responsabilité, les rédacteurs de la *Star* ajoutent quelques conseils de sagesse auxquels, selon leur coutume d'appliquer à leurs lecteurs le traitement de la douche écossaise, ils entremêlent des incitations à la violence. Craignant à la fois d'encourir des poursuites et d'être accusés de reculer, ils trouvent ces formules :

“ Nous supplions de nouveau le peuple d'être patient et de ne pas se laisser pousser à la folie. Il n'y a aucun besoin de recourir à la violence... A-t-il obéi aux suggestions de la Convention ? Les cabarets ont-ils été désertés ? Les palais du gin sont-ils vides ?

La théière a-t-elle été brisée ? Les chiffons de papier ont-ils été convertis en or ? Les sociétés de secours mutuels ont-elles retiré leur argent des caisses d'épargne ? Surtout et avant tout, chaque ouvrier a-t-il dans sa maison son fusil et une provision convenable de poudre et de balles sous la main pour régaler tout visiteur importun qui pénétrerait sans droit dans sa maison le jour ou la nuit. ”

Après avoir dit qu'il n'y a aucun besoin de recourir à la violence et paru condamner les émeutiers de Birmingham, la *Northern Star* incite les Chartistes à posséder des armes et à s'en servir ; contradiction ou apparence de contradiction, habileté plutôt, consistant, selon le sens des événements, à être en état de dire qu'on avait conseillé la sagesse ou qu'on avait conseillé la violence et d'ajouter : voyez comme les faits nous ont donné raison ; souci aussi de journaliste désireux d'offrir à ses lecteurs, tous Chartistes, mais de si diverses manières, des conseils à double face qui puissent plaire à la fois aux uns et aux autres selon leur tempérament.

Le vote de la grève générale devait être aussi la conséquence du rejet de la pétition et plus encore des engagements antérieurs. Dès la première réunion de la Convention à Londres, Cardo et Neesom en avaient demandé la discussion immédiate ; mais le D^r Fletcher avait fait repousser cette motion. Le lendemain même de la séance de la Chambre des Communes, le 13, la Convention se réunit au cabaret de Bolt Court,

Fleet Street, à l'Honorable and Ancient Lumber Troop, pour discuter l'opportunité de la grève générale. C'est Osborne qui préside ; Robert Lowrey prend la parole :

“ Le débat de la Chambre des Communes a prouvé — s'il était besoin d'une preuve — qu'il n'y avait rien à attendre de ce Parlement pour le bien des classes laborieuses. Lord John Russel a osé déclarer que, dans la voie qu'elles ont prise, les classes laborieuses avaient pour instigateurs des personnes guidées par des motifs mercenaires. (*Marques de profonde désapprobation.*) Par cette déclaration, Lord John Russel a avancé une accusation erronée. (*Écoutez.*) Il a commis de sang-froid rien moins qu'une infamie gratuite (*Applaudissements*), le mensonge le plus mal fondé que j'aie jamais entendu. Plus n'est besoin d'adresser à la Chambre des Communes de nouvelles pétitions. La Belgique et l'Amérique n'ont conquis leur liberté que lorsqu'elles ont su la prendre ; et le peuple de ce pays n'obtiendra jamais la sienne que lorsqu'il saura s'en emparer. (*Vifs applaudissements.*) En ce qui regarde le mois sacré, pendant lequel les classes laborieuses s'entendent pour cesser en masse tout travail, le point le plus important à considérer est la détermination de la meilleure date. J'ai voyagé à travers l'Ecosse, dans le Cumberland, le Westmoreland et j'ai trouvé que les Chartistes de ces régions étaient d'avis que la grève générale devait commencer quand le blé serait mûr et les pommes de terre prêtes à butter. Conformément à leur opinion je proposerai donc la résolution suivante : La Chambre des Communes ayant refusé de prendre en considération la prière de la pétition, il est vain d'attendre une réforme de cette Chambre ; la Convention nationale est donc d'avis que le peuple ne continue pas à travailler après le 12 août à moins que d'ici là ne lui soit accordé le droit de voter pour les membres du Parlement et d'assurer ainsi la protection de son travail. ”

La discussion commence, mais elle est inter-

rompue par un message d'Atwood et de Fielden " qui désirent avoir une entrevue avec une députation de la Convention sur des questions de grande importance. " A leur retour de Panton square, les délégués choisis racontent leur visite aux deux députés : Thomas Atwood conseille aux Chartistes de continuer leurs pétitions et il leur reproche d'avoir nui à la cause par les paroles de violence qui ont été prononcées dans les meetings. Le conseil est accueilli par des rires et le reproche repoussé par la Convention qui se déclare irresponsable des actes de certains individus, et qui aurait pu rappeler à Atwood qu'il avait été un des premiers à prendre l'initiative des discours inconsidérés.

Le débat sur le mois sacré est repris. La lecture d'une lettre du D^r Taylor, disant que dans les districts manufacturiers l'organisation des Chartistes pour la prochaine grève générale fait des progrès aussi rapides que les flammes dans une maison en feu, encourage les partisans du mois sacré. Cependant cette mesure n'est pas sans rencontrer de la part de certains Conventionnels une opposition plus ou moins enveloppée. C'est ainsi que Deegan, qui déjà, dans la séance du 3, avait essayé de faire écarter la grève générale, dit que la Convention doit agir avec circonspection si elle veut fixer le jour convenable :

“ Souvenez-vous, dit-il, qu’un certain nombre de maris démocrates ont des femmes démocrates qui forceront leurs maris à travailler pour leurs enfants démocrates. L’un des précédents orateurs vous a recommandé d’attendre jusqu’à ce que les pommes de terre soient mûres, je suis d’accord avec lui, car je suis très amateur de pommes de terre et j’aime tout particulièrement ce légume. ”

Moir montre à la Convention la gravité de ce débat :

“ La question que discute l’Assemblée est de première importance : un mois sacré, avec une complète cessation de travail, ne sera ni plus ni moins que le commencement d’une révolution. (*Cris de écoutez, écoutez.*) Si nous ne prenons pas un soin tout particulier pour créer une bonne organisation dans tout le pays avant que la grève soit déclarée, nous échouons dans nos desseins. La grève doit être générale, autrement nous risquons d’abattre les maisons de ceux qui nous sont opposés et de sacrifier de nombreuses existences, sans réussir néanmoins à conquérir nos droits. Je pense que nous devons délibérer longuement et sérieusement sur un tel sujet. Je pense que nous devons consacrer toute la semaine à prendre en considération une question aussi importante. ”

Il ne pouvait manquer de se produire une surenchère et quelqu’un propose comme date le 22 juillet au lieu du 12 août. La discussion sur le mois sacré est remise au lundi 15 et est reprise, le mardi 16, sous la présidence de Mealing : la Convention donnera-t-elle l’ordre aux classes ouvrières de cesser simultanément tout travail pendant un mois ? Fletcher ne fait point d’objection à la déclaration de grève

générale quoiqu'à son avis seuls les Comtés de Westmoreland, de Cumberland, d'York et de Lancaster répondront à l'appel de la Convention. Bury pense que le Chartisme ne peut rencontrer l'unanimité que dans les rangs des ouvriers les plus mal payés : les hommes qui gagnent 30 shillings par semaine ne se préoccupent pas de ceux qui gagnent 15 shillings et ceux-ci se soucient aussi peu de ceux qui gagnent 5 et 6 shillings par semaine ; il y a une aristocratie parmi les travailleurs comme il y en a une dans la bourgeoisie et dans la noblesse. Comme l'avait désiré Lovett, le prudent Bury voudrait que la question du mois sacré fut remise aux soins d'une Commission. Plus pressé et d'autant plus ardent démocrate sans doute qu'il représente une ville de luxe, Osborne, le délégué de Brighton, demande que le mois sacré commence le lendemain même, car, plus tôt la grève commencera, plus grandes seront les chances de succès. Au contraire Richardson s'oppose vigoureusement au projet : les manufacturiers considéreraient comme une aubaine que leurs ouvriers proposent de faire grève. Cependant la résolution Lowrey est adoptée. Le mercredi 17, le D^r Taylor propose qu'un comité de huit membres soit nommé pour délibérer sur les moyens les plus efficaces de faire savoir au pays que la Convention a fixé au 12 août la date de la grève générale et

pour prendre toutes les mesures possibles afin d'amener la nation à agir de concert avec elle ; le jeudi 18 ce comité est nommé.

Voici donc la grève générale fixée au 12 août. C'était une folie et la plupart des conventionnels le comprirent aussitôt. On s'en rendra compte si l'on s'en rapporte aux lettres écrites par certains d'entre eux et reproduites par la *Northern Star*. Le 18 juillet, Frost adresse de Bristol à la Convention une lettre : il dit avoir assisté à un meeting dans cette ville et déclare qu'à son avis les classes ouvrières ne sont pas, à l'heure actuelle, prêtes à obéir à la Convention et à suivre ses ordres pour le mois sacré. Frost conseille d'envoyer en mission dans le pays de Galles quelques Conventionnels pour créer une agitation en faveur de cette mesure, ce qui prouve qu'à ses yeux les Gallois ne sont pas plus disposés à la grève générale que les travailleurs de Bristol. Richardson qui, le 16, avait parlé contre le mois sacré, écrit de Manchester à la Convention pour lui déclarer que le peuple n'est pas prêt à la grève générale. Dans le même sens, on peut faire état de la démission de Bailie Craigh qui a signé la résolution Lowrey et qui déclare que, par l'adoption de cette résolution, la Convention s'est suicidée, grave affirmation de la part de celui qui a été le premier président de l'Assemblée. Le 22 juillet, Bronterre O'Brien

viendra dire à la Convention qu'il a fait dans les principales villes une enquête et qu'il est persuadé que nulle part le peuple n'est prêt. Le témoignage le plus significatif est celui de Feargus O'Connor : dans une lettre adressée de Londres le 31 juillet à la *Northern Star*, le grand démagogue se livre à une critique vigoureuse de la résolution Lowrey et son argumentation est d'autant plus intéressante qu'elle vient de lui.

Dans cette lettre, Feargus O'Connor explique aux travailleurs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se laisser entraîner à la grève générale : " Jamais, dit-il en commençant, je n'ai eu l'occasion de vous parler d'une question aussi importante, d'une affaire aussi sérieuse. " Tout d'abord, comme il a le sentiment qu'on va lui objecter ses déclarations antérieures, il essaie d'expliquer son changement d'attitude à l'égard de la grève générale qu'il a été l'un des premiers à préconiser. D'ordinaire, il se soucie peu d'être en contradiction avec lui-même ; mais il comprend bien que la contradiction, étant trop rapprochée, est ici trop flagrante, impossible à escamoter aux yeux du public chartiste : il convient donc de se justifier en accusant les autres. Aussi rejette-t-il sur Mr. Atwood la responsabilité de la vogue qui s'est attachée au mois sacré :

“ C’est une inspiration de M. Atwood. En l’automne de 1837, M. Salt fit un voyage à Manchester et dans d’autres villes, avec l’intention de tâter l’opinion publique sur ce projet. A Manchester, les leaders lui dirent qu’avant de se hasarder à lui répondre ils désiraient consulter Feargus O’Connor. Je m’y rendis... Je dis que c’était un projet fallacieux ; je parlai ensuite à un meeting public ; j’exprimai mon opinion en ces termes : “ C’est un projet extravagant enfanté par l’esprit visionnaire de M. Atwood pour réduire les travailleurs par la faim en chiffons de papier-monnaie. Cependant je ne fais point d’objections à un essai de cette expérience si toutefois les riches qui l’ont suggérée sont prêts à déposer entre les mains des comités soit de l’argent, soit des vivres pour la durée de la grève ; si M. Atwood et tous les banquiers refusent de faire des escomptes pendant ce temps, si les marchands refusent de recevoir les produits en consignation, si les maîtres refusent de vendre et les ouvriers de travailler. J’exige ces conditions afin d’égaliser les souffrances qui résulteront d’une crise dont les conséquences doivent être bienfaisantes pour tous : mais je ne pense pas qu’il puisse être permis à M. Atwood de continuer son commerce tandis qu’une garnison, mourant de faim, supporte tout le feu de la bataille, alors que le succès n’apportera à celle-ci qu’un surcroît de souffrances. ” Ces sentiments, qui rencontrèrent une vive approbation, bannirent de l’esprit de M. Salt tout espoir de réussite. ”

Feargus reconnaît avoir fait partie du Comité de la Convention qui s’est occupé de cette question ; mais, d’après lui, ce comité était unanime à réserver la grève générale pour le cas où le gouvernement attaquerait le peuple pendant l’exécution des autres mesures, et à penser que le peuple serait le meilleur juge de l’époque, du jour et de la nécessité de la grève. Poursuivant cet historique, Feargus arrive à la

journee du 3 juillet et dit à propos de cette séance : “ La question fut de nouveau introduite par Peter Bussey dans un amendement à la résolution du docteur Taylor. Je m'opposai à l'amendement. ” Est-ce exact ? Dans le compte-rendu de la *Northern Star*, il n'y a pas un mot qui révèle cette opposition et il serait bien étrange que la *Northern Star*, qui exalte et amplifie d'ordinaire tous les faits et gestes de son inspireur, ait justement oublié de signaler le discours que Feargus aurait prononcé en ce sens. Feargus avait pris la parole pour appuyer la motion Taylor et, avant que Bussey ait présenté son amendement, il avait déclaré : “ Tant que nous n'aurons pas le mois sacré, nous n'aurons pas le suffrage universel ”. Si maintenant on lui rappelait cette parole, il pouvait en donner toutes les interprétations qu'il voulait, puisqu'ensuite, si l'on se fie au compte-rendu de la *Star*, il s'était tenu coi pendant le reste de la séance, préférant sans doute par ce silence prudent laisser aux autres la responsabilité de prendre fermement position. Et précédemment, entre l'automne de 1837 et le printemps de 1839, la *Northern Star* n'avait-elle pas maintes fois préconisé la grève générale et Feargus lui-même n'avait-il pas vanté cette mesure ? Mais est-il nécessaire d'insister davantage sur les piperies du démagogue irlandais ? La psychologie

d'O'Connor est maintenant trop évidente et on sait avec quel art cet habile prestidigitateur fait disparaître ou reparaître la muscade aux yeux éblouis de Demos.

Ce plaidoyer *pro domo*, qui n'est guère fait pour nous convaincre, ne doit pas nous faire douter de la réalité des trois arguments que Feargus développe contre le projet de grève générale pour en dissuader, s'il est besoin, les travailleurs chartistes. Bien que la résolution Lowrey ait obtenu à la Convention une majorité, si l'on pèse les voix, la balance n'est pas égale et la vraie majorité paraît être la minorité opposée à la fixation de la grève au 12 août, puisque celle-ci comprenait les délégués représentant les districts les plus importants par leur population ouvrière : voilà une première et très forte raison d'écarter la grève générale. Les deux autres ne sont pas moins décisives : le pays n'est ni préparé ni prêt à la faire et les conséquences en seront déplorables.

Et tout d'abord, si l'on considère le vote, la résolution Lowrey n'a eu qu'une voix de majorité : " C'est donc à une seule voix, dit Feargus O'Connor, que le destin du pays et de la cause a été décidé. " Quelle faible majorité non seulement par le nombre des voix, mais par leur poids ! L'importance représentative des Conventionnels, qui sont opposés à la résolution, l'em-

porte de beaucoup sur celle des partisans de la grève générale. En effet, contre la résolution se trouvaient d'abord les seuls représentants du Yorkshire, Bussey, Pitkeithy et Feargus O'Connor ; John Frost, le délégué des Gallois, Duncan et Burns les seuls délégués écossais se trouvant alors à la Convention ; Smart et Woodhouse représentant les vastes comtés de Leicester et de Nottingham " où règne cependant le paupérisme ", James Taylor de Rochdale ; Carpenter qui, avec Warden, représentait Bolton ; et le représentant du comté de Durham, Knox. Parmi les opposants, Feargus signale encore Richardson, le délégué de Manchester, connu cependant pour être un adepte de la force physique, et Bronterre O'Brien " devenu grâce à huit années d'une expérience sans écarts le maître d'école de l'opinion publique. " Enfin le docteur Fletcher, " l'homme le plus distingué de la Convention et l'un des plus fermes patriotes de l'Univers a déclaré qu'elle était impraticable si tous n'étaient pas prêts à la fois " ; car en l'esprit de Fletcher, qui avait voté la date du 12 août, il s'était produit un revirement très rapide.

Pour prouver la faiblesse morale de la majorité qui a voté la résolution Lowrey, Feargus montre qu'elle avait contre elle les représentants des districts industriels du Nord et du Nord-Ouest qui forment le gros de l'armée chartiste,

“ le cœur et l'âme du mouvement ” ; mais, en tenant compte aussi de la valeur et de la notoriété des hommes et non pas seulement de l'importance numérique des circonscriptions représentées, le protagoniste de la démocratie intégrale ne porte-t-il pas à la loi implacable du nombre une atteinte contraire aux principes ?

Les tenants de la grève générale, qui avaient voté la résolution Lowrey, étaient au nombre de treize : il y avait parmi eux les délégués de Marylebone, de Lambeth, de Southwark, de Bristol, de Brighton, de Bath et de Hyde dans le Cheshire : “ Or, dit Feergus, ces sept Conventionnels, qui formaient la majorité des treize, représentaient des circonscriptions électorales dans lesquelles, je puis l'assurer, à l'exception de Bristol et de Hyde, il n'y aurait pas eu plus de cinq cents grévistes. Et alors pouvons-nous permettre aux votes de ces collèges électoraux, nullement organisés, de détruire le bloc comprenant le Nord, les comtés du Centre et l'Ecosse ? ” Feergus oublie de dire que le délégué d'Hyde était ce Deegan qui, dans la séance du 3 juillet, s'était fait remarquer par son opposition à la grève générale. A ces sept délégués s'étaient joints quatre autres Conventionnels qui avaient voté la résolution Lowrey en déclarant “ qu'ils n'avaient aucun espoir de voir leurs districts obéir à l'ordre de la Convention ” ; on voit par

là l'inconséquence de ces hommes et l'étrangeté aussi des motifs qu'ils faisaient valoir pour justifier leur vote : l'un d'eux, Skevington, n'avait-il pas donné cette raison que, puisque son collègue Smart qui représentait la même circonscription votait contre, il devait voter pour, car il était naturel que tous deux diffèrent quelquefois.

Sur les onze voix énumérées, neuf représentaient des circonscriptions dans lesquelles il n'y aurait pas eu de grévistes et qui n'auraient pas suivi l'ordre de la Convention ; si bien qu'on peut dire que la grève générale n'avait en réalité réuni que quatre voix, celles des délégués de Bristol et d'Hyde et celles de Lowrey et de Fletcher. Mais justement Feargus, dans sa lettre du 31 juillet, prétend que " M. Lowrey et le D^r Fletcher qui votèrent pour la grève générale y sont maintenant opposés parce qu'ils croient que ce serait une banqueroute ". Encore faut-il ajouter que dans cette séance du 16, Birmingham n'était pas représenté : aussi peut-on se demander avec O'Connor " si la plus importante mesure qui ait jamais été soumise à la Convention devait l'être à la réunion la moins nombreuse de cette Assemblée et pendant l'absence inévitable de beaucoup de membres ". Quelle majorité de hasard et de fortune que cette majorité qui, sur treize voix, comprenait cinq Conventionnels représentant

des circonscriptions illusoires et quatre qui savaient que leur vote ne serait pas suivi d'effet !

Cette analyse de la majorité qui a voté la grève générale conduit à une double démonstration : en même temps qu'elle prouve la faiblesse de cette majorité, elle prouve aussi que le peuple n'est pas prêt au mois sacré. Et, même si certains Conventionnels ont pu croire de bonne foi à la possibilité de mettre ce projet à exécution, c'est qu'ils ont manqué de discernement et qu'ils ont commis l'erreur de prendre pour l'expression du sentiment général des classes ouvrières les serments de quelques-uns : parmi les travailleurs une minorité seulement est disposée à la grève et encore pour la plupart d'entre eux faut-il considérer leur promesse de cesser le travail comme conditionnelle.

“ Croyez-vous que les hommes qui gagnent 15, 20 et 25 shillings par semaine soient prêts à faire la grève générale ? Je dis que non, et alors qui sera sacrifié ? La réponse est facile. Ce seront les plus décidés, les plus résolus et les plus opprimés qui feront grève. En vérité, la tyrannie des maîtres a forcé depuis longtemps beaucoup de travailleurs à rester sans rien faire, et quelles garanties ont ceux-là qu'il se produira une cessation générale de travail ? Les témoignages en faveur de la grève que nous avons reçus vont jusqu'à dire ceci : “ *Si cette ville fait grève et si cette autre ville encore fait grève, nous ferons grève,* ” mais pas autrement. Considérez alors la position dans laquelle les plus braves, les plus opprimés se trouveront placés : d'abord complètement à

la merci de leurs camarades plus fortunés et ensuite, dans le cas d'un insuccès, à la merci des maîtres qui neuf sur dix considèrent le projet comme une bonne aubaine. ”

Cet essai de grève générale aura donc pour effet immédiat de combler les désirs des employeurs, de renforcer leur puissance, et les conséquences en seront désastreuses ; c'est Feergus qui l'affirme :

“ Je ne vous ai encore jamais averti, mais aujourd'hui je vous avertis solennellement que cette tentative pour faire grève pendant un mois aura pour résultat soit de soumettre plus que jamais les travailleurs au joug de leurs maîtres, soit de se terminer par des luttes partielles, courtes et sanguinaires dont la conséquence sera de donner licence à tout homme riche de tuer autant de pauvres gens qu'il lui paraîtra bon... Je sais que beaucoup qui meurent de faim disent : “ nous ne pouvons attendre, nous n'attendrons pas”. Montrez-moi que le résultat ne sera pas de les conduire à une plus longue attente et alors je vous donnerai de tout cœur mon concours. Je ne fais que vous conseiller : c'est à vous de décider... Vous devez comprendre que mes paroles reposent sur les impressions qu'ont rapportées les délégués de leur contact avec le peuple et sur les témoignages directs de nombreux travailleurs... Si je pensais que vous puissiez vivre en paix de quelque manière que ce soit et sans vous exposer, vous et vos familles, à de plus grandes privations je vous dirais : Marchez. Mais vous savez, vous savez tous que le boulanger ne cuira plus son pain, que le boucher ne tuera plus et que le brasseur cessera sa fabrication, et alors qu'advient-il de millions d'êtres affamés ?... Je ne pourrai jamais, sûr de mon propre dîner, recommander un projet qui peut amener des millions de travailleurs à mourir de faim. Non, je préférerais aller à la bataille, je préférerais tout braver plutôt que d'entendre le cri de pauvres affamés, vos cris et les cris de vos enfants, et de savoir que ma folie en a été la cause..

Miséricordieuse providence ! jamais un mouvement a-t-il progressé comme le nôtre ? pourquoi maintenant le retarder par un projet improvisé ? Je vois le Suffrage Universel tout proche et je redoute le tort qu'un acte de folie peut faire à notre cause. *Travailleurs, avant que de vous lancer dans cette entreprise, égalisez le danger puisqu'aussi bien le bénéfice doit être universel. Ne vous lancez pas dans une entreprise partielle, car, si vous le faites, les courageux succomberont tandis que les lâches les remplaceront à l'enclume, au métier ou à l'établi.* "

Pour une fois, le "*fidèle ami et fidèle serviteur des travailleurs*" montre à ceux-ci le danger précis auquel ils s'exposent en suivant l'ordre de la Convention : ceux qui feront grève se verront remplacés par d'autres, sans qu'il en résulte aucun bénéfice, puisque dans le prolétariat il existe une armée de réserve destinée à permettre aux industriels d'abaisser le niveau des salaires et de vaincre toutes les tentatives de résistance ouvrière.

Feergus O'Connor conclut en disant qu'il convient de renoncer au mois sacré ; mais, comme il ne veut pas avoir l'air de se contenter d'une conclusion négative, il propose de substituer à la grève générale un "*Holiday*" de trois jours pendant lesquels les plus fortunés contribueront à la subsistance et à l'entretien de ceux qui ont été "*réduits au paupérisme par le système*". Et le politique averti accompagne cette proposition des protestations dithyrambiques de son dévouement à la cause des tra-

vailleurs, il en profite pour se faire valoir aux yeux du peuple en faisant son propre panégyrique :

“ Quel est l'homme du monde qui peut se réjouir davantage de la perspective du succès ? puisque j'ai été l'instrument principal et le créateur du mouvement, quel homme peut s'intéresser davantage à son heureuse et rapide réussite ? Je suis un otage entre les mains des classes laborieuses auxquelles je dois prouver ma sincérité : n'ai-je pas plus d'une fois promis au peuple que je conquerrais le Suffrage Universel ou que je mourrais dans la lutte ? Toutes les minutes de mon existence, depuis les origines de l'agitation, ont été un lourd fardeau et ma vie aurait pu être obtenue à bon marché si je n'avais pas cru que le peuple y attachait quelque prix. Depuis le 6 août, depuis que nous avons fait alliance avec les hommes de Birmingham et autres traîtres, toute parole prononcée par quelqu'un des chasseurs de popularité m'a été attribuée, et, lorsqu'ils étaient attaqués, ne les ai-je pas défendus aux dépens de ma vie ? Nos nouveaux associés, l'un après l'autre, nous ont abandonnés ; sur moi et sur moi seul, ils ont laissé retomber le poids des responsabilités et il m'a fallu répondre de leurs paroles de violence et de leurs actes de folie. Si Birmingham est mis à feu, la presse m'en rend responsable. Si des émeutes ont lieu, toutes les responsabilités sont placées sur mes épaules. Tout cela et plus encore, je suis prêt à supporter plutôt que d'affaiblir la cause en prophétisant mal du leader. Ma vie elle-même dépend du succès de la cause. Si je déserte ou si je tergiverse, aucun assassin ne méritera mieux la mort, aucun homme ne sera plus sûr de la recevoir immédiatement. N'ai-je donc pas alors le droit de donner des avis et des conseils à ceux au service desquels j'ai travaillé comme jamais auparavant aucun homme n'a travaillé ? Certes. Et ne vous méprenez pas maintenant sur mes paroles, car si le peuple persévère, je serai avec lui à l'endroit du plus grand danger. Mais je ne suis pas homme à rester honteusement tranquille, lorsque la plus glorieuse de toutes les causes, la cause de la liberté, est mise en péril par une fausse démarche. ”

En lisant ces paroles, en entendant le démagogue irlandais dire qu'il mériterait la mort s'il usait de subterfuges ou d'artifices et que sa vie est entre les mains du peuple, on voit Feargus, tel que le représente le portrait du *Labourer*, la main droite largement ouverte, le bras gauche replié et la main sur son cœur, protestant de son dévouement à la démocratie et de son amour pour les "Enfants du travail" ; c'est là un geste qui lui devait être habituel et qui s'harmonise très bien avec ses serments de fidélité, lorsqu'il jurait de mourir ou de conquérir le Suffrage Universel. Feargus est l'homme qui parle toujours de sa sincérité et qui "n'agit jamais que selon sa conscience". Quelle connaissance vraiment admirable il a de l'âme populaire et de sa naïveté ; quel talent pour embauvouiner les masses ! Il est en ce sens un artiste.

A première impression Feargus ne paraît que merveilleusement souple et capable, grâce à cette souplesse et à un manque absolu de conscience, de s'adapter à toutes les circonstances ; mais, lorsqu'après avoir réfléchi davantage à ses discours et à ses agissements, on regarde sa physionomie, on s'aperçoit que celle-ci, en voulant donner l'impression de la franchise, exprime surtout une extrême finesse qui se manifeste dans la bouche et dans les yeux. Les revirements d'O'Connor n'apparaissent plus alors comme de

vulgaires volte-faces, mais on comprend qu'ils furent préparées longtemps à l'avance ; on remarque que, dans ses discours, il introduit presque toujours des formules à double sens ou encore parle assez longuement pour pouvoir développer le pour et le contre à une distance respectable l'un de l'autre : c'est ainsi par exemple qu'il vantera tour à tour la force physique et la force morale afin de pouvoir ensuite, selon les événements, se servir de l'évocation précieuse d'une phrase pour déclarer qu'il a toujours été l'apôtre de la méthode conforme aux nécessités de l'heure. Grâce à cette tactique, il peut faire mieux que réaliser une adaptation toujours exacte de sa politique à l'opportunité, il peut aussi profiter des initiatives des autres leaders et enlever à ceux-ci le mérite des mesures qu'ils ont eu l'intelligence ou le courage de proposer les premiers ; il lui suffit de choisir dans ses précédents discours la formule qui justifie son attitude actuelle et qui a sans doute été glissée par lui dans la pensée d'être utilisée un jour, si celle qui la précède ou celle qui la suit devient superflue ou est contredite par les événements.

Dans sa lettre du 31 juillet, Feargus O'Connor use d'une double habileté. Il accuse les autres leaders d'avoir prononcé les paroles de violence et commis les actes de folie qui ont nui à la

cause ; il dit qu'on cherche à rejeter sur lui la responsabilité de ces agissements dont il est innocent ; il se disculpe ainsi des discours qu'il a pu tenir lui-même en feignant de croire que ces propos lui ont été prêtés injustement. Pour une fois où il est amené à prêcher la sagesse, il se donne le mérite d'avoir subi, sans se plaindre, la calomnie : confisquant pour lui-même la vertu d'avoir été toujours le seul sage et raisonnable, il bénéficie d'une attitude qui a été sans profits pour les modérés. Puis, par un autre mensonge, il confisque aussi aux autres leaders, qu'il appelle " nos nouveaux associés ", le mérite d'avoir été les initiateurs du mouvement et il les disqualifie en disant " les hommes de Birmingham et autres traîtres " expression dans laquelle il veut confondre tous les leaders qui peuvent lui porter ombrage et notamment Lovett et ses amis. De la sorte Feargus se donne comme le seul leader en qui le peuple peut avoir confiance, le seul ami et serviteur fidèle des travailleurs. Et il semble qu'en cette circonstance il agisse dans le véritable intérêt des classes ouvrières.

Feargus est-il en droit de se décerner des éloges pour le service qu'il a rendu aux travailleurs chartistes ou seulement pour l'habileté consommée avec laquelle il a servi ses propres intérêts ? Après avoir été l'un des premiers protagonistes de la grève générale et

après avoir par son journal poussé le peuple à s'enthousiasmer pour le mois sacré, a-t-il eu le mérite d'être le premier à détourner le peuple de cette aventure en lui montrant qu'il n'est pas prêt ? Malgré les mensonges dont il accommode son conseil, n'y aurait-il pas quelque courage de la part de ce politique avisé à être le promoteur d'une réaction contre le vote de la Convention, à se servir de sa grande influence pour détourner le peuple de cette entreprise et à y risquer peut-être même sa réputation ?

Feargus O'Connor n'a pas été le premier à insister auprès de la Convention pour la faire revenir sur sa résolution, il craignait trop de se compromettre aux yeux de ses imitateurs et d'encourir les critiques des autres démagogues. Cet acte de fermeté et de sagesse est dû à un révolutionnaire, sinon de plus grande envergure, du moins de plus noble caractère : ce n'est qu'après l'intervention de Bronterre O'Brien que Feargus a osé prendre nettement position et exprimer tout haut ce qu'il pensait secrètement. C'est que le " Leader " attendait les initiatives dont il savait profiter, mais il voulait qu'on oubliât qu'il n'avait que suivi, car il avait l'intention d'escamoter le bénéfice : ne dira-t-il pas le 20 août 1842 qu'il était resté seul en 1839 à s'opposer à la grève générale ? Il surenchérisait en paroles et en actes et il pouvait prétendre

ensuite qu'il avait été le premier inventeur d'un thème, d'une doctrine ou d'une attitude.

L'intervention de Bronterre O'Brien se produisit à la réunion du 22 juillet. Ce jour là Carpenter préside ; Smart, faisant fonction de secrétaire, communique à l'Assemblée une lettre " de l'Union des Démocrates français de Londres " exprimant leur sympathie au mouvement organisé en Angleterre pour conquérir de Suffrage Universel ; puis le secrétaire donne lecture de la lettre de Frost, et la discussion commence sur un rapport d'Hetherington proposant une adresse aux classes moyennes. Bronterre s'y déclare opposé parce qu'à son avis les classes moyennes sont de mortels ennemis pour la classe ouvrière plus encore que l'aristocratie. On discute ensuite la question de savoir si cette adresse sera publiée immédiatement ; après une demi-heure d'interruption, la séance est reprise et Bronterre O'Brien se lève pour présenter une résolution relative à la grève générale :

" Le peuple n'est pas prêt ; la Convention est décimée par les désertions et les arrestations ; au dehors, il existe une très grande variété d'opinions, et, parmi les délégués, un profond désaccord sur la grève générale. Telles sont les raisons qui justifient l'attitude que je vais prendre. M^r. Frost, M^r. Carpenter, M^r. O'Connor et beaucoup d'autres membres influents de cette assemblée sont opposés à la grève générale. Il n'existe aucun témoignage qui autorise la Convention à conclure que le pays est préparé à cette

entreprise. En vérité, il est sans doute du devoir de la Convention de participer au danger, mais non pas de prendre pour elle toute la responsabilité morale qui pourra résulter de l'échec et de la déception. Je serais prêt à courir bien volontiers n'importe quels risques si je pensais que l'ordre de grève sera facilement obéi ; mais, comme je crains que seuls les courageux et les enthousiastes y obéissent et que ceux-là soient sacrifiés aux mauvaises dispositions des autres, je supplie la Convention de s'arrêter dans cette démarche. J'ai fait une enquête dans les principales villes pour savoir dans quelle mesure le peuple est prêt et cette enquête ne m'autorise pas à conclure que le jour du mois sacré est arrivé. Les événements de Birmingham ont considérablement accru la force du Chartisme. Mais je ne puis ratifier ce vote (de la résolution Lowrey) sans un très sérieux examen. Car, en supposant par exemple que, dans vingt ou trente villes, le peuple fasse grève, pourra-t-il être contenu pendant tous un mois dans les voies de la légalité ? Sans doute on pourrait trouver un nombre suffisant d'individus dans une situation assez désespérée pour les amener à donner le signal de la grève sans songer aux chances d'insuccès. La grève générale est considérée comme le commencement d'une révolution ; et, si nous respectons ce vote, il s'en suivra nécessairement l'une de ces deux conséquences : soit qu'après des émeutes partielles le peuple reprenne le travail, soit qu'il s'abandonne à des attentats contre la propriété, je me soucie peu de la responsabilité légale, mais je redoute les responsabilités morales. La Convention aurait dû laisser au peuple le soin de fixer lui-même le jour, car c'est lui qui est le meilleur juge et de ses propres désirs et de ses forces. Si le peuple adopte la grève, la Convention doit participer au danger ; mais, si nous confirmons ce vote (de la proposition Lowrey), nous ne pourrons pas remplir ce devoir, parce que le tiers des Conventionnels a déjà déserté ; un autre tiers sera en prison à l'époque du 12 août ; et est-il vraisemblable qu'un gouvernement veuille permettre aux autres de rester libres et de faire bénéficier le peuple de leurs conseils et de leurs directions ? (*Applaudissements.*) En tous cas, il reste encore assez de temps pour garder pour nous la date du 12, et, dans l'intérim, il n'y aurait eu ni dommage ni retard si

le peuple confirmait la nécessité de fixer ce jour-là. Cette question a mis la Convention dans une situation difficile. Ce peut être un grand mal que de revenir sur ce vote ; mais la Convention n'a maintenant le choix qu'entre ces deux attitudes : ou désapprouver ceux qui désapprouvent ce parti ou bien sacrifier des hommes braves et enthousiastes à l'entêtement obstiné de ceux qui ne sont pas éclairés sur cette question. Laissez le peuple décider pour lui-même : exposez-lui les opinions diverses, en le laissant juge de leur valeur. J'ai lu le discours de M. Carpenter et je suis pleinement d'accord avec lui sur les sentiments qu'il y exprime."

Après les discussions incohérentes auxquelles nous avons assisté, on a quelque étonnement du bon sens et de l'habileté de Bronterre ; celui-ci ne propose pas d'annuler le vote antérieur de la Convention, mais seulement d'en réserver la publication et par là il ménage la susceptibilité et l'amour-propre de ceux qui l'ont émis ; en même temps, il permet à la Convention de faire une savante volte-face sans avoir l'air de tourner sans cesse au souffle mobile des discours.

Bronterre présentera une résolution qui ne rescindera pas le vote antérieur et qui sauvegardera en apparence la dignité de la Convention. Bronterre va déclarer la Convention incompétente pour prendre une décision définitive : par ce procédé, il semble que ce soit plus un scrupule démocratique que des incertitudes et la crainte des responsabilités qui dictent à la Convention son changement d'attitude ; les Conventionnels ne paraissent pas avoir changé d'avis

sur la grève générale qu'ils recommandent en termes enthousiastes, mais ils posent au peuple la question de savoir si le moment en est venu.

“ La Convention continue à être unanime à penser que seule une grève générale par la cessation du travail à travers tout le pays pourra rendre aux classes laborieuses leurs droits et libertés ; mais nous ne pouvons pas néanmoins prendre sur nous la responsabilité de fixer l'époque ou les circonstances d'une telle grève, parce que nous croyons que nous sommes incompétents pour le faire et cela pour les raisons suivantes :

1^o Parce que l'assemblée a été considérablement diminuée par la désertion, l'absence et les arrestations arbitraires d'un grand nombre de Conventionnels ;

2^o Parce que, parmi ceux qui restent, il existe une grande diversité d'opinion en ce qui concerne à l'heure actuelle la possibilité d'une grève générale, étant donné la situation industrielle dans les districts manufacturiers ;

3^o Parce qu'il semble exister une semblable diversité d'opinion, au dehors, parmi nos commettants et les membres des classes laborieuses ;

4^o Parce que, étant donné des circonstances, il est plus que douteux que l'ordre de grève générale, émis par la Convention, puisse être obéi d'une façon générale et il est probable que la grève conduirait à une banqueroute ;

5^o Parce que, bien que nous soyons fermement persuadés que la grève générale serait le salut du pays, nous sommes en même temps également convaincus qu'une grève partielle aurait seulement pour effet d'imposer les privations et les souffrances les plus amères à tous ceux qui y prendront part ; et, dans la situation actuelle, dans l'état d'exaspération des sentiments publics, il n'est pas improbable qu'elle conduise au désordre et à l'anarchie ;

6^o Parce que, bien qu'il soit du devoir de la Convention de prendre part à tous les dangers que court le peuple, il ne fait pas cependant partie de notre devoir de créer sans nécessité des dangers pour nous-mêmes ou pour les autres : en créer pour

nous-mêmes serait une folie ; en créer pour les autres serait un crime ;

7^o Parce que nous croyons que le peuple lui-même est le seul juge de son droit et de ses propres ressources en même temps qu'il est seul juge de savoir s'il est prêt à la grève et s'il est capable de faire face aux événements qu'une telle entreprise peut provoquer :

Pour toutes ces raisons, nous décidons qu'une commission de trois membres sera nommée pour examiner à nouveau le vote du 16 juillet et remplacer ce vote par une adresse qui laissera au peuple lui-même le soin de décider s'il veut ou s'il ne veut pas commencer le mois sacré le 12 août ; cette adresse expliquera aussi les raisons qui ont décidé la Convention à adopter une telle attitude et affirmera que la Convention s'engage à coopérer avec le peuple dans toutes les mesures, quelles qu'elles soient, qui lui paraîtront nécessaires pour sa sécurité et son émancipation. "

Le 22 juillet, le vote sur la motion de Bron-terre est ajourné et il n'a lieu que le 24. Robert Lowrey maintient son vote antérieur ; il reste partisan de commencer la grève générale le 12 août ; et il prétend même que ses commettants — Lowrey est délégué de Newcastle — désirent une date plus rapprochée. Au contraire Fletcher, avec Lowrey l'un des membres les plus influents de la majorité du 16, dit que les " raisons qui avaient déterminé le vote étaient loin de prouver suffisamment que le peuple fût préparé ". Il affirme que ses commettants sont prêts ; mais son devoir est de veiller à ce qu'ils ne soient pas sacrifiés à une grève partielle. Neesom déclare que le peuple est mieux préparé que ses leaders. Douze Conventionnels votent pour la

motion Bronterre, six contre et sept s'abstiennent. Parmi les irréductibles partisans de la grève générale immédiate nous rencontrons naturellement : Neesom, Marsden, Mealing, Osborne, Wolstoneholme et Robert Lowrey qui, si l'on en croit O'Connor, va bientôt changer d'opinion et comprendre le danger de sa résolution. Parmi les sept abstentionnistes, se trouvent plusieurs délégués qui formaient la majorité du 16, par exemple le D^r Fletcher. Skevington, qui avait donné sa voix à la résolution Lowrey pour ne pas toujours voter comme son collègue Smart, la donne cette fois à la proposition de Bronterre sans doute pour ne pas toujours voter contre lui.

Le vote du 24 réunit le même nombre de Conventionnels que celui du 16 ; mais cette fois les proportions sont renversées : sur les treize voix qui formaient la majorité précédente, Bronterre en a détaché sept. Cependant, voyant que sa résolution n'a pu grouper parmi les conventionnels présents une "claire majorité", le maître d'Ecole du Chartisme propose que ni la résolution originelle ni sa propre résolution ne soient considérées comme votées. Mac Douall seconde cette motion. Mais, sur une observation de Feargus O'Connor qui proteste "contre cette façon frivole et captieuse de traiter les questions qui intéressent les droits du peuple", Bronterre veut retirer sa motion. Sur quoi le démagogue

irlandais présente un amendement qui porte de trois à cinq le nombre des membres de la commission ; “ et, dit-il, pour prouver sa sincérité, il désignerait le D^r Fletcher, Mealing et Lowrey, trois de ceux qui ont voté [le 16 juillet] pour la date du 12 août, trois hommes en qui le pays et la Convention ont confiance ”. Et, grâce à cette nouvelle habileté, Feargus O'Connor, après avoir du reste prononcé un discours dont l'honnête Fletcher déclare qu'on n'en peut rien conclure ni dans un sens ni dans l'autre, pourra se faire honneur d'avoir amené à une conclusion une séance un peu confuse. Secondé par lui, Osborne propose que la commission soit nommée au scrutin secret ; le vote a pour résultat l'élection de Feargus O'Connor, de Bronterre O'Brien, du D^r Fletcher, de Lowrey et de Neesom, soit deux partisans et deux adversaires de la grève générale, et un des abstentionnistes.

En réalité, dans cette commission, le seul Neesom devait être encore favorable à la grève générale. Fletcher, par son abstention, prouve que sa religion est éclairée et qu'un revirement s'est déjà produit dans son esprit ; et la lettre de Feargus O'Connor à la *Northern Star* nous apprend que Robert Lowrey a changé d'avis le 31 juillet. Cette conversion a eu lieu sans doute entre le 24 et le 31 juillet, sous l'influence de

son collègue au comité Bronterre O'Brien : celui-ci sut démontrer à cet homme, aveuglé par sa sensibilité, mais profondément sincère, qu'il allait par son intransigeance précipiter le peuple dans une aventure pleine de périls et, faisant appel à sa raison, il put convaincre cet amant exalté de la démocratie des dangers qu'il allait faire courir à son idole, il sut lui faire entrevoir des souffrances accrues par un échec presque certain.

Maintenant que Bronterre a eu le courage de réagir contre l'entraînement auquel s'étaient abandonnés les conventionnels, maintenant surtout qu'il a donné à l'assemblée le moyen de présenter aux Chartistes sa volte-face comme un hommage à la souveraineté populaire, Feargus, lui aussi, ne redoute plus d'affronter l'opinion publique et de déclarer ouvertement qu'il a toujours été opposé à une entreprise aussi téméraire. Il met d'autant plus d'ardeur à affirmer son opinion personnelle et à prodiguer ses conseils qu'il a mis plus de lenteur à vaincre ses scrupules et à découvrir son sentiment secret. Aussi va-t-il user de toute son influence pour transformer en une manifestation inoffensive, en un "holiday" d'un jour ou deux, un projet aventureux ; il fait agir en ce sens la *Northern Star*, dont l'éditorial du 3 août s'exprime ainsi :

“ Nous le répétons, après les plus sérieuses réflexions, notre intime conviction est que toute tentative pour provoquer le mois sacré, avant que tous soient armés, peut tout ruiner. Le pays n'est pas prêt : l'état de préparation n'est pas suffisant ; il n'existe parmi le peuple ni propre ni adéquate organisation ; les travailleurs ne sont pas capable d'agir de concert et avec un parfait accord ; il n'y a pas un dixième des démocrates qui possèdent les moyens de légitime défense ; il n'existe aucune communauté d'opinions ni en ce qui concerne la nécessité de cette mesure, ni en ce qui concerne la possibilité d'exécuter cette entreprise. ”

La *Northern Star* a pris soin de n'écarter la grève générale qu'en faisant luire aux yeux de ses lecteurs, comme condition du mois sacré, une mesure de plus grande violence : l'obligation pour tous les démocrates d'être armés conduit à penser que la grève générale ne se réduirait pas à une cessation universelle et simultanée du travail dans tous les métiers, mais qu'elle implique l'éventualité d'une lutte à main armée pour laquelle il faut être prêt. Et la *Northern Star* a l'air de dire que ce n'est que partie remise. Ainsi convient-il à la démagogie d'entretenir la passion populaire en l'amusant de jeux dangereux peut-être, en remplaçant, par exemple, le jouet de la grève générale par celui de l'insurrection armée, sans se préoccuper si quelque jour ces idées ne feront pas explosion et si les armes que sont ces jouets ne partiront pas sans que l'aient voulu les hardis chasseurs de popularité.

C'est autant à l'action d'O'Connor qu'à l'initiative courageuse de Bronterre qu'est dû le revirement qui aboutit aux séances du 5 et du 6 août, tenues par la Convention à l'Arundel Coffee house, dans le Strand. C'est Bronterre O'Brien, secondé par O'Connor, qui propose les résolutions suivantes, adoptées à l'unanimité, et ce vote prouve le chemin que, depuis le 24 juillet, avaient fait, dans l'esprit des Conventionnels, les fortes raisons alléguées contre la grève générale :

“ Nous supplions nos frères chartistes d'abandonner le projet du mois sacré parce qu'il est actuellement impraticable. Nous supplions les Trades Unions, si elles veulent sauver le pays d'une violente convulsion et les familles ouvrières de la ruine, d'apporter à leurs frères en détresse toute l'aide qui est en leur pouvoir pour réaliser le grand et bienfaisant objet du *holiday*... Des renseignements que la Convention a pu recueillir, il ressort que le peuple n'est pas prêt à mettre en pratique le projet du mois sacré; mais le prolétariat peut être amené, le 12 août, à cesser tout travail pour consacrer deux ou trois jours de *holiday* à des processions et à des meetings solennels : il en profitera pour délibérer sur la lamentable situation du pays et décider quels sont les meilleurs moyens de détourner le terrible despotisme dont sont menacées les classes laborieuses. Il devra être recommandé au peuple, dans ces meetings, d'envoyer des adresses à la reine lui représentant la conduite illégale de diverses autorités locales et lui demandant de renvoyer les ministres coupables d'atteintes aux droits du peuple : celui-ci devra également affirmer, par ses résolutions, sa fidélité à la Charte du peuple.

Carpenter, appuyé par J. Mc Rea, demande que les associations radicales et les Trades

Unions impriment ces résolutions pour que, dans tout le pays, les classes laborieuses puissent se préparer aux fêtes du 12 août : le drame de la grève générale se dénoue en une fête populaire de trois jours.

Avant de se séparer pour ne reprendre ses séances à Londres que le 26 août, la Convention délègue Feargus au grand meeting des délégués écossais qui doit avoir lieu à Glasgow le 14. De cet échec de la grève générale, c'est encore O'Connor qui triomphe. La *Northern Star*, parlant du mois sacré dans son numéro du 10 août, ne manque pas de se féliciter et d'attribuer à Feargus tout le mérite du vote du 6 août :

“ Nous voyons que la Convention a adopté l'idée suggérée par M^r O'Connor d'un holiday de deux ou trois jours. Rien ne peut être plus clair, selon nous, que ceci : tout l'effet bienfaisant qui peut résulter d'un “ holiday ” d'un mois peut également résulter d'un “ holiday ” d'un seul jour. La seule chose que le “ holiday ” peut faire, c'est de prouver que le peuple est uni et déterminé. ”

Feargus peut se glorifier désormais d'avoir sauvé la classe ouvrière et le Chartisme d'une aventure sans autre issue qu'une catastrophe. Et les circonstances ne favorisent-elles pas, du reste, la gloire du Descendant des rois d'Irlande en laissant celui-ci seul, ou presque seul, libre parmi les grands leaders chartistes arrêtés, emprisonnés, mis en jugement ? C'est aux assises de Warwick le procès de Lovett et de Collins,

tous deux condamnés à de longs mois d'emprisonnement ; c'est à Monmouth, celui d'Henry Vincent ; à Chester, le procès de Stephens et celui de Mac Douall, condamné à douze mois de prison. William Benbow, Deegan, Bronterre O'Brien vont être arrêtés.

Pendant Feargus O'Connor qui, moyennant une caution de £ 600, a pu conserver sa liberté, fait à travers l'Angleterre une de ces tournées qui lui valent le renom d'être l'infatigable apôtre de la Démocratie. Le 12, il prend la parole à la grande démonstration chartiste de Kennington Common. Le soir même, il part pour Glasgow et, pendant quatorze jours, Feargus parle, allant de meetings en meetings. Le 14, à Glasgow, il assiste à une réunion qui dure dix heures : Feargus félicite l'Ecosse d'être aussi ardente que l'Angleterre à la conquête du Suffrage Universel ; il profite de cette large manifestation pour condamner le mois sacré et pour affirmer qu'il n'a jamais varié à ce sujet ; pour stigmatiser en passant la désertion honteuse des leaders de Birmingham et pour confesser les erreurs de la Convention. Le 15, au matin, il assiste à une réunion des délégués, et, le soir, à un meeting populaire de six mille personnes. Le 16, nouvelle réunion des délégués et nouveau meeting populaire à Renfrew ; le samedi 17, meeting à Kilmarnock, que l'infatigable orateur quitte à une

heure pour Perth, où il arrive à trois heures, le lundi 19, pour assister à un meeting. Dans la même journée, le mardi 20, il va à Auchterarder, qui se trouve à quatorze milles de Perth, et quitte Perth pour Dundee, où il se fait applaudir par quinze mille personnes. Le mercredi 21, il quitte, le matin, Dundee pour Edimbourg, où il reçoit, le soir, un accueil enthousiaste. Le jeudi 22, il est à Hawick, dans le Roxburghshire ; parti le 23, au petit matin pour Carlisle, il y prononce un discours, au milieu d'une vaste assistance et, le samedi matin, il revient par Newcastle et York à Leeds. Il se félicite, dans la *Northern Star*, " de sa tournée vraiment triomphale : partout il n'a rencontré, dans les sept principaux comtés de l'Ecosse, qu'un peuple de démocrates à toute épreuve. "

La résistance de Feargus apportait à la réussite de ses desseins une force d'autant plus grande que ces " tournées triomphales " ne répondaient pas moins à l'avidité inépuisable de sa vanité qu'à un besoin physique d'activité et à un besoin moral de remuement toujours insouvi.

Cependant le mercredi 4 septembre la Convention est réunie à Londres ; le D^r Taylor présente la motion suivante : " La Convention déclare ses pouvoirs expirés et prononce sa dissolution le samedi 7 du présent mois ; elle

recommande au pays de ne nommer à la prochaine Convention aucun des hommes qui ont été membres de celle-ci." Peter Bussey seconde la motion, qui ne pouvait guère plaire à Feargus O'Connor puisqu'elle atteignait ses visées d'ambition. Aussi le démagogue irlandais s'oppose-t-il à la proposition du D^r Taylor dans "un puissant discours", dit la *Northern Star*, et il présente cet amendement : " La Convention se séparera samedi prochain, une commission sera nommée et préparera un projet d'organisation pour une nouvelle Assemblée plus agissante que n'a pu l'être la présente Convention, étant donné les circonstances particulières de son existence." Feargus O'Connor espère dominer cette commission et préparer la nouvelle assemblée de telle façon qu'il en puisse être le maître ; il déclare que la motion du D^r Taylor, excluant de la prochaine Convention toutes les personnes qui ont siégé dans celle-ci, est une règle que la Convention n'a aucun droit de proposer au pays : " la raison qu'en donne le très distingué docteur ne peut manquer de la faire considérer comme une offense par chacun des Conventionnels". Bronterre O'Brien seconde l'amendement de Feargus O'Connor et le débat est ajourné.

La discussion est reprise, le 6 septembre, sous la présidence de Frost. Bronterre expose les motifs qui justifient la dissolution de la Convention :

“ Notre opinion est que dans des temps ordinaires, pour assurer sa sécurité et faire progresser la cause, la Convention ne pourrait pas prendre une plus courageuse attitude ni recommander des mesures plus décisives qu'elle ne l'a fait. Mais, dans les circonstances extraordinaires de l'heure présente, si elle conseillait des mesures plus violentes, elle exposerait le peuple à des dangers; et, si elle conseillait des mesures moins énergiques, elle assurerait la défaite parce qu'actuellement on ne conserve même pas une ombre de légalité et de justice à l'égard des classes laborieuses. ”

La seule conduite à tenir est de convertir les associations chartistes en comités électoraux et de préparer des candidatures au Parlement.

Bronterre O'Brien déclare qu'il est favorable à la première partie de la motion du D^r Taylor, mais très contraire à la seconde partie excluant de toute autre Convention les membres de la présente Assemblée.

Quelques Conventionnels, comme James Taylor, Lowrey, Hartwell, Neesom, sont opposés à la dissolution. Lowrey considère comme nécessaire qu'un Comité demeure à Londres, sans en donner d'autres raisons. James Taylor et Neesom estiment que la Convention, ne s'étant pas élue, n'a pas le pouvoir de prononcer elle-même sa dissolution. Hartwell propose que la Convention s'ajourne seulement et qu'un Comité soit nommé; cet amendement obtient dix voix contre dix et une abstention; le président donne sa voix prépondérante à l'amendement. La motion du D^r Taylor demandant la

dissolution est alors mise aux voix et repoussée par seize voix contre cinq. Bronterre O'Brien présente un amendement pour fixer la dissolution de la Convention au 14 et pour exposer dans une adresse au pays les raisons qui ont amené les Conventionnels à prendre cette résolution ; l'amendement est secondé par le D^r Taylor. O'Connor combat cette proposition ; il est partisan d'un simple ajournement. La question est alors posée de savoir si la Convention doit s'ajourner ou se séparer le 14 : onze Conventionnels sont partisans de la dissolution et onze de l'ajournement ; le président apporte sa voix prépondérante à la proposition de dissolution. Sur une question aussi grave, on retrouve parmi les Conventionnels les mêmes incertitudes et les mêmes indécisions que dans les circonstances précédentes ; après quelles hésitations, symbolisées par l'attitude du président votant tour à tour pour l'ajournement et pour la dissolution, la Convention, à égalité de voix, adopte la seconde alternative.

Le 21 septembre, dans la *Northern Star*, Feargus O'Connor porte son jugement sur la Convention. Il fait le bilan et examine l'œuvre de cette assemblée, cherchant à expliquer son échec, il y trouve les raisons qui peuvent confirmer ses thèses et servir sa politique :

“ La Convention a été formée hâtivement ; elle comprenait un trop grand nombre de bourgeois ; vingt et un membres de cette assemblée ont donné leur démission, et ce sont ces démissions qui ont affaibli la Convention et ont été la cause première de son insuccès. Elle a eu à lutter contre de nombreuses difficultés et notamment elle a été victime de la conduite inconstitutionnelle des juges. Cependant, malgré toutes ces difficultés, le résultat de ses travaux a été excellent : elle a obligé la monarchie, les chambres du parlement et toutes les classes de la société à prendre nos principes en considération ; elle a établi le droit de l'Assemblée qui la remplacera ; elle a prouvé combien est efficace l'union du peuple et a appris à celui-ci à connaître ses amis et ses adversaires. ”

Cette phrase découvre la seule préoccupation d'O'Connor qui est de justifier son attitude et de jeter la suspicion sur les leaders issus de la bourgeoisie : car il redoute plus leur concurrence que celle des ouvriers, plus inexpérimentés, doués de moindres puissances de séduction et aussi dupes plus faciles. Selon Feargus, la Convention était fatalement destinée à un échec dont la raison principale est sa composition ; elle a échoué parce qu'elle n'était pas un vrai parlement du peuple ; elle comprenait parmi ses membres trop de bourgeois et, pour le démontrer, Feargus énumère avec soin les hommes des classes moyennes qui ont donné leur démission : James Paul Cobbett, Arthur Wade et les délégués de Birmingham, Douglas, Salt, Hadley et Pierce, les délégués écossais Matthew, Craigh et Villiers Sankey ; James Wroe, J. Wood, John

Good, James Harris, Whittle et Benjamin Tigh ; auxquels il convient d'ajouter les bourgeois qui avaient été élus, mais qui ne siégèrent pas : " R. B. B. Cobbett, Nightingale je crois, Willis, Smith, Muntz, Edmunds, un épicier de Todmorden dont j'ai oublié le nom, Ebenezer Elliot et Mr. Stephens ". N'y a-t-il pas eu aussi des Conventionnels ouvriers qui ont également démissionné ? Certes, dit Feargus, mais tous ont eu de bonnes excuses : " Richardson, délégué de Manchester qui a donné un motif valable, William Rider (qui a allégué une raison de conscience), James Mills, Alexandre Halley, William Gill, James Fenney (aux frais duquel les électeurs n'ont pu subvenir) soit vingt-trois délégués bourgeois contre six ouvriers. " Le démagogue veut sans doute suggérer l'illusion flatteuse que le peuple ne rencontre de vraie sincérité que dans ses enfants, hormis chez le descendant des Rois d'Irlande. Feargus O'Connor continuera à discréditer la première Convention en disant dédaigneusement qu'elle n'était qu'une Assemblée " d'Atwoodistes, de Cobbettistes et de Londonistes " et en déclarant le 5 avril 1845 " qu'elle n'était pas une pure représentation de la classe ouvrière. " En un sens il avait raison de dire que les Conventionnels en démissionnant avaient mal agi : leur faute avait été de se résigner à l'inaction et, sans le vouloir, de con-

tribuer par leur effacement à déterminer la courbe de l'évolution en modifiant les conditions dans lesquelles la Convention pouvait agir.

Dans son article du 21 septembre, Feargus O'Connor insiste sur les querelles qu'ont fait naître entre les Conventionnels les questions d'argent, nous dévoilant ainsi un nouveau trait de la psychologie des délégués. Les dépenses de la Convention pendant huit mois se sont élevées, en comptant les frais de mission, à £ 2,000 ; le bénéfice a-t-il été inférieur à la dépense ? Non, l'envoi des représentants en mission, a instruit le peuple : Feargus se donne l'élégance d'avouer son erreur ; il reconnaît que l'argent a été dépensé honnêtement, à une seule exception près. Et, après avoir glissé insensiblement des critiques aux éloges, l'apologie de la Convention l'amène à proposer la nomination qu'il souhaite d'un nouveau Parlement du peuple, d'une Assemblée de vingt et un membres dont il est disposé, dit-il dans la *Star*, à payer de sa poche chaque représentant £ 2 par semaine : admirable invention qui aurait permis à Feargus d'avoir dans sa main la nouvelle Assemblée, idée qu'il reprendra pour la réaliser en 1843. Ce démocrate intransigeant n'aspire qu'à la dictature ; son tempérament autoritaire, son ambition, sa vanité ne lui permettent pas d'accepter le partage de la faveur populaire avec d'autres

leaders, et, s'il est encore en bons termes avec Bronterre, il se brouillera bientôt avec celui-ci, le couvrira d'injures et de calomnies, essaiera de le disqualifier auprès des classes ouvrières.

Pour le moment, Bronterre qui vient de sauver le Chartisme d'une périlleuse aventure est, avec Feargus, le leader le plus écouté : aussi la *Northern Star* est-elle obligée de le ménager, et, comme Bronterre veut lancer un journal, la *Southern Star*, elle annonce le 28 septembre la nouvelle comme un heureux événement qui doit être accueilli avec une grande joie par les travailleurs ; elle demande à ceux-ci de se rallier autour de cet "ami inflexible et persécuté de la Démocratie" ; elle compare "le maître d'école du pauvre" à un lion "sur les talons duquel les roquets de la presse aboyent, essayant en vain de mordre". La *Northern Star* et la *Southern Star* agiront de concert : "elles marcheront la main dans la main ; il n'y a pas de raison pour que le succès de la *Southern Star* ne soit pas aussi grand que celui de la *Northern Star*... Que tous ceux qui hésitent sur le *devoir présent* rappellent à leur mémoire la conduite d'O'Brien pendant les neuf dernières années, dans toutes les situations qu'il a été appelé à rencontrer et, pendant ces neuf années, ils le trouveront luttant, souvent seul, contre les oppresseurs du peuple. Que son effort actuel

puisse être couronné de succès, c'est là le sincère désir de notre cœur... Les deux Stars "fraternelles" lutteront contre les démons de la presse : seuls nous les avons tués ; à deux nous les brûlerons". La *Northern Star* est-elle désintéressée au point de ne pas se soucier de la concurrence que la *Southern Star* peut lui faire auprès des lecteurs chartistes ? Que Bronterre ne se laisse pas prendre à ces belles paroles ; la *Northern Star* ne l'accable d'éloges que pour pouvoir mieux étouffer sa voix et discréditer sa personne : plus grands et plus nombreux seront ces éloges, plus complètes et plus profondes apparaîtront au public la sincérité de Feargus et de son journal comme la véracité de leurs dires, lorsqu'un austère devoir les forcera à se résigner par amour du peuple à dévoiler les hypocrisies et les trahisons de celui qui les aura trompés eux et lui. Il suffira d'attendre que les procès de Bronterre, en l'immobilisant en prison, l'empêchent pendant dix-huit mois de paraître sur la scène politique.

Après la séparation de la Convention chartiste, l'évolution du réformisme à la violence semble terminée et les mois de septembre et d'octobre 1839 confirment cette impression. Aussi bien, si elle n'avait pas été la cause première de cette évolution, la Convention, par sa faiblesse d'abord, puis par ses imprudences,

avait contribué à fixer le chartisme dans cette voie et même à accroître l'élan provoqué par les protagonistes de la force physique et de la grève générale. Sa dissolution devait agir sur la psychologie des leaders et sur celle des troupes. Elle enlevait aux masses exaspérées leur point d'appui et la croyance qu'elles avaient de posséder en la Convention un centre de direction et de coordination pour leurs efforts révolutionnaires. Les leaders les plus violents et les adeptes les plus décidés de la force physique avaient été, au moins pour un temps, apaisés par les événements : la crainte de la grève générale, tant souhaitée en paroles, avait été pour eux le commencement de la sagesse. Le changement d'attitude de la part d'hommes comme Richardson, Bronterre O'Brien, le docteur Fletcher, la conversion de Robert Lowrey, la dissolution proposée par l'enthousiaste docteur Taylor lui-même et les motifs qu'en avait donné Bronterre, tout prouve que les mesures énergiques du gouvernement et la répression systématique avaient eu pour effet de calmer l'ardeur des esprits même les plus exaltés.

Mais l'indifférence des événements pendant les mois de septembre et d'octobre était mensongère et l'évolution allait s'achever, sur des larmes et sur un sourire, par la tragédie qui devait coûter la vie ou la liberté à une poignée de

soldats chartistes d'une héroïque sincérité et par la comédie qu'allaient donner deux des grands chefs en repoussant une gloire qu'ils avaient si souvent appelée de leurs vœux.

Le 4, deux mille mineurs gallois, armés les uns de fusils et de pistolets, les autres de piques et de pioches, la plupart de gros gourdins, s'avancent vers Newport, dans l'obscurité d'une nuit de novembre. Ils marchent à travers la tempête, sous une pluie qui bat leurs visages, s'arrêtant de temps à autre aux public-houses et, vers neuf heures du matin, ils arrivent devant l'hôtel de Westgate où le maire et les magistrats se sont réfugiés sous la garde d'une compagnie du 45^e régiment. Les Chartistes commencent l'attaque en brisant les fenêtres et en tirant sur les soldats. Le maire lit aussitôt le Riot Act et donne l'ordre aux soldats de faire feu : " La mort fait son œuvre, quatorze Chartistes sont tués et plusieurs autres blessés. Ils étaient conduits par John Frost. Ils étaient bien armés de fusils, de mousquets, de sabres et avaient même un petit canon. Quelques-uns des constables spéciaux ont été blessés : Mr. Morgan, drapier, Mr. Williams, quincaillier, ainsi que le maire. Le gros des émeutiers a battu en retraite vers les champs. Il semble que leur intention ait été d'occuper Newport, de piller la ville et de marcher sur Monmouth pour délivrer Vincent

et ses compagnons. Ils avaient juré que Vincent ne resterait pas en prison au-delà du 5 novembre. La plus grande agitation règne dans le pays de Galles. ” Deux autres troupes commandées par Jones, horloger de Pontypool et par Williams, tenancier d'un débit à Nantyges, devaient se joindre à celle de Frost ; mais elles arrivèrent trop tard. Tel est le récit que la *Northern Star* donne le 9 novembre de l'équipée tragique de ces braves mineurs Gallois, conduits par l'excellent et pacifique John Frost et prêts à payer de leur vie leur amour pour Henry Vincent.

La *Northern Star* du 16, comme celle du 9 novembre, parle de l'influence extraordinaire qu'avait sur les ouvriers gallois le jeune orateur chartiste ; celle du 28 novembre, parmi les causes de l'émeute, indique la nouvelle loi des pauvres et le caractère religieux des Gallois. Sans doute, ces divers éléments ont pu entrer en jeu ; la personnalité de Vincent a certainement exercé sur les Chartistes Gallois une grande séduction et la loi des pauvres avait sans doute aussi suscité l'exaspération de ces populations. Mais la *Northern Star* du 16 aperçoit-elle la cause première de cette échauffourée lorsqu'elle dit :

“ L'autre semaine nous inclinions à attribuer l'émeute à la folie de quelques-uns ; aujourd'hui nous la comparerons à un torrent de montagne longtemps contenu et cette “ émeute ”

peut être regardée comme le signe avant-coureur d'un mouvement général et irrésistible de revendications pour la Liberté."

Du réformisme que préconisaient ses créateurs, le mouvement chartiste avait évolué vers la violence et les mineurs gallois n'avaient fait qu'appliquer en fait les théories de la force physique auxquelles ils avaient été sacrifiés.

La raison profonde de cet événement est dans l'attitude de la Convention et dans l'action exercée sur les masses chartistes par les leaders, démagogues ambitieux et sans scrupules, comme Feargus O'Connor et Bussey, ou, comme Frost et Vincent, démocrates sincères et désintéressés, mais assez faibles et assez influençables pour se laisser entraîner par leur mysticisme social et s'abandonner, après le leur avoir communiqué, à l'enthousiasme de leurs auditeurs. Fatalement cette double action devait amener des âmes simples et crédules à mettre en actes les paroles de violence. Sans doute les Gallois, que leur ardeur religieuse exposait plus complètement aux dangers de cette sorte, étaient mieux prédisposés que les autres à transformer en une foi agissante les oraisons politiques et sociales des prédicateurs chartistes ; on peut s'étonner cependant qu'ils n'aient pas trouvé des imitateurs dans quelque autre région ouvrière de l'Angleterre. En réalité, ils ont failli en avoir et, s'ils n'en ont pas eu, c'est parce que les travailleurs



JOHN FROST

(British Museum)

du Yorkshire n'ont pas rencontré pour les conduire un brave homme comme John Frost, chrétien qui aimait Dieu comme le père d'une grande famille et voulait déjà le ciel ici-bas, au reste, fidèle à la parole donnée et préférant se faire tuer plutôt que d'abandonner dans leur dessein téméraire ceux qui avaient mis leur confiance en lui. Si les ouvriers du Yorkshire ont été sauvés d'une aventure semblable à celle de Newport, et qui aurait pu être et aurait été certainement plus sanglante, c'est grâce à la duplicité et aux pasquinades des deux hommes qui leur inspiraient la plus grande admiration.

Ici encore les détails que nous devons à Lovett éclairent la psychologie de cette histoire en même temps que l'âme de deux des principaux personnages. Après avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour amener une amélioration dans le traitement de Vincent en prison, John Frost, de passage à Londres, s'était plaint, en présence de deux ou trois Conventionnels, de la conduite des autorités et avait dit qu'il avait les plus grandes difficultés à empêcher les Chartistes gallois d'employer la force pour mettre Vincent en liberté. Sur quoi, l'une des personnes présentes déclara que, si les Gallois se soulevaient, les travailleurs du Yorkshire et du Lancashire étaient prêts, il le savait, à se joindre à eux pour organiser un coup de main en faveur de la

Charte. Frost offrit de consulter à ce sujet les Gallois, et Peter Bussey, les ouvriers du Yorkshire et du Lancashire.

Peu après, le projet des Gallois est discuté au meeting de Heckmondwick ; certains objectent que l'entreprise est prématurée, mais la plupart se déclarent déterminés à l'appuyer et à provoquer un soulèvement dans le Nord. Les Chartistes songent immédiatement à Feargus O'Connor et lui adressent un délégué pour lui demander d'être leur chef "*comme il l'avait si souvent proposé*". Et voici la conversation entre ce délégué et Feargus telle que la rapporte Lovett :

Le Délégué : Mr O' Connor, un soulèvement en faveur de la Charte va se produire dans le Yorkshire et je suis envoyé par..... pour vous demander de vous mettre à notre tête, comme vous nous avez si souvent promis de le faire quand nous serions prêts.

Feargus : Bon ; quand le soulèvement doit-il avoir lieu ?

Le Délégué : Eh bien, nous avons décidé de commencer samedi prochain.

Feargus : Etes-vous suffisamment armés ?

Le Délégué : Oui, nous possédons des armes.

Feargus : Bon, tout va bien, mon ami, c'est parfait.

Le Délégué : Alors, Mr O'Connor, puis-je

dire à nos hommes qu'ils peuvent compter sur vous et que vous serez leur leader ?

A ces paroles, Feargus s'indigne : " Eh quoi, Monsieur, depuis quand avez-vous entendu dire que moi ou une personne de ma famille ait jamais trahi la cause du peuple ? Ne nous sommes-nous pas toujours trouvé à notre poste à l'heure du danger ? " Par cette rodomontade Feargus persuade au pauvre diable qu'il est prêt à tout. L'homme s'en retourne et avec assurance affirme qu'on pouvait compter sur Feargus ; mais par la suite le trop crédule individu fut jugé comme un infâme menteur et perdit toute considération, car Feargus ne craignit pas de jurer solennellement qu'il ne lui avait fait aucune promesse. Pas un instant les Chartistes ne crurent que le menteur était le descendant des rois d'Irlande.

Effrayé de s'être presque engagé par les paroles ambiguës qu'il avait été obligé de prononcer, Feargus prend ses dispositions pour faire échouer l'entreprise. Après s'être renseigné et avoir été forcé de croire à la réalité du mouvement projeté, il se met en route et il ne songe qu'à annuler au plus tôt l'effet de ses conseils et de ses vantardises ; mais, comme il n'agit jamais par lui-même pour ne pas se compromettre, il envoie George White parcourir le

Yorkshire et le Lancashire pour affirmer un peu partout qu'aucun soulèvement n'aura lieu dans le Pays de Galles; il envoie Charles Jones pour assurer les Gallois qu'il n'y aura pas non plus de soulèvement dans le Yorkshire et, que derrière ce projet, il ne faut voir qu'un complot de la police, une manœuvre du gouvernement. Malheureusement, lorsque Charles Jones arrive à la demeure de Frost, celui-ci est absent, il est à une conférence décisive où se trouvent réunis les autres leaders de la région. Charles Jones parvient cependant à rejoindre Frost, mais trop tard, car le peuple chartiste est résolu à libérer Vincent : " Mieux vaudrait, dit Frost, me brûler la cervelle que d'essayer de m'opposer à cette détermination ou de reculer. " Aussi le pacifique commerçant de Newport supplie-t-il Charles Jones de retourner immédiatement en Yorkshire et en Lancashire, pour tenter de soulever les travailleurs de ces districts par l'exemple de l'héroïsme Gallois ; et, comme Feargus n'a pas donné à Charles Jones assez d'argent pour le retour, Frost lui remet trois souverains. Avant que rien pût être fait dans le Nord, les Chartistes gallois se font massacrer devant l'hôtel de Westgate.

Lorsque la nouvelle de ce désastre se fut répandue dans le Yorkshire, les Chartistes furent tellement exaspérés de voir qu'ils avaient été

trompés sur les résolutions des Gallois, qu'ils décidèrent de mettre à exécution leur projet abandonné. A défaut de Feargus O'Connor, on choisit comme chef Peter Bussey qui, par ses discours et son attitude, paraissait tout désigné à ce poste de combat. Mais, malgré la vigueur de ses opinions démocratiques, Peter Bussey ne semble pas avoir goûté cet honneur ; il tombe soudainement malade. Les Chartistes ont des doutes sur cette maladie improvisée, et, voulant se rendre compte par eux-mêmes de la gravité du mal, ils cherchent leur leader dans sa maison et ne le trouvent pas : on leur répond que le médecin lui a ordonné, pour sa santé, la campagne. Quelques jours après, en bavardant avec les clients du café paternel, le petit garçon de Peter Bussey laissa échapper le secret ; le farouche démocrate tenait à la fois une brasserie et une boutique de revendeur : " Ah ! ah ! dit le petit garçon, vous n'avez pas pu découvrir papa l'autre jour ; mais moi je savais bien où il se trouvait : il était au grenier, caché derrière les sacs de farine. " Imprudente parole qui coûta au virulent et intransigent démagogue sa réputation et sa clientèle, l'obligea à liquider ses affaires et à s'embarquer pour l'Amérique.

Feargus O'Connor s'en tira à meilleur compte : redoutant qu'on ne vînt le chercher pour le

forcer à l'héroïsme, Feargus pensa que le moment était bien choisi pour voyager, il vit là une excellente occasion pour aller rendre visite à sa " malheureuse patrie " et, à une distance convenable des lieux dont il n'avait pas voulu faire le théâtre de ses exploits, proclamer qu'il était prêt à marcher à la gloire ou à la mort. Lorsqu'il revint d'Irlande, Frost et quelques centaines de Chartistes étaient en prison, le calme était revenu, il n'y avait plus rien à craindre. Cependant, pour ne pas attirer sur lui l'attention, Feargus se tenait coi ; il ne jugea décent d'ouvrir la bouche que lorsque ses disciples vinrent lui demander d'agir en faveur de Frost et des autres prisonniers : il fut trop heureux d'offrir une semaine des recettes de la *Northern Star* et d'avancer, dit-il, " mille guinées de sa poche " pour payer les dépenses du procès et sans doute aussi le prix de son courage.

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE DOUZE
NOVEMBRE MIL NEUF CENT DOUZE PAR
"THE ST. CATHERINE PRESS LTD."
QUAI ST. PIERRE, BRUGES BELGIQUE



HD
8396
D6
v.1

Dolléans, Édouard
Le chartisme

Aug 22 / 78

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

